

ÉCOLE DE TRAVAIL SOCIAL
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

LA RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE LE RIVAGE: CRÉER DES
ESPACES SOCIAUX HABILITANTS

Par
NANCY LÉVESQUE

Travail présenté à :
JACQUES CAILLOUETTE (directeur)
ANNIE LAMBERT (évaluatrice)
EMMANUELLE KHOURY (évaluatrice)

Programme de maîtrise en service social
Cheminement type recherche

Sherbrooke, Québec

15 Mai 2019

« Les interactions sont les atomes de la société. Elles fondent toute la dureté et toute l'élasticité, toute la couleur et toute l'uniformité de la vie sociale, qui nous est si évidente et pourtant si mystérieuse ».

George Simmel

À Adrienne,

Ton amitié a été et est encore un des plus beaux cadeaux qui me fut donné. Merci d'avoir été présente; merci d'être toujours présente.

En l'amitié de quoi je parle elles se mêlent et confondent l'une en l'autre, d'un mélange si universel, qu'elles effacent et ne retrouvent plus la couture qui les a jointes. Si on me presse de dire pourquoi je l'aimais, je sens que cela ne se peut exprimer, qu'en répondant: « Parce que c'était lui ; parce que c'était moi. »

Michel de Montaigne, Essais, « *De l'Amitié* »

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pu voir le jour sans un soutien considérable de la part de plusieurs personnes de mon entourage. En premier lieu, merci à mon directeur de mémoire, Jacques Caillouette, pour ses précieux conseils, son écoute et pour m'avoir soutenue dans ce long et éprouvant processus qu'est l'écriture. Merci Jacques d'avoir pris le temps qu'il fallait pour réfléchir ensemble, pour m'aider au développement de mes capacités d'analyse (entre autres, de voir au-delà du visible) et au raffinement de mes écrits. Aussi, les opportunités que tu m'as fait découvrir pour présenter mes travaux m'ont permis d'expérimenter l'inconfort, mais de vivre un processus de connaissance de soi et d'en sortir grandie. Merci d'avoir cru en moi et en ce projet.

Je tiens aussi à remercier les évaluatrices lors de l'évaluation du projet de recherche, soit Mme Annie Lambert et Mme Suzanne Garon ainsi que les évaluatrices du mémoire, Mme Emmanuelle Khoury et Mme Annie Lambert.

Aussi, je remercie le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) pour les opportunités qu'il offre à sa communauté étudiante de présenter leurs travaux. J'ai ainsi pu participer aux colloques étudiants du CRISES de 2017, 2018 et 2019 ainsi qu'à son colloque lors du Congrès de l'ACFAS de 2018.

Un chaud remerciement au Rivage, à tous les membres et au personnel qui m'ont accueilli. Un merci tout particulier à ceux et celles, du Rivage ou de l'extérieur, qui ont accepté de participer aux entrevues. C'est principalement grâce au riche contenu que vous avez livré que j'ai pu écrire ce mémoire. Ce que j'ai pu assimiler à votre contact se conçoit aussi au plan personnel.

Merci aux membres du comité de soutien d'avoir accepté de vous lancer dans cette expérience et de contribuer à ce projet. Merci à Sophie Brasset, Jacques Caillouette, Sylvain Dubé, Emmanuelle Khoury, Suzanne Lessard et Robert Théoret pour le temps investi et m'avoir fait profiter de vos rétroactions.

D'une manière moins impliquée dans le projet, mais véritablement dans ma vie, je tiens à remercier toutes les personnes qui de prêt ou de loin m'ont supportée depuis le début de mon parcours universitaire. Ainsi, merci à :

Ma famille qui, malgré la distance, malgré les craintes et les questionnements quant à mes choix, m'a encouragée à poursuivre mon chemin. À mes neveux et nièces – Jérémy, Alexis, Élisabeth, Sasha et Logan – je n'ai cessé de penser à vous. J'espère que vous serez des citoyens engagés, des acteurs réfléchis et assez courageux(es) pour suivre vos élans et demeurer libres.

Un GROS MERCI à ma *gang* en travail social Audrey, Élise, Julie, Leila, et Sébastien avec qui je pouvais partager mes moments de doute, tout comme les hauts et les bas de nos parcours universitaires en travail social et de nos vies personnelles. Nous avons su garder le cap sur nos ambitions et sur nos rêves. Vous êtes vraiment inspirant(e)s! Votre amitié est importante pour moi.

Merci à mes amis en général et spécialement à Adrienne, Daniel, Geneviève, Jupiter, Marie-Paule et Maryse. Vous avez compris que mon cheminement était bien plus qu'académique, mais surtout personnel. Merci de votre support, de vos encouragements, de votre patience devant mes trop nombreux questionnements existentiels. Merci de me raccrocher à l'essentiel et de me rappeler la beauté de la vie.

À vous toutes et tous, merci et...ne cessez jamais de vous émerveiller, de rêver et d'oser!

Table des matières

Liste des acronymes	11
Résumé.....	12
Introduction.....	13
Partie 1 : Problématique, théorie et méthodologie.....	17
Introduction.....	18
1- Problématique.....	19
1.1 Contexte historique de la santé mentale au Québec : une évolution constituée de désaccords et de contre-pouvoirs	19
1.2 L'enjeu de l'Alternative en santé mentale : demeurer à contre-courant devant l'hégémonie du modèle biomédical	24
1.2.1 L'Alternative en santé mentale : la naissance d'un contre-pouvoir.....	25
1.2.2 L'influence des visions et des pratiques	26
1.2.3 Pratiques dominantes et pratiques de l'Alternative : une opposition de valeurs	33
1.3 La transformation sociale et les enjeux d'autonomie, de participation et de reconnaissance.....	42
1.3.1 Le milieu communautaire autonome : transformation sociale ou prestation de services ?.....	43
1.3.2 Ressources alternatives en santé mentale : visée et réalité	45
1.4 Question de recherche et pertinence	47
1.4.1 Pertinence et objectifs de la recherche.....	48
2- Cadre conceptuel et enjeux de l'Alternative.....	48
2.1 Les concepts de pratique et de transformation sociale.....	48
2.1.1 Les pratiques : actions récursives et réfléchies	49
2.1.2 La transformation sociale : prise de conscience, actions et luttes collectives .	50
2.1.3 Processus de transformation sociale : la mimésis de l'action pour un passage du microsocial au macrosocial	52
2.1.4 Notre vision des pratiques de transformation sociale	55
2.2 Les concepts liés à la transformation sociale : citoyenneté et participation, reconnaissance, stigmatisation et espaces	57
2.2.1 Citoyenneté et participation : les clés de l'engagement.....	57
2.2.2 Reconnaissance : une question d'interdépendance obligée	61
2.2.3 Stigmatisation et les répercussions de la différence	62
2.2.4 Une pluralité d'espaces aux modalités et finalités différentes.....	65
2.2.5 Liens entre les thèmes et la transformation sociale	67

3- Cadre méthodologique et épistémologique	70
3.1 Épistémologie de la recherche et posture de la chercheuse	70
3.2 Méthodologie : une étude de cas unique présentant une dimension partenariale ...	73
3.2.1 Choix de la ressource	74
3.2.2 Portrait de la ressource	74
3.2.3 L'étude de cas comme analyse approfondie d'un phénomène complexe.....	76
3.2.4 La dimension partenariale dans une démarche de recherche à caractère pédagogique.....	79
3.3 Méthode de collecte des données : recherche documentaire, entrevues, observation directe, artefacts et journal de bord	83
3.3.1 Recherche documentaire.....	84
3.3.2 Entrevues semi-dirigées	84
3.3.3 Observation directe et posture d'observateur	85
3.3.4 Les artefacts physiques ou culturels	89
3.3.5 Journal de bord.....	89
3.3.6 Choix de l'échantillon.....	89
3.3.7 Mode de recrutement	90
3.4 Analyse, recension des écrits et calendrier	93
3.4.1 Recension des écrits.....	93
3.4.2 Les choix de l'analyse.....	94
3.4.3 Calendrier de recherche	98
3.5 Forces et limites de la recherche.....	99
3.5.1 Considérations éthiques	101
Conclusion	102
Partie II : Analyse des résultats.....	104
Introduction.....	105
1- Un espace collectif de valeurs vécues et en lien avec la communauté.....	107
1.1 Des valeurs pour orienter l'action : une expérience de reconnaissance réelle initiatrice d'un mouvement vers l'autre	108
1.1.1 Susciter les échanges pour faire des apprentissages au travers les interactions	108
1.1.2 Cadrer l'action par les valeurs vécues : un antidote à l'exclusion.....	111
1.1.3 Des expériences de reconnaissance sociale dans un espace ouvert	112
1.1.4 L'entraide comme expérience d'une relation réciproque égalitaire	115
1.2 Le collectif : un facteur thérapeutique de premier ordre.....	118

1.2.1 Aller à l'encontre de la normativité instituée : démocratiser les pratiques....	118
1.2.2 Transformer l'intégration en favorisant la responsabilité collective au travers de communautés habilitantes.....	121
1.3 Décentraliser les ressources et potentialiser l'action sur les territoires	123
1.3.1 Se lier aux autres acteurs : la mise en place du Comité d'arrimage des partenaires	124
1.3.2 Collaboration active à un travail de proximité dans les communautés.....	126
1.3.3 Coconstruction de réponses fédératives et adaptées avec divers acteurs.....	127
1.3.4 L'ouverture à l'altérité pour tendre collectivement vers la coconstruction ...	129
Synthèse : agir sur l'environnement social par le collectif, les valeurs et la communauté	131
2- La réflexion pour préparer l'espace à l'échange communicationnel.....	132
2.1 Réflexivité d'équipe « où on a le droit de se tromper »	132
2.2 Réfléchir avec qui et pour quelles finalités ?	135
2.2.1 La légitimité de la réflexion par les principaux concernés : une démarche démocratique vers une redéfinition du citoyen actif	136
Synthèse : une réflexivité partagée	139
3- De l'émergence de la parole à la participation citoyenne : un parcours politique.....	139
3.1 L'accompagnement dans l'articulation de la réflexion collective à la prise de parole : un processus politique créateur de sujets	140
3.2 La pratique du débat : l'exemple d'un acte fondateur du sujet dans la lutte à la stigmatisation structurelle	145
3.3 Créer des espaces publics de réflexivité : un exemple d'exercice de la citoyenneté	148
Synthèse : parole, citoyenneté et subjectivation politique	151
4- Des pratiques de mises en lien pour créer des espaces sociaux vivants	152
4.1 La création d'espaces expérientiels de l'interaction dans la ressource	152
4.1.1 Des espaces interactionnels s'ouvrant sur la communauté	155
4.2 Un rôle et une posture pour modifier la structure symbolique des rapports d'interaction	157
4.2.1 La spatialité des rapports sociaux : les aires communes révélatrices des rapports encouragés	161
4.3 Des pratiques conférant droits et pouvoir aux membres.....	162
Synthèse : des mises en liens créatrices d'espaces sociaux	163
Partie III : Discussion.....	166
Introduction.....	167
1- Retour sur la problématique et le cadre théorique de départ	168

2- Retour sur l'essentiel des pratiques	169
3- Les espaces sociaux : fondement de la modélisation des pratiques du Rivage	171
3.1 L'interaction comme espace social dynamique et heuristique : les apports de la pensée goffmanienne au modèle	173
3.2 Rompre avec les représentations et réorganiser le registre identitaire : le défi des pratiques alternatives en santé mentale	175
4- Un idéal-type présentant des limites sur le terrain	178
5- Pertinence et perspectives.....	179
5.1 Pertinence et objectifs de la recherche.....	179
5.2 Pertinence pour le travail social : apport du modèle pour la pratique et la formation	180
5.3 Perspectives : de nouveaux questionnements et la création de sociétés réflexives	181
Conclusion	183
Bibliographie.....	185
Annexe A : Lettre explicative (prise de contact)	1
Annexe B : Courriel explicatif partenaire du réseau (prise de contact).....	2
Annexe C : Prise de contact téléphonique	3
Annexe D : Guide des entrevues semi-dirigées	4
Annexe E : Grille d'observation	5
Annexe F : Journée de réflexion du 25 janvier 2018.....	7
Annexe G : Formulaire d'information et de consentement (français)	9
Annexe H : Formulaire d'information et de consentement (anglais)	14

Liste des Tableaux

Tableau 1 Synthèse de la comparaison des différentes visions de la santé mentale et de ses problématiques prenant place dans la société québécoise.....	28
Tableau 2 Synthèse de comparaison de deux courants de pratiques dominants en santé mentale dans le réseau de la santé et le courant de pratique de l'Alternative.....	34

Liste des schémas

Schéma 1 : Processus dynamique de la transformation sociale : d'une dimension microsociale au macrosocial.....	54
Schéma 2 : Liens entre les concepts de pratiques et de transformation sociale.....	56
Schéma 3 : Liens et articulation de thèmes liés à la transformation sociale.....	69
Schéma 4 : Espaces sociaux, pratiques et apports pour les acteurs.....	106
Schéma 5 : La subjectivation : un processus créateur de sujets.....	144
Schéma 6 : Modélisation des pratiques du Rivage et création d'espaces sociaux de transformation.....	165
Schéma 7 : Espaces sociaux, pratiques développées et apports ciblés pour les acteurs.....	172
Schéma 8 : Processus de transformation identitaire au travers de l'interaction.....	174

Liste des acronymes

AQRP	Association québécoise pour la réadaptation sociale
CAP	Comité d'arrimage des partenaires
CSBE	Conseil de la santé et du bien-être
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
ÉRASME	Équipe de recherche et d'action en santé mentale et culture
INM	Institut nouveau monde
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OSBL	Organisme sans but lucratif
PASM	Plan d'action en santé mentale
PRSAC	Politique de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire
RQ-ACA	Réseau québécois de l'action communautaire autonome
RRASMQ	Regroupement des ressources alternatives en santé mentale

Résumé

Dans le champ de la santé mentale, le Québec a su progresser et innover en matière de politiques, de services et de pratiques pour faire face aux problématiques de santé mentale. Or, l'hétérogénéité des pratiques en santé mentale est remise en question au profit de pratiques probantes axées sur l'intervention individuelle. Par ailleurs, les pratiques influencent et teintent nos compréhensions, perceptions et représentations de la santé mentale.

Les ressources alternatives en santé mentale proposent une manière différente de penser les pratiques d'interventions particulières à ce champ. Leurs pratiques ont d'original de posséder un caractère collectif, de favoriser la vie associative et de promouvoir la participation citoyenne. Ces ressources nous sont apparues comme un milieu captivant et propice au développement de pratiques liées à la transformation sociale. La thèse apportée dans ce mémoire est que les ressources alternatives, par leurs pratiques autres, agissent sur le social et le transforment.

Ce mémoire prend pour objet d'étude les pratiques alternatives en santé mentale de la ressource alternative Le Rivage du Val St-François. Il procède à la modélisation de ces pratiques. Au centre de cette modélisation se retrouve la notion d'espaces sociaux habilitants, et ce de divers types : partenarial, d'entraide, relationnel, etc. Ces espaces d'interaction participent à une reconfiguration identitaire de celles et ceux qui les investissent. Les pratiques modélisées dans ce mémoire proposent de considérer l'interaction comme un espace social dynamique où se reforment les identités et, plus largement, un social non stigmatisé. En somme, ce mémoire propose une réflexion appuyée empiriquement sur des pratiques orientées vers des transformations sociales, d'approfondissement de la démocratie et d'un vivre-ensemble non discriminatoire vis-à-vis de membres marginalisés de la société.

Mots-clés : santé mentale, pratique alternative, transformation sociale, espace social, interaction, parole, réflexivité, territoire, pratique collective, gestion participative, subjectivation, représentation, tension, identité, reconnaissance, pouvoir, relation égalitaire.

Introduction

Au gré du temps et des époques, le Québec a connu plusieurs changements entourant la perception de la maladie mentale et de la santé mentale. C'est grâce aux différentes visions et aux divergences d'opinions d'acteurs provenant de nombreux milieux que le Québec a progressé et progresse encore en matière de politique et de services entourant la santé mentale ainsi qu'aux méthodes pour faire face aux problématiques qui y sont associées. Or, l'hétérogénéité des pratiques est parfois remise en question, notamment par les pratiques plus médicales considérées comme plus efficaces ou offrant des résultats observables et quantifiables dans un court laps de temps. Pourtant des lectures où la dimension sociale de la santé mentale est mise en valeur est importante.

Les ressources alternatives en santé mentale, par leur façon d'être à contre-courant avec les valeurs dominantes de la société, sont de celles-ci et proposent une manière différente de penser la santé mentale et les pratiques d'intervention particulières dans ce champ. Leurs pratiques ont d'original de posséder un caractère collectif, de favoriser la vie associative, de promouvoir la participation citoyenne entre autres par la politisation de leurs membres et par la revendication pour une plus grande reconnaissance sociale des personnes vivant ou ayant vécu une problématique de santé mentale. Ces ressources nous sont apparues comme un milieu captivant et propice au développement de pratiques liées à la transformation sociale.

Cette recherche s'intéresse donc aux pratiques de transformation sociale qui permettent à la société de progresser de manière positive. La thèse apportée est que les ressources alternatives, par leurs pratiques autres agissent sur le social et le transforment. Toutefois, avec l'évolution de la société québécoise et dans un contexte néolibéral où les désinvestissements sociaux se font sentir, est-ce toujours possible d'offrir un contre-pouvoir réel et d'opter pour des visions d'entraide et de solidarité? Est-il toujours possible pour les ressources alternatives en santé mentale de contester les structures, de créer des espaces de dialogue, de réflexion et de revendication?

L'objectif de ce mémoire est, par une étude de cas, d'analyser et de comprendre une pratique alternative et innovatrice orientée vers la transformation sociale. En théorisant et

modélisant cette pratique contextualisée, nous visons à en permettre l'appropriation et la diffusion auprès de divers acteurs et ainsi de contribuer à un dialogue pour une compréhension renouvelée des principes d'action alternatifs en santé mentale tout en suscitant la réflexion et l'innovation autour des pratiques.

Ce mémoire s'inscrit dans un courant constructiviste et interprétativiste (herméneutique) qui prend pour objet d'étude les pratiques alternatives en santé mentale de la ressource alternative Le Rivage du Val St-François. La collecte de données s'est principalement faite à partir d'observations du terrain ainsi que d'entrevues auprès de personnes entretenant différents rapports et rôles vis-à-vis cette ressource. L'analyse des données empiriques croisée aux apports théoriques de différents auteurs nous a permis de saisir les caractéristiques fondamentales des pratiques de cette ressource et d'en effectuer une modélisation. Cette dernière met en exergue la mise en œuvre de pratiques collectives orientées vers la création d'espaces sociaux habilitants de divers types (partenarial, entraide, relationnel, etc.). Ces espaces sociaux investis sont, en fait, des espaces où se mettent en place des interactions participant à une compréhension identitaire renouvelée de celles et ceux y évoluant.

L'analyse des observations de terrain vise une modélisation des pratiques alternatives en santé mentale de la ressource étudiée. Cette modélisation offre, tant aux plans pratique que théorique, l'exemple de pratiques alternatives en santé mentale pouvant s'adapter à d'autres types d'organisation dans le cadre d'un processus visant à développer le vivre-ensemble ainsi que d'initier un apprentissage (ou réapprentissage) à la démocratie, à sa compréhension et à son imbrication dans la vie quotidienne. Bref, ce mémoire propose tant aux praticiens qu'aux chercheurs intéressés aux pratiques alternatives en santé mentale, une réflexion appuyée empiriquement sur des pratiques orientées vers des transformations sociales d'approfondissement de la démocratie et d'un vivre-ensemble non discriminatoire vis-à-vis certains membres de la société.

Le présent mémoire se subdivise en trois parties. La première partie pose, au chapitre 1, la problématique et débute avec l'histoire de la santé mentale au Québec et les enjeux propres de l'Alternative en santé mentale. Puis, nous amenons d'autres enjeux applicables aux ressources alternatives et au milieu communautaire autonome. Sont

présentés les enjeux de l'autonomie de pratique et celui du mandat de contribution à la transformation sociale. Ensuite, nous exposons notre question de recherche et les buts propres à cette recherche. Au chapitre 2, nous abordons le cadre théorique en introduisant les concepts de pratiques et de transformation sociale. À ces concepts, liés à la transformation sociale, nous joignons ceux de citoyenneté, de participation, de reconnaissance, de stigmatisation et d'espaces. Enfin, le chapitre 3 de cette première partie expose le cadre méthodologique. D'abord, nous expliquons les choix entourant l'épistémologie et la méthodologie de l'étude de cas unique. Puis, nous entrons plus en détail en décrivant les méthodes d'observations employées. Un accent est mis sur les outils de collectes de données et l'analyse. De surcroît, nous amenons dans cette section un élément d'historicité permettant de retracer le chemin emprunté et redéfini par la chercheuse au fur et à mesure de la construction de ce mémoire. Enfin, nous terminons avec les forces et limites de cette recherche ainsi que les considérations éthiques qui furent prises en compte tout au long de sa réalisation.

La deuxième grande partie du mémoire présente les résultats d'analyse de notre terrain et se déploie en quatre chapitres. Nous listons les quatre caractéristiques communes aux pratiques de la ressource et les commentons successivement. Chaque caractéristique se déploie en un chapitre distinct. Ainsi, au chapitre 1, nous parlons des ancrages de la ressource, au chapitre 2, de la réflexivité, au chapitre 3, de la place de la parole et au chapitre 4, des pratiques de mise en lien et présentons les éléments d'égalité et de pouvoir dans la relation comme facteurs importants dans l'établissement de liens horizontaux permettant aux personnes de s'émanciper et d'actualiser leur potentiel.

Enfin, la troisième partie entame la discussion où, dans un premier temps, nous faisons un bref retour sur quelques éléments vus dans la partie 1 et, dans un deuxième temps, nous résumons l'essentiel des caractéristiques présentées dans la partie 2. Puis, nous reprenons notre concept initial d'espaces sociaux de transformation et nous le croisons aux travaux d'Erving Goffman entourant l'interaction et les représentations sociale pour en dégager une compréhension des phénomènes de transformation, de reconnaissance et de subjectivation qui s'opèrent à l'intérieur des espaces sociaux créés.

Également, nous relevons certaines limites de ce modèle et terminons sur la pertinence de cette recherche et les perspectives plus larges que le modèle peut représenter.

Pour finir, nous concluons en soulignant l'importance des espaces sociaux non stigmatisés et d'interactions pour les personnes avec une problématique de santé mentale. Instituant un processus de subjectivation, ces espaces de lutte pour la reconnaissance participent à une construction identitaire positive et plurielle.

Somme toute, l'originalité de ce mémoire, avec son accent sur la création d'espaces non stigmatisés et stigmatisant, est de renouveler la manière d'aborder, d'étudier et de comprendre les pratiques alternatives en santé mentale, voire même d'interpeller les pratiques d'intervention social dans leur ensemble en insistant sur la dimension spatiale et symbolique de leur intervention.

Partie 1 : Problématique, théorie et méthodologie

**La recherche d'innovation et de cohérence dans les pratiques
au sein d'une ressource alternative en santé mentale**

Introduction

Ce projet de recherche s'inscrit en continuité avec une recherche comparative, Ontario – Québec (Savard et coll., 2014-2017), à laquelle nous avons participé à partir de l'hiver 2016 et qui portait sur l'évolution des partenariats entre l'État et les organismes communautaires des champs de la santé mentale et de la dépendance. Or, par l'analyse du matériel recueilli en Estrie, nous avons vu le besoin d'affiner l'analyse en prenant pour objet les pratiques de transformation sociale des ressources alternatives en santé mentale. Ce changement d'accent permet de mieux comprendre comment une ressource actualise, en 2018, ses pratiques ayant une visée de transformation sociale.

Par ailleurs, ce projet de recherche s'inscrit d'emblée dans la mouvance de l'Alternative en santé mentale qui, selon une vision critique de la psychiatrie moderne, se veut une résistance aux idéologies dominantes de la société. Trois éléments majeurs différencient, à nos yeux, les tendances dominantes actuelles et l'Alternative ¹ en santé mentale soit : 1) la vision de la santé mentale et de ses problématiques, 2) les pratiques mises de l'avant dans les milieux et 3) la place qu'occupe la transformation sociale dans les organismes d'action autonomes et les ressources alternatives en 2018. Devant ces éléments de comparaison, nous posons la question relative à notre recherche : *Comment les différentes pratiques mises de l'avant au Rivage du Val St-François participent-elles d'un modèle d'intervention alternatif en santé mentale et comment s'orientent-elles vers la transformation sociale ?*

Afin de bien saisir l'objet de cette recherche, nous établissons ce que nous entendons par « pratiques » et par « transformation sociale ». De plus, nos réflexions faisant suite aux lectures de différents ouvrages ont permis de dégager des éléments supplémentaires susceptibles d'accroître la compréhension des pratiques de transformation sociale et de mieux les situer. Ces éléments sont en fait des concepts que nous lions à la transformation sociale soit : la citoyenneté et la participation, la reconnaissance, la stigmatisation et l'espace.

¹ L'Alternative en santé mentale est une philosophie, une vision du monde et une pluralité de pratique. Le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale (RRASMQ) promeut la philosophie de l'Alternative en santé mentale et favorise les pratiques alternatives au sein de ses ressources membres.

Cette recherche se veut dans un courant constructiviste et interprétativiste. Ce choix, tout comme celui de la méthodologie, se veut tributaire de la question initiale de recherche et de ses visées. De plus, l'étude de cas unique, de la ressource Le Rivage du Val St-François, se révèle un choix judicieux pour l'analyse des mécanismes sociaux complexes qui prennent place dans la quotidienneté. Ce mémoire de recherche ne prétend pas atteindre la généralité par l'analyse de ce cas unique. Cependant, nous croyons possible d'entrer en résonnance avec la compréhension d'autres pratiques qui ont lieu dans d'autres ressources alternatives au Québec.

1- Problématique

Dans cette section, un bref portrait de l'évolution de l'histoire de la santé mentale au Québec est présenté. Nous poursuivons sur les différents enjeux entourant la vision de l'Alternative en santé mentale puis, sur ceux propres aux ressources alternatives en santé mentale et plus largement, aux organismes communautaires d'action autonome. Enfin, en lien avec la présentation globale de ce chapitre, nous posons notre question de recherche et les objectifs poursuivis.

1.1 Contexte historique de la santé mentale au Québec : une évolution constituée de désaccords et de contre-pouvoirs

Le Québec a connu plusieurs changements en lien avec la perception de la maladie mentale et de la santé mentale au gré des années et des politiques qui se sont instituées. Les prochains paragraphes retracent quelques-uns des faits marquants qui ont constitué l'histoire de la santé mentale au Québec, du début de la colonie jusqu'à aujourd'hui.

Au début de la colonie, et ce, jusque dans les années 1870, la prise en charge des personnes avec des problématiques de santé mentale se fait dans la communauté (ministère de la Santé et des Services sociaux, 1997). Ce n'est que dans les cas majeurs où une personne est perçue comme dangereuse qu'elle est alors envoyée en prison ou à l'hôpital (Fleury et Grenier 2004). Par la suite, en 1839, le Québec ouvre son premier

asile² à Montréal et la prise en charge s'institutionnalise graduellement, entraînant la multiplication des asiles. Ces derniers deviennent alors le principal endroit où, pendant environ un siècle, seront logés les fous. Considérés comme des lieux d'hébergement et de contrôle, les asiles deviennent les cibles de critiques et sont décriés les traitements invasifs et non adaptés aux patients (lobotomie, électrochocs, médication, etc.), la réglementation sévère entourant la vie au quotidien et la trop grande promiscuité que cause le surpeuplement des établissements (MSSS, 1997). De plus, le personnel psychiatrique est peu nombreux et se fait encore plus rare lorsqu'il est question des ergothérapeutes, travailleurs sociaux et psychologues. Enfin, ce sont les infirmières, la plupart du temps religieuses, qui détiennent le pouvoir décisionnel dans les unités de soins (Laurin, 1986).

Après la Deuxième Guerre mondiale, un questionnement émerge sur les conséquences de l'internement et de ses possibles effets néfastes sur la sociabilité (Fleury et Grenier 2004). Ce questionnement est confirmé par des études américaines qui démontrent que l'internement prolongé en asile aggrave la situation, entraînant ce que Barton (1959) appelle une « névrose institutionnelle » caractérisée par de l'indifférence, une passivité extrême, de l'aboulie, de l'autonégligence et dans certains cas, de l'agressivité (MSSS, 1997). Ces informations vont provoquer certains changements et parmi ceux-ci, l'arrivée de psychiatres avec une nouvelle philosophie de la pratique de la psychiatrie. Ces « psychiatres modernistes » (MSSS, 1997) prônent une approche plus humaine dans les soins et conçoivent la maladie mentale comme toute autre forme de maladie. Conséquemment, ils considèrent qu'il est tout à fait possible d'entrevoir la guérison. Ce faisant, cet argument vient aussi renforcer l'idée que les psychiatres détiennent les connaissances pour assurer cette guérison (MSSS, 1997).

² Ce premier asile est le Montreal Lunatic Asylum et se situait au troisième étage de la prison de Montréal. Les conjonctures politique, économique et sociale du Bas-Canada de l'époque se prêtaient bien à son implantation. En effet, cet asile faisait partie des mesures mises en place afin d'assurer un certain contrôle social suite à la révolte des Patriotes de 1837-1838. Le climat social tendu associé à la pauvreté urbaine constituait pour l'élite britannique une menace (MSSS, 1997).

Parallèlement, la sortie du livre de Jean-Charles Pagé³ en 1961 dénonce publiquement les conditions de vie des psychiatisés, ce qui a pour effet de soulever un mouvement d'indignation dans la population (MSSS, 2004). Le gouvernement met alors en place la Commission Bédard et lui confie le mandat d'enquêter sur les hôpitaux psychiatriques (Laurin, 1986). Le rapport émis souligne le caractère impératif d'apporter une réforme au système de soins et de services psychiatriques (MSSS, 1997). Le 2 juin 1962, la Division des services psychiatriques est créée. Elle a comme but d'appliquer les recommandations du rapport Bédard dont certaines se veulent axées sur la décentralisation des services. C'est donc dans cette visée que survient la première vague de cette désinstitutionnalisation, entre 1962 et 1970. La désinstitutionnalisation exige alors une restructuration des services offerts dans la communauté. Ces services doivent dorénavant se régionaliser (entre autres, la création de départements de psychiatrie dans les hôpitaux régionaux), se multiplier, et couvrir un large éventail de services. C'est dans cette vague et sous cette influence qu'apparaissent différents groupes qui s'intéressent au champ de la santé mentale (MSSS, 1997).

En 1966 s'amorce l'enquête sur la santé, le bien-être et la sécurité du revenu par la commission Castonguay-Nepveu. Officiellement adoptée en 1971, cette réforme de la santé et des services sociaux apporte des transformations au niveau organisationnel et administratif par l'arrivée des technocrates et de leur vision managériale qui promeut la rationalité du système et une diminution de ses coûts (MSSS, 1997). Cependant, comme l'indiquent Roberge et White (2000) les services de premières lignes pour les personnes avec des troubles graves ne sont pas déployés convenablement et entraînent comme conséquence l'augmentation de l'usage de la médication et le ralentissement du développement des ressources communautaires. C'est sous ce contexte que s'amorce, de 1970 à 1988, la deuxième vague de la désinstitutionnalisation. Cette vague connaîtra une augmentation particulière en 1982 à cause d'importantes coupes dans les budgets de la

³ *Les fous crient au secours* de Jean-Charles Pagé paru en 1961 a mis en lumière les conditions d'existences dans les hôpitaux psychiatriques. La post face du livre est signée par le psychiatre Camille Laurin, lui-même ayant eu l'approbation de son équipe auparavant (Laurin, 1986)..

santé et des services sociaux⁴. De surcroît, la psychiatrie alors pratiquée au Québec laisse de plus en plus de place au traitement pharmacologique permettant ainsi de soigner en externe, mais oblige alors les personnes à maintenir leur lien étroit avec les hôpitaux (MSSS, 1997).

Néanmoins, dès le début de la décennie 1970, devant les constatations d'un manque de soutien et de services dans la communauté, de l'amplification des problèmes sociaux et du recours aux traitements médicamenteux, un mouvement de protestation contre la dominance de la psychiatrie institutionnelle prend son envol. En plus de dénoncer l'abus de l'usage des médicaments, ce mouvement réproouve les relations inégalitaires entre les professionnels de la santé et la personne, la déshumanisation des soins et même la présence de certains biais⁵ orientant le diagnostic et la thérapie envisagée (MSSS, 1997 ; RRASMQ, 2009b). S'inscrivant sous la philosophie de l'Alternative en santé mentale, divers groupes communautaires proposent alors une approche plus holistique de la personne et une relation de soutien non hiérarchique. Ces groupes considèrent les conditions de vie ainsi que les contextes économiques et politiques comme des facteurs qui influencent la santé mentale (White et Mercier, 1989). C'est ainsi qu'en 1983, plusieurs de ces organismes se regroupent et créent le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ) (RRASMQ, 2009a).

Le champ de la santé mentale ne cesse de prendre de l'importance au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et en 1989, le gouvernement du Québec adopte sa première *Politique de santé mentale* qui compte alors cinq objectifs qui sont : « 1) assurer la primauté de la personne, 2) accroître la qualité des services, 3) favoriser l'équité, 4) rechercher des solutions dans le milieu de vie et 5) consolider le partenariat » (MSSS, 1989, p.5). Cette nouvelle orientation invite à soutenir et favoriser la pleine citoyenneté et le maintien dans la communauté (MSSS, 1997). Comme le rapportent certains auteurs, les ressources communautaires, dont les ressources alternatives en santé mentale, se voient conférer un statut et un rôle dans l'offre des services et dans la planification de

⁴ Certains considèrent d'ailleurs que ce moment de la désinstitutionnalisation s'est fait moins sous l'angle de raisons humanistes, mais plutôt sous une perspective économique et de réduction de coûts (MSSS, 1997).

⁵ Entre autres, les biais sexistes et de classe qui ont parfois préséance dans les diagnostics et les thérapies qui sont ensuite proposées (MSSS, 1997).

l'organisation de ces services (Mercier et White, 1995 ; Roberge et White, 2000). Néanmoins, la *Politique de santé mentale* n'offre pas une définition claire en ce qui a trait aux ressources communautaires, englobant ainsi les ressources alternatives en santé mentale, les structures intermédiaires, les organisations religieuses, etc. Mercier et White (1995) font remarquer que ce manque de clarté a pour effet d'occulter le discours politique et revendicateur de certains organismes communautaires et se voit aussi en rupture avec l'ailleurs et autrement que prône le RRASMQ (Mercier et White, 1995).

Toujours dans sa foulée d'amélioration des soins et services en santé mentale, le MSSS élabore en 2005 le *Plan d'action en santé mentale 2005-2010 – La force des liens* (PASM 2005-2010). Ce premier plan d'action s'oriente vers le rétablissement des personnes grâce à une offre de services dont la continuité est assurée par le développement de nouveaux liens et de nouvelles collaborations entre les divers intervenants. Les objectifs de ce plan d'action sont la reconnaissance de la personne utilisatrice, ainsi que de doter le Québec d'un « système efficient de santé mentale » (MSSS, 2005, p.12.). Le PASM 2005-2010 a pour principes directeurs le pouvoir d'agir de la personne et son rétablissement, l'accessibilité et la continuité des services ainsi que le partenariat et l'efficience (MSSS, 2005).

En vue d'une refonte du PASM, le MSSS organise une consultation sous forme d'un forum national sur la santé mentale en 2014. Ce forum a permis à différents groupes et regroupement citoyens, dont le RRASMQ, de faire connaître au Ministère leurs recommandations en vue du PASM 2015 (MSSS, 2014; RRASMQ, 2015). De surcroît, le RRASMQ a été sollicité pour commenter certains éléments du PASM (RRASMQ, 2015). De souligner ces rapports de collaboration entre le gouvernement et le RRASMQ est important et montre comment des organismes de la société civile, loin d'une simple marginalité, influencent et participent à la définition des orientations politiques du gouvernement. De ce fait, bien qu'il promeut une vision alternative de la santé mentale, le RRASMQ se retrouve en même temps à participer à l'évolution des philosophies, des pratiques et des manières plus larges de lire la santé mentale au Québec.

Suite aux recommandations émises lors du forum consultation de 2014, une nouvelle version du PASM s'élabore et le *Plan d'action en santé mentale 2015-2020 – Faire*

ensemble et autrement (PASM 2015-2020) voit le jour en octobre 2015. L'ambition du MSSS est alors d'accroître l'accès aux services par une restructuration majeure du réseau de la santé et des services sociaux. Une fois de plus, la primauté de la personne est mise à l'avant-scène, mais aussi l'engagement en partenariat avec l'entourage de la personne et le partage des responsabilités (MSSS, 2015). Ce plan s'inscrit sous l'égide de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* qui s'officialise le premier avril 2015 sous le gouvernement libéral de Philippe Couillard.

Pour conclure sur ce bref historique, c'est grâce aux différentes visions et aux divergences d'opinions d'acteurs provenant de nombreux milieux que le Québec a progressé en matière de politique et de services entourant la santé mentale et aux problématiques associées. Ainsi, sans ce contre-pouvoir qu'ont exercé les personnes ayant éprouvé dans leur vécu les bévues du système psychiatrique et politique d'alors, les choses n'auraient pas évolué dans le même sens. Nous soulignons l'exercice politique des différents acteurs et les pratiques démocratiques qui ont permis et qui permettent encore aux citoyens de faire entendre leur parole et leurs revendications. Particulièrement pour le RRASMQ, sa persistance à entrer en dialogue avec le MSSS et, du côté du MSSS, d'aller vers le RRASMQ pour améliorer ses politiques et services dans le champ de la santé mentale, témoigne de l'ouverture et de la reconnaissance que l'un et l'autre s'accorde mutuellement.

1.2 L'enjeu de l'Alternative en santé mentale : demeurer à contre-courant devant l'hégémonie du modèle biomédical

L'Alternative pose une lecture des problématiques de santé mentale qui diverge de celle de la société dans son ensemble. La source de cet écart tient principalement des différentes visions et pratiques en place dans les ressources alternatives et celles dans les autres institutions ou organisations qui offrent des services aux personnes ayant une problématique de santé mentale. Cette section trace d'abord le portrait et les particularités de l'Alternative en santé mentale qui font d'elle un antagoniste à la psychiatrie moderne. Par la suite, nous dressons une liste des visions et pratiques qui entourent le champ de la santé mentale.

1.2.1 L'Alternative en santé mentale : la naissance d'un contre-pouvoir

L'Alternative en santé mentale est un bon exemple de contre-pouvoir, de lutte et de revendication pour les droits des personnes vivant ou ayant vécu des problématiques de santé mentale. Elle base sa philosophie sur des principes qui promeuvent l'être avant tout, arrimant ces principes à des pratiques qui témoignent de l'engagement de l'Alternative dans ses actions.

L'Alternative en santé mentale est venue en réponse à la psychiatisation des personnes avec une problématique de santé mentale (ARUC-SMC, 2011 ; RRASMQ, 2005). Elle fait son arrivée dans le courant des années 1970 pour offrir un soutien et un accompagnement dans la communauté aux personnes présentant une problématique de santé mentale. L'Alternative est issue de l'initiative de groupes d'ex-psychiatisés qui se sont joints à des groupes proposant des traitements alternatifs. Ensemble, ils critiquent et contestent l'enfermement et l'usage de la médication comme unique réponse au mal-être. Chemin faisant, ces groupes se multiplient et en 1983, le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale voit le jour (RRASMQ, 2009b).

La philosophie de l'Alternative en santé mentale que prône le RRASMQ est basée sur les principes suivants : 1) une conception globale de la personne, 2) la réappropriation du pouvoir, 3) la qualité de l'accueil, 4) l'entraide, 5) des ressources à taille humaine, 6) des ressources imbriquées dans la communauté, 7) des ressources engagées socialement et politiquement (RRASMQ, 2009b, p.5). Les ressources alternatives qui actualisent cette philosophie reçoivent la personne humainement, dans sa globalité, dans le respect de sa dignité et en faisant fi du diagnostic posé (ARUC-SMC, 2011 ; RRASMQ, 2005 ; RRASMQ 2009a).

Par ailleurs, l'approche alternative oppose une critique aux approches biomédicales et à la psychiatisation qui, la plupart du temps, mettent l'accent sur les symptômes de la maladie et la nécessité de la médication pour les atténuer (Gagné, 1996 ; RRASMQ, 2005). Dans l'ensemble, comme le font voir Corin, Poirel et Rodriguez, (2011), l'Alternative se pose en résistance aux valeurs dominantes présentes dans la société et lutte pour une lecture et une compréhension des problématiques en santé mentale qui incluent les dimensions sociale, politique et économique.

Dès son apparition, l'Alternative s'est voulue un espace facilitant et accueillant pour l'expression de la parole et de l'expérience des personnes ayant vécu ou vivant des problématiques de santé mentale (ARUC-SMC, 2011). Dans les ressources alternatives, la personne est entendue et reconnue, tout autant que le sens personnel qu'elle donne à sa vie, à son expérience de la maladie ou à toutes autres choses importantes pour elle (RRASMQ, 2009a ; Corin, Poirrel, Rodriguez, 2011).

En somme, l'Alternative se veut une vision, une philosophie et des pratiques autres que celles généralement proposées par le corps médical. Elle propose une lecture sociale des problématiques de santé mentale. L'Alternative engage à des solutions alternatives qui prennent leur essence dans l'accueil et le respect auxquels a droit tout être humain. Enfin, soulignons qu'en tant qu'organisation communautaires autonome, les ressources alternatives en santé mentale sont un modèle spécifique au Québec et même, en Amérique du Nord, ce qui rend particulièrement intéressant de réaliser une étude de cas en situant la réflexion analytique autour de celle-ci comme de l'innovation sociale dans le giron de l'alternative en santé mentale.

1.2.2 L'influence des visions et des pratiques

Certains auteurs craignent la tendance forte et grandissante de l'instrumentalisation des organismes communautaires du réseau de la santé, dont font partie les ressources alternatives en santé mentale, et ce, particulièrement depuis le retour des libéraux du gouvernement Couillard en 2014⁶ (Favreau, 2017). Cette tendance à l'instrumentalisation pose de plus en plus les actions des organismes communautaires en suppléance à celle du réseau de la santé et des services sociaux. Pour Favreau (2017), l'espace laissé à l'éducation populaire et citoyenne s'amenuise continuellement dans les organismes communautaires. Le thème de l'autonomie du milieu communautaire sous l'angle de la transformation sociale sera d'ailleurs abordé plus loin.

Le MSSS est un partenaire influent pour les organismes communautaires et les ressources alternatives ; notamment parce qu'il représente une source de financement considérable.

⁶ Ceci était le cas au début de l'écriture du projet de recherche, en 2017. Le 1^{er} octobre 2018, un nouveau parti, la Coalition Avenir Québec (CAQ) a été élu. Ce gouvernement caquiste a promis un meilleur soutien, une facilitation des procédures administratives et une reconnaissance accrue des organismes communautaires (Cayley-Daoust, 2018 ; Lamothe, 2018).

Ceci peut expliquer en partie la tendance de la perte d'autonomie des organismes communautaires. Par ailleurs, le MSSS a aussi une vision et des pratiques qui ne concordent pas avec celle de l'Alternative en santé mentale. Or, la vision de la santé mentale et des problématiques de santé mentale oriente la manière d'appréhender la personne et influence les pratiques qui sont mises de l'avant. C'est d'ailleurs ce que Corin, Poirel et Rodriguez, (2011, p.13) rappellent :

Les conceptions et les pratiques que développe une société en regard de la santé mentale renvoient à une conception culturelle particulière de la personne et des émotions, ainsi qu'aux manières de penser les rapports entre l'individu, les autres et le monde.

Ainsi, les pratiques ne sont pas hors contexte de la société ; elles sont le reflet des tendances de la société.

La section suivante débute en faisant ressortir les caractéristiques des pratiques alternatives en santé mentale. Pour ce faire, nous procédons en deux temps. Dans le premier temps, sur les visions de la santé mentale, nous présentons un tableau que nous avons produit et qui nous servira de plan pour l'exposé qui le suit. Ce tableau représente une synthèse des principales visions et lectures de la santé mentale qui prennent place dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans la population en général en les comparant avec celles que propose l'Alternative. Puis, nous explicitons chacune de ces visions plus en détail. Par la suite, selon le même procédé, nous reprenons l'exercice avec les pratiques actuelles dominantes et celles de l'Alternative en santé mentale en produisant, une fois de plus, un tableau synthèse. Ces résultats sont issus de la documentation propre au RRASMQ, au MSSS ainsi que d'auteurs qui se sont particulièrement intéressés aux visions et pratiques diverses entourant la santé mentale.

Vision de la santé mentale et de ses problématiques

Dans la société actuelle, les visions dominantes des problématiques de santé mentale ne sont pas celles de l'Alternative. La société occidentale offre une culture individualiste et la maladie mentale apparaît comme une tare propre à la personne et la responsabilité pour en guérir lui revient exclusivement. Or, c'est tout le contraire de ce qu'amène la vision de l'Alternative qui elle, considère que la santé mentale est influencée par divers facteurs

dont plusieurs sont extérieurs à la personne. Par ailleurs, la vision de l'Alternative se veut contestataire de la principale vision dominante, la vision biomédicale, où l'emphase est mise sur les symptômes de la maladie et ses manifestations (RRASMQ, 2005).

Tableau 1 : Visions de la santé mentale et de ses problématiques

	1) Vision biomédicale réductionniste	2) Vision psychologisante	3) Vision Biopsychosociale	4) Vision de l'Alternative
La personne	<ul style="list-style-type: none"> • Appréhendée selon les symptômes et manifestations qu'elle vit 	<ul style="list-style-type: none"> • Appréhendée selon le sens et la compréhension qu'elle a de sa maladie 	<ul style="list-style-type: none"> • La personne est influencée par différents facteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Vision globale de la personne • Avec des forces, talents et capacités qui lui sont propres • Approchée dans sa subjectivité, comme une personne unique
La maladie	<ul style="list-style-type: none"> • Ensemble des troubles mentaux sujets à être diagnostiqués • Uniformisation des problèmes de santé mentale • Réadaptation • Nécessite un traitement pharmacologique 	<ul style="list-style-type: none"> • Psychologisation des problèmes de santé mentale • Crise de la subjectivité • Manque d'habiletés et de compétences individuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 Facteurs d'influences : <ul style="list-style-type: none"> - Biologie de la personne - L'environnement - Facteurs socioéconomiques • Déséquilibre nécessitant une réadaptation 	<ul style="list-style-type: none"> • Abordée seulement si la personne y tient • Normalisation des états de détresse et de souffrance
La société	<ul style="list-style-type: none"> • N'est pas prise en considération dans l'origine ou le maintien de la maladie 	<ul style="list-style-type: none"> • Dimensions de la société et du politique pas ou peu considérées 	<ul style="list-style-type: none"> • Influence de l'organisation de la société sur la personne (contextes socioéconomiques et environnementaux). 	<ul style="list-style-type: none"> • La maladie a une origine sociale • Conscientisation sur les structures de la société qui créent ou maintiennent les problématiques de santé
L'expert de la santé mentale	<ul style="list-style-type: none"> • Le médecin/psychiatre 	<ul style="list-style-type: none"> • Le clinicien (Psychologue, psychothérapeute) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les différents intervenants 	<ul style="list-style-type: none"> • La personne vivant avec ou ayant vécu une problématique de santé mentale

1) La vision biomédicale réductionniste : une vision qui se concentre sur la maladie et la standardise

Une première vision de la santé mentale qui a su s'imposer dans notre société est la vision biomédicale. C'est celle qui semble prédominante au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) où la maladie mentale est perçue comme l'ensemble des troubles mentaux sujets à être diagnostiqués. Selon le MSSS, la maladie mentale est constituée « d'états de santé caractérisés par une altération de la pensée, de l'humeur et/ou du comportement, causant des dysfonctionnements ou de la détresse » (MSSS, 2015, p. 3).

Comme l'entendent Rodriguez et Poirel (2007), le modèle biomédical converge vers l'uniformisation de la compréhension des problèmes de santé mentale. Alors qu'autrefois la psychiatrie accordait une plus grande place à l'histoire clinique de la personne, elle semble dorénavant, et ce, de manière croissante, focaliser sur la génétique, la biologie et les neurosciences pour appréhender la maladie. Bien que ces sciences contribuent à des apports d'importance dans la compréhension de la maladie, le danger réside dans le maintien ferme et exclusif à cette vision. Dans un tel cas, nous pouvons parler d'une *vision biomédicale réductionniste*. Pour plusieurs, avec cette vision biomédicale réductionniste, ce n'est pas la subjectivité de la personne ou son vécu expérientiel de la maladie qui sont abordés, mais les aspects extérieurs de la maladie ainsi que ses manifestations (Rodriguez et Poirel, 2007 ; Corin, Poirel, Rodriguez, 2011).

Les traitements proposés portent alors majoritairement sur la correction des comportements ou des dysfonctions cognitives par des interventions de réadaptation (Corin, Poirel, Rodriguez, 2011), tout autant que vers des interventions centrées sur la psychopharmacologie (Rodriguez, Corin, Poirel, 2001, Rodriguez et Poirel, 2007, Corin, Poirel, Rodriguez, 2011).

De plus, considérer que ces états « causent les dysfonctionnements ou la détresse » (MSSS, 2015) nous maintient dans une vision positiviste⁷ et, comme le font remarquer

⁷ Cette vision positiviste s'oriente donc vers la recherche de faits observables, de relation entre eux et de causalités pour expliquer les troubles de santé mentale et les comportements déviants. Une importance aux

Corin, Poirel et Rodriguez (2011), occulte les aspects sociaux et structurels qui peuvent tout autant être pris en considération. Nous transposons sur les problèmes de santé mentale l'idée de Bourque (1991) concernant plus largement les problèmes sociaux. Bourque nous rappelle ainsi qu'évacuer les aspects structurels de l'évaluation des problèmes sociaux nous amènent à considérer le problème comme étant propre à l'individu, et donc, qui nécessite une pratique individuelle, dépourvue de l'aspect collectif.

En somme, la vision biomédicale réductionniste se concentre sur la maladie et y appose un diagnostic. Cette vision ne concorde pas avec l'Alternative puisqu'elle prend la personne pour seule responsable de son état dysfonctionnel et, si la personne souhaite l'améliorer, elle doit veiller à se soigner pour espérer retrouver son état de santé antérieur.

2) La vision psychologique : l'individu est perçu avec des déficits personnels

La psychologie a su se tailler une place dans le domaine de la santé mentale et plusieurs approches s'avèrent utiles pour venir en aide aux personnes ayant une problématique de santé mentale. Par exemple, les thérapies psychodynamiques permettent la libération de la parole, la recherche de sens et de compréhension de soi alors que les thérapies cognitivo-comportementales (TCC) s'avèrent efficaces entre autres avec les personnes souffrant d'anxiété et de stress post-traumatique (Institut universitaire de santé mentale de Montréal, 2017). Néanmoins, certains apportent des limites à la psychologisation des problèmes de santé mentale puisqu'encore une fois, la dimension individuelle seule est considérée. Ceci amène le sociologue Marcelo Otero (2003) à voir une psychologisation des rapports sociaux ; psychologisation qui devient alors un élément fondamental au mode de régulation des conduites. Dans cette perspective, un problème social est jugé comme une « crise de la subjectivité », une « maladie de l'âme » ou un « manque d'habiletés et de compétences individuelles » (Otero, 2003, p.42). Pour bien illustrer ce phénomène, Otero cite Ehrenberg au sujet de la dépression mentale :

Nous codons aujourd'hui une multiplicité de problèmes quotidiens dans le langage psychologique, et particulièrement dans celui de la dépression, alors qu'ils étaient énoncés, il y a encore peu, dans un langage social ou politique

données probantes est donc accordée, minimisant ainsi ce qui est du domaine du symbolique, du ressenti, de l'imaginaire et de l'inconscient.

de la revendication, de la lutte et de l'inégalité. (Ehrenberg, 1995, p. 23 dans Otero, 2003, p. 42)

Ces propos dévoilent la tendance actuelle à individualiser les problèmes et à les considérer comme un manque d'adaptation de la personne, un déficit personnel ou un traumatisme vécu qui empêchent la personne de jouir d'une vie satisfaisante. On conteste peu ou pas les structures sociales, les politiques sociales et l'environnement entourant la personne. N'ayant pas une vision plus globale, la vision psychologique de la santé mentale se distingue de la vision de l'Alternative par son manque de considération de l'aspect social, économique et politique, renvoyant à la personne la responsabilisation pour ce qui lui arrive (Lamoureux, 2008).

3) La vision biopsychosociale : une vision globale faisant place aux facteurs externes à la personne

La vision biopsychosociale se veut plus large et intègre dans sa vision de la santé mentale les facteurs biologiques, psychologiques, économiques et sociaux comme ayant une influence sur la santé mentale des individus. Ainsi, les facteurs externes et indépendants de la personne sont pris en considération. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) offre une vision biopsychosociale de la santé mentale et définit la santé mentale comme :

[...] un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. [...] La santé mentale est déterminée par des facteurs biologiques, socioéconomiques et environnementaux. Elle est un état de bien-être qui permet à une personne de surmonter les obstacles de la vie, de se réaliser, d'être productive et de participer à la vie communautaire. (OMS, 2014)

Cette définition englobe les aspects sociaux et environnementaux nécessaires au maintien d'une bonne santé mentale tout en considérant les aspects plus individuels comme celui d'avoir une occupation satisfaisante et de savoir maîtriser les stress de la vie quotidienne. Dans ce sens positif, la santé mentale est le fondement du bien-être individuel et du bon fonctionnement d'une communauté (OMS, 2014). Cependant, il y a là un glissement possible quant à la référence à la productivité. En effet, l'absence d'une clarification de ce terme pourrait le restreindre à la sphère du travail rémunéré, masquant ainsi les autres possibilités qui s'offrent à une personne d'être active (bénévolat, engagement social, etc.) et d'exprimer sa créativité d'une manière autre que par le travail.

Nous conservons cependant l'aspect globalisant de la vision biopsychosociale qui la caractérise par la considération d'éléments pouvant être à la fois interne et externe à la personne. Aussi, l'aspect dynamique qui ressort laisse croire que la bonne condition de santé mentale peut-être sujette à des variations dans le temps.

4) La vision de l'Alternative : l'humain avant tout et la normalisation des états de souffrances

L'Alternative propose une vision opposée à la vision dominante biomédicale. Elle normalise les états de détresse, considérant que ceux-ci font partie intégrante de la vie et qu'il existe une multitude de façons de les appréhender en dehors de la médication.

L'Alternative en santé mentale et les ressources qui se greffent à cette vision perçoivent la santé mentale comme un état d'équilibre psychique qui s'exprime chez une personne par un bien-être subjectif, l'exercice de relations saines avec son environnement et la capacité d'exercer ses capacités cognitives (RRASMQ 2009a ; Roberge et White, 2000). Les ressources alternatives s'occupent d'abord et avant tout de la personne, et, comme le disent Corin, Poirel et Rodriguez, elles s'occupent de « ce qu'il y a d'humain dans l'humain » (2011, p 88).

Les états de détresse et de souffrance psychique sont perçus comme normaux et faisant partie de la vie. En outre, ils sont considérés comme des expériences pouvant favoriser le développement personnel et permettre à la personne de croître et de faire de nouveaux apprentissages. D'ailleurs, cette souffrance est « considérée comme la manifestation d'un nœud existentiel porteur de sens, non pas comme un ensemble de symptômes à faire taire et de déficits à corriger » (RRASMQ, 2005, p.5 ; RRASMQ, 2009a, p.7). La personne est vue comme responsable d'elle-même, experte de sa vie et en mesure de prendre les décisions la concernant (RRASMQ, 2005). L'Alternative propose un ailleurs et autrement au traitement des problématiques de santé mentale. Par « ailleurs », elle réfère à un traitement offert en dehors des institutions psychiatriques, et « autrement », par des pratiques autres que celles qui prennent forme dans le réseau public (RRASMQ, 2009a ; Roberge et White, 2000). Les espaces proposés sont donc dans la communauté et les pratiques s'avèrent multiples et variées.

En somme, l'Alternative présente une vision globalisante de la santé mentale, qui inclut la personne et tout ce qui l'entoure, tant ces relations que son environnement. Cette vision considère la souffrance comme un aspect normal de la vie d'où on peut également tirer des apprentissages et développer ses capacités.

1.2.3 Pratiques dominantes et pratiques de l'Alternative : une opposition de valeurs

L'Alternative est critique et contestataire face aux pratiques dominantes utilisées en psychiatrie. De prime abord, les pratiques de l'Alternative ne réfèrent pas au diagnostic, mais plutôt à l'accueil et à l'entraide. De ce fait, elle favorise l'égalité dans les relations. Du côté de la psychiatrie, le diagnostic établi vient orienter les pratiques ; certaines étant même considérées plus prometteuses pour des diagnostics donnés.

L'aspect socioéconomique est un autre élément majeur qui vient influencer le choix des pratiques d'intervention, dans le réseau de la santé et dans d'autres organisations. Dès 2003, Lecomte rapporte qu'une demande importante, voire croissante, de soins et services en santé mentale vient se heurter à un budget restreint ; ce qui est encore le cas en 2019. Cette réalité vient alors justifier et valoriser l'utilisation de pratiques ayant fait l'objet d'études et de recherches approfondies. Ces études et recherches appuient l'utilisation de certaines pratiques en particulier, les certifiant alors comme efficaces et aptes à répondre aux besoins de la majorité des gens. Comme on le voit dans le tableau 2 et le texte qui suivent, nous présentons deux courants de pratiques qui s'avèrent dominants actuellement, soit *les evidence-based practices* et les pratiques orientées vers le rétablissement et le type de pratiques de l'Alternative en santé mentale.

Tableau 2 : Pratiques dominantes et pratiques de l'Alternative

	Pratiques dominantes		Pratiques de l'Alternative
	1) <i>Evidence-based practices</i>	2) Rétablissement	3) Alternative en santé mentale
La personne	<ul style="list-style-type: none"> •Une personne ayant un trouble de santé mentale diagnostiqué •Engagement de la personne pour s'assurer la continuité du suivi 	<ul style="list-style-type: none"> •La personne a des forces et présente des capacités •Potentiel d'autodétermination et d'autogestion •Engagement dans le processus •Reprise d'une identité positive 	<ul style="list-style-type: none"> •La personne est unique •Engagement volontaire •La personne prise dans sa globalité, avec des forces et des fragilités •La personne au centre de sa démarche, responsable et impliquée.
Caractéristiques	<ul style="list-style-type: none"> •Prise en charge initiale •Réadaptation du fonctionnement •Pratique orientée en fonction du diagnostic 	<ul style="list-style-type: none"> •Processus réflexif sur sa vie et les changements qu'elle souhaite •Mise sur l'espoir •Intégration et participation dans la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> •Processus réflexif sur sa vie et le sens de ses expériences vécues avec la problématique •Processus de conscientisation sur les causes externes •Action individuelle et collective encouragée •Accueil et entraide promulgués par tous (membres, permanents, etc.) •La communauté comme espace de déploiement des pratiques
Tendance	<ul style="list-style-type: none"> •Uniformisation et standardisation •Réadaptation •Pratique de type psychosocial •Intervention avec des professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> •Concept à la mode •Réadaptation vue comme moyen •Intervention avec des professionnels ou des pairs aidants 	<ul style="list-style-type: none"> •Pratique menant à la politisation et à l'action sociale, la revendication •Participation citoyenne •Intervention avec l'intervenant ou toute autre personne fréquentant la ressource

1) Les *evidence-based practices* : le paradoxe de pratiques issues de méta-recherches pour traiter la personne dans sa singularité

La tendance qui se profile actuellement dans le domaine de la santé mentale au sein du réseau de la santé et des services sociaux est celle de l'utilisation des *evidence-based*

practices. Ces pratiques sont fortement à l'opposé de celles préconisées par l'Alternative, car elles ne tiennent pas compte de la personne, mais plutôt de sa maladie et des résultats de recherches à propos des pratiques efficaces pour contrôler cette maladie.

Les *evidence-based practices* sont issues de méta-recherches empiriques s'appuyant sur des données probantes. Elles permettent de catégoriser les pratiques et interventions selon leurs qualités et leur efficacité mesurées et vérifiées (Corin, Poirel, Rodriguez, 2011). La plupart de ces pratiques s'orientent vers la réadaptation des personnes. Ainsi, la réadaptation s'effectue avec des professionnels experts dans le cadre d'interventions cliniques. Les pratiques de réadaptation d'ordre psychosociale en sont un exemple puisqu'elles visent à développer des habiletés et favoriser le fonctionnement optimal de la personne (Institut universitaire en santé mentale de Québec, 2015). Par ailleurs, le PASM 2015-2020 fait référence à plusieurs reprises aux mesures de réadaptations et d'interventions psychosociales en ce qui a trait aux jeunes en difficultés et à l'insertion socioprofessionnelles par le travail des personnes présentant des problématiques de santé mentale.

Néanmoins, ces pratiques ne font pas unanimité et plusieurs auteurs mettent en garde contre une utilisation exclusive ou non réfléchie de ces pratiques. Certains considèrent que les *evidence-based practices* tendent à uniformiser et standardiser les pratiques en se basant sur des indicateurs (référant à des indicateurs de contrôle des symptômes et de reprise des rôles sociaux) qui sont révélateurs du réel observable et quantifiable (Corin, Poirel, Rodriguez, 2011 ; Poirel, Corin, Rodriguez, 2012). Ces mêmes auteurs renchérissent et signalent que ce que proposent les experts dans le domaine de la psychiatrie est fortement orienté vers des pratiques où l'accent est mis sur la poursuite d'objectifs clairs, sous la garantie de résultats et ce, en utilisant le moins de ressources possibles, justifiant ainsi leur emploi. Cette logique administrative entre en concordance avec les volontés gouvernementales actuelles en ce qui a trait à l'efficacité des pratiques pour restreindre les dépenses du budget en santé et services sociaux.

D'autres critiques ont été rapportées dont celle de Lecomte (2003) en regard au fait que les *evidence-based practices* ne considèrent pas certaines particularités propres à la culture ni l'hétérogénéité des populations et que certains résultats ne sont tout simplement

pas publiés. Corin, Poirel et Rodriguez (2011) amènent aussi l'argument critique voulant que la standardisation et l'uniformisation des pratiques ne tiennent pas compte de la singularité de la personne. Ainsi, selon ces auteures, nous nous éloignons du principe de la primauté de la personne, de l'idée de services personnalisés et d'approches centrées sur la personne que préconisent la *Politique de santé mentale* et le *PASM 2015-2020*.

Parazelli et Ruelland (2017) résument bien l'étendue du pouvoir octroyé aux données probantes, et ce, dans une finalité visant davantage l'acceptation d'un programme que les discours sur les possibles débats autour du programme, suscitant alors une vision univoque :

[...] les recherches ou les expertises présentées comme fondées sur les données probantes dans le domaine des services sociaux et de santé sont **utilisées pour justifier le bien-fondé des modes d'organisation ou des programmes d'intervention**, bloquant ainsi l'éventuelle critique pouvant mener à d'autres façons de voir les choses. **On utilise les données probantes comme s'il s'agissait de preuves, ce qui n'est pas le cas.** [...] Nous devons plutôt **considérer ces données** probantes comme des **hypothèses probabilistes**, obtenues après avoir établi des corrélations et non des vérités indépendantes des choix théoriques, choix qui conditionnent toujours l'interprétation des faits. (Parazelli et Ruelland. 2017, p 90)

Ces auteurs font valoir l'aspect utilitariste des données probantes pour appuyer la mise en place de programmes préalablement orientés. Le danger de les considérer comme des vérités est qu'il pose la personne – ou l'intervenante – en échec si la pratique ne semble pas fonctionner et donner les résultats attendus et mesurables.

Enfin, d'un côté éthique, Weinstock (2010) nous rappelle que les données probantes, qui sont à l'origine des *evidence-based practices*, sont « produites par une activité humaine consciente, de façon délibérée et institutionnalisée » (2010, p. 13). Autrement dit, le rôle et l'influence des politiques actuelles et des valeurs dominantes dans la société viennent orienter la manière de produire les données probantes. Cette constatation d'une intention politique dont la vision se restreint à certaines composantes isolables était déjà considérée en 2006 par Gray et MacDonald. Ces auteures avisent qu'il en découle alors une compréhension partielle de la complexité des situations et des problématiques auxquelles font face les travailleuses sociales. Toutefois, ces auteures perçoivent l'« *ethical intent* » (2006, p.14), – intention éthique – des *evidence-based practices*, qui est d'amener le

travail social plus responsable, informé et réfléchi. Cette volonté de professionnalisme doit, toujours selon elles, intégrer le raisonnement éthique qui en ferait alors un « professionnalisme mature » (Gray et MacDonald, 2006, p.7). Nécessairement, ce raisonnement éthique se lie aussi à une réflexion critique qui, rappelons-le, doit être inhérente dans les pratiques du travail social.

En somme, les *evidence-based practices* sont des pratiques que nous qualifions de clé en main, leur octroyant ainsi une propension à uniformiser les pratiques d'intervention et à les décontextualiser. Elles découlent d'une vision théorique qui propose un cadre d'interprétation rigide du réel. Ces pratiques ne sont pas orientées vers la personne et sa singularité, mais vers son diagnostic pour lequel un traitement efficace est appliqué. Il est alors à craindre de non seulement uniformiser les pratiques, mais aussi, d'uniformiser les expériences de vie des personnes ayant un problème de santé mental particulier. En bref, ces pratiques se veulent à l'opposé de la philosophie de l'Alternative.

2) Le rétablissement : une philosophie axée sur la personne, mais orientée vers son adaptation

De prime abord, les pratiques prenant pour modèle le rétablissement semblent vouloir adopter une tangente alternative, principalement parce que la personne est au cœur du processus du rétablissement, et ce, du début à la fin. Néanmoins, les craintes en ce qui concerne les pratiques orientées vers le rétablissement viennent de la vague de popularité envers le rétablissement. Ainsi, si les pratiques sont mal orientées, elles pourraient se détourner des principes fondateurs de la philosophie du rétablissement.

La philosophie du rétablissement, dans son origine, est en opposition avec une vision de la santé mentale strictement liée à une maladie chronique et à un processus dégénératif. À la base, le concept de rétablissement se voulait révolutionnaire et transformateur (Khouri, 2017). Selon des chercheurs du Centre for Mental Health, la philosophie que proposent les pratiques orientées vers le rétablissement tient du principe que c'est la personne qui établit ce qu'elle considère comme une vie satisfaisante et qui fait sens pour elle (Shepherd, Boardman et Slade, 2007). La démarche de rétablissement s'oriente alors en concordance avec sa vision personnelle du rétablissement, engageant alors la personne dans une certaine réflexion sur les orientations qu'elle souhaite donner à sa vie. Toujours

selon ces auteurs, cette philosophie valorise l'autogestion, l'autodétermination et permet la redéfinition d'une identité positive en se fondant sur l'espoir, le soutien offert par l'intervenante, la découverte des forces de la personne et enfin, sur la contribution de son entourage et des ressources du milieu. Bouchard et Lauzon (2008) nous avisent que les professionnels qui adhèrent à cette philosophie considèrent que toutes les personnes, même celles ayant des troubles graves de santé mentale peuvent, elles aussi, améliorer leur condition et poursuivre des projets malgré la présence de la maladie et des symptômes associés. Ces deux auteurs attestent que les pratiques axées sur le rétablissement, en misant sur l'importance de son inclusion dans la société par sa participation active à celle-ci, viennent soutenir la personne dans ses démarches pour reprendre une vie qui fait sens pour elle.

Comme dit en préambule, la notion de rétablissement est de plus en plus en vogue et se veut même une cible dans le domaine de la santé mentale (Corin, Poirel, Rodriguez, 2011). L'utilisation accru du concept de rétablissement, voire l'usage abusif de ce concept, a pour effet de rendre le terme flou, d'en évacuer son sens premier et de conduire à une méconnaissance du rétablissement et de la compréhension des pratiques de rétablissements (Khoury 2017).

D'ailleurs, le ministère de la Santé et des Services sociaux a intégré le rétablissement aux principes directeurs dans ces deux plans d'action en santé mentale, où il est clairement indiqué que « le Québec fonde les soins et les services du secteur de la santé mentale sur l'approche orientée vers le rétablissement » (MSSS, 2015 p. 10), et que le réseau et ces divers partenaires doivent encourager les changements de pratiques dans lesquels l'adhésion à cette approche est engagée (MSSS, 2015). Or, Khoury et Rodriguez (2015) font valoir que les contraintes systémiques du réseau de la santé et les orientations basées sur des critères de performance et d'efficacité font obstacle aux pratiques orientées vers le rétablissement. Les récents travaux de Khoury (2017), portant sur les pratiques axées sur le rétablissement dans le réseau de la santé, suggèrent qu'actuellement le rétablissement est compris – tant pour les personnes que pour les intervenantes – comme un processus individuel et autonome dont les objectifs sont tout autant individuels. Cette auteure dira :

Actuellement, le rétablissement dans le champ de la santé mentale et les pratiques associées sont généralement liés à des idées d'espoir, d'autonomisation et de participation à la planification des interventions dans le but de s'intégrer à la société par le biais du travail, de l'école ou d'un logement stable dans la communauté. [...] Le mouvement vers le changement social est moins évident dans cette conceptualisation contemporaine du rétablissement ; le rôle des inégalités sociales, de la marginalisation et de la vulnérabilité n'est plus pris en compte dans les composantes essentielles du rétablissement et du développement ultérieur d'approches de pratiques orientées vers le rétablissement (Traduction libre de Khoury, 2017, p. 297-298).

Khoury fait valoir ici que la « conceptualisation contemporaine » ayant une orientation individuelle et médicalisée du rétablissement évacue les causes sociales pouvant affecter la santé mentale. En quelque sorte, la notion de rétablissement s'éloigne de sa philosophie initiale.

Considérant ce qui vient d'être mentionné à propos des orientations du MSSS vers des pratiques efficaces, performantes et mesurables, n'est-il pas possible de croire que la notion de rétablissement qu'il propose pourrait être à son tour standardisée selon certains critères ? Comme le mentionnent Corin, Poirel et Rodriguez, les pratiques visant le rétablissement pourraient tendre vers « une renormalisation du rétablissement sous la forme d'un "modèle maître" marqué par une nouvelle orthodoxie » (2011, p. 20). Cette critique à l'égard du rétablissement vaut la peine que l'on s'y attarde puisqu'une fois de plus, il y aurait une tendance vers la standardisation entraînant la perte de l'aspect subjectif prôné par la philosophie du rétablissement.

Paquet (2014) pose une différenciation majeure en ce qui a trait à la notion de rétablissement et celle de l'émancipation : la première peut être considérée au strict sens médical alors qu'à cela, la notion d'émancipation ne peut nullement s'y adjoindre, et encore plus si elle est accompagnée des termes citoyenneté ou collectif. Ces propos rejoignent ceux de Larose-Hébert (2017) qui met en garde contre les dérives possibles du principe de rétablissement dans un contexte où domine le modèle biomédical. Elle y voit une responsabilisation de l'utilisateur pour réussir son insertion sociale (quasi exigée) en surpassant ses manques et inaptitudes. Compris de la sorte, le rétablissement relève alors

de la responsabilité de l'individu face à une société qui exige de lui la réinsertion. Pour Larose-Hébert,

Le rétablissement, dans cette forme « biomédicalisée », permet **l'acceptation du soi remodelé** à travers la carrière. Le **rétablissement prôné ne s'inscrit pas en porte-à-faux avec les violences structurelles** ayant été perpétrées par le réseau. Il en est complice, atténuant ainsi les mécanismes de résistance des usagers. Il **participe à leur enlèvement dans la « normalité moindre »**. (Larose-Hébert, 2017, p. 248)

Pour Larose-Hébert, le « rétablissement biomédicalisé » ne reconnaît pas la personne, ses forces et ce qui fait sens pour elle. Au contraire, elle voit le rétablissement comme une suite logique dans la « carrière⁸ » de l'utilisateur. Pour cette auteure, le rétablissement, sous l'égide d'une vision biomédicale, fait preuve d'un pouvoir descendant sur la personne qui, selon Larose-Hébert, la dépouille même de ses aspirations. L'auteure relève aussi l'absence d'espace pour critiquer les diktats biomédicaux, ce qui n'en fait pas un modèle où il y a possibilité de conscientisation sur les causes d'où origine les problèmes de santé mentale, celles qui les maintiennent voire même, celles qui les aggravent.

Les pratiques orientées vers le rétablissement, si elles sont appliquées dans leurs fondements initiaux, peuvent faire partie des pratiques de l'Alternative, mais elles ne les remplacent pas. Par ailleurs, dans la compréhension contemporaine et médicalisée du concept de rétablissement, bien que l'entourage et la communauté soient engagés dans le processus, ces pratiques sont majoritairement orientées vers la personne. En outre, elles ne posent pas les contextes socioéconomiques et politiques dans le processus créant ou maintenant les personnes dans leur problématique de santé mentale. Ces pratiques axées sur le rétablissement ne se veulent ni contestataires, ni revendicatrices, ni émancipatrices. Dans un contexte où la vision biomédicale domine, les pratiques basées sur le rétablissement risquent de proposer, une fois de plus, l'adaptation du sujet à sa condition, tout en tentant de la rendre le plus agréable possible.

3) Les pratiques de l'Alternative : de l'individuel au collectif grâce à la réflexion et la conscientisation

⁸ Larose-Hébert (2017) reprend le concept de « carrière » de Goffman (1968) pour décrire le parcours dans le réseau de la santé et des services sociaux des personnes vivant ou ayant vécu une problématique de santé mentale. Ce parcours, nous dit l'auteure, vient transformer l'identité de la personne ainsi que la manière dont elle se comprend comme utilisatrice de services dans l'organisation des services du réseau, mais aussi, nous dit-elle, au-delà de ces services.

Les pratiques alternatives en santé mentale se veulent une alternative aux pratiques dominantes en place dans l'intervention des institutions psychiatriques, des installations du réseau de la santé et des services sociaux et dans plusieurs autres ressources qui ne sont pas de l'Alternative. Les pratiques alternatives ne s'orientent pas sur le diagnostic ni les symptômes, mais comme le soulignent Corin, Poirel et Rodriguez (2011), elles peuvent les inclure si ceux-ci sont abordés par la personne en fonction du sens qu'ils revêtent pour elle.

Rodriguez (2011) nous dresse un portrait des approches et pratiques en ressource alternative qui se caractérisent par « l'approche dans l'accompagnement, le rapport volontaire à l'organisme, la place du traitement biomédicale, la flexibilité dans la durée et l'intensité, la dimension individuelle et collective de l'accompagnement et, la participation citoyenne » (Rodriguez, 2011, p. 35). Les pratiques alternatives sont orientées vers la subjectivité de la personne, au sens qu'elle donne à sa vie et à ses expériences. Les pratiques alternatives soutiennent aussi la personne dans la réappropriation et la réaffirmation de son identité citoyenne. Pour ce faire, le moyen privilégié est l'expression par la parole. Qu'elle soit individuelle ou collective, revendicatrice ou autobiographique, la parole est libératrice et permet l'affirmation de soi, de son identité et de ses droits. La parole est transformatrice de soi et du collectif.

Un autre aspect cardinal des pratiques alternatives en santé mentale est l'importance accordée à l'accueil, tant de soi que de l'autre dans la souffrance vécue. Autrement dit, le caractère unique de l'expérience de vie et de la personne sont à l'avant-plan. Cet accueil est ce sur quoi se fonde la qualité de la relation avec l'intervenante et les autres personnes qui fréquentent la ressource, permettant alors le développement de relations basées sur la confiance ainsi que le déploiement de l'entraide et de la réciprocité dans la relation (Lecomte et Guertin, 1983 ; RRASMQ, 2009a). Ces pratiques se font avec les gens et non pas pour les gens ou en leur nom ; elles se veulent un accompagnement dans leurs démarches, dans leurs aspirations individuelles ou collectives.

Par ailleurs, la collectivisation des problèmes de santé mentale est tout aussi à la base des pratiques alternatives. Tout comme l'indiquent Roberge et White (2000) les pratiques alternatives en santé mentale amènent les groupes à réfléchir sur leurs conditions de vie,

les conscientisent sur les dimensions politique et sociale qui influencent, voire qui créent, les problématiques de santé mentale. Les réflexions proposées portent également sur la remise en question des modèles classiques, traditionnels et normatifs de réadaptation. Les ressources accompagnent et outillent les personnes pour que, collectivement, elles trouvent des solutions à leurs problèmes individuels. De cette manière, les ressources alternatives guident les actions revendicatrices et stimulent le pouvoir d’agir individuel et collectif menant à la participation sociale et citoyenne. En ce sens, ces pratiques contribuent à agir sur le social pour modifier l’environnement social.

Enfin, la communauté où s’enracine la ressource est considérée comme une source de potentiels à cultiver et à valoriser et c’est pourquoi les ressources alternatives contribuent, par leurs pratiques, à habiliter la communauté à accueillir et à s’ouvrir sur la différence (RRASMQ, 2009a). Une fois de plus, la réciprocité de la relation est valorisée puisque la personne avec une problématique de santé mentale apporte sa contribution à la communauté et la communauté contribue au mieux-être de la personne.

Pour résumer, nous comprenons les pratiques alternatives en santé mentale comme des pratiques qui favorisent le développement d’une identité positive, l’appropriation du pouvoir sur les différentes dimensions de la vie de la personne et qui permettent de vivre une vie qui fait sens pour elle. Elles font prévaloir le caractère unique des expériences de vie de chacun. Les pratiques alternatives se veulent relationnelles et prennent place dans l’interaction entre la personne et les intervenantes, membres ou collectivités. Les pratiques alternatives suscitent la réflexion et la conscientisation sur les causes sociales qui engendrent, maintiennent ou aggravent les problématiques de santé mentale. Finalement, la communauté est l’espace par excellence où s’actualisent les pratiques et les intervenantes des ressources y jouent un rôle d’accompagnatrice et de facilitatrice pour faire le pont entre la communauté et la personne.

1.3 La transformation sociale et les enjeux d’autonomie, de participation et de reconnaissance

Ce chapitre expose les principaux enjeux contemporains avec lesquels sont confrontés les organismes d’action communautaire autonome, et plus spécifiquement, les ressources alternatives en santé mentale. Au rôle constitutif de transformation sociale qui leur est

attribué se heurtent des réalités qui les confrontent jusque dans leurs principes fondateurs. Peuvent-ils toujours prétendre être des agents de changement ou ne deviennent-ils pas des dispensateurs de services ? Arrivent-ils toujours à arrimer leurs discours avec la réalité ? Ainsi, le thème de l'autonomie est repris sous l'angle des obstacles actuels à l'exercice du rôle de transformation sociale dont se doivent les organismes communautaires autonomes, ceux en santé mentale et les ressources alternatives.

1.3.1 Le milieu communautaire autonome : transformation sociale ou prestation de services ?

Le milieu communautaire autonome semble actuellement s'engager dans une transition importante. Des questionnements concernant les enjeux futurs et les orientations prennent place parmi les organisations, notamment concernant leurs rôles dans la société civile et la manière d'actualiser ce rôle. Les tensions se font sentir entre le maintien de leur spécificité et de la diversité de leurs approches par rapport au passage vers l'unique dispensation de services.

Shragge (2007) rappelle le rôle majeur des organismes communautaires dans une volonté de transformation sociale par la contestation et leur opposition devant les pouvoirs dominants et les inégalités qu'ils engendrent. Pour Shragge, les organismes communautaires doivent développer la conscience communautaire chez les citoyens pour édifier une collectivité puis, de lier cette collectivité de citoyens à des stratégies d'action sociale et politique qui dépassent l'organisation.

En outre, le milieu communautaire autonome se veut, dans son essence, un milieu où s'opérationnalise la transformation sociale. D'ailleurs, la *Politique de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire* (PRSAC) identifie quatre critères distincts aux organismes communautaires autonomes, dont « poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale » et « faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges, axées sur la globalité de la problématique abordée. » (SACA, 2004, 2^e partie, p. 7). Autrement dit, l'action des organismes communautaires autonomes se comprend au-delà de la seule réponse aux besoins sociosanitaires de la population. Ils ont le devoir d'investir l'aspect sociétal en engageant les citoyens, et ce,

dans un esprit de restructuration des rapports sociaux ; tout un horizon qui dépasse la prévention ou la prestation de services sans pour autant les exclure.

Malgré ces éléments constitutifs que sont les pratiques citoyennes et les approches larges pour favoriser les changements structurels et sociaux, la bureaucratisation qui se déploie dans ces organismes semble prendre de l'ampleur. Par ailleurs, cette bureaucratisation évacue peu à peu leurs rôles politiques et de transformation sociale qui, autrefois, étaient valorisés (Parazelli, 2001 ; Deslauriers, 2014). De plus, les travaux de Savard et Proulx (2012) font valoir que malgré la perception du respect de leur identité et de leur contribution, les organismes communautaires se sentent davantage reconnus pour leurs compétences et leur rôle complémentaire au réseau de santé et services sociaux plutôt que comme des acteurs légitimes dans l'élaboration de politiques publiques, élément qui, sans contredit, est au centre même de la transformation sociale.

Plus spécifiquement aux organismes en santé mentale, Deslauriers (2014) avance que leur « intégration est presque complétée et ils figurent dans le continuum de service », allant même jusqu'à dire qu'« ils ne revendiquent plus leur autonomie comme telle, mais négocient de plus en plus leur insertion dans le système des services sociaux » (Deslauriers, 2014, p. 211). Ceci contribue à les éloigner de plus en plus de leur rôle de transformation sociale.

Pour leur part, Roberge et White (2000) considèrent que la majorité des organismes communautaires en santé mentale au Québec sont modérés, c'est-à-dire que leurs discours promeuvent la transformation sociale, mais que les pratiques qui s'y exercent s'orientent plus vers la satisfaction directe des besoins. Ces auteures voient cependant les ressources alternatives en santé mentale davantage dans une volonté de transformation sociale par leur opposition aux modèles biomédical et psychiatrique dominants, leurs positions plus radicales, leur engagement social, et enfin, par la réflexion qu'elles suscitent sur les facteurs causals de la détresse psychologique. Paquet (2014) abonde dans le même sens en soulignant que « la manière d'intervenir des organismes [en santé mentale] est un aspect très important qui stimule l'engagement » et fait valoir « l'importance du rôle joué par les organismes communautaires en santé mentale dans leur [les personnes membres]

parcours d'émancipation ainsi que dans leur accession à la citoyenneté » (Paquet 2014 p. 286 et p 287).

Le milieu communautaire autonome est ainsi rendu à une intersection dont le choix du chemin marquera nécessairement son histoire. Les possibilités de préserver leur autonomie semblent s'amenuiser et les assujettir de plus en plus aux volontés de leur principal partenaire financier qui est, pour la plupart, le MSSS. Néanmoins, les contraintes peuvent aussi s'avérer des éléments porteurs de changements et un renouveau du milieu communautaire autonome est à présager, sans toutefois garantir le maintien des critères fondateurs.

1.3.2 Ressources alternatives en santé mentale : visée et réalité

Les ressources alternatives en santé mentale possèdent aussi l'identité d'organisme communautaire d'action autonome et conséquemment, sont aussi tenues de favoriser la transformation sociale. Elles partagent également les mêmes contraintes et doivent composer entre leurs visions souhaitées et les réalités internes et externes qui ne permettent pas toujours de pleinement actualiser leurs ambitions. Quel est le portrait de la réalité des pratiques, en 2019, pour les ressources alternatives en santé mentale ? Leurs pratiques sont-elles toujours alternatives ? Est-ce que ce caractère alternatif s'est édulcoré ? L'hypothèse soulevée en est un d'affaiblissement des pratiques alternatives s'orientant vers la transformation sociale spécifiquement dans les ressources alternatives en santé mentale.

Demeurer alternatif : un équilibre précaire

C'est sans équivoque que la philosophie de l'Alternative en santé mentale et du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale (RRASMQ) s'est bâtie sur une volonté de transformation sociale et de luttes pour une transformation radicale du système psychiatrique (Roberge et White, 2000). L'ailleurs et l'autrement que le RRASMQ propose depuis sa fondation se veut, lui aussi, sujet à évoluer. À l'origine, « l'ailleurs » situait le traitement de la personne en dehors des hôpitaux psychiatriques et « l'autrement » proposait des pratiques différentes que celles prenant place dans les asiles (Rodriguez, Bourgeois, Landry, Guay et Pinard, 2006). Cependant, Roberge et White (2000) soulèvent l'existence d'un certain paradoxe :

L'espace communautaire, en-dehors des ressources alternatives communautaires, leur [les personnes avec une problématique de santé mentale] **est toujours réfractaire**. Elles vivent constamment avec la crainte que l'état de leur santé mentale ne leur permette jamais de s'intégrer socialement. Par contre, les personnes rencontrées semblent **avoir trouvé au sein des ressources alternatives un lieu d'appartenance et d'acceptation inconditionnelle** qui, en fait, semble **pallier à l'exclusion sociale perçue** au niveau de la société dans son ensemble. (Roberge et White, 2000, p. 49)

Ainsi, ce que ces auteures font remarquer, c'est que dans plusieurs cas, l'ailleurs se limite à la ressource où les personnes vivant une problématique de santé mentale trouvent un espace où elles se sentent totalement accueillies ; alors que les autres espaces (communautaires et publics) leur semblent toujours inaccessibles. Roberge et White (2000), évoquent aussi le discours dominant de la société normative comme étant encore très présent et prégnant au point de s'être imprimé dans l'esprit des personnes, ce qui contribue à maintenir l'effet stigmatisant et le sentiment d'exclusion et donc, la volonté de demeurer dans ces ressources accueillantes. Ce phénomène renvoie au danger de développer une certaine accoutumance ou une dépendance à la ressource.

Un autre aspect qui éloigne les ressources alternatives de leur rôle de politisation et de transformation sociale est la lutte quotidienne pour maintenir un équilibre personnel chez certaines personnes. Ainsi, le rôle « d'accompagnement dans la souffrance quotidienne » (Roberge et White 2000, p. 50) semble majeur pour les intervenants. Leur implication dans une visée d'opposition aux divers pouvoirs qui briment les droits fondamentaux des personnes est alors beaucoup moins investie. À cela, les auteures ajoutent que les membres semblent souvent encore captifs symboliquement du modèle médical et persistent dans une identité de malade plutôt que de citoyen. Subséquemment, Roberge et White (2000) constatent un processus de « déradicalisation » des ressources alternatives par leur insertion graduelle dans le réseau public associée à l'ininteruption de la dominance de la vision biomédicale dans la vie des personnes. Néanmoins, les ressources alternatives font la promotion de la participation à la vie associative (participation aux activités, aux assemblées délibérantes, à titre de membre du conseil d'administration, etc.) et la promotion de la participation citoyenne au niveau local, régional et même national (Roberge et White, 2000).

Les ressources alternatives en santé mentale ont participé et participent toujours à l'évolution de la société et à sa transformation. Cependant, cet état est précaire et il apparaît que la lutte est loin d'être terminée, que des efforts doivent encore se déployer pour redonner du pouvoir aux personnes avec une problématique de santé mentale et pour créer des communautés plus accueillantes et ouvertes à la différence. Le champ de la santé mentale est également dans une période de transformations importantes et majeures qui toucheront inévitablement les ressources alternatives en santé mentale. L'autonomie, la reconnaissance et leur participation comme acteurs éloquents dans l'univers des traitements en santé mentale seront des enjeux auxquels feront face les ressources alternatives. Celles-ci devront se questionner, se redéfinir, s'affirmer dans leur identité et se positionner afin de maintenir cet ailleurs et autrement si, bien entendu, tel est leur souhait.

1.4 Question de recherche et pertinence

Le précédent chapitre a posé brièvement certains enjeux avec lesquels le milieu communautaire doit négocier. Les observations apportées par les différents auteurs illustrent les tensions actuellement présentes au sein des organisations. Considérant cela, les ressources alternatives en santé mentale peuvent-elles continuer de fonctionner avec leurs pratiques alternatives ? Peuvent-elles toujours se distinguer des autres organisations et institutions ? Il semble, par ailleurs, que la perte d'autonomie soit aussi associée à la perte d'une vie politique active dans les organismes d'action communautaire autonomes.

Notre question de recherche, en ciblant un organisme particulier faisant preuve d'innovations dans ses pratiques, vise à explorer comment il est encore possible, ou non, pour un organisme communautaire de s'inscrire activement et pratiquement dans le discours de l'Alternative à la fin des années 2010.

Ainsi, nous formulons la question de recherche suivante :

Comment les différentes pratiques mises de l'avant au Rivage du Val St-François participent-elles d'un modèle d'intervention alternatif en santé mentale et comment s'orientent-elles vers la transformation sociale ?

1.4.1 Pertinence et objectifs de la recherche

La pertinence de cette question de recherche est d'analyser des pratiques concrètes, contextualisées dans le temps, l'espace et les interactions, de manière à illustrer des pratiques alternatives en santé mentale tout en les documentant et les analysant pour mieux en faire ressortir les fondements d'action, de discours et d'intersubjectivité.

Sur le plan théorique, de modéliser des pratiques empiriques d'intervention alternative en santé mentale permettra de mieux comprendre l'esprit de ces pratiques et d'améliorer la théorisation par le contact avec le terrain.

Sur le plan pratique, nos objectifs sont :

1. De donner de la visibilité aux pratiques que Le Rivage met de l'avant pour innover dans son action en santé mentale.
2. D'induire des éléments de théorisation et d'explicitation des pratiques afin d'en permettre une meilleure appropriation et diffusion.
3. De stimuler la réflexivité des intervenants, des membres de l'organisme et des citoyens de la communauté par le partage des observations, des analyses et des pistes interprétatives de la recherche afin d'approfondir leur connaissance et leur compréhension des pratiques prenant place au Rivage du Val St-François.

2- Cadre conceptuel et enjeux de l'Alternative

Ce chapitre pose les assises pour aborder ce projet de recherche. Le plan s'amorce avec l'introduction aux concepts de « pratique » et de « transformation sociale » tels que les définissent différents auteurs et organisations. Puis, nous développons sur le processus de transformation sociale. Enfin, nous synthétisons et proposons une définition des pratiques de transformation sociale.

2.1 Les concepts de pratique et de transformation sociale

Les pratiques alternatives et les pratiques de transformation sociale sont au cœur de cette recherche. Nous développons ce que nous entendons par pratique et par transformation

sociale en nous inspirant de différentes lectures provenant d’auteurs qui se sont intéressés à ces sujets.

2.1.1 Les pratiques : actions récurrentes et réfléchies

Plusieurs auteurs se sont penchés sur les théories entourant la pratique et l’analyse des pratiques. Par exemple, pour Giddens (1984) une pratique est une action réfléchie et répétée : réfléchie, car elle vise l’atteinte d’un objectif préalable ; et répétée, car c’est ce caractère récurrent qui fera des actions une pratique. Ainsi, une pratique n’est pas une action dite ponctuelle ou accidentelle, car la pratique suscite un engagement des acteurs dans la répétition de l’action. Pour Giddens (1984), pour qu’il y ait pérennité d’une pratique, la réflexivité sur cette pratique doit d’abord avoir eu lieu. En revanche, c’est la continuité des pratiques qui assure la possibilité d’une réflexivité approfondie et qui mène à des pratiques « distinctivement identiques dans le temps et dans l’espace » (Giddens, 1984, p. 51). Giddens (1984) traite aussi d’une « structuration des pratiques » puisque les pratiques prennent lieu dans des environnements régis par des règles et sont dépendantes de ressources qui s’y trouvent.

Beillerot (2003) clarifie la notion de pratique en y percevant deux dimensions : celle des actions effectuées (gestes, conduites et langages) qui s’apparie à la dimension des règles, objectifs, stratégies et idéologies auxquels les pratiques réfèrent. Pour cette auteure, les pratiques ont une fonction sociale puisqu’elles transforment les rapports et agissent sur les personnes qui les mettent en place et ceux qui les subissent. Ceci étant dit, on ne peut nier alors que la pratique confère à celui qui la met en oeuvre un pouvoir ; pouvoir qui sera retiré, en tout ou en parti, à celui qui en fait les frais. Dans un contexte d’intervention visant à redonner du pouvoir aux personnes, il semble impératif pour les travailleuses sociales⁹ de s’attarder à cette dimension propre aux pratiques.

Par ailleurs, toujours pour Beillerot (2003), les pratiques sont des objets sociaux complexes et abstraits qui se doivent d’être analysés pour mieux être saisis. Elle avise que

⁹Considérant que les femmes sont majoritaires à occuper les postes en travail social et en intervention sociale de tout type, nous employons dans ce mémoire le féminin. Ainsi, nous employons les termes « travailleuses sociales » ou « intervenantes sociales », qui incluent, dans leur compréhension, le genre masculin. Ce choix délibéré de l’auteure tient du fait que nous considérons que tout espace qui permet une plus grande visibilité des femmes se doit d’être investi ; et particulièrement dans les espaces où leur présence est majoritaire.

« la réflexion sur la pratique est une position “métacognitive” qui est devenue un facteur essentiel de changement » (Beillerot, 2003). Ainsi, un parallèle peut être fait entre les pratiques qui prennent place dans une ressource et leur capacité d’induire la transformation sociale. De plus, Lagadec (2009) positionne l’analyse des pratiques comme un moyen d’approfondir la dimension identitaire de l’intervenant ce qui, selon nous, peut tout aussi bien se transposer sur l’identité de la ressource.

Nous retenons que les pratiques sont des actions incluant les gestes, langages et comportements sur lesquels il y a eu engagement dans une réflexion par les acteurs perpétuant cette pratique avant et après l’action et dans les volontés d’actions subséquentes. Les pratiques prennent place dans un contexte particulier (espace, temps, etc.) et poursuivent une finalité connue par tous les acteurs impliqués. C’est donc dire que les acteurs sont en mesure de décrire la pratique et les motifs de son utilisation.

Considérant le pouvoir que la pratique peut donner et enlever symboliquement, ou même concrètement, il est primordial pour les intervenantes et travailleuses sociales de prendre le temps de réfléchir non seulement à la construction de la pratique, mais à ses effets, au contexte dans lequel elle prend forme ainsi que de la possibilité, dans le temps, de poursuivre la pratique ou d’envisager de l’adapter. Tenant compte de la dynamique de pouvoir en jeu, il est donc attendu que les pratiques renforcent, ou à l’inverse affaiblissent, dans leur identité des personnes avec une problématique de santé mentale.

2.1.2 La transformation sociale : prise de conscience, actions et luttes collectives

Initialement, l’emploi de l’expression « transformation sociale » donne une connotation de changement à un niveau qui dépasse l’individu et qui va au-delà de la simple accumulation d’actions. Comme pour la pratique, pour qu’il y ait une réelle transformation, il doit y avoir une réflexion et, comme cette transformation se veut sociale, elle doit être réfléchie collectivement. Cependant, l’entendement de la transformation sociale dépend des positions des acteurs qui y réfléchissent.

Par exemple, le gouvernement québécois pose la transformation sociale propre aux organismes communautaires comme l’effet voulu et recherché faisant suite à un processus de « prise en charge qui fait largement appel à la sensibilisation, à

l'information, à l'éducation populaire et à la défense collective des droits » (MESS, 2011). Toutefois, cette vision de la transformation sociale est réductrice puisque cette « prise en charge » occulte le pouvoir d'agir des personnes et des communautés. Elle relègue quasiment aux organismes communautaires un rôle de régulation sociale, voire de contrôle social.

Pour le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), la transformation sociale repose sur la prise de conscience de l'injustice et de l'oppression qui habite notre société et sur la mobilisation citoyenne pour y mettre fin. Les réflexions individuelles et collectives poussent à une action tout autant individuelle que collective ayant pour but un changement visant le bien commun et le mieux-vivre en société (RQ-ACA, s.d.). Pour le RQ-ACA, la transformation sociale entraîne une redéfinition des rapports sociaux entre les acteurs.

Plus spécifiquement, au RRASMQ, la transformation sociale passe par une lutte pour l'adoption d'une vision autre de la souffrance psychique et émotionnelle et par une contestation et un rejet des pouvoirs en place qui limitent les droits des personnes vivant ou ayant vécu une problématique de santé mentale. Elle vise également la création d'espaces d'entraide et de soutien dans la communauté (Théoret, 2016). La communauté est donc vue non seulement comme un espace permettant le déploiement de pratique menant à la transformation sociale, mais également comme le moteur de cette transformation sociale. Pour le RRASMQ, ceci est rendu possible grâce à la création de liens avec les acteurs de la communauté. Leur cible est l'éradication de la stigmatisation et des diverses formes d'exclusion dont souffrent les personnes avec une problématique de santé mentale (Théoret, 2013).

Plus largement que le secteur de la santé mentale, la transformation sociale en action collective réfère à une dimension politique où s'instaure une « discussion critique, une analyse, de la solidarité interpersonnelle et de l'action collective » (Shragge, 2007, p. 191). De ce fait, la vie associative qui prend place dans les ressources alternatives en santé mentale fait preuve de transformation sociale puisqu'elle initie la personne à la démocratie et à l'apprentissage de la citoyenneté. Cette vie associative, comme l'indique

Parazelli (1990, p.181) est une « condition essentielle pour l'efficacité et l'efficience de l'action communautaire des organismes. »

La transformation sociale revêt donc différentes significations selon le positionnement et les valeurs des acteurs qui en font la promotion. Néanmoins, elle se situe à un niveau collectif, social et citoyen, engageant ainsi plusieurs personnes dans le processus. La transformation sociale, vue par les auteurs présentés, est le fruit d'une réflexion qui se veut, elle aussi, collective.

2.1.3 Processus de transformation sociale : la mimésis de l'action pour un passage du microsocial au macrosocial

La transformation sociale, telle que nous la posons, comporte une visée d'amélioration des conditions de vie chez l'ensemble des personnes et tout particulièrement auprès des populations dites marginalisées ou vulnérables. Comme dit précédemment, la réflexion engagée dans l'optique de transformation sociale engendre un processus visant l'apport de nouveauté à ce qui est déjà en place. Bref, nous y voyons un enclenchement d'innovation sociale pouvant s'amorcer à un niveau microsocial pour s'étendre, possiblement, à un niveau macrosocial.

Par ailleurs, des chercheurs du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) font un parallèle entre la transformation sociale et l'innovation sociale et considèrent que les innovations sociales peuvent s'inscrire dans le processus plus général de la transformation sociale (CRISES, 2016). Ils définissent l'innovation sociale comme :

Une intervention initiée par des acteurs sociaux, pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie de la collectivité. (CRISES, 2016, p. 3-4)

Certains auteurs de ce Centre de recherche posent l'innovation au coeur de la transformation s'opérant dans les sociétés. L'innovation sociale engage alors nécessairement un changement de paradigme afin d'engendrer un changement qui transforme de manière positive la société. C'est donc considérer que toute innovation, même sociale, ne se vaut pas (Klein, Camus, Jetté, Champagne et Roy, 2016). Ainsi, telle

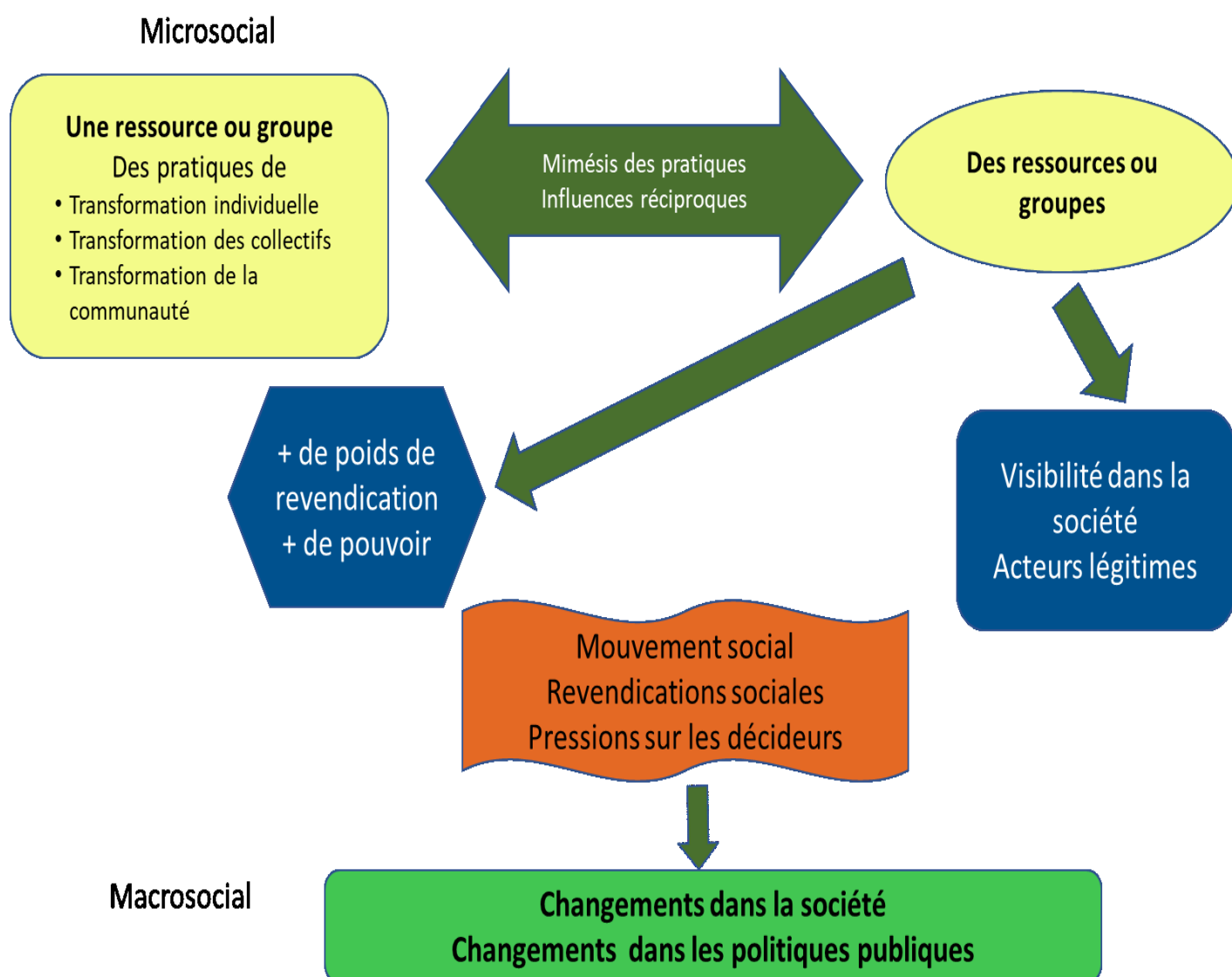
que la conçoivent ces auteurs, l'innovation sociale comporte deux critères : 1) répondre à un besoin social et 2) changer les structures qui maintiennent ce besoin.

Enfin, la vision du processus de transformation sociale d'Howaldt (2016) nous semble plus qu'appropriée pour aborder les pratiques prenant place dans une ressource comme Le Rivage du Val St-François. Howaldt voit l'innovation sociale comme pouvant être « une forme de mécanisme social de changement placé à un niveau méso et micro » (2016, p. 57). Il utilise la théorie de l'imitation de Tarde (1890) pour expliquer comment des pratiques sociales et leur imitation peuvent constituer l'élément pouvant mener à la transformation sociale. En effet, Tarde considère la pluralité des idées qui peuvent, de prime abord, sembler anodines, mais qui, par leur imitation, leur combinaison et leur multiplication, peuvent résulter en phénomènes sociaux (Howaldt, 2016). Nous croyons que cette conception peut tout aussi bien s'appliquer aux pratiques sociales anodines. Le changement social, que nous comprenons comme synonyme de transformation sociale, viendrait de la reproduction, de l'imitation (mimésis) et de la diffusion de ces idées et pratiques (Howaldt, 2016). Ainsi, les innombrables pratiques sociales anodines pourraient, par imitation, devenir des pratiques menant à la transformation sociale ; tout autant que le croisement entre elles peut générer d'autres pratiques. C'est donc dire que, même à un niveau microsocial, il y a une réelle possibilité pour ces innovations sociales de se joindre à une mouvance macrosociale portant vers la transformation de la société.

En bref, la transformation sociale tel qu'elle est abordée dans ce mémoire cible l'amélioration des conditions de vie d'une société, engage une réflexion soutenue et prend forme dans un processus de mutation de la société. Cette mutation s'opérationnalise tant dans les rapports entretenus entre les acteurs que dans les structures dans lesquelles ils évoluent. N'étant pas limitée aux hautes sphères de la société, la transformation sociale peut s'amorcer sous forme de pratiques mises en place au sein de ressources et d'organisations. Autrement dit, la transformation sociale peut donc s'opérationnaliser à différentes échelles. Delà la reproduction, la dissémination de ses pratiques et leur évolution à travers les croisements possibles peuvent engendrer un mouvement plus global et s'inscrire ainsi dans une vision plus large de transformation

sociale. Le schéma 1 qui suit illustre la dynamique de ce processus de transformation sociale, passant d'une dimension microsociale à une dimension macrosociale.

Schéma 1: Processus dynamique de la transformation sociale : d'une dimension microsociale au macrosocial



2.1.4 Notre vision des pratiques de transformation sociale

Suite aux différentes lectures des auteurs ci-haut mentionnés et des réflexions qu'elles ont engendrées, nous posons dans les lignes qui suivent l'essentiel que nous avons retenu pour bien repérer ce qui, pour nous, témoignerait de pratiques de transformation sociale. Nous proposons ensuite une définition du concept de « pratique de transformation sociale » qui nous a servi de balise pour guider notre compréhension et nos observations des pratiques de transformation sociale au Rivage du Val St-François.

Les pratiques de transformation sociale sont des pratiques qui visent le mieux-être d'une collectivité, et ce, dans une perspective large de développement social. La transformation sociale est un processus qui peut certes s'initier lors d'une prise de conscience individuelle, mais où la dimension collective doit nécessairement prendre place et mener à une action visant le bien commun. La transformation sociale peut s'amorcer à petite échelle, par exemple à l'intérieur d'une ressource, mais idéalement, elle s'étend par la suite à la communauté, voire la société dans son ensemble. Ainsi dit, les ressources qui visent la transformation sociale doivent faire le processus de passer de l'individuel au collectif. En ce sens, ces ressources ne sont pas seulement dans la dispensation de service ou le maintien de l'équilibre chez une personne prise individuellement, mais elles travaillent avec les personnes pour les amener vers une redéfinition du vivre-ensemble. Subséquemment, une partie importante des pratiques de transformation sociale sont de l'ordre de l'éducation populaire puisqu'elles conjuguent conscientisation, réflexion et action pour qu'adviennent des changements à un niveau social, économique, politique, culturelle et dans le milieu immédiat où vivent les personnes (MEPACQ, s.d.).

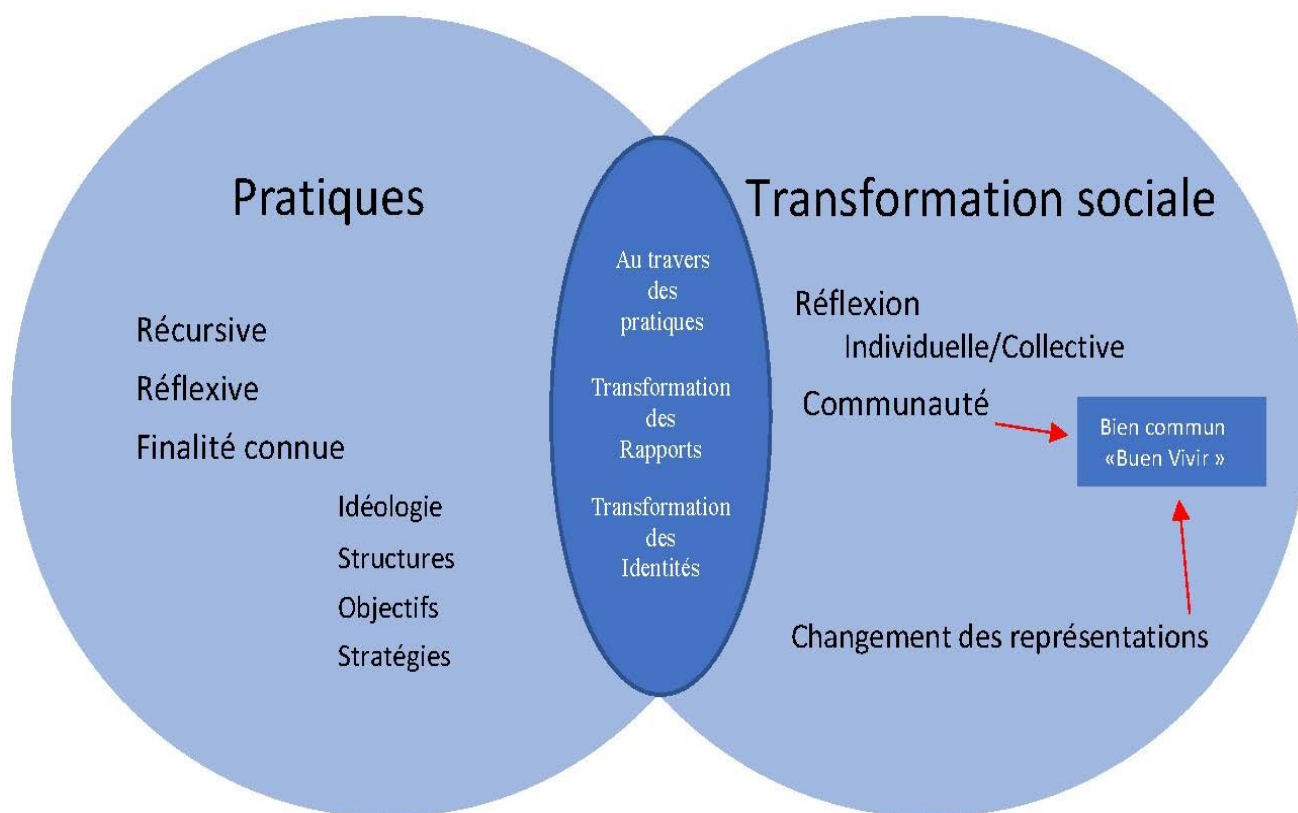
À notre avis, le summum de la transformation sociale survient lorsqu'ensemble, les citoyens arrivent à influencer et orienter les politiques (municipales ou de plus grande envergure), dans l'optique d'une meilleure distribution des ressources et de meilleures conditions sociales (emplois, logements, etc.) pour tous. Ces pratiques viennent nécessairement transformer les relations entre les personnes, mais aussi, plus largement, entre les personnes et leur environnement que ce soit au niveau matériel et institutionnel. De ce fait, les pratiques de transformation sociale sont porteuses de différentes visions et de différents modes de vie qui arrivent le mieux-être commun et le maintien

d'environnements sains. Dès lors, il est possible de croire en une amélioration des déterminants sociaux de la santé et en une réduction des inégalités sociales.

En somme, nous avançons la définition suivante des pratiques de transformation sociale comme *des pratiques qui visent le mieux-être de toute une collectivité et garantent d'une plus grande justice sociale et d'une meilleure redistribution des ressources, et ce, dans une perspective large de développement social qui inclut l'amélioration des politiques sociales, l'augmentation de la cohésion sociale et des solidarités, le développement des communautés de manières durables menant ainsi à des milieux de vie sains. Considérant l'évolution des paysages politique et économique, ces pratiques sont réfléchies et mises en action dans un processus qui se veut lui-même en continuelle transformation, tout en conservant sa cible de mieux-être commun.*

Le schéma 2 illustre les concepts de pratique et de transformation sociale. La jonction entre ces deux concepts devient l'interface où sont rendues possibles les pratiques de transformation sociales.

Schéma 2: Liens entre les concepts de pratiques et de transformation sociale



2.2 Les concepts liés à la transformation sociale : citoyenneté et participation, reconnaissance, stigmatisation et espaces

Les lectures effectuées et les réflexions qu'elles ont engendrées ont permis de dégager certains éléments supplémentaires avec lesquels il sera possible de comprendre comment les pratiques qui prennent place au Rivage du Val St-François s'orientent vers la vision de l'Alternative et vers la transformation sociale. Les principaux thèmes d'analyse que nous lions à la transformation sociale sont la citoyenneté et la participation, la reconnaissance, la stigmatisation et la notion d'espace. Dans la dernière section de ce chapitre, nous reprenons ces thèmes et nous les apparions ensuite pour repérer les liens qu'ils ont entre eux et qui mènent à une compréhension renouvelée de la transformation sociale et de ses pratiques.

2.2.1 Citoyenneté et participation : les clés de l'engagement

Dans une démocratie, la citoyenneté donne un pouvoir : celui de revendiquer pour faire reconnaître et conserver ses droits de citoyens et d'entrer en action pour orienter les décideurs autour des questions d'intérêts publiques et des politiques publiques. Du côté légal, la citoyenneté est acquise lorsque reconnue, mais le sentiment d'être pleinement citoyen, lui, n'est pas acquis. Des phénomènes sociaux d'exclusions, amènent certains individus à ressentir le rejet, à se sentir non entendus en tant que citoyens et à croire qu'ils ne peuvent exercer et revendiquer leurs droits de citoyens. Ceci porte à considérer que la citoyenneté revêt un aspect identitaire et participe au sentiment de faire partie intégrante de la société ou d'une communauté.

La citoyenneté et l'exercice de la citoyenneté sont deux thèmes récurrents dans les écrits du RRASMQ et dans ceux des chercheurs qui ont étudié l'Alternative. Selon Marshall (1950), la citoyenneté est « un statut accordé à ceux qui sont des membres à part entière d'une communauté. Tous ceux qui jouissent de ce statut sont égaux en regard des droits et des devoirs dont un tel statut est doté » (T.H. Marshall, 1950, p. 92, cité dans Duchastel, 2002). Cette définition souligne le caractère engageant du citoyen envers sa communauté. Les droits accordés par ce statut sont aussi liés à des devoirs en regard aux choix faits par les citoyens dans leur ensemble. Comme il s'agit d'un « statut accordé »,

cela implique qu'il peut tout autant être révoqué et priver ainsi la personne de certains droits.

Audigier (2007) ajoute à la conception de la citoyenneté la dimension politique vue sous l'angle de la nationalité, des droits universels de l'Homme¹⁰ et de l'apprentissage du vivre-ensemble.

D'autres chercheurs mettent en exergue les droits civils qui relient les citoyens et la société, ainsi que la présence de liens d'ordre relationnel et affectif entre les individus.

La citoyenneté se rapporte à la force des connexions qu'ont les individus aux droits, responsabilités, rôles et ressources que leur offre la société à travers les institutions publiques et sociales, ainsi que des relations impliquant des liens étroits, un réseau social soutenant et une vie associative dans leur propre communauté. (Traduction libre, Pelletier, Corbière, Lecompte, Briand, Corrigan, Davidson et Rowe, 2015, p. 1).

Ces auteurs, évoquent la « force des connexions » avec les institutions et les « liens étroits » avec l'entourage et la communauté. Autrement dit, ces liens doivent posséder certaines qualités pour témoigner d'une citoyenneté significative et ressentie.

Dans un autre registre, Lamoureux (2001), affirme que pour rendre possible l'exercice des droits citoyens, il faut non seulement créer, mais aussi maintenir en place les moyens pour permettre cet exercice et donc, favoriser ce qu'il convient d'appeler la participation citoyenne. Par ailleurs, la participation citoyenne est un concept particulièrement prisé dans les dernières années, ce qui la rend complexe et multidimensionnelle. Pour mieux la comprendre, nous nous basons sur les définitions que présentent l'Institut du Nouveau Monde (INM) et le Conseil de la santé et du bien-être (CSBE). Le CSBE définit la participation citoyenne comme : « une forme de participation qui se veut libre et spontanée, plus ou moins organisée, qui met en action des citoyennes et des citoyens qui se mobilisent autour d'enjeux d'intérêt collectif, généralement suscités par des événements ou des controverses spécifiques » (CSBE, 2004, p.13). L'INM, quant à elle, découpe la participation citoyenne en trois composantes et la décrit comme « l'exercice et

¹⁰L'emploi de la lettre capitale pour « Homme » est un choix tout à fait délibéré de la chercheuse afin de bien distinguer l'Homme en tant qu'être humain et ainsi, confondre les genres. L'emploi d'une lettre minuscule occulte, à notre sens, l'inclusion des femmes et entre en dissonance avec l'orientation des pensées de la chercheuse.

l'expression de la citoyenneté à travers la pratique de la participation publique, de la participation sociale et de la participation électorale » (INM, 2017). Ainsi, la participation publique fait référence à l'implication des personnes dans des démarches formelles ayant comme finalité des objectifs clairs et précis (INM, 2017 ; Pelletier et al., 2015). Ces démarches sont majoritairement initiées par l'État, mais peuvent aussi provenir d'entreprises ou d'organismes privés, d'organismes sans but lucratif (OSBL) (INM, 2017). Le citoyen peut ainsi participer et influencer les prises décisions entourant notamment les politiques publiques. Néanmoins, son degré d'influence variera selon la place qui lui est octroyée dans ce processus et les objectifs visés par l'entité initiatrice (CSBE, 2004 ; INM, 2017). En ce qui a trait à la participation sociale, Gaudet (2011) la décrit comme « l'action de participer à une activité grâce à laquelle un individu contribue, en donnant du temps gratuitement, à la collectivité » (Gaudet, 2011, p. 34). Selon cette auteure, ces activités sont nécessairement en dehors du contexte du travail rémunéré et elle met l'emphasis sur le lien social qui se développe dans l'interaction entre les personnes ou l'organisation. Le lien social renvoie à l'idée d'appartenance, d'affiliation et de relations qui permettent une solidarité et la cohésion entre les individus (Gaudet, 2011). De surcroît, la participation sociale amène la personne à poser une action, laquelle engendre une « contribution directe, immédiate ou distale à d'autres personnes » (Larivière, 2012, p. 106). Enfin, la dernière dimension de la participation citoyenne, c'est-à-dire la participation électorale, s'actualise par le vote lors d'élections municipales, provinciales ou fédérales, ou encore lorsqu'une personne se présente comme candidat potentiel aux élections (INM, 2017). Pour notre part, dans une dimension plus micro, nous considérons l'exercice du vote dans un contexte de démocratie participative lors d'une assemblée d'association comme tout autant significative d'une participation électorale.

Par conséquent, tout ce qui vient empêcher l'accès à ces formes de participation, dont la stigmatisation, l'exclusion ou la marginalisation et qui amenuise les liens sociaux vient, comme l'entrevoit Lamoureux (2001), contrecarrer l'exercice de la citoyenneté. De ce fait, la citoyenneté implique la participation au monde commun, et par conséquent, la sortie de ce qui cause l'exclusion et la marginalisation (Rodriguez, Bourgeois, Landry, Guay et Pinard, 2006).

Paquet (2014) fait ressortir trois enjeux liés à la participation des personnes fréquentant les organismes communautaires :

- Placer les pratiques démocratiques au coeur du processus d'appropriation du pouvoir.
- L'équilibre entre la place des personnes salariées et celle des bénévoles et des personnes usagères.
- La place de l'action collective versus les pratiques individuelles (services) dans l'intervention des organismes. (Paquet, 2014, p. 257)

Le premier enjeu, soit les pratiques démocratiques, accroît le sentiment de pouvoir personnel puisqu'il favorise l'émancipation et la reprise du pouvoir sur sa vie. Les pratiques démocratiques viennent « soutenir l'avènement du sujet au plan personnel et favoriser l'émergence du sujet-acteur au plan politique, et ce, tout en actualisant les valeurs historiques et fondamentales du communautaire » (Paquet, 2014, p. 261) liant ainsi les organismes communautaires à leur mission et à la raison d'où origine leur constitution.

Le second enjeu que Paquet (2014) met en exergue est la tension qui peut exister dans les organismes. La place, et conséquemment, le pouvoir réel laissé aux membres, peut varier d'un organisme à l'autre. À titre indicatif, Paquet 2014 mentionne certains freins à l'instauration d'un pouvoir équilibré comme la « passivité des membres », la volonté des employés à « contrôler le processus de travail », le « contrôle de l'information » par les employés ou, dans d'autres cas, les rencontres dont le contenu s'oriente vers « la transmission d'informations plutôt que sur la discussion et la décision. » (Paquet, 2014, p.261)

Enfin, le dernier enjeu cité plus haut, soit la place de l'action collective versus les pratiques individuelles, nous rappelle la vision biomédicale qui individualise les problématiques de santé mentale et offre une réponse tout autant individuelle. De plus, les personnes se perçoivent et s'identifient de plus en plus comme des consommateurs ayant droit à des services et de ce fait, les organismes communautaires sont alors perçus comme des prestataires de ces services. Ce réflexe n'est pas non plus étranger au contexte néolibéral et à la nouvelle gestion publique qui transforment les « citoyens en clients et les droits en besoins » (Parazelli et Ruelland, 2017, p.83).

En bref, la participation citoyenne, sous ses trois aspects mentionnés (publique, sociale et électorale), permet à la personne de développer des liens sociaux ainsi qu'un sentiment de participer à l'essor de la communauté. L'exercice de la citoyenneté permet d'accroître un

sentiment de pouvoir, d'utilité et de valeur personnelle. Les enjeux organisationnels que soulève la véritable participation citoyenne valent la peine d'y réfléchir. En effet, ces enjeux peuvent servir de stratégies pour rehausser la participation citoyenne des membres d'une organisation si l'on identifie les facteurs pouvant agir comme catalyseur à la participation citoyenne et que l'on réfléchit aux manières d'orienter les pratiques pour aller en ce sens.

2.2.2 Reconnaissance : une question d'interdépendance obligée

La reconnaissance est un sentiment qui se ressent sur le plan ontologique, mais qui s'éprouve par les expériences. De plus, la véritable reconnaissance ou la pleine reconnaissance se vit dans l'interaction avec autrui. En absence de reconnaissance, le sujet s'engage dans une lutte faite de revendications pour être enfin reconnu dans le regard de l'autre.

Pour Honneth (2007), la véritable reconnaissance se vit à l'intérieur de trois formes, soit affective, juridique et culturelle. La première, soit la reconnaissance affective renvoie à l'amour que les autres nous portent et à l'amour de soi. La reconnaissance juridique fait référence au droit et à la légitimité que nous donne l'autre. Elle est aussi liée au respect, c'est-à-dire au caractère respectable qui nous est reconnu par l'autre. Nous sommes donc en présence d'un exercice de jugement où l'identité est soumise à l'aune du regard de l'autre ; l'autre que l'on considère également capable de porter un jugement sur soi. Quant à la reconnaissance culturelle, elle fait référence à la reconnaissance sociale, l'estime sociale, l'intérêt qui est porté les uns envers les autres. Toujours selon Honneth, la reconnaissance sociale peut mener au développement de liens de solidarité. Dans une certaine mesure, c'est l'autre qui, en passant par les diverses formes de reconnaissance mentionnées, nous donne symboliquement le droit d'exister.

Une particularité à la reconnaissance que pose Carré (2013), c'est qu'elle est du domaine de l'expérience : elle se vit et se ressent par les protagonistes, tant chez l'un que chez l'autre. De ce fait, pour qu'il y ait reconnaissance, il doit y avoir une relation d'interdépendance ou de réciprocité comme le font valoir Fontaine (2013) et Carré (2013). Toutefois, même si elle s'avérait réciproque, la reconnaissance n'est pas nécessairement pour autant symétrique (Ferrarese, 2009).

Une personne peut aussi faire l'expérience de la non-reconnaissance et à ce moment, pour Honneth (2007), cette personne vit une ou des expériences dites de mépris et d'humiliation. Toujours selon Honneth (2007), ces expériences, considérées comme une injustice, porteront l'individu à lutter et à revendiquer pour obtenir une certaine reconnaissance. Cette lutte engendre chez la personne, une reconnaissance d'elle-même, car comme le fait valoir Ferrarese (2013), dans le processus auquel la personne s'engage, elle s'y éprouve et s'y affirme par la revendication. Par conséquent, cette affirmation de soi par la lutte pour la reconnaissance vient confirmer la personne dans son identité et lui redonne un statut de sujet-acteur (Ferrarese, 2013).

En résumé, la reconnaissance se vit individuellement, mais est nécessairement le fruit d'une relation d'interdépendance. La non-reconnaissance, qui se ressent comme une disgrâce et un rejet de soi, incite la personne à entrer dans une lutte faite de revendications afin que sa valeur soit perçue et reconnue.

2.2.3 Stigmatisation et les répercussions de la différence

Les personnes ayant vécu ou vivant une problématique de santé mentale font souvent face à la stigmatisation résultant de la différence perçue entre eux et les autres et de la crainte qui découle de cette différence. Ce sentiment de ne pas être normal peut être vécu si intensément qu'il finit par créer de l'isolement ou encore, de l'exclusion si la crainte de l'autre est trop grande.

Initialement, la stigmatisation prend son origine d'une représentation sociale qui se crée par rapport à un groupe de personnes. Une représentation est une idée ou un ensemble d'idées élaborées par les croyances, les valeurs et les ressentis et, par conséquent, n'a pas de fondement légitime en soi. Cependant, comme le souligne Balahoczky (2003) une représentation est porteuse d'un fort contenu symbolique. C'est ce qui porte l'Association québécoise pour la réadaptation sociale (AQRP) à définir la stigmatisation comme « une marque de honte, de disgrâce, de désapprobation conduisant un individu à être évité et rejeté par les autres » (AQRP, 2014, p. 6). Comme le fait valoir cette association, la stigmatisation peut prendre différentes formes par exemple, la stigmatisation sociale (attitude et réaction des autres envers soi), structurelle (attitude et pratiques institutionnelles), la stigmatisation par association (stigmatisation envers l'entourage

d'une personne) et l'autostigmatisation (stigmatisation envers soi-même, introjectée). À ce sujet, Paquet (2014) avise que l'autostigmatisation peut même entraîner une auto-exclusion de la société où la personne va « s'exclure pour éviter d'être exclue davantage » (Paquet 2014, p. 279)

Toutes ces formes de stigmatisation nourrissent les préjugés et entraînent des conséquences négatives sur la personne en la limitant dans ses choix, ses potentialités et sa participation citoyenne. De surcroît, elles peuvent atteindre la personne à un niveau plus intime, entachant alors son estime d'elle-même et sa confiance en soi. Un lien est visiblement à faire entre la stigmatisation et les expériences d'humiliation, de honte et de non-reconnaissance de Honneth citées précédemment.

Il est intéressant d'analyser la stigmatisation dans son aspect social pour comprendre en quoi elle peut nuire à la transformation sociale. Pour Benoist (2007, p. 651-652), la stigmatisation s'ancre dans trois champs soit : la peur (menace), l'anomalie et la régulation sociale. Le champ de la régulation sociale prend ici une importance particulière. Selon plusieurs auteurs, l'exclusion par la stigmatisation arbore une fonction de contrôle de la société par le biais de certaines normes auxquelles les individus doivent correspondre. Bref, une sorte de pression sociale admise et voulue qui permet, implicitement parfois, une certaine régulation sociale (Benoist, 2007 ; Poirel, Weiss, Khoury et Clément, 2015). En regard de ces trois champs, la stigmatisation peut ainsi s'appréhender comme étant une construction sociale, fruit d'une référence à une norme établie, ou du moins acceptée, qui définit deux polarités soit le normal et l'anormal et qui lie automatiquement des caractéristiques à la différence (Goffman, 1975). Poirel, Weiss, Khoury et Clément (2015) dénotent que les messages et représentations sociales actuels que nous envoie la société en matière de normativité ont souvent tendance à se réduire à la réussite financière, au travail rémunéré et aux avoirs accumulés.

Les personnes ayant vécu ou vivant l'expérience d'une problématique de santé mentale font souvent face à la stigmatisation et parmi les stigmates les plus fréquents, Roberge et White (2000) ont soulevé ceux associés à des dysfonctions ou des incapacités dues à une fragilité et une vulnérabilité psychologique et sociale. Ces mêmes auteures font la comparaison à un cercle vicieux qui s'enclenche et qui laisse croire à ces personnes que

la vie ne peut s'améliorer, que ce nouvel état est chronique, fixe, absolu et impossible à changer. Par ailleurs, même si les personnes conservent ou reprennent espoir et confiance en leurs capacités et habiletés, il n'en demeure pas moins que leur intégration dans la communauté et la société est subordonnée à leur acceptation et à l'espace qui leur est véritablement laissé. Par ailleurs, Roberge et White (2000) ont démontré que le maintien dans des espaces destinés aux personnes avec une problématique de santé mentale (plateau de travail, appartements supervisés, ressources type milieu de vie, etc.) avait comme effet pervers d'alimenter la méfiance et l'exclusion de la part de la population. Selon ces chercheuses, la stratégie qui doit plutôt être envisagée serait de permettre leur intégration et leur participation dans les lieux qui traditionnellement ne leur laissent pas d'espace ou qui les laissent en marge. Il s'agit donc d'agir non seulement auprès de la personne qui subit la stigmatisation, mais aussi sur son environnement social pour arriver à un changement de perspective de la santé mentale et des maladies qui y sont associées.

De plus, il a été confirmé que les démarches mettant l'accent sur une explication biomédicale (neurobiologique, génétique, etc.) contribuent à entretenir l'idée de la chronicité de la maladie et de la permanence de l'état (AQRP, 2014). Malgré les bonnes intentions qui entourent le traitement par la médicalisation, les diagnostics et les séjours à l'hôpital, ceux-ci demeurent des sources qui alimentent la stigmatisation envers les personnes avec une problématique de santé mentale (Corin, Rodriguez, Guay, 1996 ; Benoist, 2007). En outre, les effets visibles des médicaments participent à la stigmatisation tout autant que le sens attribué à la médication et les perturbations invisibles qu'elle engendre comme la modification de la volition et la diminution de l'espoir de se réaliser. Ainsi, ces perturbations sont, une fois de plus, des facteurs qui contribuent à l'accroissement de l'autostigmatisation (Corin, Rodriguez, Guay, 1996 ; Rodriguez et Poirel, 2007).

Dans l'ensemble, la stigmatisation, qu'elle provienne des autres ou de soi-même, mène à une image négative de soi, une dévalorisation et réduit les possibilités d'action. La stigmatisation renvoie aussi à une norme acceptée par l'ensemble de la société, ce qui revient à dire que c'est également au niveau social que doivent provenir les changements pour une plus grande acceptation de la différence. Néanmoins, comme il fut relaté,

plusieurs moyens pour y mettre fin ont été déployés, mais les résultats sont parfois mitigés, voire carrément opposés aux attentes.

2.2.4 Une pluralité d'espaces aux modalités et finalités différentes

L'espace est un concept rarement employé seul et l'ajout d'un terme complémentaire vient indiquer à quelle disposition il réfère. Par exemple, l'espace de parole mis de l'avant dans les ressources alternatives en santé mentale se veut un espace où la liberté de s'exprimer règne et les dispositions sont mises en place pour permettre cette ouverture sur la parole. Par conséquent, l'espace tire sa signification en fonction de la volonté des acteurs d'occuper cet espace et de la manière dont ils s'y prennent pour l'investir.

Ainsi, l'espace tel que nous le concevons n'est pas seulement un concept spatial qui renvoie à un lieu physique. D'ailleurs, le terme espace est souvent accompagné d'un qualificatif comme public, politique, de discussion, de réflexion, de parole, de création, etc. afin de renvoyer au sens dont il est porteur. L'espace peut aussi être symbolique et imaginaire (Pattaroni, 2016). C'est le cas des représentations sociales qui occupent un espace dans l'imaginaire symbolique des individus.

Dans le cadre de cette recherche, l'espace comporte deux aspects cardinaux dont une dimension temporelle, où il y a possibilité d'occuper un espace-temps, et une disposition personnelle, soit l'ouverture. En effet, il faut créer de l'espace, pour permettre à la nouveauté d'entrer, pour accueillir l'autre et ce qui est autre. En occurrence, l'espace qui se dit ouvert au dialogue doit voir à laisser de la place au temps et aux dispositifs nécessaires pour permettre à la parole d'émerger. Cet espace de dialogue doit d'abord en être un de rencontre et la rencontre demande une préparation de soi par l'ouverture, l'accueil de l'autre et de sa parole. L'espace ainsi créé en est un relationnel et peut même devenir un lieu privilégié pour la transformation personnelle (Bérard, 2012). En effet, s'il est réellement investi par les protagonistes, et ce, en pleine confiance et liberté, l'espace dialogique leur permet alors de s'engager dans leur propre transformation individuelle au sein de la relation, dans une réciprocité permise par la «rencontre transformatrice» (Bérard, 2012, p.3).

Les espaces de paroles que créent les ressources alternatives sont des espaces habilitants qui fournissent lieu, temps et disposition pour permettre à la parole d'émerger, de se dire et d'être entendue. Ces espaces n'ont pas la prétention de solutionner les problèmes, ni même d'arriver à un consensus. Au contraire, Pattaroni (2016) affirme que les espaces publics peuvent s'avérer des espaces de conflit, mais néanmoins porteurs de connaissances et d'enseignements. Cet auteur accorde aux espaces publics un « pouvoir de trouble [...] au cœur des processus d'apprentissage de la vie publique et du travail de politisation » (Pattaroni, 2016). Les espaces publics donnent donc l'opportunité de nommer, de se libérer en libérant la parole, d'entrer en relation avec les autres, de prendre conscience et de réfléchir collectivement à la solution et à l'action à poser. Nous percevons le fort potentiel de la démarche démocratique permis par un espace investi de la sorte. En effet, ce type d'espace se rapproche alors d'une source potentielle de création de communs dans laquelle s'élaborent, s'assemblent et s'entrecroisent à la fois une dimension politique, une dimension spatiale et une dimension d'engagement de la personne (Pattaroni, 2016).

Considérant ce qui vient d'être dit, nous percevons que plusieurs espaces rendent possibles les rencontres et, dans ces espaces, peut s'opérer des changements chez les acteurs. Ceci nous amène à orienter notre regard vers le concept **d'espace de transformation sociale**. Ce concept constitue un aspect plus circonscrit de la transformation sociale.

En somme, la pluralité des espaces oblige à bien le définir et à éclaircir le sens qu'il prend pour les acteurs. L'espace de parole et l'espace dialogique engagent à une ouverture sur l'autre ; cet autre qui est nécessairement différent de soi. Sans devoir aller vers le consensus, l'espace de parole permet toutefois d'entrer dans l'univers de l'autre, d'agrandir ainsi ses propres perceptions et de permettre une transformation de soi. L'espace de parole rend possibles la recherche de commun, l'accueil de l'autre et la création de liens entre les individus. Ces espaces sont donc des espaces sociaux de transformation par leur contribution à une réorganisation des échanges entre les personnes.

2.2.5 Liens entre les thèmes et la transformation sociale

Les thèmes liés à la transformation sociale, soit la citoyenneté et la participation, la reconnaissance, la stigmatisation et l'espace, peuvent à primes abords sembler éloignés les uns des autres. C'est en les appariant les uns aux autres que le fil conducteur se dégage et se révèle.

Nous concevons l'espace comme l'expression d'une pluralité de dispositions qui « laissent place à ». Les ressources alternatives voient les espaces thérapeutiques comme pluriels, c'est-à-dire différents espaces qui ne réfèrent pas nécessairement à la ressource proprement dite. Corin, Poirel et Rodriguez (2011) avisent que les ressources alternatives rendent possible la création d'espaces de parole, d'espace de création artistique, d'espaces d'actions communautaires et autres qui permettent à la personne d'être entendue et reconnue, de passer de l'invisible au visible par le processus d'émancipation que ces espaces permettent.

De plus, les divers espaces dans la communauté rendus accessibles par les ressources alternatives permettent la participation sociale des personnes avec une problématique de santé mentale. Par leur gouvernance organisationnelle, les ressources alternatives offrent une vie associative, une vie démocratique et se posent comme des espaces d'apprentissage à la citoyenneté et au vivre-ensemble, rendant alors possible l'exercice du rôle de citoyen à part entière. Ce faisant, cette reprise de l'engagement dans l'exercice d'une citoyenneté active peut contribuer au renversement du processus de stigmatisation. Par une visibilité accrue dans la communauté, les représentations de la santé mentale, de ses problématiques et des personnes qui en font l'expérience peuvent changer. Ainsi, nous nous rapprochons d'une dimension de la transformation sociale telle que la conçoit le RRASMQ, c'est-à-dire de l'adoption d'une vision autre de la souffrance psychique et émotionnelle.

Néanmoins, comme toute réelle transformation nécessite souvent plus d'une modalité, c'est également sous forme de luttes et de revendication par les personnes touchées de près ou de loin par les problématiques de santé mentale (la personne, ses proches, les intervenants, les médecins, etc.) que peut survenir la reconnaissance de la part de la communauté locale, mais aussi de la société dans son ensemble (institution, population,

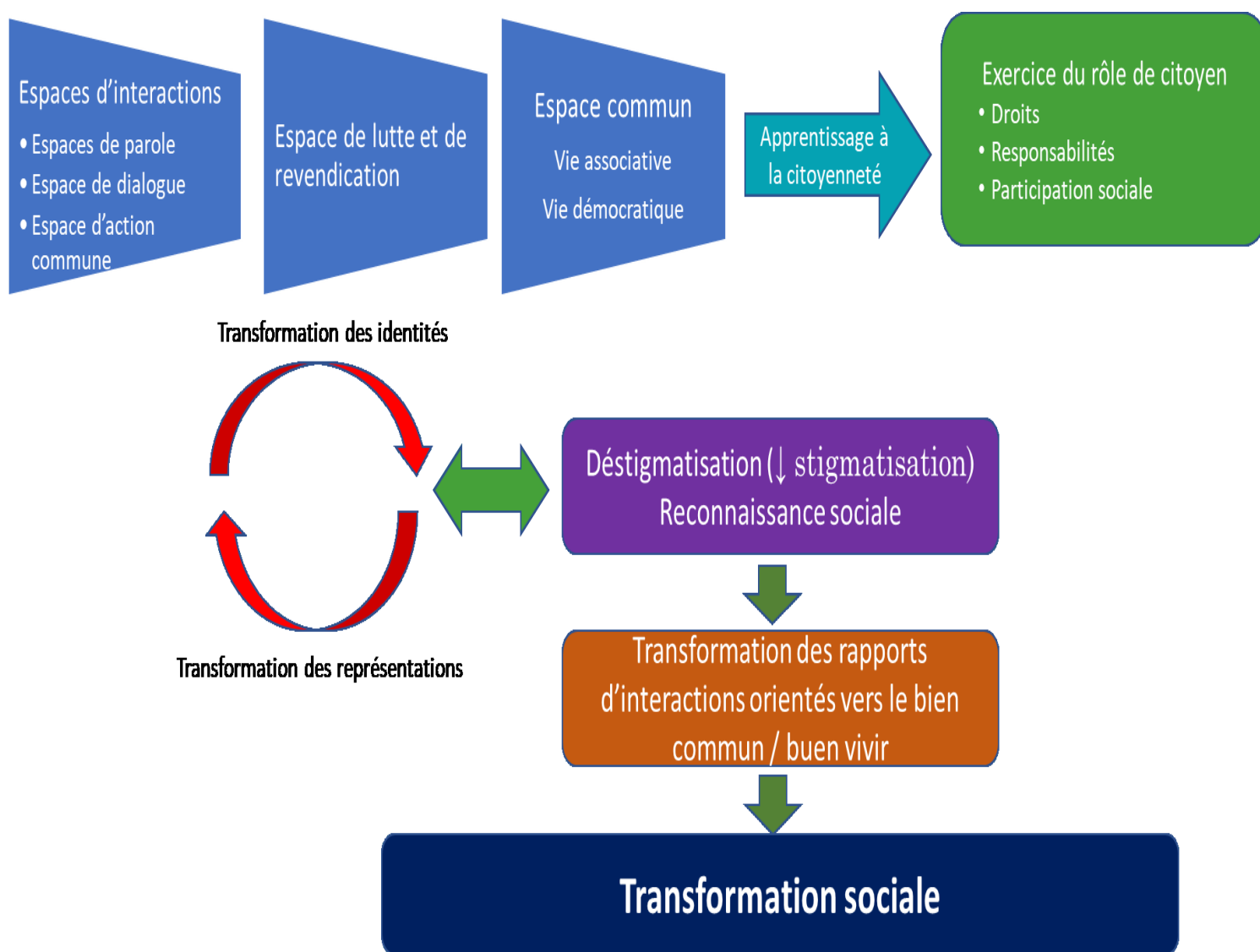
État, etc.). La revendication et la lutte pour la reconnaissance des droits des personnes ayant une problématique de santé mentale dans lesquelles s'engagent les ressources alternatives en santé mentale s'inscrivent dans une mouvance visant la transformation sociale. Ferrasere (2013) rappelle aussi que la reconnaissance se fait à un niveau personnel où la souffrance vécue se transforme alors en une affirmation de soi et de son identité différente – mais tout aussi valable – participant alors à la diminution de l'autostigmatisation.

Enfin, pour reprendre l'idée de Howaldt (2016), nous croyons que, par imitation et répétition, les pratiques peuvent se disséminer et ensemençer d'autres espaces. Bien qu'à une échelle micro et pouvant être considérées comme des pratiques anodines, nous considérons que les pratiques de transformation sociale qui prennent place au Rivage du Val St-François amorcent un processus de transformation d'abord individuel, puis collectif pouvant alors s'étendre dans les communautés que Le Rivage dessert. Il est tout aussi envisageable que d'autres ressources alternatives en santé mentale puissent mettre en place des pratiques similaires. Ainsi, toujours selon la vision d'Howaldt (2016), une dimension plus macro pourrait être atteinte et engendrer des transformations sociales susceptibles d'amener des changements dans la société comme, par exemple, des changements apportés aux politiques publiques en vigueur. Ceci rejoint aussi les conceptions de la sociologie des émergences décrite par Santos (2011) où, à la réalité actuelle, s'ajoutent les possibilités « plurielles et concrètes » (p.36) et les espoirs que créent les acteurs par leurs savoirs (tant expérientiels que connaissances) et leurs pratiques. Cette « utopie réaliste » de Santos (2011, p.36) nous semble en accord avec les valeurs de l'Alternative en santé mentale puisqu'elle propose une alternative au déterminisme sociale qui s'impose par la normativité promue au sein des courants dominants de la société.

Pour conclure ce chapitre, nous pouvons dire que les concepts de citoyenneté, de reconnaissance, de stigmatisation, d'espace et de transformation sociale s'articulent, s'enrichissent et se complètent en donnant un sens qui ne peut se concevoir s'ils sont pris individuellement, l'un n'étant pas un préalable à la compréhension de l'autre. Par leur emboîtement, et dans une logique de transformation sociale positive, ces concepts

s'avèrent être des clés permettant de comprendre les pratiques de transformation sociale. C'est ce qu'illustre le schéma 3 suivant.

Schéma 3 : Liens et articulation de thèmes liés à la transformation sociale



3- Cadre méthodologique et épistémologique

L'épistémologie et la méthodologie sont au chercheur ce que le sextant est au navigateur : des outils précieux pour ne pas se perdre dans l'océan de la recherche. Aussi, l'épistémologie et la méthodologie sont assujetties à la question de recherche et au but qu'elle souhaite atteindre. De ce fait, elles offrent au chercheur des balises pour ne pas se laisser submerger par ses préconçus, dévier de ses objectifs initiaux et ainsi, atteindre le bon port.

3.1 Épistémologie de la recherche et posture de la chercheuse

L'épistémologie réfère à la philosophie des sciences, c'est-à-dire, à « l'étude critique des sciences afin d'en identifier leur origine, leur valeur et leur portée » (épistémologie, s.d.). Pour Granger (1960), l'épistémologie est « la pratique de la science dans son processus de création et de mise en œuvre » (Granger, 1960 cité dans Lefrançois, 1991, p.75). Ce qu'il faut en comprendre, c'est que le choix épistémologique de la recherche est subordonné à la relation qu'entretient le chercheur avec la recherche et au regard qu'il pose sur le terrain. Conséquemment, la question de recherche et les objectifs qu'il poursuit sont tributaires de ce choix épistémologique.

Le choix épistémologique de cette recherche repose sur les paradigmes constructiviste et interprétativiste. Sous cet angle, le monde tel qu'il se présente aux individus n'est ni plus ni moins que la manière dont ils le perçoivent et qu'ils l'interprètent. Conséquemment, la réalité s'avère dès lors un construit social. Autrement dit, le sujet interprète puis se représente la réalité par rapport aux interactions qu'il négocie avec son environnement et avec les individus partageant cet environnement, créant ainsi son histoire singulière (Riverin-Simard, Spain et Michaud, 1997). Les personnes qui fréquentent Le Rivage, tant les permanentes¹¹ que les membres-citoyens¹², entretiennent certaines représentations de la réalité, lesquelles sont fortement influencées par la culture et les expériences vécues collectivement. Cette réalité est donc une réalité perçue et propre au Rivage et elle permet

¹¹ Le terme « permanente » remplace ici le terme « intervenante ». Nous expliquons, dans la deuxième partie en section 4.2, la raison de ce choix de terme.

¹² Le terme « membres-citoyens » renferme la double identité que le Rivage met de l'avant pour ses membres : une identité de membre, liée à une forme de vie associative dans la ressource et se joignant à celle de citoyen, comprise alors comme membre à part entière dans la société.

aussi aux personnes qui y évoluent de se comprendre (de se concevoir, de se représenter, etc.) et de se positionner dans la société. Cette réalité est aussi appelée à se transformer dans le temps au fur et à mesure que les personnes évoluent et qu'elles acquièrent de nouvelles connaissances ou informations. Avec ce nouveau bagage, comme l'entendent certains chercheurs, les personnes qui fréquentent le Rivage élaborent et reconfigurent des représentations plus raffinées ou complexes de leur réalité (Riverin-Simard, Spain et Michaud, 1997 ; Delory-Momberger, 2005).

Le chercheur n'échappe pas à cette tendance et possède lui aussi ses référents sociaux. Sa posture correspond à sa vision du monde tel qu'il se la conçoit et cette posture vient teinter d'une certaine manière son attitude devant la recherche. La conscience et la connaissance qu'a le chercheur de sa posture lui permettent de voir ses biais et ainsi, témoignent d'une plus grande validité à la recherche, ne se limitant alors pas à ce qu'il veut bien voir, mais offrant plutôt une considérable transparence.

À l'instar de Laperrière (1997), nous croyons que la vision du réel, la vision du monde et la posture épistémologique du chercheur viennent l'influencer dans son choix du cadre conceptuel, de sujet et d'objet de recherche, de sa méthodologie, de son analyse, etc. Même s'il est impossible pour le chercheur de s'extraire totalement de ses *a priori* théoriques et de sa perspective, il doit en avoir conscience et considérer qu'ils ont seulement une « valeur instrumentale » (Paquet, 2014, p. 144).

Nous estimons que les paradigmes sociocritique, constructiviste et interprétativiste sont nos principales influences. Nous concevons que ce positionnement n'est pas étranger au choix du cadre conceptuel et de la méthodologie qui sera employée. De surcroît, tel que mentionné en introduction, les choix de notre sujet et de notre objet de recherche ont été inspirés en partie par notre participation dans le cadre d'une recherche portant sur les rapports entre les organismes communautaires en santé mentale et l'État (Savard et coll., 2017). D'une manière plus personnelle encore, notre intérêt pour les pratiques collectives, pour l'aspect créatif et autonome de ces pratiques et de leurs auteurs furent aussi une autre source d'influence.

Posture de la chercheuse

Nous nous inscrivons dans le courant de la recherche de théorie critique, c'est-à-dire qui puise sa motivation dans la transformation du social par le truchement de démarches se voulant émancipatrices.

La théorie critique propose une lecture ancrée de la réalité sociale du moment s'enjoignant à l'histoire sociale, tout en ayant une portée vers l'avenir. Vu sous cet angle, la théorie critique se comprend comme étant dynamique et en perpétuel renouvellement (Voirol, 2012).

La théorie critique a pour cible le dévoilement des rapports de domination et cherche des réponses pour s'en émanciper (Gomez-Muller et Rockhill, 2010; Voirol, 2012). Dit autrement, la théorie critique se veut libératrice et tente d'extirper les personnes des oppressions et aliénations engendrés par les rapports sociaux de dominations devenus normalisés et légitimés. Autrement dit, par ses dévoilements et processus de théorisation, ce courant de recherche se veut contributif aux dynamiques émancipatoires présentes dans la société.

Au sein du social, existe certes des « pratiques sociales effectives indépendante de toute activité théorique », toutefois le chercheur, par la théorisation sur ces pratiques « préthéoriques » (Voirol, 2012, p.115) contribue à la dynamisation de leur existence, à la diffusion de leur déploiement, ainsi qu'au dévoilement de ce qui gêne ou s'oppose à leur mise en forme (Voirol, 2012).

La recherche critique que nous proposons est donc ancrée dans le présent, tient compte des contextes et analyse les pratiques en place au moment de la collecte des données. La tâche de la chercheuse dans la modélisation des pratiques de la ressource, sous une posture critique, est donc un travail de théorisation pour donner plus de corps à ces pratiques de manière à accroître leur potentialité de contribuer à la « vie bonne » (Voirel, 2012, p. 115) pour les personnes fréquentant la ressource étudiée.

En somme, notre question *Comment les différentes pratiques mises de l'avant au Rivage participent-elles d'un modèle d'intervention alternatif en santé mentale et comment s'orientent-elles vers la transformation sociale ?* et les objectifs poursuivis par cette

recherche ont été effectués sous les paradigmes sociocritique, constructiviste et interprétativiste. La posture axiologique critique adoptée aura permis de cadrer l'objectif de la recherche de manière à appuyer par un travail théorique les dimensions émancipatrices des différentes visions et pratiques d'interventions de santé mentale étudiées.

3.2 Méthodologie : une étude de cas unique présentant une dimension partenariale

À l'instar du choix épistémologique, celui de la méthodologie est tout aussi tributaire de la question de recherche et des objectifs poursuivis par la chercheuse. Considérant notre questionnement initial et les objectifs que nous nous sommes donnés, nous nous devons dans un premier temps d'identifier et de comprendre les pratiques de la ressource. Par la suite, nous avons à analyser ces pratiques en les articulant à des éléments théoriques afin d'en venir à conceptualiser le modèle de pratique de la ressource et de voir si ce modèle peut prétendre à être alternatif et de s'orienter vers la transformation sociale. À nos yeux, l'importance de la méthodologie tient du fait qu'elle est ni plus ni moins que la carte représentant le tracé du chemin que devra emprunter la chercheuse pour mener sa recherche. Conséquemment, plus la méthodologie est claire et élaborée, plus le chemin est visualisé et appréhendé.

Nous amorçons cette section par la justification de notre choix de la ressource comme terrain de recherche et en dressons un bref portrait. Ensuite, nous présentons notre devis de recherche et les raisons d'y greffer une dimension partenariale par l'entremise d'un comité de soutien. Suivent les différentes modalités qui ont été employées pour la collecte de données. Nous expliquons aussi notre choix pour l'échantillon, les modalités de recrutement ainsi que les défis rencontrés pour y parvenir. Puis, la méthode qui fut utilisée pour la recension des écrits et les moyens utilisés pour effectuer l'analyse sont développés, ainsi que les ajustements effectués par la chercheuse à différents moments de l'analyse. Enfin, nous présentons le calendrier de recherche, les forces et limites et les considérations éthiques propres à cette recherche.

3.2.1 Choix de la ressource

Lors d'une recherche antérieure¹³ à laquelle nous avons participé, nous avons réalisé des entrevues auprès de responsables d'organismes communautaires. Or, l'organisme communautaire Le Rivage du Val St-François s'est révélé être tout particulièrement éloquent dans ses initiatives et volontés de mettre en place les principes et valeurs de l'Alternative en santé mentale et de ce fait, se démarquait des autres ressources alternatives que nous avons alors rencontrées.

Par ailleurs, leur vision de la santé mentale et des problèmes sociaux dans leur ensemble ont fait écho au regard que nous portons nous-même sur ces deux sujets. Aussi, nous avons été particulièrement captivée par la dimension sociale et territoriale de l'analyse qui était faite quant aux causes à l'origine des problématiques de santé mentale et à celles qui les maintiennent. L'entrevue réalisée à ce moment faisait aussi foi de la congruence qu'ils portaient entre leurs discours et leurs pratiques.

Compte tenu de l'aspect collectif que la ressource met de l'avant pour penser ses pratiques et étant nous-même portée par l'idéal d'un monde plus solidaire, nous ne pouvions que saisir cette occasion d'aller explorer davantage ce qu'il en était dans leurs pratiques au quotidien.

Le choix d'un sujet et d'un terrain de recherche fait valoir déjà en soi les intérêts du chercheur. Considérant nos valeurs et leurs similitudes avec la philosophie de l'Alternative et celle de la ressource du Rivage, il serait faux de notre part de prétendre à une véritable neutralité axiologique. Nous abordons néanmoins en toute conscience cette recherche de manière engagée tout en maintenant l'effort de distance nécessaire pour conserver une posture neutre et un regard critique.

3.2.2 Portrait de la ressource

Le Rivage du Val St-François est une ressource alternative en santé mentale bien ancrée dans la communauté de Richmond depuis 1987. Ayant un mandat régional, le Rivage couvre l'entièreté du territoire du Val St-François, soit une superficie de 1 397,37 km² (MAMOT, 2017) et dessert 18 municipalités, toutes considérées en zone rurale. La

¹³ SAVARD, et al. (2014-2017). *Analyse comparative des relations entre l'État et les organismes communautaires au Québec et en Ontario dans les secteurs de la santé mentale et de la dépendance.*

mission première du Rivage est de « favoriser l'intégration et le maintien dans la communauté des personnes qui vivent ou qui ont vécu une problématique de santé mentale » (René, 2013 p. 2 ; RRASMQ, s.d.).

Le Rivage adopte une vision large et globale de la santé mentale et perçoit l'expérience d'une problématique de santé mentale comme une occasion d'apprentissage et de développement de soi, de ses forces et de ses talents. La personne qui vit ou qui a vécu une problématique de santé mentale est considérée comme ayant diverses capacités et pouvant se réclamer maître de sa vie, « experte de sa vie » (René, 2013, p.15). Ainsi, Le Rivage valorise l'autodétermination de la personne pour mettre en action ses capacités et ses aspirations afin d'effectuer le changement qu'elle souhaite et qui fait sens pour elle (René, 2013).

Le Rivage favorise l'entraide mutuelle entre ses membres. L'entraide est vue comme un partage et une mise en commun des expériences dans le but de permettre des apprentissages. Ce n'est donc pas seulement la permanente, mais une multitude de personnes qui peuvent contribuer au bien-être individuel et collectif des membres (René, 2013). L'entraide ouvre sur l'action collective qui se comprend comme une mise en commun des forces, des savoirs et des idées permettant la création de solidarités entre les acteurs autour de la recherche du bien commun. L'action collective constitue pour Le Rivage le moyen par excellence pour cheminer vers la transformation sociale et politique (René, 2013). Pour faciliter l'essor et l'aboutissement de cette action, Le Rivage met en place des activités qui promeuvent « l'intégration sociale, l'animation, la sensibilisation, la promotion, la formation, l'information, l'éducation populaire, la représentation, la concertation et la gestion » (RRASMQ, s.d.).

Les valeurs propres au Rivage orientent ses pratiques et ses interventions. Ces valeurs se veulent partagées collectivement par les membres et par les différents acteurs du Rivage. Le Rivage met l'emphasis sur l'importance de l'exercice de la citoyenneté et sur les relations entre les personnes et la communauté. Partant de ces concepts, il met de l'avant des pratiques et interventions afin de construire des communautés habilitantes et soutenantes. Les objectifs de ces pratiques et interventions sont de solidifier les liens réciproques entre les personnes et leurs communautés et de « soutenir l'interaction entre

les processus d'appropriation de pouvoir des individus et des communautés » (René, 2013, p. 2). En misant sur le développement de liens avec la communauté, Le Rivage met de l'avant sa mission d'intégration dans la communauté en s'assurant que les membres ne développent pas une dépendance vis-à-vis la ressource, mais plutôt qu'ils accroissent leur réflexe d'aller chercher dans la communauté des réponses à leur besoin.

Comme le souligne René (2013), Le Rivage se veut aussi un espace de réflexions et de conscientisation et rend possible l'expression libre de la parole dans le respect des droits et de la dignité dont chaque personne peut se prévaloir.

Enfin, Le Rivage dispose d'une gestion communautaire de son organisation qui s'appuie sur les principes de vie associative, de démocratie participative et de citoyenneté. Il valorise ainsi l'implication des membres et de la communauté dans le processus décisionnel concernant la gestion et l'orientation de l'organisme (CA, divers comités, etc.) tout comme dans la réalisation de différents projets portés par ces divers acteurs (René, 2013 ; RRASMQ, s.d.). En somme, Le Rivage se veut un milieu ouvert, proche de ses valeurs et des communautés qu'il dessert et nous appert comme un terrain propice pour l'actualisation de notre recherche.

3.2.3 L'étude de cas comme analyse approfondie d'un phénomène complexe

Afin de comprendre notre objet de recherche que sont les pratiques de transformation sociale, nous proposons ici une recherche qualitative de type étude de cas. Pour Yin (2016), la recherche de type qualitative adopte une vision du monde plus pragmatique ou constructiviste et s'avère ainsi plus réflexive dans la manière de faire de la recherche. Selon Hamel (1989) l'étude de cas se présente comme une « première approche destinée à la mise à jour d'une spécificité, d'une particularité d'ordre qualitatif » (1989, p. 60). Pour Hamel, elle ne peut pas prétendre à poser une généralité, puisqu'elle prend pour objet une singularité, une particularité comprise dans un cas qu'elle tente d'analyser (Hamel, 1989). Cependant, Roy (2016) précise que l'étude de cas explore et étudie en profondeur un cas, considéré alors comme un sous-système, pour mieux saisir le système plus large auquel il appartient. L'auteur précise alors l'importance d'aller chercher le plus d'informations et d'observations possibles sur ledit cas tels son histoire, son contexte, etc. afin de bien le situer. Roy (2016) définit l'étude de cas comme :

[...] une approche de recherche qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, une organisation ou un groupe d'individus bien délimité, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes. (Roy, 2016, p. 199)

L'étude de cas est donc propice pour comprendre la complexité d'un phénomène, et ce, même à petite échelle, puisqu'il offre la possibilité d'être transférable à d'autres milieux possédant des caractéristiques similaires. En ce sens, nous considérons que Le Rivage est un cas représentatif (Yin, 2009) des ressources alternatives en santé mentale.

Comme mentionné précédemment, Le Rivage du Val St-François, a été choisi en fonction de sa pertinence par rapport à notre objet d'étude (Savoie-Zajc, 2016). Sur ce point, Alvaro Pirès (1997) apporte six critères propices à la sélection d'un cas soit : la pertinence théorique, les caractéristiques et la qualité intrinsèque du cas, la typicité ou l'exemplarité, la possibilité d'apprendre avec le cas choisi, l'intérêt social qu'il représente et son accessibilité pour le chercheur (Pirès, 1997, p. 142). Par exemplarité, Pirès la définit comme la typicité (cas typique) ou comme « l'opportunité empirique pour saisir, découvrir et démontrer » (Pirès, 1997, p. 142) eu égard à l'objet de recherche développé.

Les critères nommés par Pirès rendent bien compte de notre choix de cas arrêté sur Le Rivage du Val St-François. L'approche et les pratiques de cet organisme sont en concordance avec les valeurs de l'Alternative en santé mentale et sont orientées vers la transformation sociale. Ce terrain empirique nous permet donc d'enrichir notre compréhension et nos connaissances en rapport avec notre question de recherche. De plus, dès le premier contact, cet organisme s'est montré intéressé à participer à notre étude. Notre terrain se limite donc à un seul cas, un cas unique. Mais l'analyse empirique approfondie de cette ressource rend possible une compréhension d'ensemble d'un système plus large. Nous sommes en mesure, avec ce cas, de développer une analyse et un discours d'une portée plus générale que l'unique cas étudié. Pour Pirès (1997), à l'inverse d'Hamel (1989), l'étude de cas, même unique, en recherche qualitative ouvre, bien qu'avec nuances, sur des possibles de théorisation et de généralisation. Bref sur la production de connaissances qui dépassent l'unique terrain étudié.

Pirès fait valoir que :

En réalité, l'étude de cas [même unique] représente à maints égards d'autres cas, et le chercheur ou le lecteur peuvent généraliser en ce sens qu'ils peuvent retenir dans un esprit critique une série de clés susceptibles de les aider à comprendre ce qui se passe ailleurs (généralisation analytique, plastique) (Pirès, 1997, p. 152).

Mais ce travail de théorisation et de généralisation ne doit pas être une transposition automatique, comme si le cas étudié représentait tous les autres possibles, « ce n'est pas le cas au complet et dans ses moindres détails » qui est à généraliser, précise Pirès. Et dans cette opération de transférabilité, dit-il, il ne conviendrait pas qu'on généralise « abusivement le contenu de la généralisation analytique ». « Toute tentative, insiste-t-il, dans cette direction serait vaine et réduirait justement ce que la généralisation présente comme avantage : sa portée heuristique et son contenu plurivalent » (Pirès, 1997, p. 152).

Pirès ajoute enfin que l'étude de cas permet la compréhension de questions de l'ordre de la transformation sociale puisqu'on peut alors « saisir les mécanismes sociaux en action » qui relèvent de la quotidienneté et qui s'avèrent dès lors être des « fils conducteurs pour l'analyse de différents aspects de la société » (Pirès, 1997, p. 151).

En synthèse, pour résumer la pensée de Pirès, relevons que le choix de l'étude de cas unique se fait dans l'optique d'apprendre quelque chose de plus général bien qu'en étudiant un cas très contextué. Néanmoins, pour prétendre à cela, le cas choisi se doit d'être pertinent, éloquent, et doit revêtir des caractéristiques d'exemplarité. À ce moment alors, le cas « cesse d'être particulier et peut contribuer de façon significative à la connaissance » (Pirès, 1997, p. 140). L'analyse du cas, bien qu'elle tienne compte de sa spécificité et de son contexte, ne porte pas tant son regard sur les spécificités propres au cas ; elle s'en sert plutôt comme « voie d'accès » d'une manière plus étendue à la compréhension d'autres phénomènes (Pirès, 1997, p. 140).

En ce qui a trait à la collecte de données propre à l'étude de cas, Roy (2016) informe que ce devis de recherche nécessite le recours à différentes sources d'informations et que l'examen de ces sources peut tout autant exiger différents outils ou méthodologies. Pour ces raisons, cet auteur considère l'étude de cas comme une approche ou une stratégie méthodologique qui utilise une pluralité de méthodes. Il perçoit également l'étude de cas comme étant une approche inductive et interprétative (Roy, 2016).

Les pratiques de transformation sociales ne constituent pas un phénomène nouveau et ont déjà été étudiées par les chercheurs. Cependant, les contextes sociaux, économiques et politiques actuels sont différents des années précédentes. C'est pourquoi l'étude de cas est appropriée pour rendre compte, de manière contextualisée et actuelle, de ce phénomène et tenter de l'expliquer, voire même de revisiter les théories actuellement en cours (Roy, 2016). Bien que nous étudions qu'un cas unique, sa pertinence manifeste apporte la possibilité d'effectuer une généralisation théorique pouvant s'appliquer à d'autres ressources alternatives en santé mentale.

3.2.4 La dimension partenariale dans une démarche de recherche à caractère pédagogique

La recherche partenariale est une méthodologie de recherche qui rend possible l'alliance d'expertises différentes – expertise de recherche d'un côté et praticienne de l'autre – dans une visée commune de production de connaissance (Caillouette et Soussi, 2014). Cette alliance participe ainsi à la coconstruction des savoirs par la réflexion, le dialogue et la mise en action qui prennent place entre les acteurs issus du milieu universitaire et du terrain (Tremblay, 2014).

Sans pour autant s'inscrire dans une méthodologie de recherche partenariale, notre recherche emprunte à ce courant méthodologique en introduisant un comité de soutien dans sa démarche. Ce comité est formé notamment de personnes liées à la pratique et à l'usage des services en santé mentale. Le comité est composé de la chercheuse, du directeur de recherche, de trois représentants de la ressource membres (deux permanentes et une personne membre) et d'une personne externe, mais qui possède, par son implication près d'une dizaine d'années au sein du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale, une expertise terrain bien ancrée des enjeux et des pratiques alternatives en santé mentale. L'objectif de ce comité n'en est pas un d'encadrement de la recherche, mais d'enrichissement de la réflexion en donnant, à un moment de la recherche, une rétroaction à la chercheuse sur les pistes d'analyse qu'elle aura développées (Tremblay, 2014). Par ailleurs, il y a aussi la création d'un lien entre l'université et la société civile dans un espace permettant les échanges entre le milieu académique, les praticiens et les membres de la ressource.

La première rencontre à laquelle le comité de soutien a participé était lors de la soutenance du projet de recherche le 7 juillet 2017. Les membres du comité avaient préalablement reçu le document, et ont assisté à la présentation. Ils eurent également l'occasion d'émettre leurs premiers commentaires critiques sur le travail effectué. Ainsi, dès cet instant, le mémoire a pu s'orienter eu égard à ces apports. La première rencontre a aussi permis des échanges informels permettant aux membres de mieux se connaître. Ceci a contribué au fait que certains membres sont devenus des contacts privilégiés pour la chercheuse et, au cours de l'année, ils l'ont avisée de la tenue de conférences ou de rencontres qui pouvaient s'avérer pertinentes et enrichissantes pour l'avancement de sa recherche. Par ailleurs, au tout début de sa recherche, la chercheuse a eu l'occasion de rencontrer de façon informelle un futur membre du comité de soutien. Dès lors, elle a pu amorcer un travail de réflexion sur les thèmes abordés lors de cette rencontre. Enfin, nous pouvons aussi dire qu'il s'est tissé un lien de confiance entre la chercheuse et l'équipe des permanentes de la ressource puisqu'elles ont projeté et amorcé, à deux reprises, la coconstruction de présentations de communication dans le cadre de colloques. Bien que ces présentations n'aient pas eu lieu, le simple fait d'avoir exploré cette voie pour la mise en valeur des pratiques alternatives en santé mentale témoigne de la qualité du lien et de la relation entre la chercheuse et l'équipe du Rivage.

La deuxième rencontre du comité de soutien a eu lieu le 12 octobre 2018. Cette rencontre avait pour but de donner une rétroaction en regard aux résultats de l'analyse préliminaire effectuée. Une fois de plus, le document produit a été envoyé à l'avance aux membres du comité. La composition du comité a alors quelque peu changé, c'est-à-dire que la personne membre de la ressource, qui n'avait pas pu être présente lors de la première rencontre, a été remplacée par une autre membre. La permanente présente était elle aussi nouvelle sur le comité et une seconde professeure de l'École de travail social de l'Université de Sherbrooke s'est aussi jointe à la rencontre à titre d'observatrice, mais a tout de même donné ses commentaires. Cette deuxième rencontre fut l'occasion de connaître les premières impressions portant sur l'analyse produite et de voir sur quels thèmes le comité avait accroché, c'est-à-dire les thèmes qui pouvaient être mieux définis ou dont l'analyse pouvait se faire encore plus poussée. Nous y avons vu une occasion de voir et de comprendre ce qui interpelle davantage les acteurs terrain et ceux pour qui ou

avec qui ses pratiques sont mise en place. Aussi, d'une certaine manière, ce comité véhicule les questionnements émanant de la société civile sur lesquels la chercheuse est invitée à se pencher.

À la fin de cette rencontre, les membres du comité se sont exprimés sur les apports de ce type de fonctionnement partenarial. Pour la chercheuse, les rétroactions émises par le comité ont permis de valider ce qu'elle avait relevé dans l'analyse des données collectées. Cette rétroaction apporte aussi la confiance dans nos propres capacités à observer le réel et les dynamiques présentes, à en tirer notre analyse et nos propres réflexions. Pour l'équipe de la permanence du Rivage, il leur a été permis d'avoir un point de vue théorique externe et de pouvoir adjoindre un modèle théorique sur leurs pratiques. Aux dires des membres de la permanence, l'exercice a permis de prendre conscience de ce qu'ils font, de l'apport de leur travail et leur donne confiance pour avancer puisqu'une base théorique vient soutenir leurs pratiques.

Un autre moment de partage entre la chercheuse et une partie du comité de soutien fut le 28 janvier 2019 lors de la présentation de notre méthodologie aux étudiants du cours de recherche partenariale – TRS 757 ; cours offert dans le cadre de la maîtrise en travail social. Ainsi, la chercheuse a pu échanger sur sa propre expérience du comité de soutien tout autant que les membres présents de ce comité. Une fois de plus, ils ont exploré, cette fois-ci avec les étudiants qui participaient par leurs questions, les apports de la recherche partenariale, tant du côté de la chercheuse que du côté de la ressource. Pour les étudiants, ce moment d'échanges fut l'occasion de comprendre comment ils peuvent intégrer certains aspects de la recherche partenariale dans leur propre projet de recherche.

Pour conclure, le comité de soutien offre non seulement un appui et une validation de la recherche, mais par un effet collatéral du développement du lien relationnel avec la chercheuse, ce comité lui a ouvert des portes et lui a permis d'avoir accès à des ressources dont elle ignorait l'existence. Ainsi, nous avons pu assister à des ateliers et des conférences traitant de la transformation sociale, du milieu communautaire ou de la santé mentale et même, de participer à une activité organisée par le RRASMQ, soit la *Rencontre nationale* au mois de mars 2018. Également, des membres du comité nous ont mis au courant d'auteurs en particuliers écrivant sur les sujets de la santé mentale ou des

ressources alternatives, tout comme de l'existence de certaines revues. Ces sources se sont additionnées à celles répertoriées et ont participé à la construction de ce mémoire. Enfin, nous avons été mis en contact avec un travailleur social retraité avec qui nous avons pu échanger sur les théories entourant les pratiques et le travail social.

En somme, les expériences, directes ou indirectes, permises par le comité de soutien se sont révélées formatrices et enrichissantes sur les plans pédagogique, professionnel et humain.

L'appropriation et la transmission des savoirs de la recherche partenariale

Tremblay (2014) et Bonny (2015) considèrent que la recherche partenariale vise la production de connaissances et que ces connaissances viennent appuyer les acteurs terrain dans leurs rôles et fonctions. Cette recherche abonde dans ce sens et revêt un caractère propre à la recherche-action en répondant aux trois finalités de la recherche-action élaborée par Guay, Prud'Homme et Dolbec, c'est-à-dire : 1) la finalité « action » engendrée permet la transition d'une situation actuelle à une situation désirée, 2) la finalité « recherche » met à jour des connaissances inédites suite au processus de recherche et 3) la finalité « éducation » permise par le processus d'apprentissage que l'action a rendu possible chez les différents acteurs, incluant évidemment la chercheuse (Guay, Prud'Homme et Dolbec, 2016, p. 547-548). Ces auteurs définissent la recherche-action comme :

Une action de recherche et d'éducation liée à la résolution d'un problème concret dans le but de soutenir des changements bénéfiques, de contribuer à l'apprentissage des personnes concernées et d'améliorer les connaissances dans un système (2016, p. 548).

C'est pourquoi, dans une optique de diffusion et de transfert de connaissances, le mémoire produit sera rendu disponible auprès des différents acteurs ayant participé à la recherche. De même, avec notamment l'aide du comité de soutien, d'autres moyens ont ou seront explorés pour faire la diffusion des résultats : participation à des forums sur le renouvellement des pratiques, à des communications dans le cadre de colloques, la production d'articles scientifiques¹⁴, etc. Par ailleurs, des résultats préliminaires ont déjà

¹⁴ À ce propos, au cours de notre formation, nous avons soumis un texte pour le 19^{ième} Colloque étudiant du CRISES qui a été publié dans les *Actes du 19^{ième} Colloque étudiant du CRISES*

fait l'objet de présentations orales lors de deux colloques étudiants au printemps 2018 (Colloque des étudiants et étudiantes du CRISES et Colloque en Travail social de l'Université de Sherbrooke) et aussi dans le cadre du Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) de 2018. Enfin, nous avons présenté la conclusion de cette recherche lors du Colloque des étudiants et étudiantes du CRISES de 2019.

En somme, la recherche partenariale utilisée s'est voulue non seulement productrice de connaissances par la rencontre des différents acteurs, mais également en appui au Rivage du Val St-François dans son travail pour innover dans ses pratiques d'organisme et dans le champ de la santé mentale en général.

3.3 Méthode de collecte des données : recherche documentaire, entrevues, observation directe, artéfacts et journal de bord

Afin de mieux comprendre comment les ressources alternatives en santé mentale peuvent travailler dans une optique de transformation sociale, diverses méthodes de collecte de données ont été déployées. Comme l'indiquent Roy (2016) et Yin (2009) l'étude de cas engage le chercheur à un rôle actif sur le terrain et à faire usage d'une pluralité de sources de données et d'outils pour aller les recueillir et s'assurer de leur véracité. Patton (2015) et Roy (2016) ajoutent également que l'utilisation de différentes méthodes de collectes de données s'avère fort pertinente puisque cette démarche permet alors d'aller chercher les forces propres à chaque méthode et, en même temps, de minimiser les faiblesses associées à l'usage d'une méthode unique. C'est donc dire que chaque méthode s'avère complémentaire aux autres (Yin, 2009). De plus, les données pertinentes recueillies à l'aide des différentes sources ont été analysées et soumises à une triangulation entre elles (Fortin et Gagnon, 2016), ce qui a l'avantage d'augmenter la crédibilité et la justesse des données (Laperrière, 1997). C'est pourquoi la recherche documentaire, la réalisation d'entrevues semi-dirigées, l'observation directe, la présence d'artéfacts et la tenue d'un journal de bord ont été choisies comme méthodes de collecte de données.

(http://crises.uqam.ca/upload/files/publications/hors-serie/CRISES_HS1802_r%C3%A9duit.pdf). Nous avons aussi écrit deux articles dont un a été publié en décembre 2018 dans la revue *Sciences et Actions Sociales* (<https://www.sas-revue.org/57-n-10/dossier-n-10/146-espaces-de-reflexions-dans-les-pratiques-d-interventions-en-sante-mentale-une-approche-collective-pour-engager-les-acteurs>)

3.3.1 Recherche documentaire

Une recension de la littérature organisationnelle (procès-verbal de 2016, documents préparatoires pour l'assemblée générale de 2017 et 2018, rapports d'activité 2014-2015 et 2016-2017, plan d'action 2017-2018, prévision budgétaire 2017-2018, et autres documents pertinents et d'utilisation interne) a été effectuée en vue d'opérer une analyse de ceux-ci. Les documents consultés sont ceux qui ont été produits entre 2015 et 2018, ainsi que d'autres documents produits antérieurement, mais dont le contenu s'avère particulièrement pertinent, comme ce fut le cas du *Document de base* produit en 2013. La pertinence de l'utilisation de la littérature organisationnelle tient du fait que ces documents représentent une temporalité (une marque dans le temps), qu'ils décrivent des faits et s'inscrivent dans le contexte propre à la ressource. En soi, ils représentent une feuille de route, un guide sur ce qui est fait et sur ce qui se profile comme action dans le futur.

3.3.2 Entrevues semi-dirigées

Pour Yin (2009), dans la réalisation d'une étude de cas, les entrevues sont une source de données majeures, voire essentielles. Le corpus principal de données de cette recherche repose sur la réalisation et l'enregistrement d'entrevues semi-dirigées effectuées à l'aide d'une grille d'entrevue (Annexe D). Savoie-Zajc (2016) considère l'entrevue semi-dirigée comme une méthode de collecte de données qui s'oriente vers la compréhension d'un phénomène et donc, qui s'inscrit dans une posture interprétative et constructiviste. Elle ajoute que les questions ouvertes stimulent un intérêt pour amorcer un échange riche qui prend davantage l'aspect d'une conversation normale et qui participe ainsi à établir une relation de confiance et à diminuer l'inégalité des pouvoirs entre la chercheuse et le participant (Savoie-Zajc, 2016). Dès lors, l'entrevue semi-dirigée permet la rencontre dialogique entre ces acteurs. Le participant est appelé à partager son savoir d'expertise et son vécu afin de permettre, en collaboration avec la chercheuse, la compréhension d'un phénomène. Pour ce faire, la chercheuse veille, à guider l'entrevue autour de certains thèmes centraux, mais s'assure de suivre le rythme du participant et de lui laisser la place nécessaire pour lui permettre l'ouverture sur son univers et d'exposer une description la plus exhaustive possible de son expérience, de ses réflexions, de ses ressentis et de ses

croyances (Savoie- Zajc, 2016). Les questions de la grille d’entrevue ont été adaptées selon les liens entretenus par les personnes interrogées avec la ressource, mais elles comportaient néanmoins la même trame de fond. De plus, les questions posées se veulent ouvertes afin de laisser place à la possibilité de faire ressortir au travers du récit d’autres contenus significatifs susceptibles d’enrichir la recherche. En cours d’entrevue, lorsque cela s’est avéré nécessaire, l’ajout de questions pour fins de clarification et de bonne compréhension du propos du participant s’est effectué.

Originellement, le temps alloué pour les entrevues était de 60 à 90 minutes. Or, considérant le temps nécessaire à l’explication du formulaire de consentement et à la mise en contexte, c’est davantage 90 minutes, et parfois plus, qui furent accordées aux entrevues. Les choix du lieu où se déroulerait l’entrevue, de la date et de l’heure ont été laissés au gré du participant. Des notes ont été prises au cours de l’entrevue concernant certains points sur lesquels la chercheuse désirait revenir auprès du participant ou pour transcrire des informations non verbales révélées au cours de l’entrevue. À la suite de chaque entrevue, les notes ainsi que les impressions concernant les lieux physiques, l’atmosphère qui se dégageait du milieu, la réflexion suivant l’entrevue ou toutes autres notes pertinentes ont été rapportées dans le journal de bord (Savoie-Zajc, 2016). Par ailleurs, nous avons fait des retours dans ce journal de bord pour approfondir nos questionnements et réflexions afin d’aiguiller nos observations et entrevues subséquentes.

3.3.3 Observation directe et posture d’observateur

L’observation peut se déployer sous différentes formes et c’est pourquoi il nous est important de bien expliquer comment s’est déroulée notre observation et les postures adoptées ; postures qui furent quelque peu différentes selon le contexte de l’activité à observer. Cette section définit ce qu’est l’observation directe, pour ensuite aviser le lecteur des particularités et apports de deux postures d’observations que nous avons adoptées et en quoi ses postures se complètent.

Observation directe

Martineau (2016) décrit l’observation directe comme une « approche de recherche et outil de formation de l’information où le chercheur est le témoin – plus ou moins à distance – des comportements des individus et des pratiques au sein des groupes en séjournant sur

les lieux mêmes où ils se déroulent » (p. 318). Patton (2015) ajoute qu'observer n'est pas regarder et que la chercheuse doit s'y appliquer en portant attention à ce qu'elle observe et en prenant soin de le documenter.

L'observation directe demande une certaine préparation de la part de la chercheuse. En premier lieu, comme l'indique Cefaï, (2010) la chercheuse doit s'oublier et ouvrir ses sens à la nouveauté, de manière à s'immerger dans le monde qu'elle tente de comprendre sous un autre angle, soit celui des enquêtés. En second lieu, sur son terrain d'enquête, elle se met en mode d'observation scientifique, ce qui demande un effort de concentration puisqu'alors, elle doit arriver à témoigner de la précision et de l'authenticité de l'observation (Patton, 2015). Cefaï et Patton s'entendent pour dire que la chercheuse doit focaliser son attention sur ce qui se passe plutôt que de se baser sur ce qu'il lui paraît des évidences ou simplement, par son expérience ou son expertise, supposer qu'elle sait. C'est au contraire le doute sur une prétendue réalité qui motive la chercheuse à aller au-delà des discours et de la recension des écrits, à se questionner et à s'investir avec rigueur dans l'observation de la réalité sur le terrain où prend place l'action des acteurs.

Yin (2009) considère profitable pour le chercheur d'utiliser certains outils pour l'observation. En ce sens, Martineau (2016) préconise l'usage d'une grille d'observation élaborée par le chercheur. Comme il le souligne, cette grille focalise l'attention du chercheur sur certains aspects et lui permet de distinguer ce qui vaut la peine d'être observé. Toutefois, Martineau avise que le jugement est de mise, car se contraindre à la grille peut également réduire l'observation et ne pas tenir compte d'éléments inattendus ou insolites, mais qui peuvent s'avérer utiles à la compréhension fine de l'objet de recherche.

Posture « observateur »

Les périodes formelles d'observations directes consistaient en de courtes périodes définies dans le temps, soit environ deux heures chacune, où nous adoptions alors la posture « d'observateur complet » (Martineau, 2016 p.322). En outre, notre rôle de chercheuse était connu de tous et l'action se limitait à l'observation proprement dite (Martineau, 2016). Du coup, aucune intervention durant le déroulement de l'activité n'était faite.

À chaque occasion, pour négocier cette entrée dans le groupe, nous nous sommes présentée au moment où débutait la rencontre et avons expliqué la raison de notre présence. Puis, le groupe était mis devant le choix d'accepter ou non notre présence comme observatrice. Afin de permettre à tous de s'exprimer sur la question et de laisser le groupe prendre une décision éclairée et sans se sentir contraint d'accepter, nous quitions la pièce le temps que le groupe délibère. La grille d'observation (Annexe E) leur était laissée afin qu'ils prennent connaissance de l'orientation de notre activité d'observation. Dans tous les cas, la réponse du groupe à observer nous a été favorable. Ainsi donc, quatre rencontres formelles ont été faites, soit une réunion du conseil d'administration, une rencontre du Comité de vie associative, une rencontre du Comité d'Arrimage des Partenaires (CAP) et lors de la Journée de réflexion du 25 janvier 2018¹⁵. La grille d'observation a été utilisée afin de bien aiguiller les observations lors de ces rencontres et de permettre à la chercheuse de garder en tête les grands points d'observation susceptibles d'être observés. Ces points ont été établis en fonction des connaissances préliminaires de la chercheuse au sujet des ressources alternatives en santé mentale et de la ressource Le Rivage. Enfin, cette grille constitue également la preuve du consentement à l'observation que le groupe accordait, en ce sens qu'une section pour apposer la signature de la chercheuse et d'un représentant du groupe y est incluse.

Posture « participante »

Nous avons effectué de l'observation directe en posture participante à quelques reprises. L'observation directe en posture participante permet de participer au phénomène que nous étudions. Être soi-même un participant permet d'entrer dans la mise en scène de manière performative. Comme Yin (2009) le présente, « Another distinctive opportunity is the ability to perceive the reality from the viewpoint of someone “inside” the case study rather than external to it » (2009, p. 112). Il s'agit donc d'une opportunité d'amener une dimension performative vécue par le sujet (la chercheuse) pour accroître sa compréhension des pratiques.

Bien que le rôle de chercheuse demeurait celui d'observatrice, notre participation à la quotidienneté dans la ressource a permis d'entrer en interaction avec les personnes

¹⁵ Les points ressortis par les participants à cette journée de réflexion figurent en Annexe F. Ces points ont été retranscrit tel qu'ils ont été nommés par le groupe et présentés au tableau.

présentes. Ces échanges informels avec les personnes présentes, membres ou permanentes, ont contribué à engager des échanges riches pour approfondir la réflexion sur ce qui a été observé, de le valider ou de soulever des hypothèses. Par ailleurs, notre présence dans les lieux partagés nous a aussi rendue plus familière auprès des membres et, bien qu'il nous soit impossible de dire si cela a été un élément décisif, nous pensons que cette présence ait pu contribuer à l'accord de membres à participer à notre recherche.

Nous avons également tenu cette posture d'observateur participant lors de différentes activités plus formelles organisées par Le Rivage. Ainsi, nous avons pris part à l'AGA du 22 juin 2017 et celle du 28 juin 2018, à la *Journée de réflexion* avec les membres, les permanentes et les travailleuses de proximité tenue le 25 janvier 2018 ainsi qu'au Forum citoyen sur la santé mentale tenu par Le Rivage le 10 mai 2018, à Windsor.

Notre participation lors de ce forum a permis de colliger des données concernant la communauté et d'observer et noter les interactions des personnes sur place. Par ailleurs, des permanentes et des membres du Rivage animaient l'activité et nous avons pu observer leurs interactions et réactions par rapport à ce qui était dit par la communauté.

À notre sens, ce type d'observation permet de saisir les contradictions ou, au contraire, les échos, entre le discours et la pratique. Du coup, ces diverses occasions permettent un contact plus rapproché avec les personnes présentes. L'observation participante permet de bien s'imprégner de la culture du milieu et s'avère riche en contenu à analyser par la proximité qu'elle rend possible.

Enfin, ces deux postures d'observation adoptées dans le cadre de cette recherche visaient la même finalité, c'est-à-dire collecter des données nous permettant de comprendre les pratiques d'intervention alternative en santé mentale à la lumière des concepts de transformation sociale dans différents contextes propres au Rivage du Val St-François. Ces manières pour la chercheuse d'entrer en scène en arborant un rôle différent offrent un apport substantiel d'informations complémentaires venant enrichir la compréhension du phénomène observé.

3.3.4 Les artefacts physiques ou culturels

Yin (2009) entre dans la catégorie des artefacts physiques ou culturels les outils, instruments, œuvre artistique, appareil technologique ou tout autre objet distinctif et représentatif. Toujours selon cet auteur, les artefacts peuvent être observés et fournir des éléments pertinents pour l'analyse et la compréhension du cas étudié. Nous avons été attentive à ce genre de petits détails qui, loin d'être banals, sont porteurs de sens et s'avèrent importants pour pousser la réflexion et la compréhension.

3.3.5 Journal de bord

Savoie-Zajc (2016) considère le journal de bord comme un enrichissement à l'étude en plus de rendre possible une meilleure compréhension et contextualisation de l'entrevue. Pour Roy (2016), le journal de bord s'avère indispensable à la réflexion puisqu'il aide à mieux percevoir et comprendre les liens entre les différentes sources de données et peut même, selon lui, permettre de révéler les biais et *a priori* du chercheur, ce qui rend alors possible l'objectivation de sa pensée et de ses interprétations. C'est ainsi que fut utilisé le journal de bord dans cette recherche, c'est-à-dire, pour y déposer les impressions de la chercheuse au moment qu'elles apparaissaient pour ensuite pouvoir y faire un retour et les analyser avec un certain recul et une disposition laissant la place libre à la neutralité qu'exige l'analyse. Ce journal de bord a aussi été mis à contribution lors de la compilation de mémos qui, comme le stipule Laperrière (1997), peuvent également servir d'outil d'analyse puisqu'ils suscitent la réflexion à chaque étape de la recherche, la mise à l'écrit des intuitions et la création de liens entre les données et les concepts. Enfin, nos notes manuscrites prises lors des périodes d'observations y ont été retranscrites de manière à servir de données d'observation pour la recherche.

Bref, le journal de bord s'est révélé un outil indispensable pour ce mémoire. Il a également permis de suivre le fil de notre pensée et l'évolution de nos réflexions. En ce sens, il a été le témoin principal de l'historicité de cette recherche.

3.3.6 Choix de l'échantillon

Pour les entrevues semi-dirigées, le choix des participants (échantillon intentionnel) a été réalisé en fonction de certains critères pertinents pour la recherche. Ainsi, les personnes sélectionnées sont, d'une manière différente, en relation avec Le Rivage et, considérant

cette relation, elles sont en mesure d'en décrire des pratiques. Par leurs connaissances de l'organisme et de ses pratiques, ces personnes sont, à nos yeux, considérées comme des « acteurs sociaux compétents » (Savoie-Zajc, 2007) et possèdent une expertise par rapport à notre objet de recherche (Savoie-Zajc, 2016). Pour comprendre comment se déploient les pratiques visant la transformation sociale au Rivage du Val St-François, nous avons voulu mettre en résonance les perspectives des différents acteurs pour ainsi avoir accès à une pluralité des expériences singulières. Nous avons originalement prévu effectuer huit entrevues¹⁶ : une auprès du responsable des relations avec les communautés, deux avec des intervenantes de la ressource, deux avec des membres de l'organisme, une auprès d'une intervenante du réseau de la santé et des services sociaux de la région du Val St-François ainsi que deux avec des citoyens de la communauté de Richmond qui entretiennent des liens avec Le Rivage. En allant chercher une hétérogénéité d'acteurs, nous nous assurons d'une plus grande représentativité des acteurs impliqués et touchés par l'action du Rivage. En occurrence, ce sont des expériences distinctes et des discours singuliers qui sont alors possibles de collecter (Becker, 2002). Ce choix permet d'enrichir la compréhension des pratiques de l'organisme en son sein et avec ses partenaires externes, de saisir les multiples dimensions des pratiques identifiées tout autant que les tensions et contradictions présentes dans les différents discours (Savoie-Zajc, 2016).

3.3.7 Mode de recrutement

Un échantillonnage théorique a d'abord été réalisé auprès des membres et des permanentes de la ressource. Il ne s'agit non pas d'identifier les personnes qui représentent un profil le plus semblable au plus grand nombre de membres ou de permanentes, mais d'aller vers celles et ceux dont le profil, le vécu et la réflexion amèneront du matériel pour nourrir les réflexions et pistes d'analyse qui seront développées.

Afin de faire connaître le sujet de la recherche et recruter des membres et des permanents de la ressource, une lettre de présentation du projet (Annexe A) fut envoyée par courriel dans le but d'être affichée dans les locaux de la ressource. Cependant, cette façon de faire

¹⁶ Dans la section sur le mode de recrutement, nous expliquons les choix que nous avons faits concernant le nombre d'entrevues à réaliser et le types de participants à recruter.

n'a pas semblé efficace puisqu'aucun appel téléphonique ou courriel de la part de membres ou de permanente ne furent adressés, bien que nous ayons vu notre lettre à deux endroits différents. Ainsi, nous avons opté pour nous rendre directement dans la ressource plus régulièrement et de participer à la quotidienneté de la ressource. Malgré que cette façon de faire demande plus de temps, de disponibilités et de souplesse à l'horaire, elle s'avère en fait primordial puisque les discussions informelles échangées avec les membres et permanentes, rend la chercheuse accessible. En même temps, cette présence dans la ressource permet aux personnes de considérer la chercheuse non pas comme un visiteur, mais comme quelqu'un qui fréquente aussi la ressource. En outre, cette façon de faire permet de repérer celles et ceux qui seront en mesure d'apporter un matériel riche pour notre recherche.

Étant donné que le responsable de la ressource avait accepté de participer à une entrevue dès le début de cette recherche, la collecte de donnée dans la ressource s'est amorcée avec son entrevue. Par ailleurs, considérant ses nombreuses années au sein de la ressource, ceci s'est avéré une bonne démarche puisque, cette entrevue a fourni des thèmes plus pointus à aborder pour les entrevues suivantes. Deux permanentes dont le rôle dans la ressource concorde avec les besoins de cette recherche ont été identifiées puis interpellées pour participer à l'entrevue semi-dirigée. Pour éviter le risque d'attribution des propos des citations aux membres de l'équipe de travail, nous faisons référence aux permanentes, lorsqu'il est question d'un(e) employé(e) du Rivage et ce, peu importe son rôle dans l'organisation.

C'est au travers des discours des permanentes lors des entrevues et suite à nos propres observations que des membres susceptibles d'apporter une plus-value à la recherche ont été identifiés. Une de ces personnes a été mise en contact avec la chercheuse par l'entremise d'une permanente et deux autres membres ont été approchées directement par la chercheuse. L'une d'entre elles ne semblait pas à l'aise avec l'idée que l'entrevue soit enregistrée et ne voyait pas non plus en quoi elle pourrait apporter une contribution. Nous n'avons donc pas insisté. Quant à l'autre personne, elle a donné son accord et nous avons constaté, en discutant avec elle, qu'elle avait aussi été mise au courant de cette recherche par cette même permanente mentionnée plus haut. Il s'avère donc que de créer des liens

avec l'équipe de travail est bénéfique pour la recherche afin de mieux faire connaître et démystifier cette recherche. Par ailleurs, le fait d'avoir amorcé nos entrevues avec l'équipe de travail du Rivage permet aux permanentes de discuter de leur expérience avec les membres, ce qui peut contribuer à rendre plus attrayante l'idée de participer à une entrevue. En outre, la participation aux entrevues était sur une base volontaire et les personnes en ont toujours été avisées. Nous avons observé, que ce soit de la part des permanentes ou des membres, qu'un sentiment de non-compétence semble préexister et que les personnes ressentent un certain inconfort à participer. Pour mettre les gens à l'aise, nous les avons avisés que l'entrevue s'ajuste à leur discours et que c'est à la chercheuse d'adapter ses questions. Nous avons de plus noté que, suite à l'entrevue, les personnes se sentaient satisfaites d'elles-mêmes et ne considéraient plus l'exercice comme lourd et ardu.

Quant au recrutement de citoyens dans la communauté, il est apparu que ce citoyen ou cette communauté, est difficilement personnifié. En fait, deux problèmes se posaient alors : le premier est que les membres du Rivage qui sont actifs dans la communauté ne se posent pas comme représentants du Rivage. Il nous aurait alors semblé interroger le citoyen par rapport à sa relation avec la personne-membre et non par rapport au Rivage, ce qui sort du cadre du sujet de cette recherche. Le deuxième problème est que, au fil des entrevues, l'hétérogénéité d'acteurs de type communauté s'est révélée. Par conséquent, l'utilisation de la documentation organisationnelle pour explorer l'action et les pratiques du Rivage dans la communauté a été employée, de même que des discussions informelles avec certains partenaires de la ressource auxquels nous avons eu accès. De surcroît, le matériel des entrevues réalisées et notre observation participante lors du forum ont fait transparaître l'action du Rivage en dehors de ses murs ainsi que sa représentation sociale dans les différentes communautés.

Enfin, pour l'intervenant/partenaire provenant du réseau de la santé, une lettre a été envoyée par courriel à la chef de service en santé mentale du Val St-François afin que cette dernière puisse transmettre l'information aux intervenantes qui pourraient être intéressées à participer (Annexe B). Une seule intervenante a manifesté son intérêt. Suite à la rencontre avec cette intervenante, nous avons fait une relance de l'invitation à la chef

de service, et bien que celle-ci ait refait l'offre auprès de son équipe, aucune autre volontaire ne s'est manifestée. Nous avons donc interpellé directement une intervenante du réseau¹⁷, tout en l'avisant qu'elle devait peut-être demander la permission à son/sa supérieur(e). Cependant, considérant que ceci entraînait dans ces tâches connexes, elle a accepté de participer et l'entrevue s'est tenue quelques jours plus tard.

Considérant l'ampleur du matériel qui est ressorti lors des entrevues et de l'apport tout aussi considérable des autres sources de données, nous nous sommes arrêtés à sept entrevues, l'une étant considérée comme double étant donné que la personne a été en lien avec la ressource de deux manières différentes. Ces données amassées suffisent à dégager le matériel nécessaire à la production d'une analyse pouvant soutenir la création de nouvelles connaissances. Par ailleurs, la saturation théorique (Glaser et Strauss, 1967) semble avoir été atteinte puisqu'aucun nouveau thème n'est ressorti des discours (Savoie-Zajc, 2007 ; Savoie-Zajc, 2016).

3.4 Analyse, recension des écrits et calendrier

Cette section met en lumière les démarches mises en place pour effectuer l'analyse des résultats. Dans un premier temps, la méthode employée pour la recension des écrits est décrite, puis, nous abordons les étapes de notre analyse et comment, dans le réel, celle-ci s'est déployée. Enfin, le calendrier de la recherche pose dans le temps les différents moments de l'évolution de notre recherche.

3.4.1 Recension des écrits

Dans un premier temps, une recension des écrits a déjà été initiée et s'est poursuivie tout au long de la recherche. Séguin (2016) propose trois temps à la recension des écrits, ce qui correspond, dans les faits, au processus dans lequel nous avons pris part. Cette recension s'est amorcée par une « phase intuitive » (Séguin, 2016), où le but de la recherche était de mieux comprendre le thème que nous souhaitions alors aborder, soit la transformation sociale. Puis, une fois ce thème mieux cerné, se profilait l'idée de l'aborder sous l'angle propre aux ressources alternatives. Cette phase, dite « exploratoire » (Séguin 2016) consiste en une recherche plus fine et assez exhaustive

¹⁷ Cette personne était connue de nos contacts personnels.

pour permettre au chercheur de formuler sa question de recherche. Enfin, la « phase expérimentation » (Séguin, 2016) se veut davantage axée vers la question de recherche.

Les trois principales ressources documentaires consultées sont le moteur de recherche *Google* et son dérivé *Google scholar*, l'outil de découverte de la bibliothèque de l'Université de Sherbrooke et la banque de données *Érudit*¹⁸. Nous avons aussi été voir les références des publications du RRASMQ ainsi que celles de l'Équipe de recherche et d'action en santé mentale et culture (ÉRASME). En ce sens, nous signalons, comme dit précédemment, que les ressources alternatives en santé mentale sont un modèle spécifique au Québec et même, en Amérique du Nord. De ce fait, la littérature spécifique à ce sujet est restreinte et les quelques auteurs l'abordant sont également restreints.

Lors de la phase exploratoire, afin de faciliter nos recherches, les mots-clés le plus souvent utilisés étaient principalement ceux que nous avons posés dans notre cadre conceptuel soit : pratique, transformation sociale et pratique de transformation sociale. À ceux-ci sont également joints les mots-clés citoyenneté et participation, reconnaissance, stigmatisation, espace ainsi que d'autres mots en lien avec notre sujet comme : santé mentale, ressource alternative, participation citoyenne, autonomie, pouvoir, émancipation, *empowerment*, pour ne nommer que ceux-là. Enfin, nous avons utilisé les bibliographies des écrits répertoriés par les chercheurs s'étant intéressés à ces thèmes afin d'enrichir notre propre recherche documentaire. Comme les noms de deux chercheuses de l'ÉRASME revenaient à maintes reprises, nous leur avons écrit directement afin de savoir si elles pouvaient nous diriger vers des articles ou des livres plus récents ou d'autres types de sources qu'elles utilisent pour leurs travaux. Ainsi, nous avons pu mettre la main sur une bibliographie considérable de références pertinentes pour cette recherche.

3.4.2 Les choix de l'analyse

L'analyse est un moment fort en importance dans la recherche puisqu'elle tente alors d'arriver à des conclusions à partir du matériel empirique récolté et de répondre à la

¹⁸Érudit est une banque de données qui assure la diffusion numérique de plus de 150 revues scientifiques et culturelle. Érudit participe à la diffusion des revues québécoises soutenues par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). (<https://www-erudit-org.ezproxy.usherbrooke.ca/fr/>)

question de recherche et autres questions ayant émergé dans le processus. Puisque l'étude de cas puise dans une pluralité de sources de données, l'analyse qui en découle se doit d'être minutieuse. Une fois de plus, divers outils se proposent à la chercheuse pour l'aider dans l'interprétation des données.

Notre recherche présente un caractère inductif, c'est-à-dire que du particulier et du singulier qu'offre chaque entrevue, nous explorons et découvrons les thèmes, les récurrences et les liens entre eux afin de voir ce qui émerge de l'entrevue réalisée. Par la suite, cet exercice s'est effectué aussi avec l'ensemble des entrevues afin d'en arriver à une synthèse plus globale du phénomène étudié (Patton, 2015).

Cela étant dit, dans un premier temps, suite aux différentes lectures accomplies, certains concepts ont retenu notre attention dans l'analyse. Ainsi, les concepts liés à la transformation sociale soit la citoyenneté et la participation, la reconnaissance, la stigmatisation et l'espace ont initialement servi d'unités d'analyse, sans toutefois s'y restreindre, pour étudier et comprendre les pratiques de transformation sociale présentes dans la ressource.

Dans le but de faciliter l'analyse, comme nous l'avons mentionné dans la collecte de données, une attention particulière a été déployée lors de la rédaction de mémos analytiques. Avant d'entreprendre l'analyse, nous avons effectué une lecture flottante des documents d'orientation, des politiques organisationnelles et autres littératures pertinentes propres à la ressource afin de bien nous imprégner des philosophies en place dans cet espace (Wanlin, 2007). Étant donné le caractère inductif de cette recherche, l'analyse des données s'est amorcée dès la première entrevue (Roy, 2016). Les entrevues ont été transcrites sous forme de verbatims et une lecture détaillée en a été faite afin d'en analyser le contenu. Comme le mentionnent Blais et Martineau (2016), cette amorce d'analyse favorise l'émergence de thèmes majeurs et permet d'entreprendre une catégorisation selon les interprétations faites de ces données. Cette catégorisation facilite les analyses subséquentes en réunissant sous une même catégorie les différentes informations qui y sont relatives. Du coup, les récurrences peuvent être observées et permettent ensuite d'orienter l'analyse et d'édifier des pistes de réflexion (Roy, 2016).

Initialement, les verbatims ont été codés à l'aide du logiciel NVivo 10, un logiciel d'analyse de données qualitatives. Ce logiciel est un outil d'analyse utile et pertinent, mais nous avons considéré nécessaire d'accorder une place primordiale à la réflexion. La première arborescence d'unités d'analyse comprenait les thèmes provenant du cadre conceptuel et des concepts que nous avons liés à la transformation sociale ainsi que plusieurs autres sous-thèmes. Suite aux discussions engagées lors de la présentation de l'avancement des travaux de recherche dans le cadre du cours TRS 754 – Atelier 2, il s'est avéré nécessaire de réorganiser les unités d'analyse initiales. Après réflexion, il est apparu que ces unités pouvaient être subsumées en catégories plus englobantes ce qui, par ailleurs, est venu faciliter l'analyse qui a suivi. Ainsi, en prenant le soin de bien faire ressortir les éléments majeurs et les récurrences dans les discours en regard à la question de recherche et aux objectifs sous-jacents, ce sont quatre unités d'analyses majeures qui sont ressorties, soit les ancrages, la réflexion dans les pratiques, l'émergence de la parole et la mise en lien. Ces quatre unités représentent nos quatre chapitres formant notre analyse et discussion dans la Partie II de ce mémoire.

Cette reconfiguration des unités d'analyse nous a amenée à revoir notre stratégie d'analyse. Il nous est apparu fastidieux de reprendre l'analyse des verbatims avec le logiciel NVivo 10. Nous avons donc modifié notre stratégie et, comme le proposent Paillé et Mucchielli (2008), nous avons amorcé une « analyse en mode écriture ». Ces auteurs considèrent que l'analyse en mode écriture permet « la création et l'expression spontanée » (Paillé et Mucchielli ; 2008, p. 127) de la pensée du chercheur et peut porter l'analyse et la théorisation beaucoup plus loin. Ces auteurs ajoutent :

Puisqu'elle se déploie sous la forme d'un flux, elle favorise l'épanchement et donne lieu à une analyse très vivante. Sa fluidité et sa flexibilité lui permettent d'épouser les contours parfois capricieux de la réalité à l'étude, d'emprunter des voix d'interprétation incertaine, de poser et de résoudre des contradictions, bref de faire écho à la complexité des situations et des événements (Paillé et Mucchielli ; 2008, p. 127)

En bref, cette méthode d'analyse ouvre sur un processus engageant et soutenu qui s'avère utile pour capter l'articulation de la pensée de la chercheuse et le sens profond englobant le matériel empirique recueilli. Ayant déjà une bonne connaissance de notre matériel empirique, nous avons entrepris la relecture des verbatims en prenant soin d'annoter nos

impressions devant le matériel. En outre, notre maîtrise du contenu des entrevues nous a permis de croiser les discours narratifs entre eux et aussi de les trianguler avec les observations et les autres données recueillies à l'aide des autres sources de la collecte de données.

Notre capacité à analyser et à accorder un sens aux données originales été mis à contribution afin de voir au-delà de ce qui est dit textuellement. Des retours dans les écrits provenant de la recension initiale et la poursuite de lectures de nouveaux écrits nous ont permis de mieux comprendre ce qui ressortait du matériel collecté. Cette phase du travail correspond à ce que Séguin nomme la « phase expérimentation » (Séguin, 2016) qui se veut axée vers la question de recherche et son approfondissement.

De plus, nos contributions ou participations dans des colloques, congrès ou conférences ainsi que le partage de nos réflexions avec nos collègues et d'autres acteurs du champ de la santé mentale et du milieu communautaire ont permis d'enrichir nos réflexions, de débloquent certains nœuds analytiques et ont contribué au processus d'appropriation du matériel théorique. Par ailleurs, nous avons tenu une série de journaux manuscrits dédiés aux apports externes (conférences, colloques, etc.) et croisons leur contenu avec notre journal de bord (électronique) et le reste du matériel.

La rédaction s'est donc accomplie en effectuant des allées et retours dans le matériel empirique, les lectures recensées, les mémos et les notes comprises dans le journal de bord. Nous avons vu à inscrire comment ce matériel empirique suscitait notre créativité pour approfondir notre compréhension des pratiques étudiées. Les questionnements et réflexions engendrés tout autant été compilés dans le journal de bord et des retours à ce journal ont permis d'explorer davantage les lectures, tout comme de soulever de nouveaux questionnements. Lorsque les nœuds analytiques nous bloquaient totalement, nous en discutons avec notre directeur de mémoire. Ces discussions sont venues alléger les tensions d'analyse de la chercheuse et offraient un autre regard rendant possible un nouvel éclairage. Par ailleurs, discuter de ces nœuds d'analyse avec nos collègues étudiants ou même, discuter de notre sujet de recherche avec des personnes étrangères à notre discipline participait également à dénouer les impasses. Que ce soit les points de vue émis, le simple fait de s'entendre s'énoncer ou l'apport, par analogie

transdisciplinaire, de matériel réflexif, les dialogues engendrés nous amenaient à poser un autre regard sur notre analyse et nos données. En bref, il fut bénéfique pour nous de ne pas rester isolée lors de l'étape d'analyse et de rédaction.

Une première version de l'analyse des résultats a été envoyée à notre directeur afin de recueillir ses commentaires et suggestions et de recevoir des conseils. Puis, la validation auprès du comité de soutien avec la présentation d'un document contenant les résultats de l'analyse préliminaire s'est faite à l'automne 2018. Cette étape avait pour objectif d'obtenir un regard autre que celui de la chercheuse sur les résultats et apporter un éclairage pour la compréhension des résultats contradictoires et leurs pistes d'analyse, sans toutefois les rejeter (Roy, 2016).

En bref, l'analyse du matériel empirique est une étape cruciale de la recherche qui ne peut être négligée. Afin de la mener de manière rigoureuse, la chercheuse fait usage de différents moyens pour baliser et soutenir son processus réflexif, donner sens à son interprétation et rendre celle-ci transparente au lecteur. La rédaction fut donc un processus itératif, dynamique et relationnel où l'ajout et la compréhension de nouveaux éléments nous amenaient à réfléchir autrement et à réévaluer ce que nous avons écrit pour le reconstruire ou l'amender.

3.4.3 Calendrier de recherche

Nous considérons la recherche comme une aventure dans laquelle un chemin principal est proposé sans toutefois connaître les obstacles à venir, les impasses possibles, les pauses nécessaires pour pouvoir continuer, ni même l'issue finale à l'aventure. Ainsi, ayant cela en tête, nous avons dressé un calendrier des activités à entreprendre, tout en sachant que le changement et l'adaptation seraient au rendez-vous.

La première étape, en occurrence, la remise du document du projet de recherche au comité évaluateur et à notre comité de soutien de recherche partenariale, s'est faite en date du 22 juin 2017. La présentation orale du projet de recherche devant ces deux comités s'est tenue le 7 juillet 2017. Par la suite, c'est au comité éthique, à la fin du mois d'août 2017 que les documents demandés ont été remis. L'approbation finale du comité éthique fut obtenue à la mi-octobre 2017, et la collecte de données terrain provenant des

observations et des entrevues s'est amorcée. Les collectes se sont effectuées entre le 31 octobre 2017 et le 28 juin 2018. L'analyse des données a débuté dès les premières entrevues, mais s'est échelonnée sur un an, soit janvier 2018 à janvier 2019. La rédaction officielle du mémoire s'est amorcée au même moment. La deuxième présentation au comité de soutien de recherche partenariale s'est tenue le 12 octobre 2018, et ce, dans les locaux de l'organisme Le Rivage, à Richmond et en visioconférence. Le 28 janvier 2019, dans le cadre du cours TRS 757 – Recherche partenariale nous avons tenu, avec les membres du comité de soutien, une présentation devant les étudiants de la méthodologie de recherche partenariale propre à ce mémoire. Enfin, le dépôt initial s'est effectué le 4 mars 2019 et le dépôt final le 15 mai 2019.

3.5 Forces et limites de la recherche

Les limites de cette recherche tiennent au danger d'un côté, de tout généraliser et, de l'autre de produire un savoir utile qu'au cas étudié. Du côté de vouloir généraliser les résultats, c'est alors de prendre l'exemple d'un cas unique pour en étendre le discours d'une manière générale aux pratiques et aux processus à l'ensemble des ressources alternatives en santé mentale. Les pratiques décrites et analysées deviennent comme représentatives et explicatives de ce que l'on doit entendre par une vision alternative de l'intervention en santé mentale.

De l'autre côté, le danger d'une telle recherche, dont l'objet d'observation ne tient qu'aux pratiques d'un seul organisme, est à l'opposé d'en poser la portée des résultats et compréhensions produits qu'au seul organisme étudié. Il s'agit donc de réussir à développer une écriture qui d'un côté évite l'écueil d'une montée en généralité sans support pour le faire, mais qui, de l'autre, affirme sa capacité de produire des éléments théoriques et réflexifs qui parlent au-delà du cas étudié et participe à un effort plus global de théorisation sur les thèmes abordés. Non pris en termes de transférabilité, les éléments théoriques développés se posent plutôt en termes d'exemplarité capables, ou non, d'entrer en résonance à la compréhension d'autres pratiques dans d'autres organismes et sur d'autres territoires.

Ainsi, puisque cette recherche se penche sur un seul cas (Le Rivage du Val St-François) choisi pour sa capacité de théorisation en matière d'innovation sociale et d'alternative en

santé mentale, l'intentionnalité n'en n'est pas une de représentativité et de transférabilité comme en recherche quantitative. En effet, en plus de ne représenter qu'un seul cas, Le Rivage est une ressource qui se distingue considérablement d'autres ressources alternatives en santé mentale. Notre écriture évite donc d'extrapoler naïvement le général du singulier et tient toujours le lecteur comme responsable de s'approprier, ou pas, en partie ou en tout, la modélisation apportée afin de comprendre ses propres objets visés de recherche ou d'intervention. La modélisation apportée relève d'un cas unique et contextualisé comportant ses propres spécificités différentes d'une autre ressource. Nous avons ainsi amassé le plus de données possibles et de notes réflexives détaillées afin que le lecteur saisisse l'aspect contextualisé propre à notre démarche.

Une limite à notre recherche est son nombre restreint de participants. Les personnes ayant accepté de participer à la recherche sont possiblement celles qui démontrent naturellement le plus d'intérêt à ce type d'activité. Ces personnes, par ce trait, peuvent différer d'autres personnes fréquentant la ressource et ainsi, contribuer à une image plus participative de la ressource. C'est pour cette raison que la chercheuse a choisi d'aller recruter des intervenantes externes à la ressource et de participer à des activités formelles ou informelles avec la ressource afin d'élargir la représentativité des personnes en contact ou en lien avec Le Rivage.

Du côté des forces, notons que le choix des participants, en raison de leur engagement et de leurs expériences vécues, a favorisé la modélisation des pratiques de la ressource. De plus, cette recherche possède un caractère approfondi grâce aux visites à la ressource s'échelonnant sur douze mois, à l'emploi de notes réflexives, aux descriptions détaillées des situations et à l'analyse qui s'en est suivi en se basant sur des auteurs reconnus dans ces domaines de recherche. Aussi, la validation auprès du comité de soutien formé de personnes liées à la pratique et à l'usage des services en santé mentale vient également appuyer la capacité créative de la théorisation produite. Enfin, nous concevons comme une force d'avoir pris comme objet de recherche une ressource qui propose des pratiques spécifiques porteuses d'un dynamisme innovateur dans le secteur de l'alternative en santé mentale.

3.5.1 Considérations éthiques

Les sciences sociales, comme les autres sciences, se doivent de suivre certaines règles afin de faire évoluer les connaissances, sans toutefois compromettre l'intégrité des participants. Afin de prévenir les incidents fâcheux, certaines considérations et mesures ont été prévues.

Telle que mentionnée précédemment, la participation à cette recherche était volontaire et l'obtention du consentement libre et éclairé de chaque participant était préalable à l'entrevue (Formulaires de consentement en Annexe G et Annexe H). Quant aux observations participantes, c'est le consentement du groupe dans son intégralité qui a été cherché (Annexe E). Par ailleurs, aucune forme de compensation n'était prévue.

Parmi les participants aux entrevues semi-dirigées, deux d'entre eux font partie d'une population vulnérable. En effet, les membres de la ressource sont des personnes vivant ou ayant vécu une problématique de santé mentale. Comme le suggère Savoie-Zacj (2007) concernant les populations vulnérables, il est préférable d'approcher l'organisme d'abord et que celui-ci nous informe des personnes susceptibles de participer. Ainsi, ce sont nos observations et les entrevues ou discussions informelles auprès des permanentes qui nous ont orientée vers les membres susceptibles de vouloir et pouvoir participer. En ajout à cela, advenant tout de même un malaise suivant l'entretien, Le Rivage a confirmé son soutien aux participants et sa disposition pour les recevoir durant les heures d'ouverture de la ressource. En outre, en dehors de ces heures ou en ajout à celles-ci, les participants pouvaient aussi se présenter à l'accueil psychosocial des Centres locaux de services communautaires (CLSC) présents sur le territoire du Val-St-François. D'ailleurs, les coordonnées de ces centres figurent dans le formulaire de consentement dont une copie était remise au participant. De surcroît, ce formulaire contient également les coordonnées du responsable du comité éthique à rejoindre en cas de besoin et/ou pour formuler une plainte. Aussi, le participant pouvait en tout temps se désister de la recherche et, tel que précisé dans le formulaire de consentement, pouvait demander à ce que les documents audios ou écrits le concernant soient détruits.

Il a été pris en considération que le nombre restreint de participants aux entrevues peut rendre ces derniers identifiables. Afin de pallier cet inconvénient et d'assurer la

confidentialité des propos cités par les participants, la chercheuse a sciemment évité de donner des informations qui auraient dévoilé l'identité des participants, tant ceux ayant accordé une entrevue que ceux présents lors des observations. De plus, des codes alphanumériques ont été attribués à ces mêmes participants. Les informations récoltées demeurent confidentielles et la chercheuse seulement a accès aux données originales. Les données seront conservées pour une période de cinq ans suivant le dépôt du mémoire et seront détruites après ce délai.

Conclusion

La société québécoise évolue à l'intérieur de contextes socioéconomiques et de valeurs qui viennent teinter les rapports et les représentations qui sont faits au sujet de la santé mentale et de la maladie mentale, instaurant ainsi une certaine normativité.

L'intérêt pour les pratiques de transformation sociale vient du fait qu'elles s'orientent vers le bien commun et le mieux vivre-ensemble par la volonté et l'action dirigées vers la justice, l'équité et le respect de la différence. Ces pratiques n'ont pas à être grandioses pour s'avérer efficaces et avoir, sur le long terme, une portée qui dépasse celle prévue initialement. Par le transfert de connaissances, ces pratiques peuvent s'articuler à d'autres pratiques déjà existantes dans d'autres milieux, évoluer et s'inscrire dans une vision de transformation sociale à plus large spectre.

Par leur positionnement critique de la société, des visions et des pratiques dominantes dans le domaine de la santé mentale, les ressources alternatives en santé mentale nous sont apparues comme des milieux participant au développement de pratiques de transformation sociale. La ressource Le Rivage du Val St-François se présente comme une ressource se distinguant par ses valeurs qui entrent en cohérence et en résonance avec ses pratiques.

L'objectif de ce mémoire est, par une étude de cas, d'analyser et de comprendre une pratique alternative et innovatrice orientée vers la transformation sociale. En théorisant et modélisant cette pratique, nous visons à en permettre l'appropriation et la diffusion auprès de divers acteurs et enfin, de contribuer à une compréhension renouvelée des

principes d'action alternatifs en santé mentale tout en suscitant la réflexion de l'innovation autour de ces pratiques.

Partie II : Analyse des résultats

La multiplication d'espaces sociaux d'émancipation individuelle et collective

Introduction

Au début de cette recherche, nous avons formulé ce que nous entendions par pratiques de transformation sociale en apportant la définition suivante :

Des pratiques qui visent le mieux-être de toute une collectivité et garantissent d'une plus grande justice sociale et d'une meilleure redistribution des ressources, et ce, dans une perspective large de développement social qui inclut l'amélioration des politiques sociales, l'augmentation de la cohésion sociale et des solidarités, le développement des communautés de manières durables menant ainsi à des milieux de vie sains. Considérant l'évolution des paysages politique et économique, ces pratiques sont réfléchies et mises en action dans un processus qui se veut lui-même en continuelle transformation (section 2.1.4, p. 51).

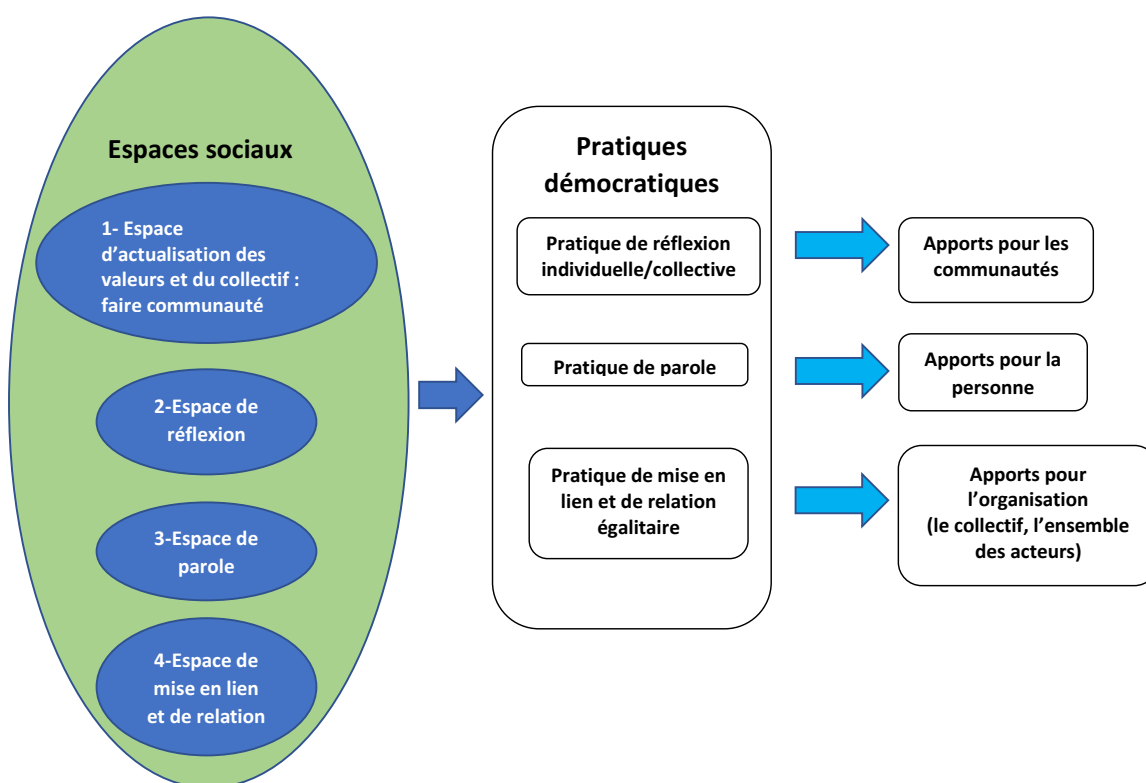
À ce moment, nous avons aussi spécifié que la transformation sociale peut s'opérer à une échelle microsociale. Nous maintenons cette idée, mais la rendons encore plus spécifique. En effet, la lecture du terrain, l'analyse des données recueillies et les réflexions engendrées ont redirigé l'analyse vers le concept **d'espace de transformation sociale**. Ce concept constitue un aspect plus circonscrit de la transformation sociale et plus simple à modéliser, car il devient alors moins flou et confus. Nous proposons donc de faire une lecture des pratiques du Rivage au travers d'une modélisation des espaces sociaux de transformation. Pour Paillé,

La modélisation consiste à reproduire le plus fidèlement possible l'organisation des relations structurelles et fonctionnelles caractérisant un phénomène, un événement, un système, etc. L'activité scientifique consiste en bonne partie à caractériser sous une forme type les phénomènes observés, souvent dans un but de prédiction. [...] on tentera de dégager les caractéristiques importantes du phénomène, son déroulement habituel, les moments forts de son existence, ses conséquences à divers niveaux, etc. (Paillé, 1994, p. 174)

Ainsi, dans cette deuxième partie, les pratiques mises en place au Rivage sont décortiquées afin d'en faire émaner les caractéristiques communes et les contextes dans lesquels elles prennent forme. Notre analyse découle des données recueillies que nous analysons et auxquelles nous articulons les réflexions que d'autres chercheurs ou théoriciens ont faites avant nous. Procéder ainsi nous permet de croiser des éléments de théorisation sur les pratiques observées et d'en saisir les retombées pour les acteurs. Nous

trouvons avantageux de comprendre les pratiques du Rivage comme des pratiques de transformation et de création d'espaces sociaux émancipateurs pour celles et ceux qui y participent. Nous allons, tout au long des chapitres qui vont suivre, faire valoir cette orientation analytique. Le schéma 4 illustre ces espaces, pratiques et types d'apports procurés.

Schéma 4 : Espaces sociaux, pratiques et apports pour les acteurs



Dans un premier temps, nous amenons les différents ancrages du Rivage qui orientent le sens de son action. Ces trois ancrages, soit les valeurs, le collectif comme élément thérapeutique et les différents territoires du Rivage, sont développés en amenant des exemples pour bien les illustrer et les contextualiser. Dans un second temps, nous amenons la place primordiale accordée à la réflexion. La réflexion et la réflexivité qui

prennent place chez les acteurs qui fréquentent la ressource participent au processus de subjectivation, tant individuel que collectif, et instaurent chez ces acteurs de nouvelles postures ; lesquelles contribuent à une plus grande reconnaissance identitaire. Nous poursuivons, dans un troisième temps, sur les pratiques de libération de la parole. Se mêlant à la réflexion, ces pratiques engageant le verbe participent, à travers le discours, à la construction de l'identité et à sa consolidation par l'apport de changements dans les perceptions et les représentations. Dans un quatrième temps, nous développons sur les pratiques menant à la création de liens. Nous illustrons comment Le Rivage veille à la création d'espaces sociaux permettant l'expérience de l'interaction et la mise en lien dans un contexte réel. Ce contexte permet aux membres du Rivage de mettre en application leurs apprentissages personnels et de se diriger, à leur rythme, vers d'autres espaces sociaux extérieurs au Rivage. Toujours dans cette section, nous abordons la relation égalitaire sous l'angle des rôles et des identités en rencontre dans les relations ainsi que les expériences de reconnaissance et d'appropriation de pouvoir vécues au travers de la gestion participative. Nous concluons l'analyse des résultats par un schéma représentant la modélisation des pratiques au Rivage.

1- Un espace collectif de valeurs vécues et en lien avec la communauté

Trois temps marquent notre réflexion qui pose Le Rivage comme un espace collectif de valeurs vécues et en lien avec la communauté. D'abord nous faisons valoir que les pratiques du Rivage s'ancrent dans des valeurs vécues qui permettent d'orienter l'action et aussi, pour les participants, d'expérimenter des processus de reconnaissance réelle dans la réciprocité. Ensuite, nous portons attention comment Le Rivage insiste sur la collectivisation de l'action pour en faire un facteur thérapeutique de premier ordre. Enfin, le troisième grand temps de cette section met de l'avant comment Le Rivage potentialise son action par une mise en lien avec différents partenaires et les communautés territoriales.

1.1 Des valeurs pour orienter l'action : une expérience de reconnaissance réelle initiatrice d'un mouvement vers l'autre

La question des valeurs est importante dans les pratiques de transformation sociale. Comme nous l'avons mentionné, les pratiques de transformation sociale ciblent le mieux-être d'une collectivité et le développement social.

Bien que les valeurs soient clairement nommées dans la littérature organisationnelle, qu'en est-il dans la quotidienneté ? Au cours des entrevues et des observations effectuées, il a été constaté que les permanentes et même les membres font référence aux valeurs avant de prendre une décision. Par exemple, lors de son entrevue, une permanente avise qu'un critère pour mener les actions est « [qu'] il faut que ce soit en cohérences avec nos valeurs » (E4). De surcroît, lors d'une période d'observation directe, un membre faisait aussi remarquer que « les valeurs empêchent de faire du tort ». L'attachement aux valeurs et y faire référence devient un automatisme, une action allant de soi. Mais est-ce que le terme valeur devient ou demeure un terme creux ? Sait-on à quelles valeurs on réfère ? Et surtout, comment s'expriment-elles dans la quotidienneté ? La section qui suit y répond.

1.1.1 Susciter les échanges pour faire des apprentissages au travers les interactions

Comme mentionné plus haut, les pratiques du Rivage renvoient souvent aux valeurs qui l'animent. L'appropriation et la compréhension des valeurs se font par le biais d'activités prévues à cette fin. Cependant, c'est dans la quotidienneté qu'elles prennent tout leur sens, lorsque les tensions relevées ou ressenties nécessitent un retour sur les raisons de l'action.

D'abord, nous avons observé que le rappel des valeurs se fait entre autres à l'aide d'affiches faites par les membres et apposées aux murs. Également, lors de l'AGA de 2018 à laquelle nous participions, l'activité brise-glace portait sur les valeurs. En petits groupes, nous avions à réfléchir sur une valeur du Rivage, puis nous partageons nos réflexions avec toute l'assemblée. Nous observons que les valeurs du Rivage sont rappelées et expérimentées à l'intérieur même des activités qui leur sont dédiées.

Mais en dehors d'une activité prévue et cadrée, que se passe-t-il ? À nos yeux, les valeurs ne prennent sens que si elles sont vécues et qu'elles entrent dans les composantes de la vie quotidienne. C'est cette quotidienneté que nous notions dans notre journal de bord

lors d'une observation directe réalisée au cours d'une rencontre du comité de vie associative. Nous avons assisté à une prise de décision sur une question. Voici l'extrait¹⁹ de notre journal de bord où nous décrivons l'interaction entre les acteurs (membres et permanentes) de même que les liens que nous identifions avec les valeurs de l'organisme :

Sujet et discussion :

1- Question d'un membre : Fait-on payer les non-membres pour le repas de la fête de Noël ?

Un autre membre réagit rapidement et s'exclame : « On ne vient pas ici pour rien. » Certains voient une forme d'injustice dans le fait de ne pas faire payer les non-membres. La question semble déranger. La discussion est ramenée à l'idée de refaire ce qui se faisait par le passé. Certains voudraient simplement répéter.

« Par le passé, on faisait de telles manières. Chaque année, on se pose les mêmes questions. » (Membre) D'autres préfèrent repousser le moment de la prise de décision « on va s'arranger ce jour-là » (Membre)

Un membre s'adressant au groupe : « qu'est-ce que vous en pensez ? » Une permanente ramène l'idée des valeurs du Rivage pour aider la prise de décision, pour guider la décision. [...] On ramène la question : qui sont les membres ? [...] Un membre répondra que « les personnes qui s'impliquent au Rivage sont les membres. Sinon, les gens viennent pour de la bouffe gratuite. »

Une permanente pose alors la question : « Qu'est-ce qui serait juste ? Ça sert à quoi la fête de Noël ? » La réponse du groupe : Rassembler, plaisir avec d'autres. Une permanente avise : « Vous avez le droit de le dire si vous trouvez ça injuste, de le nommer » (que ceux qui ne s'impliquent pas participent et gratuitement).

Un membre dira : « Ça amène l'idée d'exclusion si on dit non à 2. » Un autre membre avise qu'il trouve ça plate de devoir dire non à une personne qui voudrait venir, mais non inscrite avant le 12 décembre. Une permanente amène l'idée du respect aussi : inscription avant la date du 12. Mais c'est toujours plate de refuser.

Un membre exprime qu'il trouverait inconfortable de dire non à quelqu'un, de refuser. Une permanente lui répond « Ce n'est pas juste à toi de porter la décision ».

¹⁹ Les citations à l'intérieur de l'extrait ont été entendues lors de la rencontre et notées immédiatement dans notre journal de bord (version papier). Bien que nous avons retranscrit le plus fidèlement possible le discours des participants, il est possible que nous ayons mal compris l'un d'entre eux. Néanmoins, cela ne vient pas changer le contenu du discours.

Des stratégies ont été amenées par les membres :

- Boîte de dons : OK, gratuit pour tous, mais boîte pour recevoir des dons (contribution symbolique)
- Ceux qui se décident après la date butoir : les accueillir, mais ils apportent leur lunch. Donc, responsabilisation et non-exclusion.

Mémo : À un moment de la rencontre, le groupe n'était pas dans la réflexion ni dans la recherche active de solution. L'idée ici est de ne pas trop se questionner et de ne pas trop réfléchir, aller vers le connu (sécurisant), et aussi moins demandant (impliquant).

Certains membres perçoivent des tensions au niveau des valeurs. Si non-inclusion de tous, il y a exclusion et on brime une valeur importante pour les membres du Rivage : inclusion.

Les principes de compréhension, accueil, vs responsabilisation de l'individu se confrontent. (Lévesque, 2017-2018, p. 20-21)

Ce long extrait met en exergue les pratiques employées pour faire prendre conscience des valeurs de la ressource et leur utilité pour guider les actions et les décisions. Nous dégageons de ce qui a été dit par les permanentes et les membres lors de cette rencontre les valeurs suivantes :

- L'inclusion : Un membre l'exprime clairement en nommant son contraire : «Ça amène l'idée d'exclusion».
- Le respect : Une permanente le nomme et en explique les différentes expressions soit le respect devant la décision du groupe, le respect des consignes établies collectivement (réserver avant la date butoir).
- L'autonomie et la responsabilisation : Chaque personne est responsable d'elle-même pour son inscription. Ce n'est pas à une personne de porter la responsabilité de la décision du groupe : c'est une responsabilisation collective.

Enfin, bien que non nommée par les membres ou les permanentes, nous avons observé l'importance accordée à l'échange communicationnel : échange d'idées et échange d'opinions dans un dialogue ouvert. Le groupe réfléchit et discute ensemble. Les membres sont invités à émettre leur opinion même si elle est contraire à la majorité ou à la décision finale. L'accueil de la parole de l'autre et de la divergence d'opinions est valorisé.

Par ailleurs, les échanges et les interactions ont permis la création d'une intelligence collective pour arriver à des solutions venant équilibrer ces tensions soulevées.

L'accompagnement du groupe par les permanentes dans la poursuite du dialogue aura permis une prise de décision où la contribution de chacun et chacune aura été apportée.

Nous voyons que ces valeurs sont les bases à l'interaction saine, c'est-à-dire sans jugement et sans tentative d'influencer l'autre. Au travers de rencontres comme celle-ci, les membres font des apprentissages transférables aux interactions dans leur quotidienneté et en dehors de la ressource.

1.1.2 Cadrer l'action par les valeurs vécues : un antidote à l'exclusion

Pour continuer dans l'esprit des rencontres de comité et afin de bien comprendre la pratique des permanentes dans leurs efforts pour demeurer ancrées dans les valeurs, nous reprenons le discours de E5, une permanente, qui explique comment elle maintient le lien avec les valeurs lors des rencontres de comité :

Mais c'est sûr que je vais peut-être soulever certaines questions. Pour être certaine que le comité **garde en tête les valeurs et que ça cadre bien** [...] pour s'assurer que la ressource reste un endroit pour tout le monde, inclusif.
(E5)

Cet extrait témoigne de la prégnance des valeurs pour « cadrer » les réflexions. Ce cadre permet de demeurer cohérent avec la mission, ce qui s'avère être un moyen pour garder le sens de l'action. Demeurer « pour tout le monde, inclusif » dénote aussi l'accueil inconditionnel, le respect de l'autre et la centration sur la mission d'intégration de la ressource. Amener les questions, soutenir la réflexion et accompagner les discussions qui s'ensuivent est également une manière de créer un espace d'échange. La réflexion et le dialogue qui s'engagent dans l'espace d'échange sont deux thèmes à la base des pratiques de transformation sociale. Nous les traiterons donc séparément plus loin.

Il nous est apparu important à voir aussi si, d'un point de vue externe, les valeurs portées par Le Rivage se manifestaient dans les pratiques. E1, intervenante externe, mentionne ce qu'elle perçoit dans les relations que Le Rivage entretient avec ses membres :

Ça, c'est vraiment leur grande force. Pas de discrimination. Vraiment. Je te dirais c'est leur plus grande force. [...] Ils valorisent beaucoup les gens. Beaucoup. Beaucoup. Puis ils défendent ça. « Vous n'avez pas à être jugés. Vous êtes des personnes comme... » Et je regarde toute la place qu'ils ont donnée à Pierre [nom fictif d'un membre]. Pierre, qui est un participant... ou

un membre depuis des années, des années, des années. Toute la place qu'ils lui ont donnée. [...] On donne beaucoup de place à la personne. Ça, je trouve ça admirable. (E1)

En fait, lorsque E1 nous dit : « Ils valorisent beaucoup les gens » et « Toute la place qu'ils lui ont donnée », c'est de la reconnaissance qu'elle nous parle. Le Rivage est, pour cette intervenante externe, un espace de lutte pour la reconnaissance des personnes avec une problématique de santé mentale.

En somme, la ressource porte bien un désir de cohérence et d'être au diapason avec ces valeurs. Ces valeurs deviennent en quelque sorte, des outils pour garder le sens sur l'action, pour s'assurer qu'il n'y ait pas de césures entre l'agir et la parole.

1.1.3 Des expériences de reconnaissance sociale dans un espace ouvert

L'accueil est une valeur promue par l'ensemble des ressources alternatives en santé mentale. Le Rivage se dit ouvert aux communautés, considérées comme actrices dans sa mission, et crée les conditions pour que les espaces qu'il met en place témoignent de cette valeur d'accueil.

E7, membre de la ressource, nous fait valoir que l'accueil qui prend forme à la ressource se veut inclusif pour tous ; que l'on soit membre ou citoyen désirant connaître un peu plus Le Rivage :

Le Rivage est **ouvert à tout le monde**. Même s'ils ne sont pas dans le Val St-François. S'ils viennent pour visiter, **on ne va pas refuser**, on ne va pas demander : « C'est quoi votre adresse ? » On s'en fout. [...] Ici, **tu n'as pas besoin de problématique de santé mentale**, tu n'as pas besoin d'adresse. [...] Je veux dire, tu viens ici, tu viens une fois, deux fois, tu viens chaque semaine. Mais on s'en fout. **Tu peux venir** n'importe quand. **Si tu ne viens pas, c'est ben correct**. [...] Ce n'est pas vraiment pour les membres seulement. [...] Tu n'as pas à être membre pour venir ici. Tu peux venir quand tu veux. (E7)

Dans cet extrait, E7 met de l'avant la valeur de l'accueil en mentionnant que Le Rivage est « ouvert à tout le monde ». Le Rivage est un espace commun ouvert et non stigmatisant ou discriminant. E7 souligne également le caractère volontaire et donc, la motivation personnelle que la personne a à venir ou pas. Plus loin lors de cet entretien, E7 ajoute :

Je dis que Le Rivage, ce n'est pas pour les personnes avec un problème de santé mentale. Mais les personnes qui sont ici, on a un problème de santé mentale. [...] Tout le monde a une raison pour être ici. D'habitude, c'est une problématique de santé mentale ou elles sont vraiment isolées chez eux. [...] Mais quand elles viennent ici, elles ne se sentent peut-être pas comme ça parce qu'on a tous ça. [...] Mais personne ne le demande vraiment. Personne ne m'a vraiment demandé ce que j'avais. [...] Non pas qu'ils s'en foutent, mais ce n'est pas qui je suis. **Je ne suis pas comme... juste un diagnostic.** Ils ne se soucient pas de ce que j'ai. (E7)

E7 confirme que les membres qui fréquentent Le Rivage ont un problème de santé mentale, mais celui-ci n'est pas mis de l'avant. Le diagnostic est certes une composante de la personne, mais il ne la définit pas et il n'occulte pas l'ensemble de celle-ci et la personne est accueillie dans sa globalité. La personne n'est pas fragmentée ou réduite à être « juste un diagnostic ». On reconnaît la personne dans son intégralité. E3, une intervenante externe à la ressource, observe que Le Rivage ne fait pas seulement reconnaître ces membres, mais aussi qu'il les invite à se reconnaître eux-mêmes :

En reconnaissant... d'abord en reconnaissant la valeur de tous ces gens-là à parts égales dans la société. De dire que ce n'est pas parce que tu as un problème de santé mentale que tu as besoin nécessairement d'être pris en charge. [...] Qu'ils **reconnaissent leur pleine place, pis leur pleine participation, pis leur pleine légitimité à participer dans le développement de leur milieu.** De leur milieu pis leur milieu, la première place qui a cette **reconnaissance**-là faut qu'elle soit, c'est **dans leur milieu... dans leur personne.** (E3)

E3 parle de la reconnaissance et l'amène à sa dimension intime, dans le rapport à soi, c'est-à-dire la participation à un milieu pour arriver à se reconnaître et se respecter soi-même tel que l'on est. Elle mentionne aussi l'autonomie de la personne et la dignité retrouvée de « par leur pleine place, leur pleine participation » et « leur pleine légitimité à participer au développement de leur milieu ». En croisant les propos de E7 et E3, nous voyons que le respect et la reconnaissance de soi se lient en même temps à la participation et à la constitution d'un respect de soi, lieu de respect de et de reconnaissance de l'autre. La lutte pour la reconnaissance et le respect de soi est indissociable de celle de reconnaissance et de respect de l'autre. C'est ce type d'espaces communicationnels que cherche à libérer l'organisme.

Voici un extrait de notre journal de bord qui relate le propos d'une participante lors de la *Journée de réflexion collective* de 25 janvier 2018 :

Au Rivage, **on se sent respecté** même si l'on ne va pas super bien. Il y a des « bonjours » de tout le monde. **Au Rivage, le regard de l'autre ne nous diminue pas.** Il y a un respect de tout le monde. **Ailleurs, on a l'air de personnes pas intéressantes, on a l'impression de déranger, d'être de trop.** (Participante), (Lévesque, 2017-2018, p. 40)

Ce témoignage, en plus de refléter les valeurs d'accueil, de respect et de dignité du Rivage, rend compte d'une identité minorée dans d'autres lieux. Dans d'autres lieux, l'expérience de discrédit que vit cette participante dans ses interactions sociales fait en sorte qu'elle se sent comme étant inappropriée, sans valeur, voire que sa présence n'est pas souhaitée. Ce vécu tient de ce que Honneth (2007) identifie comme le mépris et l'humiliation associés à des expériences de non-reconnaissance. À l'inverse, les expériences vécues à l'intérieur du Rivage témoignent d'une reconnaissance sociale qui se traduit par l'intérêt mutuel des participants les uns envers les autres que permet ce lieu de rencontre. Honneth, par ailleurs, lie l'expérience de la reconnaissance à des sentiments de confiance, de respect et d'estime dans le rapport à soi-même. C'est ce que E3 nomme plus haut quand elle dit « la première place qui a cette reconnaissance-là c'est dans leur milieu... dans leur personne. » Le propos « on se sent respecté » de la participante évoquée plus haut témoigne de cette expérience de reconnaissance et de fierté de soi vécu par l'entremise du Rivage.

À l'opposé, lorsque la participante parle d'une « impression de déranger, d'être de trop » et d'avoir « l'air de personnes pas intéressantes », elle exprime un ressenti désagréable, une invalidation identitaire générée par la participation à d'autres espaces. Le regard invalidant de l'autre produit le stigmate (Kirouac, 2017 référant à Goffman, 1975) de même que la diminution de la personne dans sa capacité d'être et d'agir (Ricoeur, 2004). L'espace communicationnel et ouvert du Rivage vise exactement le processus opposé.

En bref, les pratiques et interactions qui prennent place au Rivage font en sorte que les personnes se sentent accueillies et acceptées. L'accueil engendre un espace supplémentaire d'inclusion ; inclusion qui est alors vécue et ressentie. Nous lions ici les aspects de reconnaissance et de transformation sociale. La reconnaissance de soi et de

l'autre se fait dans un mouvement de va-et-vient de soi vers l'autre. S'initie alors une transformation de soi et de l'interaction avec l'autre. C'est en ce sens que nous lions les pratiques de reconnaissance mutuelle présentes et agissantes au Rivage à la mise en place d'espaces sociaux d'affirmation identitaire positive de soi de groupes stigmatisés socialement.

1.1.4 L'entraide comme expérience d'une relation réciproque égalitaire

Les métiers du social et de l'intervention misent sur l'aide à la personne et aux communautés. L'aide peut néanmoins instaurer une relation asymétrique entre l'aidant et l'aidé, entre intervenante et usager. Le Rivage croit que chaque personne peut apprendre à développer son écoute et à croire en ses capacités à être présent à l'autre. C'est ce que livrent les propos de E4, une permanente :

Ce n'est pas parce que les gens ne sont pas intervenant [e] s, ou peu importe, qu'ils n'ont pas cette capacité-là. Je pense que **l'on veut renforcer beaucoup ce sentiment-là d'être capable de recevoir l'autre dans sa détresse**. En les encourageant à respecter leurs limites et tout ça, jamais au détriment d'eux. [...] C'est sûr que l'on [les permanentes] a une certaine empathie et une écoute qui fait qu'on a décidé de faire ce travail-là. Mais **tout le monde peut développer ces qualités-là**. Et des fois, c'est juste qu'ils (les membres) ne se sentent pas... **ils ne se sont jamais fait reconnaître là-dedans**. Je pense que c'est vraiment de casser ce réflexe-là de : « Ça *feel* pas ? Va voir une intervenante ». (E4)

E4 mentionne que « recevoir l'autre dans sa détresse » est une qualité que « tout le monde peut développer ». D'encourager les membres à s'accompagner entre eux devient une pratique qui accroît la reconnaissance de leurs capacités. E4 introduit, bien que sans le nommer, le concept de l'entraide. L'entraide a de particulier qu'elle fait appel à une relation égalitaire et de réciprocité, principalement parce qu'elle met en action des personnes ayant des vécus expérientiels similaires. Les rôles pouvant s'inverser, l'entraide à la particularité d'amener l'aide à voyager dans les deux sens.

Dans son discours, E7, membre au Rivage, explique comment se vit l'entraide dans la ressource :

Le Rivage est une place où, si j'ai **besoin d'aide** ou de quelque chose, **je peux le demander à n'importe qui** qui s'y connaît. [...] C'est comme une sorte de **réciprocité**. [...] Il y avait quelqu'un ici qui m'aidait avec plein de

choses. [...] C'était seulement un membre qui venait ici, mais il connaissait ce genre de chose [problème] et il m'a aidé. Parce que je ne pouvais le faire [seul]. (E7)

Cet extrait illustre comment un membre de la ressource en accompagne un autre membre pour faciliter son cheminement personnel. E7 parle d'un savoir expérientiel à partager. Ce savoir entre en résonnance avec le vécu d'un autre membre. Il libère une parole qui crée le lien, qui l'inscrit dans un cheminement ensemble. Ces éléments vécus, ressentis et partagés par les deux personnes sont, à nos yeux, propres à ce que Ricoeur (2004) nomme comme une « reconnaissance mutuelle » génératrice d'une estime mutuelle à de mêmes valeurs où chacun peut mesurer l'importance de ses qualités propres pour la vie de l'autre (Ricoeur, 2004, p.316). Cette réciprocité crée les liens solidaires. Plus qu'écoutées, les personnes se sentent reconnues. Autrement dit, dans l'exemple ci-haut, la transformation personnelle de E7 a pu s'opérer grâce au lien développé avec un autre membre ; une relation particulière – au sens d'une reconnaissance singulière et personnelle – s'est élaborée entre ces deux personnes s'expérimentant à travers une nouvelle compréhension d'eux-mêmes.

E6, un autre membre, lui aussi se conçoit dans un désir d'action et de solidarité qui crée du lien.

La façon que je désire que ça aille... je veux voir plus... je voudrais voir plus de gens qui ont des difficultés, qu'elles sortent [de chez elles]. [...] **qu'elles sachent qu'elles ne sont pas les seules et qu'elles ne sont pas seules.** (E6)

E6, comme il nous le partageait a vécu dans son passé de l'isolement et des difficultés à entrer en relation avec les autres. Son désir est donc de venir en aide aux personnes dans cette situation. C'est bien là la particularité de cette entraide : elle part de la connaissance vécue d'une réalité et d'un désir d'agir solidairement sur elle. C'est là un terreau de la production des savoirs expérientiels, lesquels sont de plus en plus mis en valeur dans le processus de rétablissement et considérés comme un apport notable dans l'élaboration des pratiques en santé mentale²⁰.

²⁰ La revue *Le Partenaire*, revue spécialisée en réadaptation psychosociale et en rétablissement en santé mentale, consacre un numéro en entier au savoir d'expérience (voir « Savoir expérientiel en santé mentale :

Le partage des vécus personnels associés à la santé mentale constitue un élément habilitant la personne à aider un pair dans son propre vécu expérientiel. De plus, de contribuer au bien-être de l'autre personne ou du groupe rend possible l'émergence d'un sentiment de dépassement de soi. C'est-ce que nous percevons dans ce que témoigne E7 :

C'est amusant d'essayer, en fait, **de faire quelque chose de plus grand**, qui va aider avec d'autres choses qui n'ont rien à voir avec moi. [...] De faire des choses qui vont aider les gens ici, qui vont aider les gens de partout, **tous ceux qui participent**. [...] Quand on fait ça, on peut aider plus de monde, on peut toucher les vies de plus de monde. (E7)

E7, et plus haut E6, parlent d'un dépassement de soi, de décentralisation de soi selon une dynamique de mouvement citoyen. En fait, ils désirent mettre leurs talents et leurs forces à la construction, avec « tous ceux qui participent » d'un mieux-être collectif. Bref, ce qui est décrit ici, c'est que les pratiques de la ressource rendent possible l'actualisation d'expériences d'*empowerment* collectif. Ces deux membres au-delà de leurs propres besoins désirent participer au bien-être commun. Au-delà de faire du bien, au-delà de fonctionner en société, il y a des motivations d'action réelles et intrinsèques pour participer au développement d'un bien-être collectif.

La valeur de l'entraide promue au Rivage trace une voie vers le désir d'une action collective plus large sur le social, qui va au-delà de soi. En définitive, la réciprocité et l'entraide que génère l'espace du Rivage créent des liens et des relations solidaires et cette solidarité d'acteurs se traduit dans une volonté plus large de construire un monde inclusif et orienté vers le bien commun.

Les valeurs et pratiques que Le Rivage promeut rendent possible la transformation des personnes par le vécu d'expériences de reconnaissance, mais aussi au cœur même des relations que ces personnes engagent, les amenant à effectuer un décentrage de soi, à entrer en interaction avec les autres et à contribuer à la construction de projets communs orientés vers le bien-être collectif, vers « quelque chose de plus grand ».

De cette section, retenons trois caractéristiques des pratiques d'entraide des membres du Rivage : 1) les principaux concernés sont impliqués directement dans le processus de rétablissement de leurs pairs, 2) ils en sont capables et leur savoir expérientiel est reconnu et considéré comme pouvant faire une différence dans la vie d'un autre membre et 3) ils sont tout à fait crédibles puisqu'ils peuvent témoigner de leurs expériences vécues.

1.2 Le collectif : un facteur thérapeutique de premier ordre

Le Rivage tient à libérer un espace collectif libre d'oppression et d'exclusion. Ces traits semblent centraux pour agir sur la santé mentale. Comme mentionné précédemment, les pratiques des ressources alternatives sont d'abord collectives. Pour ces ressources, les problèmes de santé mentale comportent une forte dimension sociale souvent ignorée. Or, le modèle de pratiques du Rivage met l'accent sur la dimension sociale et collective afin de favoriser la bonne santé mentale. Nous amenons la thèse que les pratiques du Rivage visent améliorer la vie des personnes en agissant sur leur environnement social pour rendre celui-ci habilitant plutôt que débilitant au sens d'une diminution de la capacité d'être soi et d'agir.

1.2.1 Aller à l'encontre de la normativité instituée : démocratiser les pratiques

Notre hypothèse est que Le Rivage n'est pas et ne se veut pas un organisme de service, il se veut et se comprend plutôt comme un espace relationnel et communicationnel de lutte contre l'exclusion.

En ce sens, il lie la problématique de la santé mentale à celle d'un déficit démocratique et citoyen dans nos sociétés. Le modèle de pratique qu'il développe s'inscrit à contre-pied des processus de stigmatisation, d'invalidation et de ségrégation identitaire subis par les personnes présentant des problèmes de santé mentale. E5, permanente à la ressource nous raconte :

Beaucoup, beaucoup d'organismes reprochaient ça, disaient qu'il n'y avait pas de services en santé mentale dans le Val St-François parce que **Le Rivage ne fait pas sa job parce qu'il n'y a pas de service [...] il n'y a pas de suivi.** Ici, on ne fait pas de suivi et tout ça. Alors, il n'y a pas de services. Et qu'est-ce qu'on fait avec les malades mentaux ? (E5)

Et elle rajoute :

C'est à tout le monde à se préoccuper de la santé mentale et à favoriser la santé mentale de tout le monde. Ce n'est pas juste la job du Rivage de traiter de santé mentale. (E5)

Ce « tout le monde » qu'elle mentionne inclut les autres organisations, mais aussi tout citoyen. C'est aussi ce qu'ont amené ses collègues interrogées. Le Rivage considère que tout le monde doit participer à la construction de l'action menant à la réponse aux problématiques de santé mentale sur le territoire. E3, intervenante externe au Rivage, partage sa vision des problèmes de santé mentale et amène une distinction à prendre en compte :

Ce n'est pas parce que tu as un problème de santé mentale que tu as besoin nécessairement d'être pris en charge. Peut-être que ton problème de santé mentale a besoin d'une prise en charge, mais ça amène cette **distinction**-là qui n'est pas toujours faite dans la société, entre **une maladie** qui a besoin, des fois d'une prise en charge, et **qui est à la fois**, des fois, **personnelle et externe à soi**. Dans le sens que, des fois, tu as besoin **d'une aide externe**, mais d'avoir **une prise en charge qui soit citoyenne aussi**. (E3)

Pour E3, la prise en charge de la personne n'est pas une condition obligatoire et nécessaire au traitement de la maladie. Elle identifie cependant le la « prise en charge citoyenne » comme élément thérapeutique. En d'autres mots, elle amène la composante du social qu'elle nomme citoyenne comme facteur clé dans la résolution d'une partie des problèmes de santé mentale, facteur qui engage la communauté ou du moins, l'entourage de la personne.

E2, permanente au Rivage, va dans le même sens, mais le fait en soulignant et critiquant la forte tendance à recourir aux services individuels en santé mentale et à délaisser la dimension sociale et collective du problème.

Oui on le sent cette pression à avoir des services individuels. [...] Parce que le problème avec **les problèmes de santé mentale, c'est un problème social. C'est le social qu'il faut que tu ré pares [...] basé sur des valeurs et des principes collectifs**. Mais si on pense que le problème, c'est un problème d'individu, on va travailler que l'individu et on ne travaillera pas le social. [...]. Certes, les souffrances qu'ils vivent sont vécues individuellement. Comme c'est un problème social, **ça prend des réponses collectives**. (E2)

E2 voit les problématiques de santé mentale comme ayant une origine sociale. Ceci vient appuyer la position du Rivage vis-à-vis les problèmes de santé mentale et la raison pour

laquelle la ressource s'engage à travailler le collectif et le social pour y remédier. Pour E2, la solution doit être réfléchie et portée collectivement : une solution solidarisée. Ce point de vue met Le Rivage en marge de la norme actuelle qui est d'individualiser les problèmes et, comme Otero (2015) le souligne, d'y trouver des réponses tout aussi individualisantes comme la psychothérapie et la pharmacologie. Les «réponses collectives» que propose E2 invitent à la réflexion et à l'action, à l'intérieur du Rivage comme avec tous les acteurs de la société sur des principes collectifs et d'affirmation citoyenne comme l'apporte E3 un peu avant elle. Pour notre part, nous relient cette dimension collective à ce que Parazelli (2004) lie à l'expression de l'autonomie et de la participation aux orientations de l'organisme. Pour cet auteur, le vécu d'une participation sociale citoyenne «s'inscrit dans un processus historique d'affranchissement des individus à l'égard de toutes formes d'oppression en leur reconnaissant une autonomie et des droits» (Parazelli, 2004, p. 10). C'est en ce sens que les propos de E3 et E2 nous amènent à penser que le modèle de pratique du Rivage lie les questions de démocratie, de dignité et de santé mentale.

Ce croisement entre participation citoyenne et santé mentale recoupe le discours de E5 amené plus haut à l'effet qu'il n'y a pas de prestations de services, qu'«il n'y a pas de services», au Rivage. En fait, avec son accent sur la participation citoyenne, le modèle d'intervention du Rivage cherche, nous semble-t-il, à sortir d'une vision marchande des rapports sociaux voulus au sein de l'organisme. Jean-Pierre Deslauriers (2014) critique la distinction à laquelle prétendent les organismes communautaires en faisant valoir que ceux-ci tendent eux aussi à un rapport d'offre de services comme dans le réseau public. Le modèle du Rivage semble échapper à cette critique. Le Rivage, avec sa lecture sociale des problèmes de santé mentale (E2), l'accent sur une «prise en charge qui soit citoyenne» (E3) et le fait qu'il n'offre pas de services (E5), définit plutôt sa pratique par la création de liens entre citoyens et de communautés habilitantes, comme nous le verrons dans la section suivante, cherche à distancer sa pratique d'une lecture marchande de prestation de services. Les membres participants de l'organisme sont pris comme acteurs de celui-ci, ils sont invités à participer à un espace communicationnel ouvert pour prendre des décisions de même qu'à se comprendre à travers des dynamiques d'entraide et de solidarité mutuelle. Le modèle de pratique du Rivage ne nie pas le besoin d'expertise

clinique, médicale et psychologique en santé mentale, mais définit pour sa part un modèle d'action définitivement tournée vers l'aspect social et sociétal de la problématique de la santé mentale. C'est l'idée en quelque sorte que les personnes, par l'entremise d'une communication claire (écoute et dialogue respectueux), puissent agir sur certains problèmes ou conditions environnantes qui génèrent des problèmes de santé mentale.

Cette section a permis de concevoir la dimension sociale et collective comme des composantes à prendre en compte dans la réponse aux problématiques de santé mentale. Ceci permet alors de considérer d'autres éléments dans la réussite ou l'échec de l'intégration. Vus sous cet angle, le bon vouloir et les efforts fournis par la personne avec une problématique de santé mentale pour s'intégrer à sa communauté et à la société ne sont pas à eux seuls des gages du succès de cette opération. L'intégration se fait nécessairement en interaction avec autrui, avec un collectif ou un environnement. Il y a donc là une importance à considérer les facteurs sociaux externes à la personne comme éléments facilitant, ou au contraire, entravant l'intégration. C'est ce dont nous traitons dans la section qui suit.

1.2.2 Transformer l'intégration en favorisant la responsabilité collective au travers de communautés habilitantes

La société occidentale actuelle engendre et perpétue des phénomènes d'exclusion. Les normes et standards élevés rendent la normalité de plus en plus inatteignable ; tout parcours un tant soit peu marginal vient disqualifier la personne et ses expériences. À nos yeux, Le Rivage propose, par ses pratiques, une manière de vivre en société, et ce, de façon inclusive et démocratique.

Au cours des observations et des entrevues menées, nous avons été avisée à différentes reprises de la règle qui prévaut au Rivage que E5, permanente, dévoile ici explicitement : « Dans la philosophie, on dit qu'il y a juste une règle au Rivage et c'est que l'on n'exclue personne » (E5). Cette règle fait écho aux valeurs d'accueil et de respect que nous avons précédemment relevés de notre analyse. L'inclusion sans prérequis s'applique bien entre leurs murs, mais qu'en est-il en dehors ? Et dans la communauté ? Dans son document nommant ses valeurs de base (René, 2013, p.2), Le Rivage fait valoir que sa mission est de « favoriser le maintien et l'intégration dans la communauté des personnes qui vivent

ou qui ont vécu une problématique de santé mentale». Le Rivage vise donc une «intégration dans la communauté». Bien que ceci soit fort vertueux, la réalité n'est pas toujours aussi simple et un travail de réflexion doit s'amorcer pour rejoindre les communautés et comprendre aussi leurs besoins pour faciliter l'intégration. Une permanente, E2, amène cette réflexion :

On fait comment pour intégrer et maintenir quelqu'un dans la communauté quand la communauté ne veut pas ? On fait comment pour intégrer et maintenir quelqu'un quand la personne ne veut pas ? Est-ce que c'est notre rôle de forcer des gens, à intégrer ou à être maintenu ou à maintenir quelqu'un qu'ils ne veulent pas voir ? (E2)

Les gens ne peuvent pas s'intégrer dans une communauté qui ne veut pas. Pis qui ne fait pas d'efforts. Pis qui ne change rien. Fait que notre rôle, c'est de **travailler aussi avec la communauté, développer le pouvoir d'agir des communautés dans l'intégration.** (E2)

E2 fait valoir que le mandat du Rivage est aussi auprès de la communauté pour «développer le pouvoir d'agir des communautés dans l'intégration». On comprend donc ici que l'intégration ne se pense pas comme l'adaptation de la personne à son environnement physique et social. L'intégration se réfléchit et s'actualise avec la communauté pour dépasser la simple tolérance et tendre vers l'accueil afin que les personnes avec une problématique de santé mentale puissent occuper les espaces offerts dans la communauté comme n'importe quel autre citoyen. Il est donc question ici d'une responsabilité collective dans le processus d'intégration. Et, toujours selon la permanente E2, il faut «être à l'écoute de la communauté» et «être à l'écoute de l'interaction qu'ils [les personnes avec un problème de santé mentale] ont avec la communauté.» (E2) Autrement dit, l'interaction est dynamique et il est important, pour favoriser l'intégration, de suivre les mouvements des deux partis dans l'interaction.

En outre, la ressource va à la rencontre de la communauté de différentes manières. Par exemple, au printemps 2018, Le Rivage a organisé un forum citoyen ayant pour thème la santé mentale. Ce furent trois soirées dans les trois principales villes du Val St-François où Le Rivage allait à la rencontre des citoyens dans le but de connaître leurs besoins et de les accompagner dans des projets issus de la communauté. À différents moments dans

l'année, il y a aussi eu l'activité *Porteurs de paroles*²¹ pour démystifier la santé mentale. Enfin, le café communautaire de Richmond, un projet issu et totalement autogéré par des membres du Rivage. Toutes ces activités sont autant d'espaces de rencontre et de dialogue avec la communauté que Le Rivage crée. Ces espaces permettent de démystifier la santé mentale, de favoriser les interactions et de créer des liens parmi les membres et les communautés.

Faisant du collectif sa pièce maîtresse dans l'exercice de ses pratiques et de sa vision sociale entourant les problèmes de santé mentale, Le Rivage participe à la création de collectifs démocratiques et participatifs. Ces espaces collectifs de participation citoyenne représentent pour nous un facteur thérapeutique de premier ordre. Il s'avère être un élément innovant dans la construction de pratiques s'orientant vers la transformation sociale et la lutte contre les stigmates sociaux. Les communautés deviennent actrices dans la mise en place de la mission du Rivage et ce dernier développe avec elles des pratiques pour desservir tout le territoire du Val St-François. Voyons comment Le Rivage s'y prend.

1.3 Décentraliser les ressources et potentialiser l'action sur les territoires

Les ressources alternatives, dans leur ensemble, considèrent la communauté comme un espace où prennent forme des pratiques s'orientant vers la transformation sociale, entre autres par la mise en liens entre les individus et autres acteurs de la communauté (Théoret, 2013). Le Rivage pose la communauté comme un acteur indissociable dans la mise en œuvre de sa mission. Considérant que la ressource a un mandat régional, nous abordons ici la spécificité des pratiques territoriales avec différentes communautés. Ces pratiques développées permettent de créer des alliances et de libérer des espaces de réflexions tout en participant à l'élargissement du champ d'influence du modèle de la ressource.

Le Rivage développe des stratégies pour réfléchir au-delà de ses propres frontières et engager une réflexion avec les acteurs externes partageant le même territoire local. La première stratégie en est une de création d'espaces de réflexion et de dialogue en zone

²¹ L'activité *Porteurs de paroles* est une activité proposée par le RRASMQ pour entendre la parole du citoyen(ne) et entrer en dialogue avec lui/elle sur des enjeux d'intérêt public entourant la santé mentale (RRASMQ, 2017).

collaborative avec ces partenaires. La deuxième consiste à se mettre au diapason des besoins des communautés par une collaboration au travail de proximité. La troisième est une stratégie de négociation entre acteurs aux logiques et intérêts différents, mais partageant un but commun. Enfin, la quatrième stratégie porte sur l'ouverture de la ressource pour parvenir à diffuser et partager sa vision et sa philosophie de l'intervention.

1.3.1 Se lier aux autres acteurs : la mise en place du Comité d'arrimage des partenaires

Considérant que, comme dit précédemment, la mission du Rivage pose un volet communauté, il s'avère pertinent d'entrer en dialogue avec les autres acteurs du territoire pour accomplir cette mission. La ressource a développé une pratique de mise en lien avec différents acteurs présents sur le même territoire, mais provenant de divers milieux et ayant diverses allégeances. Avec eux, elle crée des alliances dans le but de parvenir à des solutions innovantes pour répondre aux besoins des communautés présentes sur le territoire. Il y a quelques années, Le Rivage et le CSSS ont mis sur pied un espace de dialogue par le biais d'un comité : le Comité d'arrimage des partenaires (CAP)²². Ce comité a pour but de dénouer des situations jugées complexes. Une intervenante externe et participante à ce comité, E3, décrit le mandat et la portée de ce dernier :

[...] ce comité vise à développer des pistes de solutions, mais aussi **engager des manières de faire qui sont peu orthodoxes**. Qui vont un peu contourner les mandats habituels, qui vont un peu les **élargir** pour faire en sorte de répondre à une situation que si l'on reste à travailler en silo dans notre petit mandat spécifique, on n'y arrivera pas. Il y a comme une **souplesse** à ce niveau-là. [...]. Cet outil, le CAP, vient **assembler les acteurs clés du milieu** [...] qui pourraient **amener une contribution** à la solution dudit problème, de ladite situation complexe pour **réfléchir à des avenues possibles**. (E3)

[...] **d'aller au-delà de nos différences**, de nos règles non écrites ou écrites, de nos procédures, de nos politiques, **d'aller plus loin** effectivement. Et de faire un pas de plus, pour travailler dans une optique qui va répondre aux besoins de la personne quand chacun, il n'y a plus de possibilités dans les façons traditionnelles de faire. (E3)

Ce que nous amène E3, c'est que cette pratique permet non seulement d'engager une réflexion collective et un dialogue autour d'un but commun, mais qu'elle permet aussi la

²² Malgré la réforme en santé et services sociaux de 2015 entraînant la disparition des CSSS et bien d'autres changements organisationnels, les partenaires ont démontré leur volonté de maintenir les rencontres et actions du CAP. Ce comité est, à ce jour, toujours actif.

création d'espaces collaboratifs, voire d'espaces d'innovation à partir de réalités terrain. Ceci rend possible le mélange des visions, l'ouverture sur un dialogue qui s'articule à partir des apports de chacun. Les ressources et expertises propres aux acteurs se trouvent alors plus qu'additionnées, mais réorganisées ou réinventées et permettent « d'aller plus loin ».

Le mode de fonctionnement flexible et souple qu'offre cet espace s'avère propice à l'émergence de solutions innovantes ou, comme le dit E3, « peu orthodoxes » ; un espace pour dépasser sa propre pensée et en créer une autre qui émergera d'un savoir développé collectivement. Les solutions trouvées n'auraient pas pu voir le jour si cet espace de rencontre et de réflexion n'avait pas été constitué et investi. En effet, cet espace ne restreint pas l'action possible : il la libère et permet, pourrions-nous dire, de donner un peu d'oxygène aux formalités auxquelles doivent répondre les différents partenaires par obligation d'allégeance à leur organisation.

Par ailleurs, ce qui est intéressant avec cette pratique de la ressource, c'est qu'il n'est pas seulement question de situations portant sur la santé mentale : la cible de l'action ne se limite pas aux personnes avec un problème de santé mentale, mais c'est à la population dans son ensemble que l'on s'adresse. En fait, tout en agissant en faveur de l'émancipation des personnes membres usagères de la ressource, on travaille en amont des problèmes de santé mentale. Ensemble, ils touchent aux déterminants sociaux de la santé en amorçant un travail de prévention et de promotion de la santé mentale.

Ainsi, il appert que cette pratique de création d'espaces de réflexion et de dialogue en zone collaborative est une manière d'amplifier le champ d'action de la ressource. Du coup, on ne se limite pas seulement à la population ayant des problématiques de santé mentale, mais se crée des alliances entre partenaires qui perdurent. Somme toute, cette pratique ouvre sur des pratiques partenariales créatives qui utilisent les forces et ressources de chaque acteur et tient compte des contextes territoriaux et populationnels dans lesquels ils évoluent.

1.3.2 Collaboration active à un travail de proximité dans les communautés

Une deuxième pratique pour rejoindre les communautés avoisinantes est celle issue du projet de travail de proximité. Ce type de travail s'apparente au travail de rue et permet « d'essayer de faire le pont entre le besoin des gens qui sont plus éloignés et ce que les organismes veulent offrir » (E8, travailleuse de proximité). Également, de créer des liens entre les personnes, de favoriser l'entraide. Nous allons voir ici comment le travail de proximité s'est développé dans le Val St-François ainsi que le rôle du Rivage dans le cadre de ce projet.

Le travail de proximité est un projet issu de la Table de concertation famille du Val St-François. Les travailleuses de proximité²³ sont des intervenantes financées par plusieurs acteurs locaux, dont Le Rivage. Considérant leur philosophie et leurs approches d'intervention s'arrimant bien à celles de la ressource, elles ont été jumelées au Rivage comme équipe de référence. Une intervenante externe au Rivage, E3, qui est en contact avec les travailleuses de proximité, explique sa vision du travail des travailleuses de proximité, de leur rôle et de leurs liens avec Le Rivage :

Une certaine **philosophie d'intervention** qui est vraiment... en tous cas, je trouve, est une philosophie **qui colle bien à la philosophie du Rivage**. Notamment en termes d'autonomie, je pense. **Les intervenant [e] s de milieux [...] ont un mandat qui est d'aller dans le milieu et d'être sur le terrain** et le plus possible... et le moins possible dans les organismes. C'est sûr que **Le Rivage a une structure organisationnelle qui favorise beaucoup l'autonomie de ses employées**. Fait que ça je pense que c'est quelque chose qui colle bien au besoin, dans le fond, de liberté, de marge de manœuvre et d'indépendances qu'ont les travailleuses de milieux. Cependant **les intervenant [e] s de milieux ont besoin aussi à se rattacher à une équipe**. Fait qu'[elle] peuvent, quand même, se rattacher à une équipe et à d'autres intervenant [e] s dans Le Rivage. Fait que ça, c'est quelque chose de positif, je pense, **d'avoir ces 2 aspects**. Une philosophie qui s'arrime bien et qui se marie bien. Et à la fois une équipe d'appartenance à laquelle tu peux te référer et échanger. [...] **Les intervenant [e] s de proximité** amènent énormément de... ouvrent... **permettent dans le fond au Rivage d'aller travailler dans les autres milieux** parce qu'eux autres sont-là aussi dans les autres milieux. (E3)

²³Afin d'éviter une certaine confusion, nous précisons ici que lorsque nous parlons des intervenantes externes, il s'agit d'intervenantes qui œuvrent dans une autre organisation structurée. Bien que l'action des travailleuses de proximité soit externe au Rivage, elles n'entrent pas dans cette catégorie et nous les distinguons aussi des permanentes (internes à la ressource). La distinction est importante pour la compréhension.

Les travailleuses de proximité oeuvrent donc en solo et de manière autonome. Le Rivage se pose comme une sorte de mentor pour leur permettre de repenser leur pratique avec d'autres travailleuses, permettant ainsi un partage de savoir. E8, travailleuse de proximité, nous donne sa vision des apports du Rivage pour le travail de proximité et pour les intervenantes qui le réalisent :

Le travail de proximité est revenu au Rivage puis ça a amené beaucoup de changements aussi ce projet-là. [Ce projet] a été façonné beaucoup par l'approche du Rivage où là, on est sorti de juste du créneau famille. Pour aller, vers la population générale. (E8)

Quand on avait des réflexions et tout ça, c'était **avec l'équipe ici que l'on venait ici se ressourcer et que l'on venait développer notre vision.** [...] En fait, les rencontres avec Le Rivage, c'est **vraiment pour garder le cap sur le sens de l'intervention et du projet.** Vraiment plus pour ce genre de **soutien** là, **l'approche** et tout. [...] Mais je pense que ça pourrait être difficile d'avoir le support à l'intervention dans un autre organisme que Le Rivage. (E8)

E3 et E8 amènent la particularité de la philosophie et des pratiques du Rivage comme étant du domaine du ressourcement, comme un lien pour se rattacher et ne pas travailler seul. Bref, Le Rivage est un ancrage pour les travailleuses de proximité. Elles ressentent une appartenance vis-à-vis l'équipe du Rivage puisque les particularités de l'approche du travail de proximité, de sa philosophie et de ses pratiques s'arriment à celles de la ressource. Par ailleurs, ce que nous disent E3, et E8, c'est que les travailleuses de proximité sont en quelque sorte les yeux du Rivage. Elles lui donnent le pouls des communautés et permettent au Rivage d'étendre son action au-delà de ces murs et de connaître les besoins des populations plus éloignées. Par cette pratique, Le Rivage se met au diapason des besoins des communautés du Val St-François et diffuse en même temps sa philosophie et ses pratiques d'intervention.

1.3.3 Coconstruction de réponses fédératives et adaptées avec divers acteurs

Les besoins et réalités des communautés sont différents d'une municipalité à l'autre. Les programmes et intérêts des organismes subventionnaires ne font pas non plus de distinction entre les régions urbaines et rurales, mais plutôt, ils viennent en appui à des projets qui répondent certains de leurs critères. Pour actualiser sa mission, Le Rivage fait usage de pratiques de négociation et va ainsi chercher les appuis et les financements

nécessaires. E2, une permanente, explique la stratégie déployée pour financer le projet de travailleuses de proximité à Windsor et à Valcourt :

Par exemple, la stratégie partenariale de lutte à l'itinérance peut très bien *fitter* avec le travail de proximité. Travailler avec des gens à risque d'itinérance. On finance les travailleuses de proximité en partie par la stratégie partenariale de lutte à l'itinérance, avec l'accompagnement aux familles de Val-Famille, avec le plan de lutte à la pauvreté aussi qui travaille directement avec des gens en situation. Fait que ces tous des **besoins endogènes que l'on finance à partir de besoins exogènes** d'avoir tel requis, telle visée. On fait *fitter* ça dans le même moule. Ça, **c'est la fonction négogène**. Ça rentre dans toutes les cases et on ne ment à personne. C'est fait de façon très **transparente**. Chaque bailleur de fonds sait qu'il y a un autre bailleur de fonds là-dedans. (E2)

E2 introduit la fonction négogène, que Bourque (2012) définit comme le processus permettant la rencontre des porteurs de deux logiques, l'une endogène et ascendante (acteurs locaux) et l'autre exogène et descendante (bailleurs de fonds). E2 donne une définition semblable, mais illustre cette pratique de transparence et de liaison de différents programmes quand elle dit qu'il faut que : « ça rentre dans toutes les cases » et qu'on ne mente « à personne ». Cette stratégie de concertation et de collaboration autour d'enjeux communs s'avère une formule gagnant-gagnant octroyant aux acteurs, comme Bourque (2012, p.48) le mentionne, « le sens et la finalité de l'action tout en s'inscrivant dans des politiques et des programmes ». Dans le cas présenté par E2, la mixité des fonds pour financer les travailleuses de proximité s'est avérée une initiative innovante pour répondre aux besoins réels présents sur le territoire. C'est donc le programme que l'on adapte aux besoins de la population et non les besoins de la population que l'on adapte au programme. Par ailleurs, nous y voyons aussi une appropriation de pouvoir par les acteurs, tant pour le Rivage que pour les autres partenaires présents sur le territoire, en ce sens qu'ils deviennent les initiateurs du mouvement et du projet.

Pour conclure, cette stratégie de négociation pour rejoindre les intérêts des différents partis engage la réflexion entre les partenaires, rend possible le dialogue et unit des partenaires aux allégeances différentes autour d'un projet fédérateur dont la finalité est commune. Tous ces partenaires sont, pour ainsi dire, invités à penser en dehors de la

boîte et en dehors de leur organisation. D'une certaine manière, Le Rivage invite ou initie ses partenaires à travailler selon une approche globale et de collaboration.

1.3.4 L'ouverture à l'altérité pour tendre collectivement vers la coconstruction

Par sa participation à différentes tables de concertation et de regroupements ainsi qu'à d'autres activités et événements, Le Rivage entre en contact avec une hétérogénéité d'acteurs. Ces rencontres permettent au Rivage de mieux se faire connaître, tant dans ses pratiques que dans ses approches globales, et de contaminer ses interlocuteurs. En quelque sorte, c'est une stratégie de diffusion et de partage de leur vision et de leur philosophie de l'intervention qui se fait progressivement.

Les participations du Rivage avec ces groupes d'acteurs permettent non seulement de mieux faire comprendre les pratiques du Rivage, mais aussi d'ouvrir sur un dialogue pouvant faire évoluer les visions de la santé mentale. Deux permanentes, E4 et E5, en témoignent :

Moi, la façon que je vois que l'on peut faire ça, c'est beaucoup par **contamination**. Essayer d'aller dans les tables de concertation, d'aller dans les endroits de la communauté pour parler de ce que nous on fait, de notre vision et **d'essayer de transmettre**, de propager la bonne nouvelle, si on veut ! [...] Prochainement, on va faire une rencontre avec une équipe [un autre organisme communautaire] et notre équipe pis **on va échanger**. Donc, ça, c'est vraiment intéressant parce qu'on va pouvoir **élargir une vision**. On va pouvoir **contaminer un peu**. (E5)

Ce premier extrait fait foi de la proactivité du Rivage pour aller vers de futurs collaborateurs et de contribuer à une meilleure compréhension de leurs pratiques. Selon ce que cet extrait laisse sous-entendre, certains a priori sont souvent présents lorsqu'il est question de santé mentale. La rencontre avec ces groupes et regroupements d'acteurs contribue alors à corriger les fausses idées. Par cette façon de procéder, Le Rivage travaille en amont des problèmes de santé mentale en éclairant sur la dimension sociale de ceux-ci et en amenant l'idée de la possibilité de solutionner ces problèmes par une approche collective engageant les acteurs présents dans les communautés, incluant alors le groupe qu'il rencontre à ce moment précis.

Le deuxième extrait, cette fois-ci de E4, intervenante au Rivage, amène l'idée de persévérance dans les efforts engagés pour réitérer la légitimité des pratiques alternatives du Rivage.

Ça m'arrive souvent au niveau du CLSC de devoir **réexpliquer** certains choix qui ne font pas toujours de sens avec le contexte du CLSC. Mais à chaque fois, bien, j'ai l'impression que **l'on promeut un petit peu nos façons de faire**. [...] Puis de le faire aussi avec des partenaires qui habituellement, n'ont pas la même vision. Je trouvais que c'était d'autant plus le fun. (E4)

Par la réflexion et le dialogue, Le Rivage se fait connaître en tant que ressource alternative en santé mentale et transmet aussi sa vision et ses pratiques d'intervention qui lui sont propres. Par ailleurs, aller vers des partenaires qui « n'ont pas la même vision » permet de s'ancrer davantage dans ses valeurs, d'affirmer son identité et de se positionner comme acteur légitime dans une visée de soutien à l'intégration des personnes avec une problématique de santé mentale dans la communauté.

Une intervenante externe, E3 souligne également que la contribution du Rivage dans les concertations permet d'atteindre la cible que le groupe s'est initialement donnée.

C'est une belle richesse d'avoir ces gens-là qui **réfléchissent de cette façon-là** autour de la table. Je pense que ça fait même [...] de bons **gardiens de cette orientation-là [...] du sens** et de **ce que ça comporte et de ce que ça implique de travailler dans cette perspective-là** [de mobilisation citoyenne]. Et **de garder ce focus-là dans des endroits, dans des concertations** où justement, il y a des gens d'un peu partout, pleins de bonne volonté, qui se retrouvent, mais qui n'ont pas nécessairement autant développé une expertise dans ces pratiques-là. [...] Parce que ce ne sont pas toujours des projets alternatifs en santé mentale dans lesquels ils sont impliqués. À ce moment-là, ils vont peut-être, des fois, avoir une **opinion critique ou une opinion différente** sur certaines choses. Mais ils ne vont pas nécessairement faire obstacle, se retirer, ou mettre des bâtons dans les roues parce que ça ne reflète pas exactement leurs valeurs, leurs façons de voir, à la lettre et tout ça. C'est pour ça que je dis que ce sont des bons joueurs. (E3)

Ce qu'il ressort de cet extrait de E3, c'est que la réflexion et le dialogue avec les partenaires en concertation permet non seulement de garder l'orientation initiale du projet, mais qu'en plus, la différence dans les modalités d'actions et la divergence d'opinions sont une source d'enrichissement pour la réflexion qui est engagée avec des

acteurs soucieux, eux aussi, d'apporter le changement. Le Rivage sait apporter son point critique, mais en même temps le fait avec souplesse et ajoute aux démarches proposées plutôt que de leur faire obstacle. Il affirme ainsi sa particularité, mais dans une optique collaborative.

Dès lors, une manière de coconstruire ces collaborations est d'ouvrir la perspective à une vision plus globale comme E4 le fait valoir :

Je pense que c'est un des objectifs de ne pas se présenter dans ces rencontres-là pour nos intérêts personnels d'organisation. Mais vraiment d'avoir des **préoccupations plus larges**. Et nous, quand on participe, ou moi quand je participe au comité « sociopro », je ne pense pas juste à notre entente de service [...]. On essaie d'avoir une **vision plus globale de l'intégration** socioprofessionnelle puis de la **santé mentale globale**. (E4)

Ainsi, E4 nous révèle que Le Rivage utilise des pratiques d'ouverture, d'écoute et exerce une vision englobante et large afin de mieux comprendre les besoins et enjeux des partenaires. Bref, pour arriver à contaminer l'autre, il faut d'abord ouvrir sa propre vision et comprendre l'autre. Le Rivage tente d'élargir les visions, mais il ouvre également la sienne pour arriver à coconstruire avec ses partenaires et comprendre leurs réalités particulières.

Bref, ce qu'il faut retenir, c'est que la ressource du Rivage, en accord avec ses valeurs d'accueil et de respect, s'ouvre à l'autre et à ses réalités pour établir un dialogue et arriver à partager sa philosophie, ses approches et ses pratiques. Il agit comme accompagnateur des groupes pour leur permettre de garder le sens premier de leur projet. Ce faisant, Le Rivage tente également de transmettre sa vision large et globale de la santé mentale à ses partenaires.

Synthèse : agir sur l'environnement social par le collectif, les valeurs et la communauté

Ce premier chapitre de notre analyse nous a permis de comprendre le modèle de pratiques du Rivage où l'utilisation de la transformation des espaces sociaux s'emploie comme outils d'action d'inclusion, de reconnaissance et de construction identitaire positive des personnes rencontrant des problèmes de marginalisation et de stigmatisation sociales dues à des problèmes de santé mentale. Ce travail d'action sur l'espace sociale s'accomplit

certaines à l'intérieur de l'organisme, mais également à l'extérieur dans les communautés et dans la poursuite de liens collaboratifs avec les divers acteurs intervenant dans ces communautés. En somme, les pratiques du Rivage agissent sur l'environnement social des personnes et contribuent à la création d'espaces habilitants et non stigmatisants. En ajout et en consolidation de cette modélisation des pratiques du Rivage en tant que construction d'espaces sociaux habilitants et capacitants, ajoutons maintenant le thème de la mise en réflexivité des acteurs comme principe d'un agir communicationnel.

2- La réflexion pour préparer l'espace à l'échange communicationnel

Dans ce deuxième chapitre de notre analyse, nous nous proposons d'illustrer comment Le Rivage déploie la réflexivité dans ses pratiques quotidiennes et aussi, comment celle-ci s'inscrit dans un processus plus large afin de parvenir à un mieux vivre-ensemble. À la suite de l'analyse de notre matériel empirique, nous amenons la thèse que les pratiques réflexives engagées avec différents acteurs contribuent à la création du social et du politique dans une forme concrète et participent à des changements chez les individus, mais aussi à une mutation des interactions entre les individus et leur environnement.

Nous débutons en explorant les pratiques réflexives au sein de l'équipe de permanentes. La réflexion collective en place devient un outil pour développer ses pratiques et pour remettre ses pratiques en question. La section suivante quant à elle, vient renseigner sur les acteurs de cette réflexion, c'est-à-dire, les personnes légitimées à réfléchir. Nous y voyons que la réflexion engagée avec tous les acteurs participe à un mouvement émancipatoire et à une appropriation de pouvoir dans la réflexion et dans l'action.

2.1 Réflexivité d'équipe « où on a le droit de se tromper »

Au Rivage, les retours réflexifs en équipe ont pour but d'identifier les éléments qui ont contribué à la réussite ou au contraire, qui ont amené un désengagement des membres ou des collaborateurs. Autrement dit, les permanentes doivent être en mesure de se remettre en question, de s'accueillir et d'accueillir l'autre dans son autorévélation. Cette manière de faire se veut sans jugement afin d'encourager le dévoilement des erreurs et engager la

permanente dans une responsabilisation vis-à-vis son action comme le laisse voir E5, une permanente du Rivage :

Mais ça ne nous empêche pas de vivre des interventions où on dit : « On s'est planté royalement ! » Mais on est capable de **prendre un recul et de l'analyser** [...]. Et je pense que ça nous **amène à développer d'autres façons de faire et d'essayer de voir** : « Ça n'a pas fonctionné. Pourquoi ? Qu'est-ce que l'on pourrait faire autrement ? » **Ici, on a le droit de se tromper**. Ça amène un stress de moins que quand tu ne peux pas. Et quand tu ne peux pas, des fois [...] tu ne l'admettras pas. Tu vas dire que ce n'est pas de ta faute et tu vas te trouver plein d'autres raisons externes, mais tu ne changeras pas ta façon de faire. (E5)

L'extrait de E5 témoigne du haut niveau de confiance dans la capacité des autres permanentes d'entendre et d'accueillir le discours, mais aussi, dans la reconnaissance les unes envers les autres de leur compétence, de leurs aptitudes à analyser et à offrir un jugement professionnel. Le droit à l'erreur libère de la peur et élimine la méfiance à l'égard de moyens coercitifs qui pourraient être entrepris. Par ailleurs, ce même extrait témoigne également de la responsabilisation et du professionnalisme dont la permanente fait preuve : être en mesure d'expliquer pourquoi, avant d'agir, elle considérerait son intervention comme pouvant amener un apport positif et être capable de nommer là où il y a eu des dérives et ce qu'elle considérera dans le futur pour éviter la reproduction de l'erreur. Aucune tentative de camoufler la réalité. La réflexivité collective appliquée au Rivage permet une prise de conscience de la permanente qui voit alors que, même si elle est préparée par l'acquisition de savoirs-connaissances permis au cours de sa formation et de savoirs-pratiques grâce à son expérience, le succès de l'accompagnement n'est pas garanti. D'emblée, la permanente n'est pas considérée comme un objet opérationnel dans l'intervention qui garantirait le succès de celle-ci.

Ce qui est recherché chez les futures employées, comme le dit une permanente lors de son entrevue, c'est « cette facilité à s'ouvrir et à se remettre, de façon saine, entre guillemets, en question » (E2). Dès lors, il y a bien là un potentiel pour le développement de l'identité personnelle et professionnelle des permanentes. En effet, celles-ci ne peuvent mettre de côté leur identité propre même si elles sont en contexte d'accompagnement de personnes avec une problématique de santé mentale.

Pour reprendre notre hypothèse pour qualifier le modèle de pratiques du Rivage, de création d'espace sociale de transformation, nous voyons dans la pratique d'une réflexivité d'équipe de travail un apport applicable aussi dans d'autres milieux d'intervention sociale. En effet, la réflexivité d'équipe de travail permet la création d'un espace supplémentaire qui laisse le champ libre aux permanentes pour questionner leurs pratiques, pour interroger les contextes entourant leurs actions et aussi pour comprendre ce sur quoi elles ont un pouvoir et ce sur quoi elles en ont moins.

Pour finir, nous faisons un parallèle entre ces pratiques de réflexivité d'équipe de travail et la supervision clinique en groupe dans d'autres milieux. Ces pratiques sont valorisées puisqu'elles donnent accès aux expériences des autres. Ces espaces de réflexion en groupe permettent l'accès à un plus large répertoire de solutions ou d'idées et les intervenantes ont alors l'opportunité de questionner ensemble leurs valeurs, leurs pratiques et leurs rôles (OTSTCFQ, 2010).

Dans le modèle de pratiques du Rivage, on voit que les permanentes sont invitées et encouragées à questionner les pratiques mises en place dans la ressource et les actions posées antérieurement. Les deux extraits suivants, provenant de deux permanentes, en témoignent :

On est toujours en remise en question puis en réflexion. **De chercher toujours le sens dans nos actions.** Et de revenir à nos valeurs et à notre mission. On est tout le temps en train [...] de **remettre en question nos façons de faire et de toujours se ramener le plus possible du sens.** Et de questionner ce que l'on voit autour de nous, et de prendre un **pas de recul** [...] **de voir c'est quoi l'impact.** (E4)

On contribue par la façon que l'on a de toujours réfléchir. On ne prend rien pour acquis, on va toujours **essayer de chercher le sens derrière ce que l'on fait.** Quand on n'est pas sûr, on va prendre la situation et on va se questionner. C'est quoi le but ? Est-ce que ça touche nos valeurs ? On va se référer beaucoup à ça. Et je pense que ça aide à ce que nos **pratiques fassent du sens** justement et soient plus... pas efficaces... mais **porteuses.** Si ce que l'on fait fait du sens, il y a plus de chance que ça débloque sur l'effet souhaité [...] sur une avancée, sur un processus qui va être plus positif que négatif. (E5)

Au Rivage, la réflexivité, comme recherche de sens, est bien ancrée dans les pratiques des permanentes et sert à faire avancer ces pratiques. Les questions suscitent la réflexion

et témoignent de la capacité de retour sur l'action dans le but de conserver le sens à la base de cette action. Ainsi, non seulement il n'y a pas de césures entre le sens de l'action et l'agir, mais aussi, la pratique ne demeure pas enclavée à un cadre prescrit qui aurait fait ses preuves par le passé. Les valeurs et la mission servent de guides pour conserver le sens de l'action et se rapprocher de l'idéal souhaité. Il y a là un maintien de la cohérence entre ce qui est réfléchi, dit et mis en action.

De plus, le deuxième extrait, celui de E5, laisse entrevoir que la cible n'est pas tant la recherche d'efficacité, prise au sens d'arriver rapidement au résultat souhaité, mais la réflexion continue et soutenue qui enclenche un processus plus significatif et porteur puisqu'il s'inscrit davantage en accord avec la philosophie de l'accompagnement du Rivage. Alors qu'ailleurs on s'attarde à l'application de mesures qui se veulent garantes d'efficacité et de performance des pratiques d'intervention (Couturier et Carrier, 2003), dans ce cas-ci, c'est le processus, le résultat et le rapport au sens qui font office de mesure pour juger ou évaluer la pertinence de la pratique.

Bref, la réflexivité met du sens sur les pratiques en laissant aux acteurs la liberté de questionner leur propre pratique pour atteindre une syntonie entre cette dernière, les résultats et les valeurs qui la sous-tendent.

2.2 Réfléchir avec qui et pour quelles finalités ?

La réflexion dans les pratiques peut engager une hétérogénéité d'acteurs. Mais qui sont ces acteurs et quel est leur rôle dans le processus de réflexion collective ? La plupart des écrits sur le sujet de la réflexivité font souvent référence à la pratique réflexive comprise alors comme un outil à la formation et à l'usage des cliniciens, professionnels ou enseignants (Couturier, 2000 ; Perrenoud, 2001 ; Le Goff, 2014 ; Mercure et Rivard, 2016). De là découlent pour notre analyse d'autres questionnements. La première est de savoir qui est habilité et légitimé à participer aux processus de réflexion. Est-ce à croire que seuls les professionnels et futurs professionnels en ont la capacité ? La deuxième : considérant la modification des rapports sociaux qu'entraînent les pratiques d'intervention sociale, est-ce que d'entreprendre un processus de réflexions collectives avec les destinataires de l'intervention peut participer à améliorer les pratiques ? Ce

processus réflexif et collectif peut-il devenir une pratique créant des citoyens usagers engagés ? Voilà des questions qui seront traitées dans la prochaine section.

2.2.1 La légitimité de la réflexion par les principaux concernés : une démarche démocratique vers une redéfinition du citoyen actif

La personne touchée par une problématique de santé mentale est souvent prise en charge et ses opinions ou réflexions sont considérées comme moins valables ou de moindre importance. L'entourage et parfois les travailleuses sociales ou autres intervenantes agissent pour la personne ou à sa place. En somme, il s'installe une sorte d'attitude paternaliste et infantilissante à l'égard de la personne.

Le discours de E2, permanente au Rivage, témoigne de cette réalité et rend compte des méfaits de l'infantilisation et de la non-inclusion des personnes dans les processus décisionnels :

Beaucoup, beaucoup, beaucoup de travail à modifier les façons de penser parce que les gens marginalisés, les gens que l'on a vulnérabilisés au fur et à mesure de leurs années d'existences se sont souvent fait dire qu'ils ne pouvaient pas participer d'une façon autre que d'écouter ce que les gens leur disaient puis d'obéir à ce que les gens leur disaient. Donc, d'arriver dans un milieu où ils ont le droit d'avoir leur opinion, ils ont le droit de participer. En fait, on favorise le fait qu'ils participent. Davantage que le fait de se faire *entertainer*²⁴ ici. D'avoir une posture. (E2)

Cet extrait montre que la participation des personnes avec une problématique de santé mentale et autres « gens marginalisés » constitue aux yeux du Rivage tout un défi. Dépossédées de leur droit de réfléchir, elles sont seulement invitées à une participation dépendante, voire à se laisser divertir. Elles n'ont pas à remettre en question ce que des gens en position d'autorité leur suggèrent de faire.

Par ailleurs, ce qui ressort de troublant de cet extrait, c'est le processus graduel de perte de pouvoir qu'il met à jour. Lorsque E2 nous parle des « gens marginalisés, les gens que l'on a vulnérabilisés au fur et à mesure de leurs années d'existences », elle nous informe que les pratiques actuellement en place dans le champ de la santé mentale viennent, en quelque sorte, prescrire une conduite et font le passage d'individus marginalisés à des

²⁴ Anglicisme. Se faire divertir, vu ici comme simplement participer passivement aux activités, c'est-à-dire, en excluant la participation à l'élaboration de ces activités.

individus vulnérabilisés. Autrement dit, enlever la capacité des personnes à réfléchir, à s'exprimer et à agir par elles-mêmes et selon leur convenance entraîne un processus de vulnérabilisation. Elles en viennent, ni plus ni moins, à adopter un comportement, une conduite socialement acceptable ou à fonctionner en société, mais se retrouvent, en fait, étrangères à elles-mêmes. Pire encore, à trop compter sur les autres pour les encadrer ou pour recevoir des services, elles risquent de devenir dépendantes de ces mêmes services. Au bout du compte, l'effet obtenu est contraire à ce que les travailleuses sociales et autres intervenantes sociales tentent de faire, c'est-à-dire de rendre la personne autonome et capable de prendre des décisions.

Or, ce que l'on comprend des propos de E2, c'est le contraire qui se passe entre les murs du Rivage : un espace est libéré pour inviter la personne à réfléchir, à partager ses idées, à nommer ses besoins, à adopter une posture d'affirmation. C'est ce que l'on comprend dans le discours d'un membre du Rivage :

Depuis que je suis ici, on me demande ce que je pense, ou ce que je vois. [...] Quand je suis arrivé ici, je ne savais pas ce qui était offert [...] Alors, je leur ai dit : « Vous êtes en train de **me demander ce que je pense ?** » [...] Mais ils m'ont dit : « **Nous te demandons ce que tu veux, ou ce que tu veux voir ou ce que tu veux faire** ». (E6)

Le rôle des permanentes est donc de questionner les membres afin de mieux les connaître. Ainsi, elles sont plus en mesure d'accompagner les membres dans leur réflexion sur leur vie, mais aussi sur l'orientation à donner à la ressource. Les permanentes redonnent aux membres pouvoir sur leur vie et sur leur environnement. Redonner ainsi le pouvoir apporte des changements au niveau de la compréhension de soi. En effet, demander l'opinion à une personne lui renvoie l'information qu'elle a les capacités non seulement d'énoncer cette opinion, mais que celle-ci est considérée comme recevable, valable et légitime. Un pouvoir lui est remis et cela participe à sa transformation personnelle, au développement d'une identité positive qui instaure un changement de posture : elle n'est plus un usager passif des services, mais un membre actif de l'organisme qui participe avec l'équipe de la permanence à la construction d'activités et de projets. Par ailleurs, cela contribue également à affaiblir ou rompre la frontière, parfois symbolique, qui classe les permanentes, intervenantes ou autres figures

d'autorité comme seuls experts capables de penser l'intervention et de définir les actions. De surcroît, les travaux de Morin et de ses collaboratrices (Morin, Demoulin, et Lagueux, 2017 ; Morin et Lambert 2017) insistent sur l'importance d'inclure les personnes usagères dans la réflexion et la mise en place des pratiques et ce, dans divers milieux et contextes.

L'inclusion des personnes ayant une problématique de santé mentale dans les prises de décision et l'orientation à donner à l'organisation n'est pas unique à cette ressource, mais les entrevues et les moments d'observations ont révélé que la participation active des membres dans la réflexion, la prise de décision et l'action est au premier plan au Rivage. Ainsi, les membres se retrouvent dans tous les comités de la ressource, qu'ils soient permanents (conseils d'administration, comité vie associative, etc.) ou *ad hoc* (comité fête de Noël, comité AGA, etc.). Pour ce faire, les permanentes accompagnent le groupe dans le processus réflexif. Les décisions prises collectivement sont soumises à l'aune des valeurs que la ressource s'est dotées, et ce, dans un désir de maintenir la cohérence entre le discours et les actions. Ce faisant, les membres ne réfléchissent non plus seulement sur le résultat de l'action : ils s'engagent dans un processus de métaréflexion, autrement dit, de réflexivité, où ils prennent le temps d'analyser les possibles conséquences de la décision (le futur) tout en considérant aussi les valeurs établies (le passé et le présent). Bref, pour préserver le sens de l'action à venir, la réflexion avec les principaux intéressés par cette action s'impose.

En somme, ce qu'il faut retenir, c'est que les membres qui fréquentent la ressource ne sont pas pris en charge par les permanentes. Ils ne sont pas infantilisés et leurs apports aux réflexions concernant les orientations de la ressource sont encouragés et considérés. La réflexion collective est fortement encouragée afin de dépasser sa propre pensée, pour créer une pensée autre qui émerge d'un savoir développé collectivement. Ainsi, Le Rivage se veut un espace où les membres adoptent une autre posture, rendant alors possible l'expérimentation d'autres formes de rapports et d'interactions. Les changements qu'apportent ces nouvelles formes de rapports et d'interactions se font sentir au niveau de la structure identitaire et de la compréhension de soi et s'avèrent alors être un levier pour l'intervention. Parallèlement, une ouverture sur le dialogue et l'apprentissage de la démocratie s'implante et rend alors possible le mieux vivre-ensemble et la création de

communautés plus solidaires. Nous voyons les espaces de réflexivité avec les membres mis en place par le Rivage comme un élément clé pour amorcer un processus de subjectivation. Néanmoins, pour que ce processus se poursuive, la prise de parole doit aussi être engagée. Nous verrons, dans le chapitre 3, la place de la parole dans les pratiques de la ressource et comment cette parole participe au processus de subjectivation individuelle et collective.

Synthèse : une réflexivité partagée

Un deuxième aspect de la modélisation des pratiques du Rivage sous une lecture d'actions de transformation des espaces sociaux est celui d'une réflexivité qui pose les membres de la ressource comme sujets et acteurs avec les permanentes. Non seulement deviennent-ils acteurs, mais aussi, par la réflexion suscitée, ils deviennent auteurs de nouvelles narrations d'eux-mêmes, de nouvelles activités et de nouveaux environnements. Ils participent à la mise en forme des actions du Rivage, dans la ressource comme en dehors. Un changement de posture s'opère, renouvelle les rapports d'interactions et modifie la compréhension identitaire de soi. Le modèle que nous tentons d'illustrer par notre analyse des pratiques du Rivage, tant pour les intervenantes que pour les personnes bénéficiant de l'intervention, engage à un mouvement émancipatoire et à une appropriation de pouvoir dans la réflexion et dans l'action. Nous reviendrons d'ailleurs sur cet enjeu d'appropriation du pouvoir, élément majeur dans le champ du rétablissement en santé mentale.

Enfin, nous concluons que le modèle qui se présente à nous contribue, par les pratiques réflexives qui y sont déployées, à la création d'espaces sociaux et politiques vécus, c'est-à-dire expérimentés au travers d'interactions entre les différents acteurs autour d'enjeux communs. Abordons maintenant la troisième composante de notre modélisation, c'est-à-dire le déverrouillage de la parole.

3- De l'émergence de la parole à la participation citoyenne : un parcours politique

La réflexion, lorsqu'on l'articule à la parole, participe à la création du sujet et le renforce dans sa posture. Le sujet ne se définit non pas seulement en fonction de lui-même, mais

en considération de son environnement social et des expériences qu'il accumule dans l'univers social. L'analyse menée illustre que Le Rivage met en place des espaces politiques où la parole s'énonce. Ces espaces permettent la création et le passage du sujet collectif à l'acteur collectif ainsi qu'à l'expérience vécue de la citoyenneté. Autrement dit, les processus discursifs présents dans ces espaces de parole engendrent des changements dans la construction identitaire et dans la compréhension identitaire des acteurs.

Ce chapitre introduit, en premier lieu, la pratique d'accompagnement des membres dans le processus de subjectivation de soi et de subjectivation collective par la réflexion jointe à la prise de parole. En second lieu, un exemple de pratiques de reprise de pouvoir est illustré. Au travers de cet exemple, nous découvrons une pratique de reconnaissance identitaire positive chez les membres de la ressource. Enfin, en troisième lieu, nous verrons comment Le Rivage crée des espaces politiques où la parole citoyenne se fait entendre.

3.1 L'accompagnement dans l'articulation de la réflexion collective à la prise de parole : un processus politique créateur de sujets

Comme vu au chapitre précédent, la réflexion occupe une place centrale dans les pratiques du Rivage. Par ailleurs, à la réflexion collective pratiquée, se joint l'énonciation dans le discours et le partage par le dialogue. Ce faisant, c'est un processus de subjectivation et la création du politique, compris alors comme le mieux vivre-ensemble et l'affirmation du nous qui s'opèrent. Le processus de subjectivation politique permet le passage de la personne objet de l'action à sujet de l'action ; d'objet du social, elle devient actrice dans le social et partie prenante de sa définition.

D'entrée de jeu, la personne qui se présente à la ressource Le Rivage est considérée comme sujet et non comme un objet d'intervention. Dans la quotidienneté, les situations personnelles peuvent servir de base pour aller vers une réflexion collective au travers d'un dialogue engagé avec les autres membres. Pour y arriver, le rôle de la permanente consiste à instaurer un espace de parole et de dialogue pour la personne et le groupe afin d'effectuer une transition entre la demande individuelle rapportée à la permanente vers un accompagnement de la demande par le groupe :

Une de nos grandes valeurs, c'est l'accueil. On [les permanentes] **ne va pas refuser de prendre un temps** parce que, ce n'est pas vrai que c'est tout le monde qui a le même genre d'écoute. Et qui est **capable d'écoute aussi désintéressée** dans le sens... Tu comprends ce que je veux dire ? Fait que des fois, une personne peut arriver en grande détresse et c'est à nous [les permanentes] de voir si c'est opportun de **rapporter ça au groupe**. Ou si la personne a vraiment **besoin d'une écoute attentive**. Et de voir aussi si les autres sont capables de l'accueillir là-dedans. Fait que de voir, **sans prendre toute la responsabilité sur nos épaules**, pis de **dégager le groupe de cette responsabilité-là**. (E4)

Dans cet extrait, E4 nomme que le rôle des permanentes en est un d'écoute ; et cette écoute est l'une des principales qualités qu'elles possèdent. On saisit aussi de ces propos que la permanente a d'abord un travail de réflexion à faire afin de discerner si la situation demande un accompagnement plus individuel et soutenu ou si le groupe peut s'en charger. Ce faisant, engager le groupe dans l'accompagnement de la personne et dans une forme d'entraide s'avère être un levier d'intervention pour la personne et pour le groupe en entier, chacun pouvant apporter sa contribution. Il se dégage également que prendre soin l'un de l'autre dans le groupe est une responsabilité qui incombe au groupe en entier. La permanente a pour rôle d'accompagner le groupe dans cette démarche sans pour autant se délester de sa propre responsabilité vis-à-vis la personne et le groupe.

Poursuivons, toujours avec E4 sur la manière d'accompagner un groupe pour l'amener à s'entraider :

Si on est déjà en groupe, c'est un petit peu plus facile, parce que là, on peut demander à la personne la permission, mais c'est tout en délicatesse, mais d'amener justement la préoccupation, de **voir si la préoccupation résonne chez les autres membres du groupe**. Si les autres membres du groupe, **comment ils réagissent à ça**, s'ils se sentent en mesure de réagir et tout ça. Pis dans les groupes d'entraide, c'est un peu ça qu'on essaie de faire aussi. **Quand il y a quelque chose qui est nommé, de voir comment ça interpelle les autres**. Y a-t-il des choses qui... **des solutions que l'on peut ressortir tout le monde ensemble** ? Si, mettons la personne arrive et qu'il n'y a personne, qu'il n'y a pas d'autres membres dans la ressource, c'est sûr qu'on va prendre le temps de parler avec elle. On ne la laissera pas aller, surtout si on est inquiet pour elle ou quoi que ce soit. Mais sinon, on peut **l'encourager à partager aux gens qui sont-là**. Et des fois, ça peut ne pas se prêter non plus. Ça peut être plus malaisant que d'autre chose. Ça dépend. De voir aussi avec la personne avec qui elle se sent à l'aise. [...] Mais vraiment de

renforcer le tissu et dire on est un groupe et on est capable de s'entraider puis de se supporter. (E4)

Dans un premier temps, il ressort de ce discours qu'amener un groupe à s'entraider et à se renforcer consiste en un fin travail d'analyse. Il s'agit là d'un savant mélange de réflexion, de mesure du risque et de gestion de la situation que fait la permanente. Son jugement est mis à contribution dans le feu de l'action : sa capacité de rebondir d'un problème personnel et de transposer le tout au collectif, au groupe, relève d'un savoir-pratique qu'elle affine au fil des années.

Dans un deuxième temps, ce que ce même extrait révèle est le levier d'intervention propre au processus d'aide mutuelle que permet le groupe. En effet, l'expérience individuelle d'une personne devient une opportunité pour le groupe de s'engager dans l'accompagnement de la personne par la réflexion et le dialogue. Steinberg, (2008) ferait valoir que ces échanges sont source d'enrichissement pour chacun et aussi, pour le processus expérientiel du groupe. En effet, les différents apports de chaque participant contribuent à une autre compréhension et définition que le groupe se donne. En ce sens, le processus expérientiel du groupe est dynamique et en constante redéfinition.

Dans un troisième temps, cette pratique de subjectivation collective cible une réflexion qui transmue une injustice vécue personnellement à sa dimension politique : le privé devient politique. Ainsi, ces exercices de réflexion amenés dans un groupe créent un espace où la parole s'énonce et est entendue, un espace qui permet aux membres de se comprendre comme sujet pensant, parlant et agissant. E4 nous explique que la visée de cet exercice est aussi le développement de liens solidaires ; créer une cohésion entre les personnes qui viendra « renforcer le tissu » (E4). Par ailleurs, elle mentionne également la mise en évidence de leurs forces et capacités à travailler ensemble pour résoudre un problème. Autrement dit, les personnes prennent conscience de leurs forces et de leur pouvoir en tant qu'individus, mais aussi en tant que collectif.

Nous voyons que la réflexion articulée et renforcée par la parole participe à la création du sujet. Pour des auteurs comme Touraine (2007) et Wieviorka (2012), le sujet représente la « capacité d'être acteur » (Wieviorka, 2012, p. 5), le potentiel de devenir maître de son expérience, de bâtir sa vie et d'être responsable, au sens de s'approprier ce qu'il vient

d'énoncer et de considérer les conséquences de ses futurs actes. Selon Wieviorka, le sujet est capable de réflexion critique, possède une connaissance de la vie collective et considère les autres humains comme détenant les mêmes droits et possibilités que lui. Le sujet est donc un individu unique dans son individualité, sans pour autant être individualiste. Le sujet ne se définit non pas seulement en fonction de lui-même, mais en fonction de son environnement social et des expériences qu'il vit dans ce monde social. Du sujet individuel peut aussi naître, par la collectivisation et le partage d'expériences, un sujet collectif rassemblant un ensemble de sujets ayant des intérêts communs.

Comme nous avons pu le remarquer lors des périodes d'observations (directes et participantes) et dans les discours recueillis, c'est la collectivisation qui est à l'avant-plan au Rivage ; que ce soit la collectivisation des problèmes, des solutions, de la réflexion ou de l'action. Comme en témoigne la précédente citation de E4, le groupe fait l'expérience du vivre-ensemble. Ce qui était auparavant du domaine du privé est partagé dans un but de transformation, et en ce sens, non seulement le privé devient politique, mais aussi, ce partage rend possible l'émergence du sujet politique. Jocelyne Lamoureux (2008) définit la subjectivation politique comme :

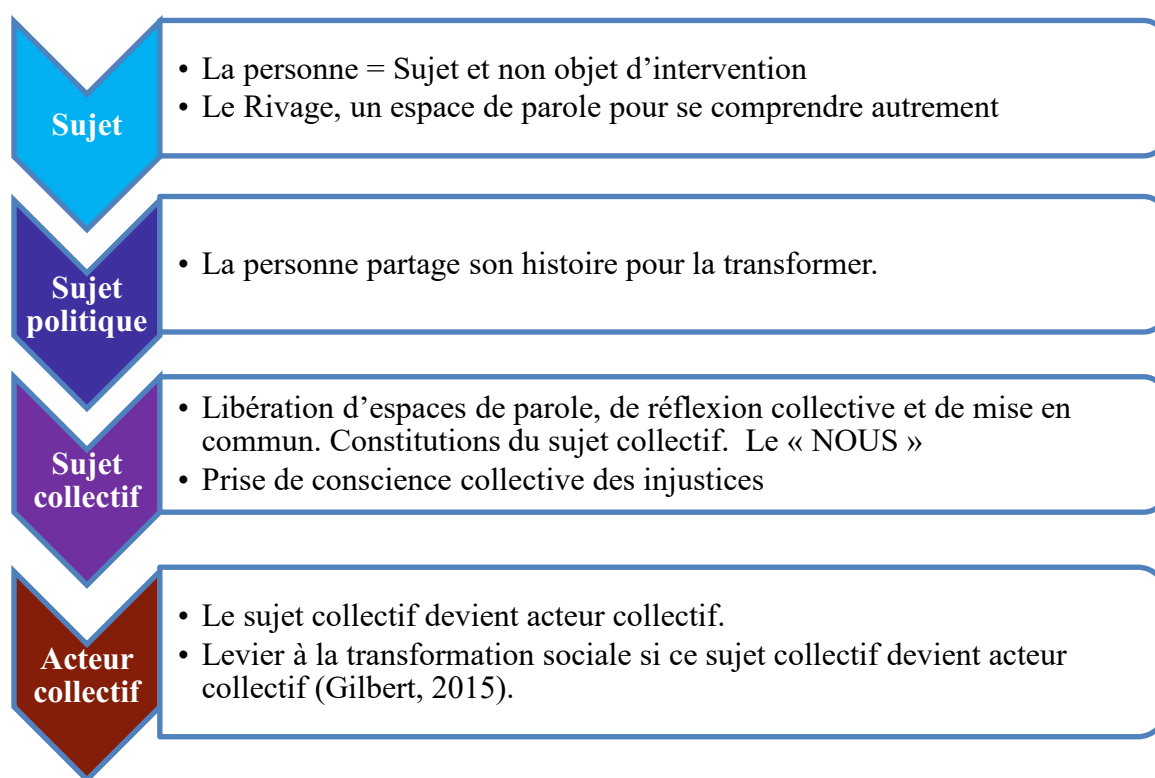
[...] la production d'une **capacité d'énonciation, d'argumentation** et la production d'une série d'actes, de mises en scène où se revendique, s'affirme et se donne à voir une **expérience d'égalité des êtres parlants avec les autres êtres parlants**. (Lamoureux, 2008, p. 230)

L'avènement du sujet politique survient lorsque la personne est en mesure de partager de manière discursive son histoire pour la transformer. Au regard de la stigmatisation, l'énonciation de soi comme sujet est déjà un acte politique, une reprise du pouvoir confisqué. Le Rivage libère des espaces de parole, de réflexion et de mise en commun où entrent en rencontre et en dialogue des sujets politiques. Ces espaces permettent de dégager une voix commune qui s'élève pour se faire entendre et ils participent ainsi à la formation du nous, à la constitution du sujet collectif. Ce sujet collectif se définit par ses expériences communes et s'unit dans une compréhension d'enjeux qui le touche et pour lesquels il lutte et revendique une place qu'il est en droit d'exiger. Pour Gilbert (2015), la prise de conscience des injustices et la création du sujet collectif s'avèrent être un levier à la transformation sociale si le sujet collectif devient acteur collectif et agit pour modifier

la réalité. Il y a bien là, dans les pratiques réflexives, un potentiel de solidarisation et de mobilisation.

Pour conclure, les pratiques articulant la réflexion collective à la parole sont porteuses d'un changement réel dans les interactions entre les acteurs. Elles permettent le processus de subjectivation (voir schéma 5 suivant) et le passage du sujet au sujet politique, puis, comme l'amène Gilbert (2015), au sujet collectif pouvant devenir un réel acteur collectif.

Schéma 5 : La subjectivation : un processus créateur de sujets



Le Rivage participe à une reprise de pouvoir des personnes dites vulnérables. C'est un processus d'*empowerment* individuel et collectif qui s'opère. De plus, ce nous solidarisé autour d'objectifs communs est une identité positive qui s'énonce dans un discours commun. En somme, cette ressource propose des pratiques permettant à une parole transformatrice de se constituer, se libérer et se faire entendre. Ces pratiques se veulent réflexives et créent le politique tant dans une forme symbolique – par une compréhension

différente des acteurs, d'eux-mêmes et de leurs actions – et aussi concrète et appliquée par la mobilisation des acteurs dans la réalisation de l'action. Le Rivage libère des espaces discursifs de transformation sociale et d'émancipation identitaire.

3.2 La pratique du débat : l'exemple d'un acte fondateur du sujet dans la lutte à la stigmatisation structurelle

Le débat poursuit un double objectif : une ouverture sur le monde de l'autre, tout en défendant aussi sa propre vision. Mais comment débattre sur une question qui est de l'ordre de procédures administratives gouvernementales ? Peut-on débattre sur une obligation ? Sur les contraintes gouvernementales imposées ? Bien que ceci ait une fonction administrative légitimée, il n'en demeure pas moins que ces mesures gouvernementales participent à nommer d'une façon réductrice et souvent stigmatisante les personnes. Cette nomination, par ailleurs, n'est point anodine puisqu'elle indique un rôle à jouer et situe la place occupée (ou permise d'occuper) dans la société. Voyons, au travers un exemple, comment Le Rivage met en place des pratiques de reprises de pouvoir et permet une reconnaissance identitaire positive auprès de ses membres.

Les propos qui suivent de E4, une permanente, illustrent les questionnements ressortis lors d'une mise en débat entourant une situation vécue par un membre, dans ce cas-ci une demande provenant de l'aide sociale. Ce débat a amené le groupe – tant les membres que les permanentes – à réfléchir sur les structures de pouvoir dans lesquelles ils évoluent :

On nous demande, par exemple, aussi banalement que ça, de signer une feuille d'attestation de présence. [...] Que le directeur signe que la personne était bien là. Fait que c'est comme « OK, on peut signer » parce qu'on ne voudrait pas que les membres perdent le privilège. Mais là : « Minute, attend. » On réfléchit et on essaie d'impliquer les membres le plus possible dans ces réflexions-là. De dire : « Qu'est-ce que l'on fait avec ça ? À la longue, qu'est-ce que ça peut créer et véhiculer comme message ? Que ça prend un directeur pour attester parce que la parole des membres n'est pas valable ? » Là, on essaie de trouver des stratégies. La dernière fois, on a dit : « Ça pourrait être un membre qui signe, ou la personne pourrait appeler d'ici, pourrait parler à son agent, peu importe. » Puis trouver des stratégies pour ne pas maintenir. [...] On a fait une lettre et finalement, la personne ne se présente plus. [...] Mais on s'était préparé, tout le monde ensemble, avec les membres, à faire une contre-proposition. (E4)

Le débat qui est né a suscité une réflexion et des dialogues autour des inégalités de pouvoir à partir d'une non-action, celle de ne pas signer sur-le-champ. Les personnes ont fait une prise de conscience sur les mécanismes qui s'enclenchent et qui transforment, à la longue, les imaginaires. L'action de signer, pourtant routinière, n'en est pas moins banale lorsque l'on se penche vraiment sur le sens de l'action. Signer le papier, symboliquement, c'est véhiculer un message, c'est contribuer au maintien d'un rapport de pouvoir asymétrique. Nous saisissons donc toute la portée émancipatrice que représente alors l'appropriation d'un certain pouvoir par le groupe en proposant des stratégies : le groupe exerce un contre-pouvoir. Le nous, sujet collectif, s'en trouve aussi renforcé par la cohésion qu'aura créé le partage du vécu et des réflexions. La mise en débat telle qu'illustrée constitue à la fois une pratique de construction du sujet collectif, une pratique conscientisante et une pratique émancipatrice.

En considérant l'œuvre de Goffman entourant les interactions sociales, nous pouvons réaliser les effets délétères des procédures et nominations des institutions qui enferment la personne dans une identité et un rôle social limitant ses possibilités d'action. Goffman dira :

Le traitement accordé à quelqu'un et qu'il accorde aux autres est typiquement réglé par des normes sociales, d'où il s'ensuit que les délinéations impliquées par ces rapports le sont également. Donc, **l'individu engagé dans le maintien d'une règle a tendance à se soumettre à un ensemble spécifique de définitions de lui-même octroyées et agies.** [...] Acceptant cette délinéation de lui-même, il doit alors **s'assurer que les façons dont il traite les autres et dont les autres le traitent s'accordent à la règle** et lui permettent d'être ce qu'il se sent être. (Goffman, 1973, Tome 2, p. 320)

Goffman renchérit en soulignant qu'« en fait, tout comportement, pour autant qu'il est perçu par les autres, a une fonction indicative, faite de promesses et de menaces tacites, qui confirme ou infirme que l'individu connaît sa place et y reste » (Goffman, 1973, Tome 2, p. 321). Ces propos de Goffman éclairent sur les mécanismes auto-intégrés du maintien dans un rôle et dans une identité. L'identité imposée modifie les rapports dans les interactions, et ce, au quotidien. La performativité de l'identité de malade, de fou ou de *BS* qui s'ensuit stigmatise l'individu et prescrit également à autrui une façon d'entrer en contact avec lui, une manière de l'aborder. En d'autres mots, les nominations (ou

désignations), particulièrement celles provenant d'instances administratives, instituent une forme d'ordre social où l'individu porteur de cette désignation et ceux évoluant autour doivent se comporter pour maintenir cet ordre social. L'enjeu de la pratique de réflexion politique du Rivage avec ses membres, en lien avec la demande de l'aide sociale, est donc de briser le statu quo perpétré par les désignations et d'insérer les composantes de conscientisation, d'émancipation et d'*empowerment* individuel et collectif. Ces éléments amèneront une première « rupture des représentations »²⁵ (Goffman, 1973, Tome 1, p.230) et ouvriront sur une autre manière pour ces personnes de se percevoir et de se définir.

Par ailleurs, la scène que E4 décrit est ni plus ni moins qu'une lutte collective contre la stigmatisation structurelle. En outre, la « contre-proposition » de groupe mentionnée par E3, devient une sorte de rébellion, d'« infraction à une règle » (Goffman, 1973, Tome 2, p. 320) que, dans les termes de Gorz (1975, dans Zin, 2009, p.63), nous pouvons nommer comme fondatrice du sujet pour aller à l'encontre de ce que la société et ces structures leur permettent d'être et de devenir. Pour nous, il s'agit d'un exemple d'espace permettant d'expérimenter une rupture de représentation. La reprise de pouvoir et le renforcement des capacités d'agir permis par cette mise en action s'opposent à l'identité minorée attribuée. Nous ajoutons que la contestation et la dissidence sont des formes de participation citoyenne et politique, bien qu'elles soient socialement moins encouragées puisqu'elles s'éloignent de la normativité associée au concept de la participation citoyenne. Même si la finalité n'a pas été celle prévue, le groupe a eu un espace de plus pour réfléchir et prendre conscience des phénomènes d'oppression cachés. De plus, les échanges ont alors mis en lumière l'ordre social qui est entretenu par une entente réciproque : d'un côté, celui qui nomme et dicte une conduite et de l'autre, celui qui accepte cette nomination et joue le rôle. Enfin, ce moment fut un espace pour interagir, solidifier les liens et développer des stratégies pour identifier et tenter de contrer les phénomènes d'oppression ressentis au quotidien. Aussi, de percevoir que,

²⁵ Nous reviendrons au concept de « rupture de représentation » de Goffman dans la partie III portant sur la discussion. Il s'agit ici pour le lecteur de comprendre que cet espace de délibération a permis un ajout dans les compréhensions des identités, amenant les participants à se percevoir et à se comprendre différemment.

malheureusement, une forme de tolérance et d'acceptation se développe dans le social par conformisme.

En somme, retenons que l'apprentissage à la formulation d'un argumentaire, la participation à des débats et la contre-proposition sont autant de pratiques qui permettent aux personnes de revendiquer leurs droits et la reconnaissance de ceux-ci. Le sujet, individuel ou collectif, se construit au travers de ces processus de réflexivité et de prise de parole qui lui permettent de s'approprier une identité positive et ressentie comme valable. Cette lutte pour la reconnaissance que le groupe s'octroie aide les personnes avec une problématique de santé mentale et autres personnes marginalisées à s'extirper d'une désignation imposée par les instances administratives. Bref, une pratique d'accompagnement des membres dans un processus de déstigmatisation.

Analysons maintenant une autre illustration du modèle de pratiques du Rivage, mais cette fois présentant la mise en œuvre d'un espace public de réflexivité politique au sein de la communauté de Richmond.

3.3 Créer des espaces publics de réflexivité : un exemple d'exercice de la citoyenneté

Dans notre cadre de référence, nous avons amené la participation citoyenne comme une clé à l'engagement et la citoyenneté comme moyen qui accroît le sentiment de pouvoir, d'utilité et de valeur personnelle. Le Rivage participe à la création d'espaces politiques concrets qui permettent à la parole citoyenne de se faire entendre. Ces espaces de paroles sont des initiateurs à la participation citoyenne. Analysons la projection du film documentaire *Demain* sous cet angle.

Cet exemple a été exposé au travers de plus d'une entrevue. L'idée première du Rivage et d'un partenaire était la projection du film *Demain*²⁶, et d'y joindre une discussion parmi les citoyens présents. L'événement, grand public, s'est tenu au café communautaire de Richmond. Certains membres ont participé à la préparation et à l'événement. Pour bien

²⁶ *Demain*, film de Cyril Dion et de Mélanie Laurent, paru en 2015, est un documentaire qui met en scène des expériences et des gestes citoyens. Ces gestes sont des solutions à différentes échelles pour faire face aux enjeux actuels et présents dans divers secteurs - sociaux, économiques, environnementaux - et assurer un avenir aux générations futures. <https://www.demain-lefilm.com/>

illustrer la portée politique et citoyenne de l'activité, voyons le propos de E3, intervenante externe.

Au niveau politique, je te dirais qu'il y a ça aussi dans un esprit [...] il y a vraiment la **perspective de développer un esprit critique**. La preuve, exemple, projeter *Demain*, ce n'était pas sans... ce n'était pas sans appel à une **réflexion politique derrière ça sur les enjeux de la société, leur rôle de citoyen par rapport à ces enjeux-là**. Pis que **la parole citoyenne**, comment **elle est importante**. Pis qu'elle est **autant valable, la parole citoyenne d'une personne qui vit des problèmes de santé mentale**, ou qui en a vécu ou quoi que ce soit, ou que quelqu'un qui n'en a pas. Fait que, je pense que oui, il y a une **connotation politique**. Mais elle est beaucoup plus je pense, **amenée dans une perspective de développer son esprit... un esprit critique et de valoriser la prise de parole citoyenne**, que de faire des revendications politiques. (E3)

E3 énumère les points que nous avons soutenus jusqu'ici dans ce chapitre soit la réflexion engagée, la formation d'un argumentaire critique et la mise en débat. Pour E3, c'est également une occasion pour éveiller la conscience des citoyens présents en les connectant sur des enjeux d'ordre mondial, mais qui les touchent également. Nous percevons une triple finalité à cette activité soit 1) dans une démarche de type éducation populaire, amener les citoyens à prendre conscience du pouvoir qu'ils ont sur leur environnement et sur l'influence qu'ils peuvent avoir sur la société, 2) amener un changement dans la perception des personnes avec une problématique de santé mentale par leur implication dans le déroulement de l'activité et leur participation aux discussions et 3) mettre en lien des citoyens de Richmond et des environs.

E3 lie aussi la réflexion critique, la parole citoyenne et le dialogue citoyen à un geste qui, sans être de revendication, est hautement politique. En résumé, Le Rivage a permis, au travers de cette activité, la création d'un espace politique et citoyen, c'est-à-dire un espace qui encourage et libère la parole citoyenne, un espace propice à la rencontre et à l'échange et donc, un espace pouvant être un incubateur d'initiatives citoyennes.

Plus loin dans son entrevue, E3 parle aussi d'interventions de type action sociale impliquant les membres de la ressource, nommant leur participation à une manifestation pour garder l'accès aux services en santé et services sociaux. Elle répète alors la perspective de « valoriser la prise de parole citoyenne, de valoriser l'engagement et aussi

contribuer à développer un esprit critique qui soit aussi constructif» (E3). Sur cette perspective de réflexivité politique, elle poursuit ainsi :

Je veux dire, je pense que ce ne soit pas juste de chialer et de dire que tout va mal. Mais comme « **OK, mais qu'est-ce que tu proposes d'autre ? Puis, comment ? Pis pourquoi ?** » **Puis pousser leurs réflexions.** Moi je pense que c'est beaucoup plus dans cette perspective-là qu'ils se positionnent. Pis inéluctablement, **c'est sûr que ça va avec un projet de société.** (E3)

Toujours autour du politique, E3 poursuit :

Ce n'est pas tant d'avoir des prises de position très partisans ou quoi que ce soit, mais plus... **redonner ces lettres de noblesse à la politique** aussi. Puis de dire que c'est quelque chose qui n'est pas... malgré le cynisme ambiant, c'est quelque chose qui **nous permet comme citoyen d'avoir une influence sur notre milieu, de le transformer puis de se transformer aussi au travers ça.** (E3)

Pis qu'on **a le droit** de le faire aussi et **on se doit de le faire** aussi. Que ce soit en allant voter, que ce soit en dénonçant des situations ou que ce soit en portant un **regard critique** sur certaines décisions, certains projets gouvernementaux [...] ou en développant certaines alternatives, je pense que c'est de **susciter cette réflexion-là.** (E3)

À la lecture des extraits présentés de E3, nous voyons que la réflexion et la prise de parole sont deux moyens d'agir la participation citoyenne et donc, d'agir le politique. Ces actions forment et transforment les citoyens au travers de leur contribution à un projet de société. Évoquant le devoir du citoyen, E3 amène l'idée d'une responsabilisation vis-à-vis sa parole et ses actes. Nous y voyons un processus d'autonomisation émancipateur. Ce processus émancipatoire est d'autant plus prégnant du fait qu'il est question de personnes dont la voix est peu entendue dans la sphère publique.

Pour récapituler cette section, retenons que la réflexion et la parole sont des pratiques créatrices de citoyens et que les espaces délibératifs peuvent prendre différentes formes, comme l'exemple amené concernant la projection d'un documentaire. La ressource étudiée met en place des dispositifs pour que les personnes avec une problématique de santé mentale accèdent à une citoyenneté qui fait sens pour elle. La compréhension qui se dégage de la citoyenneté en est une de participation et d'inclusion à la vie publique et politique, vue comme le vivre-ensemble, et qui, dans le concret, s'actualise au travers de gestes et d'actions au quotidien. Pour ainsi dire, ce genre de mise en lien citoyen suscite

des actions plus locales, mais réalistes ; rapprochant alors les individus de leurs pouvoirs individuel, collectif et citoyen sur leur territoire et sur les situations qui les concernent. Enfin, les espaces sociaux citoyens créés, tout en favorisant l'inclusion, participent à la transformation des relations entre les citoyens et les amènent à réfléchir ensemble, à dialoguer ensemble, à créer du commun ensemble et à se propulser vers des solutions aspirant à devenir un projet de société.

Synthèse : parole, citoyenneté et subjectivation politique

Ce troisième chapitre de notre modélisation des pratiques du Rivage a montré comment les pratiques de mises en dialogues exposées illustrent comment la ressource du Rivage arrive à éveiller l'intelligence collective et l'intelligence citoyenne. C'est avec les autres et au travers le discours que l'identité se construit et que les changements dans les perceptions et les représentations de soi et des autres deviennent possibles. Ces changements de perception et de représentation témoignent d'expériences de reconnaissance vécues et enjoignent une transformation identitaire positive. Les espaces ainsi créés sont alors non stigmatisés.

Les pratiques de mise en débat et les discussions citoyennes invitent au dialogue démocratique à l'intérieur d'un échange inclusif puisque tout un chacun est reconnu dans son rôle de membre ou de citoyen parlant. Enfin, retenons que les pratiques mises en place par Le Rivage participent à l'élaboration d'espace où se vit le politique, où les membres et les citoyens se forment et expérimentent l'échange dialogique. En somme, énoncer sa parole est un acte politique fondateur du citoyen. Les pratiques qui rendent possible l'énonciation de cette parole, telle la mise en place d'espaces citoyens, participent à l'éveil des collectivités et des citoyens devant les enjeux politiques, environnementaux, sociaux et démocratiques, qu'ils soient locaux ou mondiaux. Posons maintenant la mise en lien interactive des acteurs comme quatrième principe du modèle d'action du Rivage.

4- Des pratiques de mises en lien pour créer des espaces sociaux vivants

Dans ce chapitre, nous explorons les pratiques de mise en lien et d'expérimentation de l'interaction en œuvre au Rivage. Nous posons l'hypothèse que les espaces d'interaction mis sur pied par la ressource permettent la création de liens et de relations saines et contribuent au mieux-être individuel et collectif.

La première section de ce chapitre débute par une présentation du vécu de l'interaction dans la ressource par deux membres. Ces derniers font part de leurs apprentissages et réalisations personnelles. Puis, la présentation du cheminement progressif de l'un d'eux vers la communauté permet de percevoir la fonction médiatrice de la ressource dans la transition des espaces du Rivage vers la communauté.

La deuxième section aborde la question des rôles, des représentations qu'ils instaurent et du pouvoir qui s'y rattache. Cette section présente comment l'alliance relationnelle entre les permanentes et les membres permet un partage du pouvoir entre les acteurs. Ensuite vient la compréhension du rôle des permanentes pour rompre avec les structures hiérarchisées amenées par ces rôles. Enfin, nous exposons nos observations sur l'expression spatiale de l'égalité pour révéler comment Le Rivage, par la disposition particulière des espaces physiques communs, entretient l'idée de la neutralité du pouvoir.

Pour clore ce chapitre, nous illustrons une pratique soutenant l'esprit de partage de pouvoir et de participation citoyenne. Cette pratique de gestion participative favorise chez les membres, par l'implication qu'elle comporte, une expérience valorisante au travers d'une reconnaissance de soi vécue.

4.1 La création d'espaces expérientiels de l'interaction dans la ressource

Le Rivage apparaît comme étant un espace où l'on crée du social, où l'on favorise la création de liens sociaux entre les personnes et les communautés. En quelque sorte, c'est un premier pas vers la création de communautés habilitantes où les membres expérimentent d'abord des interactions positives avec les autres membres dans la ressource. Avec les apprentissages réalisés et les expériences vécues, c'est ensuite vers la communauté que certains membres se dirigent.

Le milieu de vie et les comités dans lesquels les membres peuvent participer sont des exemples d'espaces de mise en lien à l'intérieur des murs du Rivage. Ces espaces, plus sécuritaires pourrions-nous dire, permettent d'expérimenter les interactions. C'est ce qui ressort des discours de E7 et de E6, tous les deux membres de la ressource :

Je viens ici et **je peux tester**. J'essaie de dire des choses et de voir comment les gens réagissent. Parce que c'est difficile de faire cela à l'extérieur. Par exemple, avec mes amis, je les connais alors ce n'est pas la même chose. Alors, je dois le **tester** avec des personnes et voir comment elles réagissent, **et apprendre** [de cela]. (E7)

Ainsi, comme le fait valoir E7, à l'intérieur d'un espace qui se veut à la fois connu et à la fois étranger puisqu'en dehors du réseau des amis ou de la famille, il y a une possibilité d'expérimenter des interactions à l'intérieur du Rivage et d'en tirer des apprentissages qui pourront être testés et validés dans la communauté. L'espace du Rivage permet le contact avec l'autre et les apprentissages de la présentation de soi dans les interactions sociales.

De son côté, E6 parle également de l'espace d'expérimentation de la mise en lien qu'offre la ressource :

Je crois qu'ici, **c'est plus comme une maison**, où on essaie... quand je suis au CLSC, j'essaie de faire face et de *dealer*. Ici, c'est plus la place où je le fais, où j'essaie d'**être avec les gens**. L'idée était de sortir et d'aider... à changer mes pensées. Je crois qu'ici, c'est la place pour ça. [...] Ici, je me sens... je sens que je peux plus relaxer. Mais quand même, je vais être honnête, **je deal encore avec les gens ici**. J'essaie de **trouver ma place** ici. J'essaie de **devenir plus capable de parler** et pas seulement sur des sujets spécifiques. (E6)

Ce que dit E6, c'est que Le Rivage est un espace d'expérimentation de l'interaction avec les gens, de l'expérimentation de techniques ou d'apprentissages de savoirs de niveau cognitifs réalisés ailleurs, mais non de façon vécue dans le réel. L'image est parlante : «une maison où on essaie», un lieu où «je peux plus relaxer». Ce que nous en comprenons, c'est que Le Rivage devient un espace familier et habité. Ici, il est donc question de soi par rapport au lieu, mais aussi à la façon de se comporter dans ce lieu. L'aspect plus sécuritaire qu'offre cet espace habité rend plus accessible la pratique de l'interaction et le dialogue. De ces deux discours, E7 et E6, l'élément commun est que Le Rivage permet une interface où les expériences vécues sont porteuses d'apprentissages

qui pourront par la suite être testés à l'extérieur de la ressource. Bref, Le Rivage est un médiateur et facilite le passage de l'espace du Rivage vers de nouveaux espaces sociaux.

À ce propos, considérant que la mission de la ressource est de favoriser l'intégration dans la communauté, les permanentes vont accompagner les membres qui souhaitent sortir du Rivage à aller vers la communauté et à s'y impliquer. Un membre, E6, expose son cheminement avec Le Rivage, dans un but de mieux être personnel, mais aussi, d'implication dans la communauté.

Au début surtout, [mon but] était de sortir et de socialiser. Mais **au travers** de cela, je voulais faire des choses pour **retourner dans la communauté et être capable d'aider**. Essayer de... **à la base, trouver ma place** et être **capable d'accepter**... de **dealer avec ce problème** que j'ai, [...]. Mais **au travers de ça**, jusqu'à maintenant, je fais mes projets [dans la communauté] et d'autres projets aussi que j'ai faits. (E6)

Dans le cas de E6, il a cheminé à un niveau personnel, en *dealant* avec son problème, et ce faisant, il a aussi poussé ses propres ambitions en allant faire des choses dans la communauté et pour la communauté. Cet « au travers de cela » qu'il mentionne représente l'ensemble des démarches qu'il effectue pour réaliser un dépassement personnel en s'aidant avec le pont qu'offre Le Rivage pour aller vers l'extérieur, vers la communauté. Ce qui est particulièrement intéressant dans ces propos, c'est que la communauté apparaît à ce membre comme l'espace idéal pour actualiser sa reprise de pouvoir sur sa vie, mais aussi, pour s'y impliquer avec ses propres projets et à sa manière pour « trouver sa place ». Par ailleurs, pour trouver sa place, il faut apprendre à se connaître soi, à développer une identité positive et autoreconnue par un accueil de sa propre personne. Une communauté qui est habilitante sera alors perçue comme une alliée avec laquelle la personne apprend au contact des autres à « *dealer avec ce problème* » (E6) et à élaborer ses projets de vie.

Ce retour dans la communauté par l'implication citoyenne est encouragé par la ressource, mais il doit se faire en tenant compte des forces et des intérêts de la personne. Ainsi, la personne est libre dans ses choix et dans le degré d'implication qu'elle est prête à donner puisque « chacun a droit à sa place, à la place qu'il veut bien prendre. Et l'on ne peut pas forcer personne non plus » (E5, permanente). C'est ainsi que, pour E6, Le Rivage « a

ouvert la porte » pour lui permettre de réaliser son projet avec une organisation de sa communauté. Le Rivage accompagne donc la personne dans des projets qui font sens pour elle et conséquemment, dans des projets qui sont susceptibles de se poursuivre dans le temps et ouvrir sur d'autres possibles.

Pour conclure, retenons que les membres reconnaissent l'espace du Rivage comme un espace d'interaction où ils viennent expérimenter et puiser un apprentissage. Le modèle de pratiques du Rivage, pour ses membres, participe en ce sens à la réappropriation de soi et la reconnaissance de ses forces, à la sortie de l'isolement grâce aux interactions rendues possibles, à la création de liens et enfin, au retour dans la communauté tout en y trouvant sa place. En somme, il s'agit de faire communauté avec les autres tant dans l'espace même du Rivage que dans la communauté.

4.1.1 Des espaces interactionnels s'ouvrant sur la communauté

Les pratiques de mise en liens et le vécu de l'interaction qui prennent place au Rivage avec les membres et les permanentes, apportent des bienfaits aux membres, mais aussi, ont des répercussions sur la communauté. Il peut donc y avoir un dépassement de l'idée première de maintien dans la communauté et d'aller dans le sens de faire fleurir cette communauté, notamment par l'entremise des membres du Rivage.

Par exemple, un membre explique le déroulement d'un de ses projets d'activités offert dans l'espace physique du bâtiment du Rivage et qui a amené des gens de l'extérieur à interagir, à créer des liens et tout cela dans une atmosphère de plaisir.

Et **rien n'est forcé. Tu laisses juste les choses arriver.** Les gens commencent à interagir, à parler plus, à avoir de nouvelles implications. [...] Mais comme je le disais [...], **je veux juste que les gens sortent, les personnes qui ont des difficultés d'entrer en interactions.** (E6)

[Mon Projet] peut être une sorte de « brise-glace ». Parce que tu commences une conversation. Tu sais, à ce moment, **si tu as du plaisir**, tu ne penses pas à l'anxiété. Et au travers de ça, tu te dis : « je suis en train de parler ! » Et tu passes un bon moment. Peut-être **qu'à travers cela, tu as du fun, tu ris et là, tu ne l'as pas encore réalisé, mais tu viens de briser une barrière.** (E6, membre du Rivage)

Pour ce membre, le projet qu'il invoque était non seulement un défi pour lui-même, mais il y voyait aussi une opportunité pour créer des liens entre les personnes intéressées par

son activité. Sa manière de procéder a permis un climat convivial où les gens, sans s'en rendre compte, ont laissé tomber leurs barrières. L'absence de structure formelle et d'obligation de participer d'une manière préétablie offre une liberté d'agir ou non à la personne. Or, ce qui se dégage de cette expérience, c'est que cette liberté dans l'action s'avère être l'élément fonctionnel pour briser les frontières et aller vers l'autre ou laisser l'autre venir vers soi. E6 fait aussi ressortir l'essence à la base des projets qu'il cherche à mettre en place comme membre du Rivage :

Mon idée c'est de mettre tout le monde ensemble, d'amener les gens dehors. L'idée est **d'amener ici n'importe qui** et de les faire sortir. [...] J'aimerais que ce soit des gens avec ce problème qui viennent plus [...]. Ça n'a pas à être des gens spécifiques. **Juste amener les gens.** (E6)

En résonnance avec les valeurs de la ressource, E6 vise à créer du lien et permettre aux gens marginalisés de mieux intégrer la communauté et sortir de l'isolement.

Le Rivage vise la mise en lien des personnes présentant une problématique de santé mentale avec la communauté. E6, un membre, donne sa perception de l'action des permanentes du Rivage avec la communauté :

Et bien, je crois qu'elles essaient... d'une certaine manière, comme elles le disent entre elles, **de faire des liens, de rejoindre**. Faire dans la communauté, faire de l'implication dans la communauté, impliquer les gens et peut-être **faire d'autres connexions entre eux.** (E6)

Comme nous l'avons nommé auparavant, Le Rivage poursuit une action pour faire communauté, c'est-à-dire de créer un sentiment d'appartenance qui suscite l'implication et l'engagement des gens de la communauté. E5, une permanente, expose cette idée :

C'est ça l'objectif de **créer aussi toute une communauté qui est plus habilitante**. Si le propriétaire du magasin général veut s'impliquer parce qu'il trouve ça **important que l'on parle de santé mentale** et que **l'on s'entraide**, et tout ça, ben super ! (E5)

Le Rivage peut **semmer des graines d'ouverture et d'entraide**. Ça va être **bénéfique à la communauté parce que c'est la communauté qui en profite**. Moi je travaille ici, mais je ne vis pas ici. Disons que les graines qui seront semées ici, je n'en profiterai pas directement. Mais, les gens qui vont vivre cette entraide, petit à petit, c'est sûr que ça **améliore les relations, le réseautage.** (E5)

L'idée développée est de construire une communauté qui intègre les personnes différentes et qui y trouve également un avantage par la création de relations plus vivantes et agréables grâce au réseautage entre les personnes et les organisations, les commerces, etc. Il est donc question de tisser, d'entretenir et de faire fructifier les liens dans une visée de réciprocité entre citoyens et de reconnaissance mutuelle.

Sans aller dans la pensée de Dardot et Laval (2014) sur la construction des Communs en alternative à la mise en forme néolibérale du social, le Rivage, par le biais de son action ayant pour objet la santé mentale, vise la construction d'une société meilleure par l'éveil des consciences, par l'accompagnement des citoyens dans leur processus d'autodétermination et de recherche de solutions à leurs problèmes. Un élément important du modèle de pratiques du Rivage tient à ce travail de dégagement d'espaces de participation citoyenne tant dans ces murs que hors de ceux-ci.

4.2 Un rôle et une posture pour modifier la structure symbolique des rapports d'interaction

Les espaces que Le Rivage libère visent non seulement la mise en lien des membres, mais se veulent également un outil actif de leur développement.

Comme dit antérieurement, le rôle des permanentes en est un d'accompagnement et de soutien aux personnes et aux communautés. Voici comment E5 décrit son rôle dans les comités auxquels elle participe : « J'essaie d'être là, mais de ne pas prendre le *lead* de la rencontre. Plus d'être là comme participante, au même titre qu'eux » (E5). Cette permanente comprend son rôle comme étant au même niveau que celui des autres participants, « au même titre qu'eux », allant même jusqu'au désir de confondre son identité, à celle des autres membres du groupe et « être là comme participante ». Elle souhaite éliminer la distinction faite due à sa fonction dans la ressource et le pouvoir associé à cette fonction.

Aussi, le rôle des permanentes du Rivage est d'offrir un accompagnement de l'interaction et des acteurs performant cette interaction, tout en considérant qu'elles sont elles-mêmes actrices dans cette mise en scène. Ce qui est intéressant pour elles à occuper cette position d'acteur, c'est qu'il leur est alors donné la liberté de jouer leur rôle d'une manière différente de l'expertise et ainsi de rompre avec la structure identitaire, et souvent

inconsciente, de l'intervention de l'intervenante experte, ou non malade, vis-à-vis une personne présentant une problématique de santé mentale.

Cette manière d'intervenir place les personnes avec un problème de santé mentale au centre de leurs propres démarches et permet de créer une relation plus horizontale, voire une alliance, comme l'explique sa collègue E2 :

L'alliance entre les principaux intéressés et les intervenantes a toujours été une valeur fondamentale au mouvement des ressources alternatives. Pour nous, c'est une **alliance relationnelle**. [...] Toute l'**alliance** aussi **se trouve dans l'accompagnement des gens**. Ce n'est pas à moi de décider pour l'organisation ; **c'est à nous à décider collectivement**. (E2)

Bien au-delà du lien, l'alliance relationnelle que nomme E2 signifie un partage du pouvoir où la parole des membres est valorisée et où l'on croit en leurs capacités de réfléchir ensemble pour le bien de la ressource. Soulignons que le propos de E2 identifiant l'alliance relationnelle comme « valeur fondamentale du mouvement des ressources alternatives » rejoint le point de vue de plusieurs auteurs. Rodriguez et al. (2006) évoquent la « primauté du relationnel » (p. 149) comme critère de qualité des pratiques en santé mentale. Bergeron-Leclerc et Cormier (2009) identifieront la qualité du savoir-être de l'intervenante et de ses interactions avec les membres comme des facteurs décisifs dans le succès ou non de l'intervention.

Le Rivage, dans ses pratiques, cherche à briser le lien hiérarchique entre le personnel de l'organisme et ses membres. Cette volonté est inscrite dans les titres de fonctions que l'on donne aux employés. Par exemple, au titre de directeur général, est substitué celui de responsable général et des relations avec les communautés ; et le titre d'intervenante est remplacé par permanente²⁷. En évitant la désignation d'intervenante et de directeur, on vise à créer des relations plus égalitaires et moins hiérarchiques entre l'équipe de travail et aussi avec les membres participants. Cette volonté de rapports plus égalitaires fait que l'on ne parlera pas d'intervention, mais d'accompagnement des membres. Pour E2, permanente :

[Le] rôle c'est **d'accompagner la personne à partir de son point de vue, ses besoins, identifiés par elle-même**. Et travailler avec ça. [...] Ça fait

²⁷ Ce terme est aussi employé dans la plupart des organismes communautaires d'action autonome.

partie du défi d'accompagner à partir des intérêts et les besoins de la personne. On mobilise la personne. Pis on ne fait pas la démarche auprès de la communauté. **On accompagne la personne à faire les démarches auprès de la communauté.** Pis oui, on peut offrir un soutien. (E2)

Ce rôle d'accompagnement suggère une posture particulière, qui est autre de celle de sauveur ou d'expert souvent rencontré en travail social (Jouffray, 2015). C'est « à la personne à faire ses démarches auprès de la communauté », dit E2, c'est elle dirons-nous la véritable actrice et maître de ses choix et de ses actes et c'est pour cela que la relation se définit dans l'alliance et l'accompagnement plutôt que dans l'intervention. Larose-Hébert (2017) nomme bien l'enjeu de l'établissement de ces relations égalitaires entre intervenantes et usagers :

Les **échecs [...] de l'usager**, dira-t-elle, quant à son rétablissement, son insertion [...] sont en réalité plutôt **causés par une mauvaise posture de l'intervenant** [e]. De ce fait, nous croyons qu'il est essentiel, comme le recommande d'ailleurs Stoecklin (2011, p.164), d'effectuer des interventions de type participatif, qui **favorisent les relations horizontales entre acteurs considérés comme égaux en droit**. Ce positionnement, sans discréditer les compétences de l'intervenant [e], reconnaît celles de l'usager de manière égalitaire. (Larose-Hébert, 2017, p. 249)

Les structures de représentations symboliques des pratiques du Rivage s'accordent au propos de Larose-Hébert. Non d'intervention, les rapports avec les membres se veulent d'accompagnement, d'égalité et en affirmation de reconnaissance de l'autre. Une posture d'expert se lierait comme nuisible au rétablissement du membre et à l'affirmation de son être.

Bien que la nomination des rôles soit faite dans un désir d'abolir les structures hiérarchiques ou de pouvoir, les permanentes savent qu'elles risquent tout de même d'être perçues comme des expertes ou que soit associé à leur rôle un plus grand pouvoir ou une plus grande autorité. Même si elles essaient « d'être là comme participante, au même titre qu'eux » (E5), croire qu'elles n'ont aucune influence sur leurs collègues ou sur les membres serait se mentir à elles-mêmes. Le discours d'une permanente le confirme :

Quand il y a une question, les gens ne savent pas trop par où commencer et ils se tournent vers moi comme si moi je devais avoir à répondre. Il a fallu que je

fasse des efforts pour ne pas répondre. Ce n'est pas parce que je ne veux pas répondre. [...] Je pose des questions plutôt que de donner des réponses. Pour amener les gens à prendre confiance. (E2)

Ce réflexe a aussi été remarqué lors des périodes d'observations effectuées. Ainsi, certaines personnes détiennent, par leur rôle, leur ancienneté, leur capacité de s'exprimer ou toutes autres particularités, un pouvoir implicite. Leurs idées et leurs paroles sont perçues comme ayant une plus grande valeur.

Toujours en lien avec la structure symbolique des rapports d'interaction, soulignons qu'au Rivage, il n'est pas question d'usagers ou de clients, mais de membre, de citoyens ou de personnes. Pour Pierre Bourdieu nommer est un acte social et c'est catégoriser, celui qui attitre ou pose une nomination « signifie à quelqu'un qu'il a telle ou telle nomination et lui signifiant du même coup d'avoir à se comporter en conformité avec l'essence sociale qui lui est ainsi assignée » (Bourdieu, 1982, p. 100). Ainsi, les individus pour qui une désignation est attitrée, « détiennent un pouvoir proportionné à leur capital symbolique, c'est-à-dire à la reconnaissance qu'ils reçoivent d'un groupe [...] un être connu et reconnu qui permet d'imposer » (Bourdieu, 1982, p.101). Du coup, la désignation de membres ou de citoyens enrichit l'identité avec un apport qui s'avère du domaine de la vie associative, de la vie démocratique et de la vie en commun (Caillouette et al., 2018). Cette nouvelle identité suggère alors un nouveau rôle et une « mise en scène » (Goffamn, 1973, Tome 1 et Tome 2) qui présupposent une posture davantage active et égale en droits avec les autres membres ou citoyens. La compréhension de soi s'en trouve changée. Ainsi, les désignations de responsable, de permanente et de membre/citoyen amènent les conditions pour adopter une posture autre que celle qui est normée par les désignations d'intervenantes, de directeur, d'usagers ou de clients. Au contraire, les désignations employées au Rivage, en plus d'être plus neutres au niveau du pouvoir, laissent place à la créativité et invitent à une redéfinition des rôles. Le flou de ces désignations permet de créer un autre espace de réflexion et de dialogue pour revoir collectivement la place de ces rôles et les attentes envers les porteurs de ces désignations.

Quoi qu'il en soit, pour en revenir au rapport égalitaire, Le Rivage n'en reste pas aux mots pour traduire l'horizontalité dans les rapports qu'il entretient. Voyons maintenant comment cette volonté de relations plus égalitaires s'exprime à travers l'aménagement de

l'espace au Rivage et ensuite, dans la mise en forme de la quotidienneté de l'action. Débutons sur ce que nous pouvons appeler la spatialité des rapports sociaux.

4.2.1 La spatialité des rapports sociaux : les aires communes révélatrices des rapports encouragés

La communication passe par la parole, mais peut-être encore plus par le langage non verbal. Cette forme de communication inclut évidemment les gestes, postures du corps, tonalités de la voix et autres, mais la communication non verbale se situe aussi au-delà d'un émetteur et d'un récepteur. Les espaces parlent, communiquent et projettent ainsi l'identité des lieux, qui est, quant à elle, le reflet des identités de l'habité de cet espace. Ainsi, les espaces véhiculent un message dont l'inconscient se saisit.

La disposition de l'espace physique, la façon de l'occuper, de l'investir et de s'y déplacer sont autant d'indices sur la manière et sur la place attribuées ou laissées à ceux et celles qui y évoluent. L'espace physique est ainsi un révélateur du rapport entre les individus et leur environnement, mais aussi du jeu de rôle et de place assigné à ces individus. L'horizontalité dans les rapports ou son contraire, la verticalité d'un rapport descendant, peut donc être perçue pour l'œil et la conscience avisés et aiguisés.

Nos observations de la manière dont les lieux physiques sont investis et occupés au Rivage est révélatrice des rapports plus égalitaires que vise le modèle de pratiques de cet organisme. D'abord, nous avons constaté que les locaux sont tous au même niveau (plancher) et que les différentes pièces (espaces) sont partagées entre les permanentes et les membres. Il n'existe pas non plus de à suivre pour s'adresser à une permanente ou de prise de rendez-vous. Ainsi, les membres peuvent à tout moment entrer dans le bureau où sont regroupées les permanentes tout autant que d'aller directement rencontrer et discuter avec le responsable général. Par ailleurs, le local attribué aux bureaux de l'équipe de la permanence est, en comparaison avec le reste des locaux, beaucoup plus modeste. Les espaces les plus grands sont ceux dédiés à la salle à manger commune et au milieu de vie ; deux endroits où se déroule la majorité des rencontres des différents comités. De surcroît, le repas du midi est pris en groupe et se mêlent autour de la table les permanentes et les membres présents. Quant aux deux salles de bain, aucune n'est restreinte aux permanentes seulement ni aux membres seulement. Ainsi, toute personne

qui entre dans la ressource a accès, sans aucune distinction, aux mêmes espaces que les autres.

Nous avons observé également aux murs la présence d'affiches artisanales faites par les membres. Ces affiches rappellent entre autres les valeurs et les principes que véhicule Le Rivage. Des photos des membres prises lors d'activités ornent aussi les murs et des bricolages ayant une valeur significative et/ou un caractère pédagogique²⁸ sont laissés au hasard dans les lieux communs.

Évidemment, les contraintes de l'espace physique peuvent s'avérer un obstacle et ne pas laisser de choix quant à la disposition des locaux, notamment ceux du personnel. Malgré tout, il n'en demeure pas moins que la manière d'occuper l'espace, de laisser accès ou non à certains endroits, l'ambiance présente dans ces lieux – ambiance créée en partie par le type de relation qui prend place en ces lieux – sont tous des éléments sur lesquels une organisation à un pouvoir. Au Rivage, l'aménagement des espaces et la manière dont ils sont investis par les acteurs, l'habité de l'espace, permet aux membres de s'approprier cet espace et de l'occuper de plein droit. L'expression spatiale du Rivage encourage une horizontalité des interactions et la poursuite de relations égalitaires et non stigmatisées des rapports sociaux.

4.3 Des pratiques conférant droits et pouvoir aux membres

La gestion participative est une pratique soutenant l'esprit de partage de pouvoir et de participation citoyenne. Mais comment emploie-t-on la gestion participative ? Quels en sont les effets ? Nous répondons à ces questions dans les paragraphes qui suivent.

De ce qui ressort des entrevues et des observations effectuées, la gestion participative pratiquée au Rivage fait en sorte que les membres s'approprient la ressource, tant dans les activités et événements qu'offre Le Rivage que dans les décisions concernant les orientations et la gestion organisationnelle. Cette modalité de gestion rend possible un partage collectif des responsabilités puisque tout un chacun devient responsable et engagé dans les décisions et actions prises au sein des comités. Les comités formés par les

²⁸ Par exemple, au Rivage, un jeu d'origami de la « cocotte » porte sur les droits et sur des stratégies pour faire reconnaître et respecter ces droits. Bien qu'anodin, ce jeu, vu sous un angle pédagogique, amorce une prise de conscience.

membres tels que le comité de vie associative, le comité budget, le café communautaire et le conseil d'administration – composé de différents acteurs du Rivage c'est-à-dire, des représentants des membres, des permanentes et de la communauté – sont des espaces où prend forme la gestion participative.

Pour E2, une permanente, « la gestion participative accompagne les gens dans un modèle sain de participation citoyenne » (E2). Qu'ils soient techniques ou personnels, les apprentissages qui s'y font opèrent des changements dans la vie quotidienne des personnes et participent à l'édification d'une identité positive.

Cette même permanente soulignera par un exemple comment, pour les membres, l'implication dans un comité est une expérience valorisante :

Ils ont un rôle parce qu'ils sont citoyens. [...] La personne qui fait la trésorerie au groupe d'achats [...] elle est analphabète. Elle ne savait pas compter non plus avant d'être trésorière du groupe d'achats. [...] Mais c'est **hyper valorisant** pour elle. (E2)

Les expériences vécues par le biais de la gestion participative permettent l'acquisition de connaissances utiles pour la personne et aussi pour le groupe. Cette valorisation dont parle E2 témoigne aussi d'expériences de reconnaissance de soi vécues au travers de l'implication dans la gestion participative.

En somme, tous les acteurs au Rivage sont invités à participer à tous les moments et à tous les niveaux aux processus décisionnels. Ils agissent pour, ensemble et collectivement, orienter l'organisation et donner un sens à leur action, et ce, en cohérence avec les valeurs de la ressource.

Synthèse : des mises en liens créatrices d'espaces sociaux

Dans ce dernier chapitre de notre modélisation, nous avons vu qu'un quatrième élément de la modélisation des pratiques du Rivage prend forme sous l'angle de la création d'espaces sociaux permettant l'expérience de l'interaction et la mise en lien dans un contexte réel. Cet espace « comme une maison où on essaie [...] d'être avec les gens » (E6) laisse les acteurs libres d'agir à leur rythme et à leur guise, permet des apprentissages et crée un climat convivial et de confiance. Ainsi, la transition entre les espaces du Rivage et les espaces communs offerts dans la communauté se fait de manière

graduelle. La ressource joue donc une fonction médiatrice entre la personne et les autres (membres ou entourage) ainsi qu'entre la personne et la communauté.

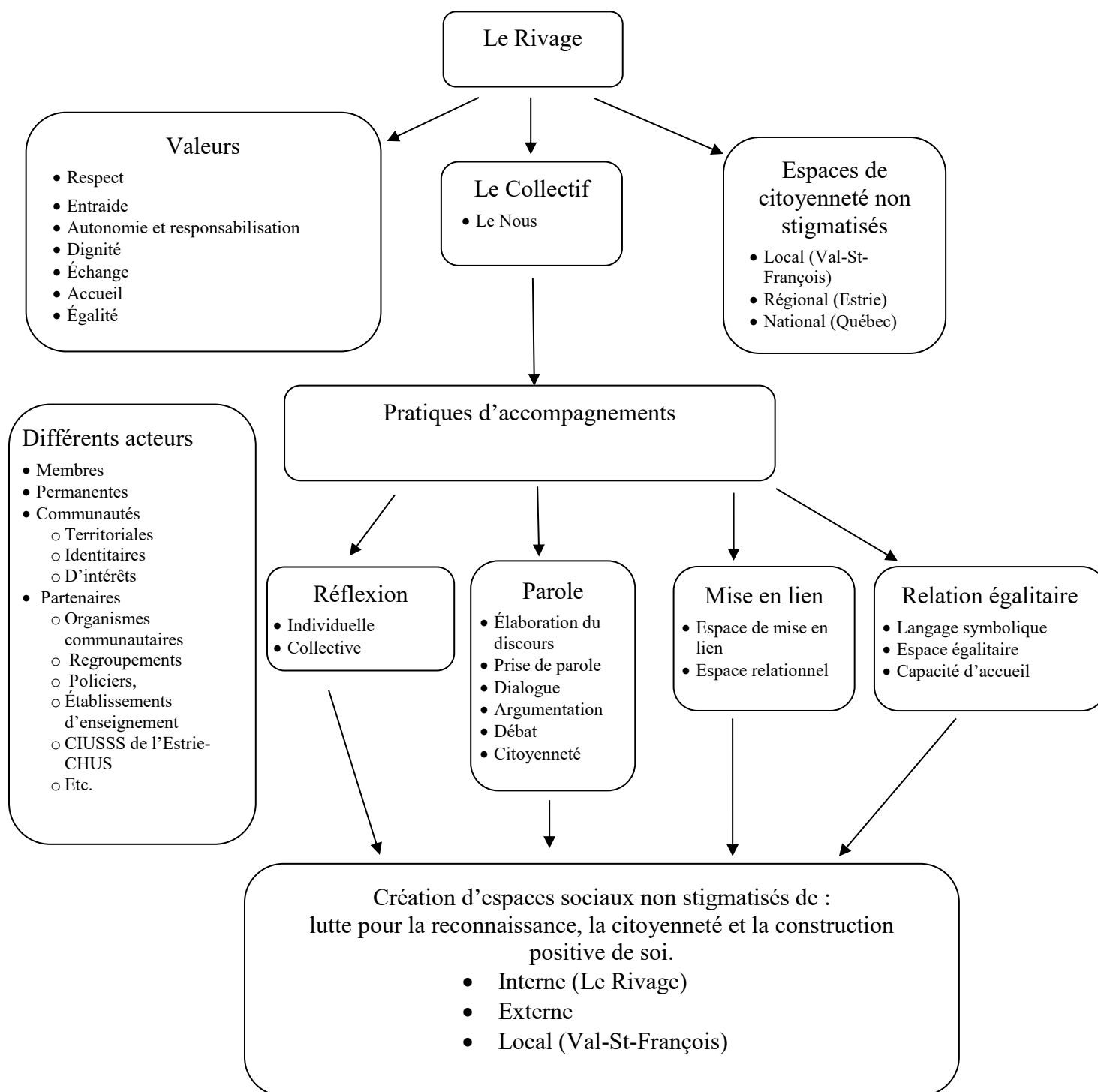
Ce chapitre a révélé que le choix des mots n'est pas banal et qu'ils ont une fonction sociale. Ces mots employés, à l'oral et à l'écrit, apportent des éléments de définition de soi. Ils portent un pouvoir – ou non-pouvoir – et l'octroient à la personne qui en est porteuse, la légitimant dans l'actualisation de ce pouvoir. La rupture avec la hiérarchisation que confèrent les désignations et les rôles permet une réappropriation du pouvoir par les membres. Du côté des permanentes comme du côté des membres, une posture différente s'instaure.

L'expression spatiale de l'égalité est aussi un élément révélateur des interactions encouragées. Ramener au travail social et au travail sur le social, il faut comprendre que les lieux et la manière de se comporter dans les lieux influenceront de manière notoire la relation entre la travailleuse sociale et la personne usagère. Les deux protagonistes adopteront une posture selon la compréhension, inconsciente ou non, de leur rôle. En somme, les conditions pour mener une relation la plus égalitaire possible s'instaurent bien avant la relation réelle avec l'autre personne.

Enfin, la gestion participative telle que pratiquée au Rivage entretient les interactions entre les membres et contribue au partage du pouvoir entre les acteurs. Somme toute, il apparaît que Le Rivage met en place des pratiques et des espaces d'interactions qui encouragent la création de liens et de relations saines.

Ce dernier chapitre clôt l'analyse des caractéristiques communes dans les pratiques du Rivage. Le schéma 6 qui suit illustre la modélisation faite, à partir des caractéristiques dégagées.

Schéma 6 : Modélisation des pratiques du Rivage comme matrice de création d'espaces sociaux de transformation identitaire



Partie III : Discussion

L'interaction comme espace social dynamique

Introduction

Rappelons que le présent mémoire s'intéresse à la modélisation des pratiques en place dans la ressource alternative en santé mentale Le Rivage du Val St-François. Les chapitres précédents ont permis de dégager les caractéristiques communes des pratiques propres et contextuelles au Rivage et de procéder à la modélisation. La discussion qui suit se découpe en trois temps et condense les principaux éléments dégagés de ces pratiques.

Dans un premier temps, nous reprenons quelques éléments de la Partie 1. Nous revenons sur l'Alternative et la manière qu'elle s'actualise dans les pratiques propres à la ressource Le Rivage. Nous faisons un retour sur les concepts théoriques à la base de cette recherche, soit le concept de pratique et de transformation sociale. Puis, nous poursuivons sur le choix des concepts liés à la transformation sociale que sont la citoyenneté et la participation, la reconnaissance, la stigmatisation et l'espace.

Dans un deuxième temps, nous retournons à l'essentiel dégagé de l'analyse des résultats. Sont donc brièvement revus les thèmes d'ancrage, de réflexion, de parole, de mise en lien et de la relation.

Dans un troisième temps, comme cette recherche s'intéresse au concept d'espaces sociaux de transformation, nous abordons spécifiquement le concept d'espace tel qu'il est apparu dans les pratiques de la ressource. Puis, nous poursuivons en ciblant l'espace particulier de l'interaction et des possibles qu'il renferme. Pour bien expliciter ce qui se produit dans ces espaces, nous recourons aux apports théoriques de Goffman entourant l'interaction et les représentations sociales. Nous poursuivons en soulignant la place de ces représentations, saines ou non, dans la construction identitaire pour comprendre les différents processus – de transformation, de reconnaissance et de subjectivation – qui s'opèrent à l'intérieur des espaces d'interactions. Puis, considérant que cette modélisation se veut un idéal-type, nous nommons quelques limites au modèle que notre présence sur le terrain a permis de mettre en lumière.

Enfin, nous terminons en faisant valoir la pertinence de cette recherche eu égard à ces objectifs initiaux, pour l'avancement des connaissances et sa pertinence pour le travail social. Enfin, nous ouvrons sur de nouveaux questionnements qui pourraient être explorés

dans de futures recherches ainsi que, d'une manière plus globale, sur les opportunités et perspectives pour tendre vers la création de sociétés réflexives.

1- Retour sur la problématique et le cadre théorique de départ

Dans la section portant sur la problématique, nous avons amené que l'Alternative se pose comme un contre-pouvoir. Il y a tout de même des nuances à apporter. Dans le discours, l'Alternative peut exercer un contre-pouvoir, mais sur le terrain certaines réalités viennent limiter son action. Le contre-pouvoir proposé par l'Alternative se réalise à l'intérieur de certains cadres permis.

L'Alternative mise aussi sur le collectif pour penser et agir ses pratiques. Les observations faites ont permis de confirmer que Le Rivage actualise également des pratiques collectives et même, il en fait son leitmotiv. Cependant, notre recherche s'est limitée aux pratiques du Rivage. Nous ne pouvons ni objectivement ni empiriquement faire état de la situation présente dans les autres ressources alternatives ni même dans les autres organismes d'action communautaire autonome.

À la lumière des résultats présentés, nous pensons que l'application en tout ou en partie des principes qui caractérisent le modèle du Rivage, pourrait rapprocher les organismes communautaires d'action autonome de leurs critères fondateurs soit de maintenir leur mission sociale particulière favorisant la transformation sociale, et ce, en perpétuant des pratiques citoyennes et des approches larges, axées sur la globalité de la problématique abordée (SACA, 2004, 2e partie, p. 7). Du coup, ils participent au développement de la citoyenneté et des collectivités.

Du cadre théorique choisi, les concepts de pratique et transformation sociale ont pu guider nos observations pour comprendre les actions au Rivage. Nous retenons qu'une pratique est considérée comme une action ayant un objectif préétabli et défini. De surcroît, une pratique est préalablement réfléchie, reproductible et même, pérenne.

Nous avons considéré le concept de transformation sociale comme étant le fruit d'innovations sociales faisant suite à des réflexions soutenues visant l'amélioration des conditions de vie des collectivités par le truchement d'une plus grande justice sociale et

d'une amélioration dans les rapports entretenus entre les acteurs et avec les structures dans lesquelles ils évoluent. Toutefois, le contact avec le terrain, nos réflexions et l'analyse des données recueillies nous ont amenée à opter plutôt pour le concept d'espaces sociaux de transformation. Ce choix permet de mieux observer un aspect plus circonscrit de la transformation sociale et ainsi, de simplifier et de rendre plus intelligible la modélisation des pratiques.

Par ailleurs, au départ nous ne concevions pas avoir recours aux théories de Goffman pour comprendre les pratiques au Rivage. Mais déjà, nous envisagions le processus de transformation sociale comme pouvant partir du microsocial et aller vers le macrosocial. Or, les travaux de Goffman portent principalement sur l'analyse microsociale, dont les phénomènes présents dans l'interaction. Pour cette raison, nous avons trouvé intéressant et fondamental d'amener des éléments de théorie provenant des travaux de Goffman.

Enfin, nous avons établi certains concepts liés à la transformation sociale soit la citoyenneté et la participation, la reconnaissance, la stigmatisation et l'espace. Ces concepts se sont avérés utiles pour identifier les pratiques liées à la transformation sociale dans la ressource.

Ainsi, les pratiques mises en place au Rivage ont été analysées afin d'en dégager les caractéristiques communes et les contextes dans lesquels elles prennent forme. Nous avons donc procédé à une lecture des pratiques du Rivage au travers d'une modélisation des espaces sociaux de transformation.

2- Retour sur l'essentiel des pratiques

La deuxième partie de ce mémoire a servi à mettre en lumière ce qui caractérise les pratiques propres à notre terrain de recherche qu'est Le Rivage du Val St-François.

Tout d'abord, nous avons nommé les trois ancrages de la ressource qui agissent comme guides dans les décisions et actions à prendre. Retenons que les valeurs dégagées (respect, accueil, entraide, échange, inclusion, autonomie et responsabilisation) forment le cadre permettant aux acteurs de garder le sens et la cohérence sur leurs actions. Puis, le collectif est apparu comme un principe majeur de l'intervention. Dans ce modèle,

l'intervention collective avec les groupes (comités, membres, partenaires) est réfléchie avec tous les acteurs. Les espaces sociaux communs et habilitants contribuent à lutter contre la stigmatisation et constituent un facteur thérapeutique. Enfin, le territoire du Val St-François devient l'espace concret où s'opèrent différentes stratégies engageant réflexions, dialogues et actions avec divers partenaires.

Puis, sur la réflexion, nous retenons que dans ce modèle, tous les acteurs, peu importe leurs rôles et fonctions, sont invités à réfléchir sur l'élaboration des activités et des pratiques. Par la suite, la parole permet au locuteur de s'affirmer et de s'ancrer dans son identité : s'énoncer participe à la construction identitaire. En outre, la réflexion et la parole sont indissociables du processus de subjectivation. Elles appellent à des changements de postures, à une reconfiguration identitaire, et à une reconfiguration dans la compréhension de soi.

Nous avons aussi vu que la ressource du Rivage joue une fonction médiatrice entre les membres et la communauté. Pour amener la transition graduelle, c'est-à-dire, des locaux de la ressource vers la communauté, Le Rivage met en place des espaces sociaux pour expérimenter dans le réel les interactions et la mise en lien. Cette mise en lien ne serait pas possible sans un climat convivial et une expérience valorisante au travers une reconnaissance de soi vécue. De ce fait, la relation égalitaire et horizontale devient un élément constitutif des pratiques de reconnaissance. Les espaces favorisant la relation égalitaire sont, en fait, des espaces de lutte pour la reconnaissance au sens où les personnes les habitent de manière à contrer en eux-mêmes et dans leur rapport avec les autres des oppressions intériorisées et des assignations identitaires dévalorisantes. Les espaces que le Rivage libère par ses pratiques permettent aux membres de se transformer au travers d'interactions leur permettant de se reconnaître dans leur capacité d'acteur et à l'encontre des stigmates générés socialement.

Un autre élément magistral est la place qu'occupe la relation. Parfois sous forme de liens – relation plus objective et opérationnelle –, parfois sous forme d'alliance relationnelle – relation plus subjective et personnelle –, la relation implique toujours un pas et une ouverture vers l'autre. La mise en lien du Rivage n'en est donc pas une strictement fonctionnelle, elle vise aussi la création de relations et d'alliances solidaires. Cela dit,

allons plus loin dans notre analyse et montrons comment la notion d'espace social structurant la présentation de notre modélisation a avantage à se lier à une analyse goffmanienne de l'action ou l'intervention sociale.

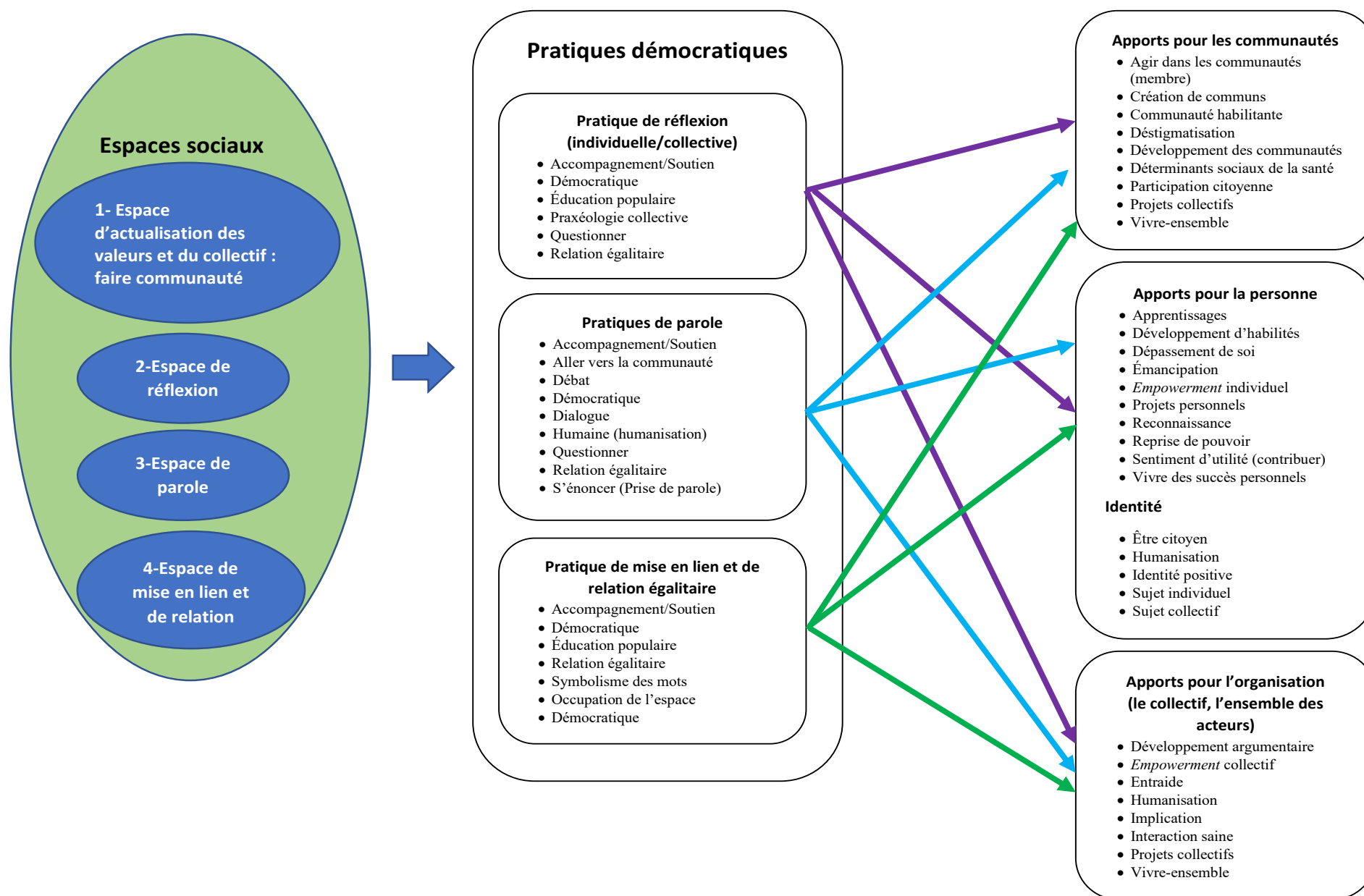
3- Les espaces sociaux : fondement de la modélisation des pratiques du Rivage

Le concept de l'espace est apparu comme primordial dans la modélisation des pratiques du Rivage. En fait, Le Rivage s'emploie à créer des espaces sociaux d'interactions.

Ce que nous avons ressorti est que les espaces sociaux développés par la ressource sont des espaces où se mettent en place diverses interactions orientées vers des processus de reconnaissance (de soi et de l'autre), de construction identitaire (individuelle et collective) et de subjectivation (sujet à acteur, tant acteur individuel que collectif).

Ces espaces sont de différents types soit : des espaces à l'intérieure et au-delà de ses frontières, des espaces de réflexions, des espaces de paroles, des espaces de mise en liens égalitaires et des espaces participatifs. Le schéma 7 (p. 170) reprend ces espaces et illustre les différentes pratiques qui s'y déploient ainsi que les apports, à différents niveaux, pour les acteurs. Les pratiques mises en place dans ces espaces sont arrimées aux principes de démocratie participative où les acteurs (dans notre cas, les communautés, membres, permanentes, etc.) sont non seulement au cœur des préoccupations, mais participent à la détermination des préoccupations, et ce, au travers de différents espaces sociaux qu'ils et qu'elles co-crésent. En ce sens, ces espaces sociaux deviennent des lieux de transformation des individus et des collectifs et favorisent la participation citoyenne et le renforcement d'une identité citoyenne. C'est au travers de l'interaction permise dans ces espaces que se font les apprentissages, la construction identitaire et la reconnaissance de soi et de l'autre. Réfléchir à cela nous a fait prendre conscience de l'importance des travaux d'Erving Goffman sur l'interaction dans la modélisation des pratiques du Rivage. Nous en traitons dans la section qui suit.

Schéma 7 : Espaces sociaux, pratiques développées et apports ciblés pour les acteurs



3.1 L'interaction comme espace social dynamique et heuristique : les apports de la pensée goffmanienne au modèle

Le modèle que nous proposons met l'emphasis sur la création d'espaces sociaux en général, c'est-à-dire de créer des lieux (espaces physiques), mais aussi des occasions – que nous préférons appeler opportunités – pour amener l'interaction. L'interaction est à considérer elle-même **comme un espace social dynamique où se forment les identités**. L'analyse de l'interaction devient l'analyse de la relation entre les acteurs, des rapports qu'ils entretiennent ; rapports qui s'établissent autour d'un sens commun et partagé.

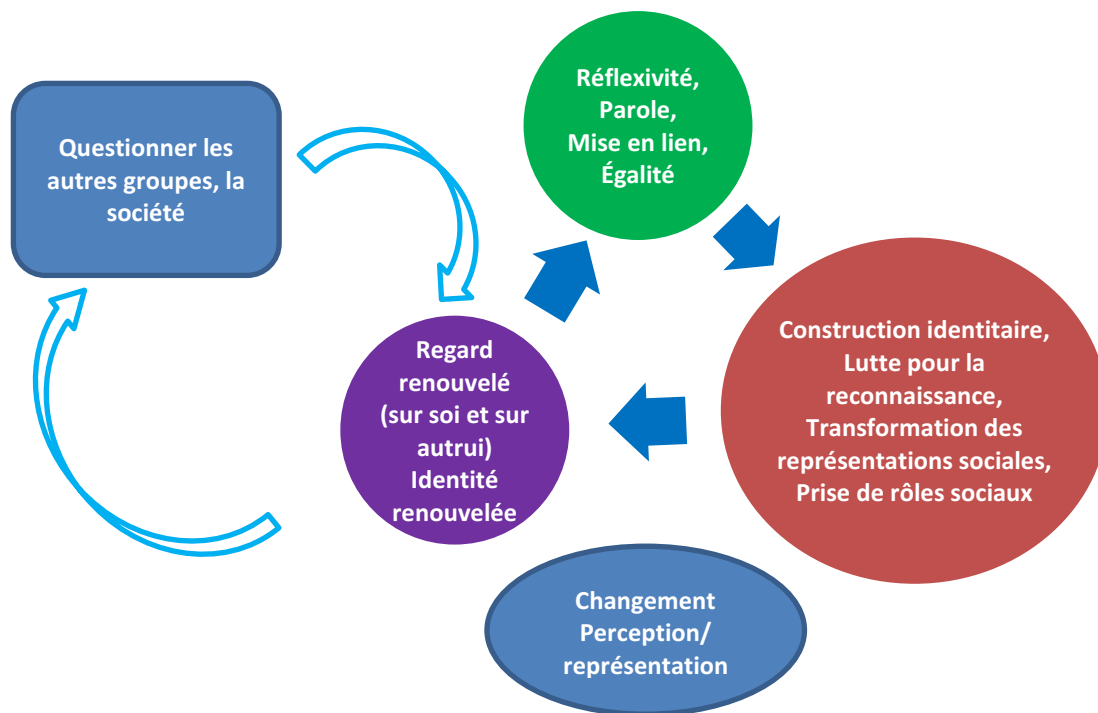
Goffman parlera des rencontres sociales (des interactions) comme des :

[...] entités de la vie sociale qui s'engendrent chaque fois que des individus se trouvent en présence immédiate les uns des autres. **Le facteur décisif** dans cette structure **est constitué par le maintien d'une définition unique de la situation**²⁹, définition que l'on doit exprimer et dont on doit maintenir l'expression en dépit d'une foule de ruptures possibles. (Goffman, 1973, Tome 1 p. 240).

Goffman y voit ainsi une structuration des rencontres sociales, posant la quasi-obligation de jouer l'interaction à la manière dont le public s'attend. Or, comme Goffman le suggère, l'interaction offre aussi la possibilité de créer une rupture avec les anciennes représentations. Néanmoins, cette rupture de représentation est non confortable, puisque les deux protagonistes « se voient menacés dans une partie de leur définition même » (Goffman, 1973, Tome 2, p. 320) et en proie à redéfinir non seulement leurs rapports entre eux, mais la compréhension de leur rôle dans leur rapport ainsi que la compréhension de leur identité. Ce point de bascule où la rupture est proposée se veut néanmoins un moment charnière où les acteurs peuvent ouvrir sur un éventail d'autres possibilités de jouer leur rôle et ainsi, amener une reconfiguration identitaire. Le rôle peut alors se concrétiser au travers d'autres possibilités de participer socialement et d'amener une contribution à la communauté et au bien commun, et ce, à la mesure de capacités de chaque individu. Le schéma 8 (p. 172) présente, sous un autre jour, la dynamique du modèle de pratiques du Rivage. Il illustre le processus itératif de transformation identitaire au travers des espaces communicationnels et interactifs que met en place le Rivage.

²⁹ Nous soulignons.

Schéma 8 : Processus de transformation identitaire au travers de l'interaction



Les apports théoriques de Goffman entourant les interactions et la compréhension de soi dans l'interaction se sont avérés pertinents pour la compréhension de ce modèle. Dans cette optique, les apports des théories entourant les rôles sociaux, la construction identitaire, la lutte pour la reconnaissance et les représentations sociales constituent le noyau dense du modèle de pratiques du Rivage tel que nous l'avons interprété à la lumière de l'analyse de notre corpus empirique d'observation.

La compréhension des phénomènes qui prennent place dans l'interaction éclaire sur la mouvance des identités. Ainsi, le regard que les acteurs posent sur eux-mêmes est sujet au changement. Du coup, le regard que pose la société sur elle-même devient tout autant évolutif. C'est pourquoi nous considérons les espaces sociaux comme des incubateurs de transformation sociale par les citoyens. Ces espaces permettent aux citoyens de se dire, se comprendre, réfléchir ensemble et s'y confronter dans le but d'amener une compréhension amendée des phénomènes qui les entourent et les définissent. Ces citoyens – acteurs et actrices – en rencontre viennent requestionner nos modes de fonctionnement comme société et proposent de nouvelles façons d'expérimenter le vivre-ensemble et d'établir de nouveaux modes relationnels.

3.2 Rompre avec les représentations et réorganiser le registre identitaire : le défi des pratiques alternatives en santé mentale

L'analyse des résultats a su dégager les caractéristiques des pratiques alternatives en santé mentale de la ressource Le Rivage. Dans cette présente section, nous amenons les théories d'auteurs pour mettre en lumière les processus de transformation identitaire qui se produisent chez les individus et chez les collectifs dans les espaces sociaux que crée Le Rivage.

Cette section se déploie comme suit : dans un premier temps, nous voyons comment les pratiques du Rivage permettent la conscientisation vis-à-vis des désignations et autres systèmes d'oppressions et de stigmatisation pour ensuite tendre vers l'émancipation. Cette émancipation n'est pas instantanée. Des mécanismes internes à la personne s'opèrent et permettent une transformation identitaire, venant à son tour modifier les interactions que la personne aura. Dans un deuxième temps, sur les mécanismes internes, nous présentons l'apport à la compréhension de ceux-ci par les discours de Goffman et de Larose-Hébert. Nous terminons en reprenant le concept de subjectivation où, avec la reprise de pouvoir permise, la personne reprend du pouvoir et se pose comme acteur et auteur conscient du choix et de l'action qu'elle pose.

Comme dit antérieurement, les permanentes du Rivage perçoivent leur travail comme un accompagnement des personnes dans l'acquisition d'habiletés ou dans la réalisation de leurs projets. La réflexion et le dialogue engagés avec la personne favorisent l'émancipation de cette dernière en fragilisant les barrières qui s'étaient érigées et qui limitaient la personne dans ses actes et dans ses élans. Les permanentes, souvent de manière informelle, redonnent une identité positive à la personne et lui rappellent ses capacités. Ceci amène une rupture avec la perception initiale de soi. Voici un exemple apporté par une permanente :

Il y en a un qui s'est comme nommé et la première chose qu'il m'a dit c'est sa panoplie de diagnostics et qu'il était inapte au travail et blablabla. Là, je suis : « Wô, tu es sûrement d'autres choses que ça toi dans la vie. [...] C'est tellement intégré. Lui il est TPL, hyperactif, inapte. (E5)

Sur la présentation de soi en société, Goffman dira :

Quand une personne se présente aux autres, elle projette, en partie sciemment et en partie involontairement, une définition de la situation dont l'idée qu'elle se fait d'elle-même constitue un élément important. Lorsque survient un événement dont l'expression est incompatible avec l'impression produite, il en découle d'importantes conséquences qui se manifestent simultanément à trois niveaux différents de la

réalité sociale, chacun, à un point de vue différent et à un ordre de réalité différent.
(Goffman, 1973, Tome 1, p. 229)

Goffman parle de « rupture de représentation » (Tome 1, p. 230) pour nommer ce rapport dialectique où s'affrontent deux représentations incompatibles de soi. Il poursuit en avisant que les ruptures générées ont des conséquences au niveau de la personnalité, au niveau de l'interaction et au niveau de la structure sociale. Bien que souvent, l'acteur tente d'éviter les ruptures de représentation, comme nous l'avons vu avec les pratiques du Rivage, elles peuvent aussi s'avérer bénéfiques.

Néanmoins, rappelons que la prégnance de la désignation exercée par les mécanismes administratifs de certaines institutions enferme la personne dans une compréhension limitée d'elle-même. La désignation administrative « d'inapte au travail » (E5) par exemple viendra marquer l'imaginaire de la personne pour lui renvoyer l'image que seuls les individus qui occupent un poste formel et salarié sont ceux qui travaillent réellement.

Larose-Hébert (2017), elle, apportera le concept critique de mouvement identitaire pour parler comment une personne vient à se conformer et à s'éloigner de soi pour répondre à l'image que le réseau public, par exemple, attend d'elle. Une transformation de l'identité de la personne s'opère au fur et à mesure de ses interactions avec l'institution, ses acteurs et les pratiques en place. Ces interactions, dit-elle, inscrivent une « transposition de l'extérieur à l'intérieur de soi » où « l'individu est donc intégré à ces dynamiques sans qu'il en prenne nécessairement conscience et c'est ce mouvement de va-et-vient qui opère la transformation de son identité » (Larose-Hébert, 2017, p. 243). L'injonction externe s'impose à la personne par la désignation et par la façon dont les autres entrent en relation avec elle. Cette mise en scène de soi façonnée par les autres vient à enfermer les acteurs dans une compréhension étriquée de la réalité, de l'ordre et des rôles sociaux maintenus par les diagnostics et désignations. Chaque joueur acceptant de jouer son rôle, l'ordre social est maintenu.

Toutefois, à nos yeux, ce phénomène de mouvement identitaire, que Larose-Hébert énonce, opère de manière inverse à travers les pratiques de subjectivation politique et de mise en lien non stigmatisée déployées au sein du Rivage. À travers ces pratiques, disons-nous, la personne reprend contact avec son identité de soi et délaisse ce que Larose-Hébert (2017, p. 243) appelle

sa carrière d'usager de services en santé mentale. Elle apprend à s'inscrire et s'expérimenter dans des identités citoyennes de participation au Rivage ou, mieux encore, dans la communauté.

Avec les pratiques mises en place dans la ressource que nous avons énumérées tout au long des chapitres dédiés à l'analyse, on peut percevoir en filigrane que ces pratiques se veulent des pratiques de conscientisation des individus et des collectifs.

Larose-Hébert (2017) conçoit la conscientisation comme étant de nature politique et s'orientant vers la transformation sociale. Elle considère que la réflexion, l'action et le dialogue peuvent affranchir les personnes de l'oppression vécue et créer des sujets susceptibles de se collectiviser autour d'un but commun.

Ces buts communs se retrouvent dans les collectifs présents au Rivage tels que les comités, le CA et les activités et projets collectifs mis en place par les membres et autres acteurs du Rivage. Plus spécifiquement pour les membres, comme nous avons vu dans la section traitant de la gestion participative, avec les nouveaux rôles qu'ils détiennent, se lie un droit de penser et de parler, un pouvoir et une reconnaissance relevant du processus de subjectivation. De sujets, ils deviennent acteurs et auteurs possédant la légitimité de poser un acte. Un membre, E6, fait part de cette observation :

[La Ressource] donne les rênes pour essayer d'avoir une idée, ou de faire quelque chose. Depuis que je suis ici, on me demande ce que je pense, ou ce que je vois. [...] Quand je suis arrivé ici, je ne savais pas ce qui était offert [et] je leur dis : « **Vous êtes en train de me demander ce que je pense ?** » Je croyais plus qu'ils allaient me donner [quelque chose] ou me demander de faire [quelque chose]. (E6)

Par le dialogue réel, les permanentes de la ressource s'inscrivent dans un rapport non hiérarchisé avec la personne et l'accompagnent dans un processus qui favorise « le mouvement d'appropriation de l'acte » (Mendel, 1992 ; Parazelli et Ruelland, 2017) ; acte qui, par ailleurs, émane du choix conscient et délibéré de la personne. Un changement de posture se réalise. En effet, E6 s'attendait à ce qu'on lui donne ou demande de faire quelque chose. Or, au lieu de lui présenter une offre de services en santé mentale, on s'intéresse à ce qu'il aimerait voir, aux idées qu'il pourrait offrir pour améliorer ce qui est en place au Rivage. Il est mis devant le fait que dans cette ressource, il détient un pouvoir, il détient « les rênes » et il peut poser une action pour, avec les autres acteurs, orienter la ressource et participer de manière active aux projets de celle-ci. Le Rivage crée des espaces où ont lieu des pratiques de rupture des représentations et des

pratiques de reconnaissance des identités plurielles des personnes. Ces pratiques sont inhérentes à l'*actepouvoir*. L'*actepouvoir*, devient un moteur, un acte émancipatoire ancrant la personne dans une identité plus affirmée d'elle-même et dans le développement et l'actualisation de ses capacités.

En somme, nous voyons que Le Rivage invite les personnes avec une problématique de santé mentale à s'extirper de la marginalisation et des catégorisations auxquelles elles sont reléguées et à se défaire de l'identité de victimes à reconstruire ou celle d'individus déviants à contenir. Chemin faisant, la honte de soi fait place à une dignité retrouvée ; une reconnaissance de soi-même et de sa capacité d'affirmation identitaire de nouveaux rôles connotés positivement.

4- Un idéal-type présentant des limites sur le terrain

Le modèle du Rivage présenté tient d'un idéal-type, mais dans le concret, à des moments, ces pratiques rencontrent des limites. Par exemple, certains membres peuvent trouver parfois qu'il y a trop de réunions, qu'ils se sentent obligés de participer à celles-ci, qu'il y a de la lenteur dans les prises de décision ou encore que l'on aimerait tout simplement obtenir plus de services individualisés au lieu de s'engager dans des processus participatifs exigeants plutôt que relaxants. Par ailleurs, certaines de nos observations nous ont fait comprendre que Le Rivage n'échappe pas aux dangers que ses membres deviennent dépendants de l'organisme ou de certaines permanentes qui y travaillent. Ainsi, ce qui fait la force du Rivage – c'est-à-dire ses valeurs d'accueil, de tolérance qui en font un espace sécuritaire et sans jugement – peut aussi devenir une entrave à l'exploration d'autres espaces.

Par ailleurs, dans la communauté de Richmond comme ailleurs, la santé mentale, dans l'imaginaire populaire, est associée davantage aux troubles mentaux, à la folie, à la perte de contrôle et à ses dangers associés. La santé mentale demeure un sujet tabou dans la société. Ouvrir sur le sujet laisse planer le doute que l'on soit soi-même porteur d'un problème ou d'une faiblesse. Alors, fréquenter Le Rivage vient faire tomber le couperet avant même que l'on ait prononcé une parole : on dévoile aux yeux de tous la tare dont on est affublée.

Toutes les personnes rencontrées en entrevues ont révélé qu'aborder le thème de la santé mentale fait naître un malaise chez l'interlocuteur. Le Rivage, comme beaucoup d'autres organisations

vouées à la santé mentale, devient malgré lui une source de stigmatisation négative pour lui-même et pour les personnes qui vivent ou ont vécu une problématique de santé mentale. Ainsi, bien que « l'objectif du Rivage est de soutenir tout citoyen » (E5, permanente), ce ne sont pas tous les citoyens qui veulent le fréquenter ou y être associés d'une quelconque manière. Comme le démontrent les propos d'une travailleuse de proximité :

Il y a des gens auxquels je disais : « mais pourquoi tu ne vas pas au Rivage pour rencontrer des gens et t'impliquer ? ». « C'est quoi ça Le Rivage » « Ben, c'est un organisme en santé mentale » « Mais je ne suis pas fou, je ne vais pas là. » Tsé, déjà, **il y a vraiment comme une barrière de juste de prononcer le mot santé mentale.** Les gens ne veulent pas. (E8)

Le paradoxe engendré est donc celui d'une ressource stigmatisante (malgré elle) qui lutte pour enrayer la stigmatisation vis-à-vis de la santé mentale et des personnes éprouvant des difficultés à cet égard.

5- Pertinence et perspectives

La pertinence de cette recherche tient du fait qu'elle est venue illustrer des pratiques contextualisées et en dégager une modélisation. Elle a permis de comprendre la pluralité des espaces sociaux de transformation qui peuvent être investis, tant par les acteurs de la ressource étudiée que pour le champ du travail social. Plus largement encore, cette recherche ouvre sur des perspectives d'apports de réflexivité dans nos organisations, civiles et institutionnelles, pour entreprendre les changements dans nos rapports sociaux et lutter contre la stigmatisation et la catégorisation des personnes marginalisées. Voyons cela plus en détail.

5.1 Pertinence et objectifs de la recherche

Au terme de cette aventure, nous considérons avoir atteint les objectifs de recherche préalablement fixés. L'objectif global de ce mémoire était, par une étude de cas, d'analyser et de comprendre une pratique alternative et innovatrice orientée vers la transformation sociale. De manière plus détaillée, nous avons d'abord répertorié puis analysé les pratiques du Rivage du Val-St-François. À ces pratiques, nous avons joint des éléments de théorisation et d'explicitation de ces pratiques afin d'en permettre une meilleure appropriation et diffusion. Le partage de l'analyse et des pistes interprétatives avec le comité de soutien et lors des présentations

auxquelles nous avons participé ont permis aux acteurs (incluant la chercheuse), d'approfondir leur connaissance et leur compréhension des pratiques de la ressource étudiée. Enfin, nous avons modélisé les pratiques par l'apport de théories pour en expliquer les phénomènes observables dans la réalité de l'expérience quotidienne. Cette modélisation aura permis une compréhension renouvelée de principes d'action alternatifs en santé mentale tout en suscitant la réflexion de la conceptualisation autour de ces pratiques.

Le choix de cibler l'espace social de transformation s'est avéré judicieux, car il a permis de focaliser sur un objet qui se veut plus tangible et circonscrit et qui, en quelque sorte, devient l'objet sur lequel il est alors plus facile d'orienter l'action. La recherche aura permis, à travers l'analyse des différentes pratiques du Rivage, de comprendre la pluralité de ces espaces sociaux de transformation.

Somme toute, nous considérons que ce mémoire a d'innovant d'offrir une nouvelle manière d'aborder, d'étudier et de comprendre des pratiques alternatives en santé mentale et d'intervention sociale dans leur ensemble. Ce modèle de pratiques que nous avons analysé ouvre et se lie à des pratiques plus larges de développement des communautés, de développement social, de plus de justice sociale, de lutte pour la reconnaissance et la construction des solidarités. C'est en ce sens que nos résultats de recherche se lient à la profession et à la discipline du travail social.

5.2 Pertinence pour le travail social : apport du modèle pour la pratique et la formation

Le travail social a de particulier d'unir la réflexion et l'analyse à la pratique. Il prend pour objet la relation de la personne (ou des groupes/collectivités) avec son environnement incluant les contextes sociaux, culturels et économiques. Pour Molgat (2015, p. 16), la travailleuse sociale agit au « point de rencontre entre l'individu et la société, à la fois auprès des personnes et des structures sociales ». Cette position stratégique l'amène donc à intervenir avec la personne, mais aussi avec la société (et ces structures) pour amener l'un et l'autre à aller l'un vers l'autre. Dit autrement, la travailleuse sociale est un agent de médiation, à l'interface individu et société (ou communauté) et elle agit dans l'espace entre ces deux univers.

Le modèle présenté en est un construit sur les espaces sociaux de transformation et plus spécifiquement, il met de l'avant l'interaction comme espace social dans lequel s'opérationnalise la transformation identitaire. Pour le travail social, ceci devient particulièrement intéressant

puisque l'objet du travail social est l'interaction et la relation de l'individu avec son environnement et son entourage. De surcroît, l'intervention ne peut avoir lieu sans interaction. Du coup, on saisit que l'intervention en travail social, même si elle est individuelle, peut être considérée comme un espace social où la transformation – personnelle et réciproque – prend place. Dit autrement, l'espace social de l'interaction peut devenir un outil facilitant l'orientation de l'action dans l'intervention.

Ce modèle présente aussi une manière d'inclure les personnes ou populations dites vulnérables ou marginalisées au dialogue politique, c'est-à-dire de faire entendre leurs voix dans les espaces publics et de redevenir visible dans la cité. L'accompagnement par la travailleuse sociale à la création d'espaces sociaux délibératifs sous des principes démocratiques emboîte le pas à cette démarche politique. Dès lors, la travailleuse sociale peut accompagner ces personnes dans leur propre construction d'une réponse aux problèmes sociaux vécus et dans une action sociale revendicatrice.

Alors que certains milieux de pratiques des travailleuses sociales ne permettent pas toujours l'élaboration d'espaces pour tenir des discours sur leur pratique ou d'espace pour se dire, ce modèle vient proposer aux travailleuses sociales de créer, dans leur milieu ou en dehors, des espaces supplémentaires (ou investir ceux qui existent déjà) pour faire entendre leur parole.

Plus largement que le champ du travail social, ce modèle comporte deux éléments particulièrement intéressants pour les diverses organisations soit 1) de considérer les multiples modalités rendues ainsi possibles pour atteindre sa cible (par exemple, la capacité d'être innovateur dans les démarches pour arrimer le financement d'un programme à sa mission) et 2), considérer qu'il est alors possible d'appliquer ce modèle, cette façon de faire, à d'autres programmes (famille, itinérance, toxicomanie, etc.) et dans d'autres organisations. En ce sens, ce modèle peut prendre place dans une organisation qui offre une certaine souplesse dans sa structure des pratiques et qui propose des environnements et des règles similaires à celles de la ressource étudiée.

5.3 Perspectives : de nouveaux questionnements et la création de sociétés réflexives

À partir de nos données terrain, nous avons mis au centre de notre modélisation des pratiques du Rivage les notions de citoyenneté et de participation citoyenne soit à l'intérieur de l'organisme ou dans les communautés territoriales.

Or, un courant important et structurant en pleine émergence, que ce soit au plan de l'intervention ou de la formation en travail social, est celui des savoirs et de la participation des usagers. Il nous semble que d'autres recherches pourraient investir le questionnement de ce rapport entre usagers et citoyen, notamment dans le secteur non gouvernemental du milieu communautaire. Il y aurait à mieux comprendre les avantages et désavantages que comporte chacune de ces notions favorisant la prise et l'actualisation de rôles sociaux. Il serait intéressant de voir les espaces de complémentarité entre ces différents rôles, voir comment entre autres une identité pourrait participer au dynamisme de l'autre, et ce réciproquement. Comment, par exemple, la prise d'identité d'utilisateur peut conduire en la renforçant celle de demande de reconnaissance citoyenne telle que le développe Axel Honneth (2007) dans son volume *La lutte pour la reconnaissance*.

Avec en fondement le droit d'usage, le lien entre les identités d'utilisateur et de citoyenneté peut trouver également une complémentarité dans le concept des communs (*commons*). Ce mode de gouvernance des communs (Ostrom, 1993; Dardot et Laval, 2014) revisite la notion de propriété, que cette dernière soit privée, étatique ou même associative. Se fondant sur le droit traditionnel d'usage, la perspective des communs remet en question la gestion autoritaire ou managériale des rapports sociaux tant de production que de consommation. Si on prend le modèle du Rivage en référence, il s'agit plutôt de construire des espaces dont on fait usage en commun, espaces incluant les travailleurs et les usagers. Dans le quotidien même s'expérimente une démocratisation tant du travail que des services. L'usage et le partage des lieux produisent ainsi un accroissement des capacités de reconnaissance mutuelle, d'être et d'agir.

Pour finir, d'une façon plus globale, le modèle de pratiques du Rivage propose de créer des espaces sociaux pouvant transformer nos sociétés et organisations fonctionnelles et d'en faire des sociétés et organisations réflexives, c'est-à-dire qui développent un savoir sur elles-mêmes. D'où l'importance d'interroger nos logiques d'action et nos façons de mener l'action afin d'opérer une transformation réelle, tangible et qui s'oriente vers le bien commun et pour tous.

Ce modèle éclaire également sur la nécessaire remise en question des mécanismes qui viennent fragmenter les populations et catégoriser les individus. Rompre avec ce système de structuration sociale participerait à un processus de défragmentation du social, à briser les isolements et à créer du lien au-delà des identités assignées et des stigmates sociaux. En ce sens, nous y voyons

aussi une proposition à un changement de paradigme pour diminuer l'emprise de la mise en forme néolibérale des rapports sociaux et des imaginaires présidant aux interactions sociales.

Conclusion

Les ressources alternatives en santé mentale font face à des défis de taille soit 1) demeurer autonome dans leurs choix d'approches et de pratiques, 2) offrir un contre-pouvoir à la vision biomédicale réductionniste de la santé mentale et 3) légitimer ces approches et pratiques vis-à-vis de celles qui dominent dans la société.

D'abord sous l'angle de la transformation sociale, puis sous celui plus restreint des espaces sociaux de transformation, ce mémoire s'est intéressé à la modélisation de pratiques innovantes et alternatives en santé mentale mise en place au Rivage du Val St-François.

Par une étude de cas unique auprès de la ressource alternative en santé mentale Le Rivage du Val St-François, la collecte de données, leur analyse et la validation auprès d'un comité de soutien, nous avons fait émerger les caractéristiques spécifiques du modèle du Rivage. Nous observons que Le Rivage participe à la création d'espaces sociaux permettant aux acteurs présents de transformer les rapports d'interactions et de rendre les environnements habilitants. Faisant de l'interaction un élément capital dans ce modèle, Le Rivage, par ses pratiques suscitant les interactions, amorce un travail de reconnaissance, de construction identitaire et de subjectivation chez ses membres, mais aussi, chez les autres acteurs avec qui Le Rivage prend contact. La modélisation réalisée souligne la mise en œuvre de pratiques collectives orientées vers la création d'espaces sociaux habilitants de divers types (partenarial, entraide, relationnel, etc.) agissant sur les rapports sociaux en les transformant.

Ce mémoire renforce la nécessité de considérer les espaces sociaux et d'interactions comme des lieux privilégiés où s'opère la construction identitaire. Plus spécifiquement pour les personnes avec une problématique de santé mentale ou autres personnes marginalisées, ces espaces en sont de lutte pour la reconnaissance. Cette lutte s'enjoint aux processus de subjectivation, d'abord individuel puis collectif, permettant la création de liens solidaires. L'expérience vécue et ressentie de reconnaissance se traduit entre autres par le développement de projets personnels et par une implication accrue dans la ressource ou dans la communauté. L'inclusion permise dans

les espaces sociaux habilitants redonne une voix aux personnes marginalisées ; elles redeviennent visibles dans la cité, elles retrouvent un rôle et une identité citoyenne. De ce fait, les espaces sociaux communs et habilitants contribuent à lutter contre la stigmatisation et constituent un facteur thérapeutique.

Ce modèle de pratiques ouvre et se joint à des pratiques plus larges de développement des communautés, de développement social, de justice sociale, de lutte pour la reconnaissance et de construction des solidarités. En ce sens, ce modèle ne se limite pas seulement à la ressource étudiée ou même sur l'ensemble des ressources alternatives en santé mentale. Ce modèle peut être reproduit, en tout ou en partie, dans une organisation qui offre une certaine souplesse dans sa structure de pratiques et qui propose des environnements et des règles similaires à celles de la ressource étudiée. C'est là une perspective à entrevoir pour le développement de futures pratiques dans le champ social.

Bibliographie

- ALLIANCES DE RECHERCHE UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS SANTÉ MENTALE ET CITOYENNETÉ (ARUC-SMC) (2011). *Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec* (RRASMQ), [En ligne], <http://www.aruci-smc.org/fr/membres/partenaires/organismes-communautaires/rasmq/>
- ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LA RÉADAPTATION PSYCHOSOCIALE (AQRP) (2014). *La lutte contre la stigmatisation et la discrimination associées aux problèmes de santé mentale au Québec*. Cadre de référence. Groupe provincial sur la stigmatisation et la discrimination en santé mentale (GPS-SM), 24 p., [En ligne], <https://aqrp-sm.org/wp-content/uploads/2014/04/cadre-de-reference-GPS-SM.pdf>
- AUDIGIER, François (2007) « L'éducation à la citoyenneté dans ses contradictions », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 11 p., 44 | avril 2007, [En ligne], <http://ries.revues.org/125>
- BARTON, R., (1959), *Institutional Neurosis*, Wright, Bristol.
- BECKER, H. S. (2002). *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 353 p.
- BEILLEROT, Jacky (2003). « L'analyse des pratiques professionnelles : pourquoi cette expression ? » *Cahiers Pédagogiques du Centre de recherche et d'action pédagogique*, n° 416, Dossier « 'Analysons nos pratiques 2' », [En ligne], <http://www.cahiers-pedagogiques.com/L-analyse-des-pratiques-professionnelles-pourquoi-cette-expression>
- BENOIST, Jean (2007). « Logiques de la stigmatisation, éthique de la destigmatisation », *L'information psychiatrique*, vol. 83, n° 8 - octobre 2007, p. 649-654, [En ligne], <https://www.cairn.info/revue-l-information-psychiatrique-2007-8-page-649.htm>
- BÉRARD, Sébastien (2012). *Dynamique relationnelle et transformation réciproque : un défi de coopération analyse du renouvellement d'une pratique d'accompagnateur de changement en contexte de rencontre interculturelle*, Mémoire (M.A.), Université du Québec à Rimouski, 2012, 324 p.
- BERGERON-LECLERC, Christiane et CORMIER, Cécile (2009). « Les ingrédients magiques de la relation d'aide : Une exploration des facteurs à l'origine du succès de l'intervention dans le champ de la santé mentale », *Service social*, 55 (1), p. 1–16.
- BLAIS, Mireille et MARTINEAU, Stéphane (2006). « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches Qualitatives*, vol. 26, n° 2, p. 1-18

- BONNY, Yves (2015). « Les recherches partenariales participatives : ce que chercher veut dire », dans Le collectif « Les chercheurs ignorants », *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Coll. Politiques et intervention sociale, Rennes, Presses de l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP), p. 36-43.
- BOUCHARD Lyne et LAUZON Gilles (2008). « Pourquoi le rétablissement va-t-il au-delà du rétablissement- Principes et pratiques de soins axés sur le rétablissement », Résumé de la présentation de Larry Davidson dans le cadre du XIII^e colloque de l'AQRP tenu du 24 au 26 mai 2006 à Saguenay, *Le Partenaire*, vol. 16, n° 1, printemps 2008, p. 37 à 43, [En ligne], <https://aqrp-sm.org/wp-content/uploads/2013/05/partenaire-v16-n1.pdf>
- BOURDIEU, Pierre (1982). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Laguard.
- BOURQUE, Denis (1991). « La pratique sociale, 20 ans après », *Nouvelles pratiques sociales*, vol 4, no 2, p. 31–42.
- BOURQUE, Denis (2012). « Intervention communautaire et développement des communautés » *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol. 18, n° 1, 2012, p. 40-60 [En ligne], <http://id.erudit.org/iderudit/1012331ar>
- CAILLOUETTE, Jacques, SOUSSI, Sid Amhed (2014). « L'espace de recherche partenariale : le poids des identités d'acteurs », dans J.-M. Fontan, J.-L. Klein, D. Bussières, (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partagée*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 35-53.
- CAILLOUETTE, Jacques, LÉVESQUE Nancy, SAVARD, Sébastien, BOURQUE, Denis, LAFOREST, Rachel, LAROSE-HÉBERT, Katharine (2018). « La spatialité des rapports de partenariats entre l'état et le milieu communautaire en santé mentale et dépendance au Québec dans la région de l'Estrie », *Les Cahiers du CRISES Collection études de cas ES180*, 68 p. [En ligne], http://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etude-de-cas-entreprise/CRISES_ES1802.pdf
- CARRÉ, Louis (2013). *Axel Honneth. Le droit de la reconnaissance*, Paris. Michalon. 128 p.
- CAYLEY-DAOUST, Daniel (2018). « CAQ et communautaire : vers de vrais engagements », *Le Droit*, 1^{er} novembre 2018, [En ligne], <https://www.ledroit.com/opinions/votre-opinion/caq-et-communautaire-vers-de-vrais-engagements-87161e5d7927822785ca551d9b6ea539>
- CEFAÏ, Daniel (2010). « L'expérience ethnographique, l'enquête et ses publics », dans Daniel Cefaï (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris,  ditions de l' cole des hautes études en sciences sociales (EHESS), p. 547-598.
- CENTRE DE RECHERCHE SUR LES INNOVATIONS SOCIALES (CRISES) (2016). *Rapport annuel des activités scientifiques du CRISES 2015-2016*, Montréal, UQAM, 153 p.

- CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (CSBE), (2004). *Participation et consultation des citoyennes et citoyens en matière de santé et de bien-être*, Québec, 62 p.
- CORIN, Ellen, RODRIGUEZ, Lourdes et GUAY, Lorraine (1996). « Les figures de l'aliénation : un regard alternatif sur l'appropriation du pouvoir », *Revue canadienne de santé mentale communautaire*, vol. 15, n° 2, automne 1996, p. 45 à 67.
- CORIN, Ellen, POIREL, Marie-Laurence et RODRIGUEZ, Lourdes (2011). *Le mouvement de l'Être. Paramètres pour une approche alternative du traitement en santé mentale*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 218 p.
- COUTURIER, Yves, (2000). « L'inflation réflexive dans le courant praxéologique : indice de la reconstruction de l'idéologie professionnaliste », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, n° 1, p. 137-152.
- COUTURIER Yves et CARRIER Sébastien (2003). « Pratiques fondées sur les données probantes en travail social : un débat émergent », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 2, p. 68-79.
- DARDOT, Pierre et LAVAL, Christian (2014). *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014, 600 p
- DELORY-MOMBERGER, Christine. (2005). « Vers la recherche biographique », Chapitre 3, dans *Histoire de vie et Recherche biographique en éducation*, Paris, Éd. Economica, p. 93 à 116
- DESLAURIERS, Jean-Pierre (2014). *Les groupes communautaires : vers un changement de paradigme ?* Ste-Foy, Presse de l'Université Laval, 241 p.
- DUCHASTEL, Jules. (2002). « La citoyenneté dans les sociétés contemporaines : entre mondialisation des marchés et revendications démocratiques ». *Conférences de la Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie*. 13 p. [En ligne], <https://depot.erudit.org/bitstream/000774dd/1/000223pp.pdf>
- ÉPISTÉMOLOGIE, (s.d.). Dans *Dictionnaire Le Petit Robert en ligne*. Repéré à <https://pr.bvdep.com/login.asp>
- FAVREAU, Louis (2017). *Mouvement communautaire et État social. Le défi de la transition sociale-écologique*, Ste-Foy, Presse de l'Université Laval, 184 p.
- FERRARESE, Estelle (2009). « Qu'est-ce qu'une lutte pour la reconnaissance ? Réflexions sur l'antagonisme dans les théories contemporaines de la reconnaissance », *Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 3, (2009), p. 101-116.
- FERRARESE, Estelle (2013). « Antagoniste et reconnaissance. Retour sur une évidence », Dans Ferrasere, Estelle (Dir.) *Qu'est-ce que lutter pour la reconnaissance*, Paris, Le bord de l'eau, p. 7-39.

- FLEURY Marie Josée et GRENIER Guy (2004). « Histoire en enjeux du système en santé mentale au Québec », *Ruptures, revue transdisciplinaire en santé*, vol. 10, n° 1, 2004, pp. 21-38.
- FONTAINE, Annie (2013). « La quête d'autonomie de l'action communautaire au Québec. Mission ou illusion collective ? », *Le sociographe* 2013/5 (hors série 6), p. 205-219 [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-le-sociographe-2013-5-page-205.htm>
- FORTIN, Marie-Fabienne et GAGNON, Johanne (2016). *Fondements et étapes du processus de recherche. Méthodes quantitatives et qualitatives* (3^e éd.), Montréal, Chenelière Éducation, 536 p.
- GAGNÉ, Jean (1996). « L'approche alternative en santé mentale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9 n° 2, p. 137-146, PDF
- GAUDET, Stéphanie (2011). « La participation sociale des Canadiens : une analyse selon l'approche des parcours de vie » dans *Canadian Public Policy – Analyse des politiques*, 37 (Numéro spécial), 33-56, doi : 10.3138/cpp.37.suppl.s33
- GIDDENS, Anthony (1984). *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, 1^{ère} édition (Quadrige), 2005, 474 p., Paris, Quadrige, Presse universitaire de France
- GILBERT, Y. (2015). « Penser l'empowerment, la participation ou l'activation : la lente et difficile émergence du concept d'acteur en sociologie », *Sciences et actions sociales*, (1).
- GLASER, Barne et STRAUSS, Anselm (1967). *The Discovery of Grounded Theory*, Hawthorne, NY: Aldine Press.
- GOFFMAN, Erving (1968). *Asiles*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- GOFFMAN, Erving (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Tome 1, Paris : Les Éditions de Minuit
- GOFFMAN, Erving (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Tome 2, Paris : Les Éditions de Minuit
- GOFFMAN, Erving (1975). *Stigma*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- GOMEZ-MULLER, Alfredo, ROCKHILL, Gabriel (2010). « La théorique critique aujourd'hui. Politique, éthique, culture », dans G. Rockhill et A. Gomez-Muller (dir.), *Critique et subversion dans la pensée contemporaine américaine*. Seyla Benhabib – Nancy Fraser – Judith Butler – Immanuel Wallerstein – Cornel West – Michael Sandel – Will Kymlicka, Paris, Éditions du Félin, p. 9-35.
- GORZ, André (1975). *Écologie et politique*, Paris, Seuil.

- GRAY, Mel et MACDONALD, Catherine (2006). « Pursuing Good Practice? The Limits of Evidence-based Practice. » *Journal of Social Work*, vol. 6, n° 1, p. 7-20, [En ligne], https://www.researchgate.net/publication/43456147_Pursuing_Good_Practice_The_Limits_of_Evidence-based_Practice
- GUAY, Marie-Hélène, PRUD'HOMME, Luc, DOLBEC, André (2016). « La recherche-action », dans GAUTHIER Benoît et BOURGEOIS Isabelle (dir.) dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, 6e édition, Chapitre 19, p. 539-576, Québec, Presse de l'Université du Québec.
- GUERTIN, Marie et LECOMTE, Yves (1983). « Éditorial », *Santé mentale au Québec*, vol. 8 n° 1, p. 3-6, [En ligne], <https://www.erudit.org/fr/revues/smq/1983-v8-n1-smq1208/030158ar/>
- HAMEL, Jacques (1989). « Pour la méthode de cas. Considérations méthodologiques et perspectives générales », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 13, n° 2, p. 59-72.
- HONNETH, Axel. (2007). *La lutte pour la reconnaissance*. Édition du Cerf, Paris, France, 232 p.
- HOWALDT, Jürgen (2016). « L'innovation sociale. Vers un nouveau paradigme de l'innovation », dans *La transformation sociale par l'innovation sociale*, sous la direction de Klein, Juan-Luis, Camus, Annie, Jetté, Christian, Champagne, Christine et Roy Matthieu, Coll. « Innovation sociale », Québec, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 49-60.
- INSTITUT NOUVEAU MONDE (INM) (2017). *La participation citoyenne*. [En ligne], <http://inm.qc.ca/blog/la-participation-citoyenne/>
- INSTITUT UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL (IUSMM), (2017). *Thérapie d'approche cognitivo-comportementale*, [En ligne], <http://www.iusmm.ca/hopital/usagers/-/famille/info-sur-la-sante-mentale/therapie-dapproche-cognitivo-comportementale.html>
- INSTITUT UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC (2015). *Les meilleures pratiques cliniques en réadaptation psychosociale. Note informative*, 34 p. [En ligne], http://www.ciusscapitalenationale.gouv.qc.ca/sites/default/files/note_informative_et31-0606_readaptation_psychosociale.pdf
- JOUFFRAY, Claire (2015) « Passer des discours sur le pouvoir d'agir au pouvoir d'agir en action : une condition pour transformer les pratiques et les logiques à l'œuvre », Sciences et actions sociales, Dossier, Empowerment, participation, activation... Des concepts aux pratiques d'intervention sociale, – Volume 1 (2015), 9 p. [En ligne], <http://www.sas-revue.org/index.php/21-n-2/dossiers-n2/31-passer-des-discours-sur-le-pouvoir-d-agir-au-pouvoir-d-agir-en-action-une-condition-pour-transformer-les-pratiques-et-les-logiques-a-l-oeuvre>
- KHOURY, Emmanuelle, RODRIGUEZ, Lourdes (2015). « Recovery-Oriented Mental Health Practice: A Social Work Perspective », *British Journal of Social Work*, vol. 45, Supplement 1, p. 27-44.

- KHOURY, Emmanuelle (2017). *The recovery perspective in Assertive Community Treatment: how is it done and what does it mean to services users and service providers?*, Thèse (PhD), Université de Montréal, 2017, 362 p.
- KIROUAC, Laurie, NAMIAN, Dahlia, DORVIL, Henri (2017). « Rétintégrer le travail à la suite d'un trouble de santé mentale : gestion du stigmat et « troubles » dans l'interaction », dans Stéphanie Garneau et Dahlia Namian (dir.), *Erving Goffman et le travail social*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 109-135.
- KLEIN, Juan-Luis, CAMUS, Annie, JETTÉ, Christian, CHAMPAGNE, Christine et ROY Matthieu (2016). « Introduction » dans *La transformation sociale par l'innovation sociale*, Coll. « Innovation sociale », Québec, Québec, Presses de l'Université du Québec p. 1-10.
- LAGADEC, Anne-Marie (2009). « L'analyse des pratiques professionnelles comme moyen de développement des compétences : ancrage théorique, processus à l'oeuvre et limites de ces dispositifs », *Recherche en soins infirmiers*, 2009 vol. 2 n° 97, pages 4 à 22 [En ligne], <https://www.cairn.info/revue-recherche-en-soins-infirmiers-2009-2-page-4.htm>
- LAMOTHE, Mathieu (2018). « Le gouvernement caquiste interpellé », *Le Nouvelliste*, 22 novembre 2018, [En ligne], <https://www.lenouvelliste.ca/actualites/le-gouvernement-caquiste-interpelle-ab49a52e3a120c8b71cc38648ba98219>
- LAMOUREUX, Jocelyne (2001). « Marges et citoyenneté », *Sociologie et sociétés*, Vol. 33, no 2, Automne 2001, p. 29-47, [En ligne], <https://www.erudit.org/fr/revues/socsoc/2001-v33-n2-socsoc730/008310ar/>
- LAMOUREUX, Jocelyne (2008). « Paroles dérangeantes, scènes inédites, subversion égalitaire : Réflexions sur la subjectivation politique », dans *Vivre à la marge. Réflexions autour de la souffrance sociale*, sous la direction de Louise Blais, Québec : PUL, p.213-240.
- LAPERRIERE, Anne (1997). « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », dans Jean Poupart, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer et Alvaro P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin éditeur, Montréal, p. 365-389.
- LARIVIERE, Nadine (2012). « Comparaison de la participation sociale entre trois groupes de personnes ayant des troubles mentaux », *Revue Développement humain, handicap et changement social*, vol. 20n° 2, 105-118. [En ligne], <http://www.ripph.qc.ca/revue/revue-20-02-2012-07>
- LAROSE-HÉBERT, Katharine (2017), « Repenser les pratiques en santé mentale : contributions du concept de carrière à une approche inclusive des personnes utilisatrices des services » in Garneau S. et N. Dahlia, *Erving Goffman et le travail social*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 235-255

- LAURIN, Camille (1986). « La maladie mentale : un défi à notre conscience collective », *Santé mentale au Québec*, vol. 11, no 1, Juin, 1986, p. 105–116, [En ligne] <https://www.erudit.org/fr/revues/smq/1986-v11-n1-smq1206/030323ar/>
- LECOMTE Yves (2003). « Développer de meilleures pratiques », *Santé mentale au Québec*, vol. 28, n° 1 (2003), p. 9-36.
- LEFRANCOIS, Richard (1991). *Dictionnaire de la recherche scientifique*, Lennoxville, Les Éditions Némésis, 220 p.
- LE GOFF, Jean-Louis (2014). « La réflexivité dans les dispositifs d'accompagnement : implication, engagement ou injonction ? », *Interrogations*, [En ligne], <https://www.revue-interrogations.org/la-reflexivite-dans-les>
- LÉVESQUE Nancy, (2017-2018). *Journal de bord*, Notes personnelles et document de travail, 30 octobre 2017 au 20 novembre 2019.
- LÉVESQUE Nancy, (2018). « Pratiques alternatives en santé mentale et transformation sociale en 2018 : quelles avenues possibles ? », dans Actes du 19^{ème} Colloque annuel des étudiant-e-s de cycles supérieurs du CRISES, Les Cahiers du CRISES Collection Hors-Série HS1802 juillet 2018, [En ligne], http://crises.uqam.ca/upload/files/publications/hors-serie/CRISES_HS1802_r%C3%A9duit.pdf
- LÉVESQUE Nancy, (2018). « Espaces de réflexions dans les pratiques d'interventions en santé mentale : une approche collective pour engager les acteurs », *Sciences et actions sociales* [en ligne], n° 10 | année 2018, décembre 2018, [En ligne], <http://www.sas-revue.org/n-conception/57-n-10/dossier-n-10/146-espaces-de-reflexions-dans-les-pratiques-d-interventions-en-sante-mentale-une-approche-collective-pour-engager-les-acteurs>
- MARTINEAU, Stéphane (2016). « L'observation directe », dans GAUTHIER Benoît et BOURGEOIS Isabelle (dir.) dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, 6^e édition, Chapitre 12, p. 315-334, Québec, Presse de l'Université du Québec.
- MERCIER Céline et WHITE, Deena (1995). « La politique de santé mentale et la communautarisation des services », *Santé mentale au Québec*, vol. 20, no 1 (1995), p. 17-30, [En ligne], <https://www.erudit.org/fr/revues/smq/1995-v20-n1-smq1824/032330ar.pdf>
- MERCURE, Dominique et RIVARD, Sylvie (2016). « Le développement de la réflexivité et de la pensée critique comme piliers à l'émergence de la créativité dans la formation des futurs travailleurs sociaux », *Approches inductives*, vol. 3, no 2, p.71-91.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) (1989). *Politique de santé mentale*, 64 p. [En ligne], <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001741/?&date=ASC>

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) (1997). *Défis de la reconfiguration des services de santé mentale*, 255 p. [En ligne], http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/1997/97_155co.pdf
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) (2005). *Plan d'action en santé mentale 2005-2010 : La force des liens*, 97 p. [En ligne], <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2005/05-914-01.pdf>
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) (2014). *Forum national sur la santé mentale - Le gouvernement résolument engagé à agir en santé mentale*, Communiqué de presse, Montréal, 31 janvier 2014, [En ligne], <http://msss.gouv.qc.ca/ministere/salle-de-presse/communiqu-710/>
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) (2015). *Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : Faire ensemble autrement*, 92 p. [En ligne], <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2015/15-914-04W.pdf>.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMOT) (2017). *420 - MRC du Val-St-François*, [En ligne], <https://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/cartes/mrc/420.pdf>
- MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, (MESS) (2011). *SACAction.com Bulletin*, vol 1, no 3, février 2004 [En ligne], https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/sacaction/no13/no13_actionscollectives.asp#baspage_4
- MOLGAT, Marc (2015) « Définir, construire et redéfinir le travail social », dans J.-P. Deslauriers et D. Turcotte, *Introduction au travail social*, 3 éd, Montréal, PUL, p. 9-28
- MORIN, Paul et LAMBERT, Annie (2017) « L'apport du savoir expérientiel des personnes usagères au sein de la formation en travail social », *Revue Intervention*, (145), 21-30.
- MORIN, Paul, DEMOULIN, Jeanne et LAGUEUX, Fabienne. (2017). *Nos savoirs, notre milieu de vie : Le savoir d'usage des locataires HLM famille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 212 p.
- MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MÉPACQ), (s.d.). *Quelques définitions*, [En ligne], <http://www.mepacq.qc.ca/education-populaire-et-luttes-sociales/quelques-definitions/>
- ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGUAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC (OTSTCFQ), (2010). *Guide sur la supervision professionnelle des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux*, Laval, 66 p, [En ligne], https://www.otstcfq.org/docs/documents-accueil/guide_supervision.pdf

- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) (2014). *La santé mentale : renforcer notre action* [En ligne], <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs220/fr/>,
- OSTROM, Elinor (1993). « A communitarian approach to local governance », *National Civic Review*, 82 (3), p. 226-233.
- OTERO, Marcelo, (2003). *Les règles de l'individualité contemporaine. Santé mentale et société*, Collection Sociologie contemporaine, Québec, Presse de l'Université Laval, 336 p.
- OTERO, Marcelo (2015). *Les fous dans la cité : Sociologie de la folie contemporaine*. Montréal, Boréal, 352 p.
- PAILLÉ, Pierre (1994). « L'analyse par théorisation ancrée », *Cahiers de recherches sociologiques*, dans Critiques féministes et savoir, n° 23, p. 147-181.
- PAILLÉ, Pierre, MUCCHIELLI, Alex (2008). « L'analyse en mode d'écriture », dans *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris, Armand Colin, p. 123-130.
- PAQUET, Louise (2014) *Les parcours d'émancipation et les espaces de participation en santé mentale : un tremplin vers la citoyenneté*, Thèse de doctorat, Université de Montréal, 332 p.
- PARAZELLI, Michel (1990). « Pour ajouter de la misère à la vie : L'impact d'une épidémiologie social-étatique sur l'action communautaire et les problèmes sociaux », *Service social*, vol. 39, n° 2, 1990, p. 175-187, [En ligne] <http://id.erudit.org/iderudit/706484ar>
- PARAZELLI, Michel (2001). « Dissonances politiques de l'action communautaire autonome », *L'Action Nationale*, n° 3, mars 2001, p.19-41.
- PARAZELLI, Michel (2004). « Le renouvellement démocratique des pratiques d'intervention sociale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 17, n° 1, p. 9-32.
- PARAZELLI, Michel et RUELLAND, Isabelle (2017). *Autorité et gestion de l'intervention sociale. Entre servitude et actepouvoir*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- PATTARONI, Luca (2016). « La trame sociologique de l'espace », *SociologieS*, Dossiers, Penser l'espace en sociologie, [En ligne], <http://sociologies.revues.org/5435>
- PATTON, Micheal Quinn, (2015). « Fieldwork strategies and observation methods » Part 2, Qualitative designs and data collection, *Qualitative research and evaluation methods. Integratingthéory and pratique*, Fourthedition, California, SAGE publications Ltd., 832 p.

- PELLETIER, Jean-François., CORBIÈRE, Marc, LECOMPTE, Tania, BRIAND, Catherine, CORRIGAN, Patrick, DAVIDSON, Larry et ROWE, Michael, (2015). « Citizenship and recovery: two intertwined concepts for civic-recovery ». *Biomed Central Psychiatry*, vol.15 n° 37. 7 p.
- PERRENOUD, Phillipe (2001). *Mettre la pratique réflexive au centre du projet de formation*, [En ligne], https://www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/perrenoud/php_main/php_2001/2001_02.html
- PIRES, Alvaro (1997). « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique » dans POUPART, DESLAURIERS, GROULX, LAPERRIÈRE, MAYER, PIRES (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville, Gaëtan Morin, Éditeur, p. 113-172
- POIREL, Marie-Laurence, CORIN, Ellen, RODRIGUEZ, Lourdes (2012). « Traiter dans la communauté : un regard alternatif sur des enjeux de bonnes pratiques en santé mentale », *Revue canadienne de santé mentale communautaire*, vol. 31 n° 2, 17 p.
- POIREL, Marie-Laurence, WEISS, Benjamin, KHOURY, Emmanuelle et CLÉMENT, Michèle (2015). « Entre pressions normatives et résistances : L'intégration dans la collectivité des personnes vivant avec un problème de santé mentale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 27, n° 2, p 193–207.
- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE (RRASMQ) (s.d.) *La liste des membres. Le Rivage Val St-François*, [En ligne], http://www.rrasmq.com/liste_membres.php?LI=0
- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE AU QUÉBEC, (RRASMQ) (2005). *Balises pour une approche alternative de traitement en santé mentale*, 12 p. [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/Philosophie_Histoire_Pratiques/traitement_Balises_2005.pdf
- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE AU QUÉBEC (RRASMQ) (2009a). *L'alternative en santé mentale. Ailleurs et Autrement*. [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/Philosophie_Histoire_Pratiques/Promotion_Alternative.pdf
- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE AU QUÉBEC, (RRASMQ) (2009b). *Le MANIFESTE du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec*, Réédition 2009, 18 p. [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/Philosophie_Histoire_Pratiques/Manifeste_reedition2009.pdf
- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE AU QUÉBEC, (RRASMQ) (2015). *Rapport d'activités 2014-2015*. 44 p, [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/Rapports_annuels/Rapport_Annuel_2014-15.pdf

- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE AU QUÉBEC, (2017), « Notre santé mentale est affectée quand... », *L'Autre Espace, La revue du RRASMQ*, Automne 2017, vol. 8, n° 2, p. 21-23, [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/LautreEspace/LautreEspace_2017-12_Vol8-2.pdf
- RENÉ, Olivier (2013). *Le Rivage du Val St-François. Une halte après la dérive. Document de base portant sur les valeurs, les principes et les façons de faire*, 29 p.
- RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME (RQ-ACA), (s.d.). *Le réseau québécois de l'action communautaire autonome* [En ligne], <http://www.rq-aca.org/>
- RICOEUR, Paul (2004). *Parcours de la reconnaissance : trois études*, Paris : Stock, 386 p.
- RIVERIN-SIMARD, Danielle, SPAIN, Armelle et MICHAUD Clémence (1997). « Positions paradigmatiques et recherches sur le développement vocationnel adulte », *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 4, n° 1, p. 59 à 91, [En ligne], http://www.fse.ulaval.ca/danielle.riverin-simard/pdf/positions_paradigmatiques.pdf
- ROBERGE, Marie-Claude et WHITE, Deena (2000). « L'Ailleurs et l'Autrement des pratiques communautaires en santé mentale au Québec », *Revue canadienne de santé mentale communautaire*, 2000, vol. 19, n° 2 : 31-56, [En ligne], https://www.academia.edu/1637643/Lailleurs_et_lautrement_des_pratiques_communautaires_en_sant%C3%A9_mentale_au_qu%C3%A9bec
- RODRIGUEZ, Lourdes CORIN, Ellen, POIREL, Marie-Laurence (2001). « Le point de vue des utilisateurs sur l'emploi de la médication en psychiatrie : une voix ignorée », *Revue québécoise de psychologie*, vol. 22, n° 2, 2001, 22 p.
- RODRIGUEZ, Lourdes, BOURGEOIS, Linda, LANDRY, Yves, GUAY, Lorraine et PINARD, Jean-Luc (2006). *Repenser la qualité des services en santé mentale dans la communauté. Changer de perspective*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 336 p.
- RODRIGUEZ, Lourdes et POIREL Marie-Laurence (2007). « Émergence d'espaces de parole et d'action autour de l'utilisation de psychotropes : La Gestion autonome des médicaments de l'âme », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, p.111–127.
- RODRIGUEZ, Lourdes (2011). « Nouveaux paramètres pour l'élaboration des pratiques de soutien communautaire : contribution des organismes communautaires et alternatifs au Québec », *Santé mentale au Québec*, vol 36, n° 1, p. 35–56, PDF
- ROY, Simon (2016). « L'étude de cas », dans GAUTHIER Benoît et BOURGEOIS Isabelle (dir.) dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, 6e édition, Chapitre 8, p. 195-221, Québec, Presse de l'Université du Québec

- SANTOS, Boaventura de Sousa (2011). « Épistémologies du Sud », *Études rurales*, janvier-juin, n° 187, p. 21-50.
- SAVARD, Sébastien, PROULX, Jean (2012). « Les organismes communautaires au Québec : De la coexistence à la supplémentarité », *Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale*, Vol. 3, n° 2, Automne 2012 p. 24-42.
- SAVARD, Sébastien, LAFOREST, Rachel, BOURQUE, Denis, CAILLOUETTE, Jacques (2014-2017). *Analyse comparative des relations entre l'État et les organismes communautaires au Québec et en Ontario dans les secteurs de la santé mentale et de la dépendance*, CRSH, programme « Subvention Savoir », mars 2014-mars 2017.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2007). « Comment peut-on construire un échantillonnage scientifiquement valide ? », *Recherches qualitatives* –, Actes du colloque recherche qualitative : les questions de l'heure, Hors-Série – numéro 5 – pp. 99-111, [En ligne], http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v5/savoie_zajc.pdf
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2016). « L'entrevue semi-dirigée », dans GAUTHIER Benoît et BOURGEOIS Isabelle (dir.) dans *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, 6e édition, Chapitre 13, p. 337-362, Québec, Presse de l'Université du Québec.
- SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME DU QUÉBEC (2004). *Cadre de référence en action communautaire*, 103 p. [En ligne], <https://www.mess.gouv.qc.ca/sacais/action-communautaire/cadre-reference.asp>
- SHEPHERD, Geoff, BOARDMAN, Jed et SLADE, Mike (2007). *Faire du rétablissement une réalité*. 29 p. [En ligne] http://www.douglas.qc.ca/publications/220/file_fr/faire_du_retablissement_une_realite_2012.pdf
- SHRAGGE, Éric. (2007). « La pratique communautaire et la lutte pour la transformation sociale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, p. 184-192, [En ligne], <https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2007-v19-n2-nps1724/016059ar.pdf>
- STEINBERG, Dominique (2008), « La résolution de problèmes mutuels et l'aide mutuelles » dans *Le travail de groupe : un modèle axé sur l'aide mutuelle pour aider les personnes à s'entraider*, Québec, PUL, p. 133-153
- STOECKLIN, Daniel (2011). « Favoriser l'intervention participative à travers la réflexivité : comparaison entre deux modèles systémiques », *Nouvelles pratiques sociales*, 23, (2) 152-166.
- TARDE, Gabriel (1890). « Les lois de l'imitation », 2^e édition, (1895), Dans le cadre de : « *Les classiques des sciences sociales* » 388p. [En ligne], http://classiques.uqac.ca/classiques/tarde_gabriel/lois_imitation/tarde_lois_imitation.pdf

- THÉORET, Robert (2013). « Jusqu'où oser la communauté ? » dans *Osons prendre place dans la communauté !*, revue *L'autre Espace*, vol. 4, n° 1, p. 4-6, [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/LautreEspace/LautreEspace_2013-06_Vol4-1.pdf
- THÉORET, Robert (2016). « Enjeux de transformation sociale. Bien commun, solidarité et participation citoyenne en santé mentale », dans *Penser et réaliser la participation*, revue *L'autre espace*, Été 2016, vol. 7, n° 1., p 1-3, [En ligne], http://www.rrasmq.com/publications/LautreEspace/LautreEspace_2016-06_Vol7-1.pdf
- TOURAINÉ Alain (2007). *Penser autrement*, Paris, Fayard, 323 p.
- TREMBLAY, Pierre-André (2014). « Une sociologie de la recherche partenariale », dans J.-MFontan, J.-L. Klein, D. Bussières (dir.), *Le défi de l'innovation sociale partag e*, Québec, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 15-34.
- VOIROL, Olivier (2012). « Quel est l'avenir de la théorie critique ? », *Questions de communication*, Dossier. 10 questions de communication, vol. 21, p. 107-122, [En ligne], <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6601>
- WANLIN, Philippe (2007). « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », *Recherches Qualitatives*, Actes du colloque « Bilan et perspectives de la recherche qualitative », hors série – n  3. 30 p.
- WEINSTOCK, Daniel (2010). *Qu'est-ce qui constitue une donn e probante ? Une perspective philosophique*, Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé, 13 p. [En ligne], http://www.ccnpps.ca/docs/Weinstock_Donn%C3%A9eProbante_Fr.pdf
- WIEVIORKA Michel (2012). « Du concept de sujet à celui de subjectivation/d subjectivation », Fondation maison des Sciences de l'Homme, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012, [En ligne], <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00717835/document>
- WHITE, Deena et MERCIER Céline (1989). « Ressources alternatives et structures intermédiaires dans le contexte québécois », *Santé mentale au Québec*, vol. 14, n  1, p. 69-80, [En ligne], <https://www.erudit.org/fr/revues/smq/1989-v14-n1-smq1230/031489ar/>
- YIN, Robert K. (2009). *Case study research. Design and methods*, fourth edition, Thousand Oak, California, Sage Publications Inc., 219 p.
- YIN, Robert K. (2016). *Qualitative research from start to finish*, second edition, New York, United States of America, The Guilford Press, 386 p.
- ZIN, Jean (2009) « André Gorz, pionnier de l'écologie politique. » Dans C. Fourel (dir.), *André Gorz, un penseur pour le XXI  siècle*, (p. 57-75), Paris, La Découverte

ANNEXES

Annexe A : Lettre explicative (prise de contact)

Bonjour,

Je me permets de vous solliciter pour participer à un projet de recherche que j'amorce présentement pour l'obtention de ma maîtrise en service social à l'Université de Sherbrooke, sous la direction de Jacques Caillouette.

Par ce projet, je souhaite examiner la mise en œuvre des pratiques de transformation sociale qui prennent place au Rivage du Val St-François.

Votre contribution consisterait à participer à une entrevue individuelle d'environ une heure à une heure et demie sur le sujet. Si vous le désirez, il me fera plaisir de vous faire parvenir préalablement les thèmes de l'entrevue. La rencontre pour l'entrevue peut se faire dans les locaux du Rivage du Val St-François ou dans tout autre lieu de votre choix.

L'entrevue sera enregistrée audio et je m'engage formellement quant à la confidentialité des noms et des données recueillies. Par ailleurs, un formulaire de consentement et de confidentialité vous sera remis lors de l'entrevue.

Qui peut participer ?

- Celui ou celle qui fréquente Le Rivage du Val St-François ou qui est en lien avec (membres-citoyens, citoyens de la communauté, permanents, partenaires).
- Celui ou celle qui a 18 ans et plus et qui est volontaire.
- Celui ou celle qui a le goût de participer au développement des connaissances en science sociale.
- Celui ou celle qui souhaite disposer d'un moment pour réfléchir et s'exprimer sur le sujet.

Merci beaucoup de considérer ma demande. N'hésitez pas à me contacter si vous souhaitez de plus amples informations.

Nancy Lévesque
Université de Sherbrooke
Étudiante à la maîtrise en travail social à
nancy.levesque3@usherbrooke.ca
819-542-XXXX (du lundi au vendredi de 9 h à 16 h)

Annexe B : Courriel explicatif partenaire du réseau (prise de contact)

Mme Manon Therrien

Chef de service santé mentale/dépendance et services psychosociaux,
Responsable de l'équipe d'intervenants du RLS des Sources, Haut-Saint-François
et Val St-François

Bonjour Madame Therrien,

Je suis étudiante à l'Université de Sherbrooke et j'amorce présentement un projet de recherche pour l'obtention de ma maîtrise en service social sous la direction de Jacques Caillouette. Par ce projet, je souhaite étudier le modèle de pratiques alternatives et de transformation sociale en santé mentale que développe l'organisme communautaire Le Rivage du Val St-François ces dernières années.

Par la présente, je désire solliciter la participation de l'un(e) de vos intervenant(e)s qui est en lien avec Le Rivage du Val St-François et ses membres et qui possède une connaissance des pratiques du Rivage du Val St-François.

La contribution de l'intervenant(e) du RLS du Val St-François consistera à participer à une entrevue individuelle d'environ une heure à une heure et demie sur le sujet. Il me fera plaisir de vous faire parvenir au préalable les thèmes de l'entrevue si vous le désirez. La rencontre pour l'entrevue peut se faire dans les locaux du Rivage du Val St-François, ceux du RLS du Val St-François ou dans tout autre lieu au choix de l'intervenant.

L'entrevue sera enregistrée audio et je m'engage formellement quant à la confidentialité des noms et des données recueillies. Par ailleurs, un formulaire de consentement et de confidentialité sera remis et signé par les deux partis au moment de l'entrevue.

Merci beaucoup de considérer ma demande. N'hésitez pas à me contacter si vous souhaitez de plus amples informations.

Cordialement,

Nancy Lévesque
Université de Sherbrooke
Étudiante à la maîtrise en travail social à
nancy.levesque3@usherbrooke.ca
819-542-XXXX (du lundi au vendredi de 9 h à 16 h)

Annexe C : Prise de contact téléphonique

Bonjour monsieur ou madame « X »,

Je m'appelle Nancy Lévesque. Je suis étudiante à la maîtrise en travail social à l'Université de Sherbrooke. Je vous appelle pour faire suite à votre réponse démontrant votre intérêt à participer au projet de recherche que je mène sur les pratiques alternatives et de transformation sociale en santé mentale au Rivage du Val St-François. Je désire vous donner de plus amples informations et répondre à vos questionnements si vous en avez.

Si vous n'avez pas le temps actuellement, je peux vous rappeler à un autre moment.

Comme vous avez pu le constater dans le courriel (ou l'affichage au Rivage du Val St-François), je fais actuellement une recherche portant sur les pratiques de transformation sociale dans les ressources alternatives en santé mentale. Le Rivage du Val St-François est la ressource que j'ai choisie comme terrain d'exploration. Le but de cette recherche est, à la lumière du concept de transformation sociale de comprendre l'esprit, le modèle et l'application des pratiques alternatives en santé mentale développées par cet organisme.

Votre contribution consistera à participer à une entrevue individuelle d'une heure à une heure trente maximum. Nous pouvons nous rencontrer dans les locaux du Rivage du Val St-François ou tout autre lieu de votre choix. L'entrevue sera enregistrée audio, et les données demeureront confidentielles.

Si vous êtes toujours intéressé(e) à m'accorder une entrevue, je vous enverrai par courriel le formulaire de consentement, ainsi que la grille de thèmes de l'entrevue. Vous pourrez en prendre connaissance et, lors de la rencontre, du temps sera alloué pour répondre à vos questions les concernant. Une copie papier du formulaire vous sera remise et signée lors de la rencontre.

Pouvez-vous me communiquer votre courriel s'il vous plaît ? Merci.

Avez-vous actuellement des questions à propos de ce projet et de votre participation ?

Si vous avez des questions supplémentaires, n'hésitez pas à me contacter par courriel à l'adresse nancy.levesque3@usherbrooke.ca ou par téléphone au 819-542-XXXX, du lundi au vendredi de 9 h à 16 h.

Je vous remercie, bonne journée à vous et à bientôt.

Annexe D : Guide des entrevues semi-dirigées

Les entrevues seront réalisées d'une manière ouverte, c'est-à-dire centrée sur la manière dont la personne interviewée, par son expérience ou ses connaissances, identifie et analyse différentes pratiques du Rivage du Val St-François qui lui apparaissent orientées vers la transformation sociale et l'innovation sociale. Ce guide se veut donc un outil pour orienter l'entrevue autour de certains thèmes centraux, mais laisse néanmoins place à la possibilité de faire ressortir, au travers du récit du participant, d'autres contenus significatifs susceptibles d'enrichir la recherche.

Notre schéma d'entrevue se divise en trois temps. Ainsi, nous nous entretiendrons sur :

- 1- La relation de la personne avec la ressource du Rivage du Val St-François ; son rôle par rapport à la ressource ainsi que son mode de participation au sein de celle-ci.
- 2- L'identification et la description de pratiques au Rivage du Val St-François et de leurs liens avec l'esprit des pratiques alternatives en santé mentale et de transformation sociale.

Les sous-thèmes possibles d'exploration qui pourront être abordés, sans toutefois s'y contraindre, sont :

- La reconnaissance
 - La citoyenneté et la participation sociale
 - Le statut des participants (rôle identitaire)
 - L'émancipation
 - L'espace laissé
 - La déstigmatisation
- 3- La place du Rivage du Val St-François comme agent de transformation sociale, à savoir :

A) Pourquoi, selon vous, Le Rivage du Val St-François apparaît comme une ressource qui contribue ou non au développement des pratiques alternatives en santé mentale ?

B) Selon vous, quel est l'apport principal du Rivage envers la communauté ?

Annexe E : Grille d'observation

L'observation directe de la chercheuse lors de l'activité _____ du Rivage Val St-François vise à mieux connaître cette ressource alternative en santé mentale, ses pratiques et à s'imprégner de sa culture.

La chercheuse, pendant le déroulement formel de l'activité, s'en tiendra strictement à un rôle d'observation directe, toutefois pendant les pauses elle pourra échanger informellement avec les autres participants.

Les finalités d'observation se résument à comprendre les pratiques alternatives en santé mentale du Rivage à la lumière des concepts de transformation sociale dans le contexte de l'activité ci-haut mentionné. Nous voulons comprendre le sens, l'orientation et la dynamique que prennent les pratiques alternatives et de transformation sociale en santé mentale que développe cet organisme en son sein comme avec ses partenaires. Voici les grands points d'observation de la « participation » de la chercheuse à cette activité :

- la participation des membres-citoyens à cette activité (présence, implication, etc.) ;
- la gestion de l'activité (négociation du pouvoir, prise et temps de parole, etc.) ;
- l'espace qui est laissé aux membres (parole, participation, autonomie, etc.) ;
- la/les visions et valeurs véhiculées consciemment ou inconsciemment ;
- les relations entre les personnes participantes à l'activité (pouvoir, validation, reconnaissance, respect, etc.) ;
- le caractère démocratique (participation de tous, autogestion du groupe, etc.)
- les rôles, identités et définitions, explicites ou implicites, que les participant(e)s se donnent ;
- les thèmes abordés (dans les discussions formelles ou informelles) ;
- l'espace réflexif collectif et engagé par/dans les discussions ;
- les relations avec la communauté/l'espace laissé à la communauté (s'il y a lieu) ;
- le potentiel émancipateur de l'activité ou de ses possibles « effets collatéraux » (s'il y a lieu).

Ces points d'observation ne sont pas exhaustifs, la chercheuse demeure ouverte à toutes informations ou tous questionnements qui lui permettent de mieux saisir les pratiques alternatives en santé mentale à la lumière des concepts de transformation sociale.

Méthodes d'observation : la chercheuse n'utilise aucune méthode d'enregistrement électronique (magnétophone, caméra ou autre) et seule la prise de notes manuscrites (mémos, notes théoriques et analytiques) sera à l'occasion utilisée lors de cette activité.

Signature de la chercheuse : _____

Date et lieu : _____

Signature du/de la responsable de l'activité : _____

Date et lieu : _____

Annexe F : Journée de réflexion du 25 janvier 2018

Résumé de la rencontre de la journée de réflexion du 25 janvier 2018

A. Points ressortis par les participants (membres, permanentes et stagiaires) lors de la journée de réflexion ayant pour thème : « **Insatisfaction, inquiétudes et désirs concernant Le Rivage » (afin d'améliorer notre bien-être collectif)**

1. Je me sens bien d'aider, mais il y a des difficultés de communication, frustration face au manque de participation (toujours les mêmes). Mais ça m'a aidé à parler plus.
2. Bien accueilli, pas rejeté, difficile pour le transport.
3. Le Rivage ne nous laisse pas tomber, lieu de rassemblement, réfléchir à l'avance aux activités.
4. On s'entend bien avec les autres au Rivage, on se sent en confiance.
5. Souvent les mêmes personnes sur les comités, j'aime les journées de réflexions, j'aime l'implication aux autres groupes et aime avoir le temps pour s'exprimer.
6. Les gens ayant des insatisfactions devraient venir les partager avec nous pour aider à trouver des solutions.
7. Je me sens respecté ; Le Rivage nous a aidés à fonctionner ensemble.
8. Les gens de la ville et du Rivage devraient travailler ensemble. Faire connaître et promouvoir Le Rivage.
9. S'assurer que tout le monde, en groupe, donne son opinion.
10. Plus d'implication de la part des intervenants (party, sortie, activités). Toujours les mêmes qui s'implique = danger d'essoufflement.
11. Décalage³⁰ entre : ce que l'on fait vs ce que l'on veut faire ; fonctionnement ici et le fonctionnement dans la vraie vie. Mais implication = espace pour être, choisir et participer.
12. Enlever la stigmatisation.
13. Délais longs, c'est un irritant, pas d'aboutissement pour régler les problèmes.
14. Être plus dans la communauté.

Les 2 forces du Rivage qui ont été identifiées au travers de ces thèmes sont l'accueil et l'appui.

B. Points négatifs qui ont été travaillés en petites équipes :

1. Participation
2. Lenteur/lourdeur du processus
3. Stigmatisation
4. Communication

³⁰ Au sujet du décalage, la personne avise qu'elle se sent en décalage entre ce que 'on veut faire et ce que l'on réussit à faire, ce que l'on pense et ce que la société offre, propose ou impose.

C. Solutions mises en commun :

1 -Participation : (p.36)

- Connaître les raisons pourquoi les gens ne participent pas
- Inviter la communauté. Aller vers la communauté (5 @7)
- Impliquer les membres dans toutes les stratégies que le Rivage a
- Faire des soirées relaxes/libres
- Multiplier les espaces de participation (ex : rencontre à Valcourt)
- S'affirmer et respecter ses limites
- Faire connaître Le Rivage
- Rester ouvert à entendre insatisfaction en tout temps
- Utiliser plus l'Anglais
- Aller plus au café et vice-versa (ça va dans les 2 sens)
- Plus flexible dans les horaires (ex. game le soir)
- Travailler sur un projet à la fois (ou en mener moins de front ; prioriser)

2- Lourdeur du processus (p.36)

- Aller voir les réflexions passées dans les historiques de comité
- Tableau avec les mandats des comités (pour connaître la « porte d'entrée d'un projet »)
- Suivi de qui fait quoi dans les comités
- Sujet plus précis pour amener des questions plus précises et – complexes
- Prioriser les projets

3- Communauté/stigmatisation

- Réunir groupe d'achat (Valcourt) et Rivage
- Promouvoir Le Rivage et présence à événement locaux (promotion Rivage)
- Comité promotion (site web)
- Amener une vision positive de la santé mentale (et non focus sur le problème)
- Prendre contact avec les groupes anglophones

4- Communication :

- Bonne traduction (certains documents laissent à désirer...)
- Traduction
- Inscrire décision prises sur babillard/Tableau blanc (pour que tous sachent)

Défi : comment transmettre les informations ?

- Ramener ponctuellement les infos des rencontres extérieures (ex : RRASMQ)³¹
- Que les gens soient plus au fait de ce que les permanents font
- Dire ce qui est fait lors des représentations

³¹ Depuis cette journée de réflexion, nous avons pu constater qu'une *Journée partage d'informations* est inscrite au calendrier mensuel pour donner aux membres et au permanentes du Rivage des informations de tout genre.

Annexe G : Formulaire d'information et de consentement (français)



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche de Nancy Lévesque. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions à la chercheuse. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée. Prenez tout le temps nécessaire pour prendre votre décision.

Titre du projet de recherche

Transformation sociale et intervention alternative en santé mentale : le modèle du Rivage.

Personnes responsables du projet de recherche

Nancy Lévesque – Étudiante, projet présenté dans le cadre de la Maîtrise en Travail social de l'Université de Sherbrooke. Nancy.Levesque3@USherbrooke.ca 819-542-0424 (du lundi au vendredi de 9 h à 16 h)

Jacques Caillouette – Directeur de maîtrise, Professeur à l'école de Travail social de l'Université de Sherbrooke. Jacques.Caillouette@USherbrooke.ca 819 821-8000 (ou sans frais au 1 800 267-8337), poste 62251

Financement du projet de recherche

La chercheuse a reçu une bourse des Fonds de recherche du Québec–Société et culture (FRQSC) en mai 2017 ainsi qu'une bourse institutionnelle de la Faculté des Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, en mars 2017.

Objectifs du projet de recherche

- 1- Documenter des pratiques empiriques d'intervention alternative en santé mentale afin de mieux comprendre l'esprit de ces pratiques et d'améliorer la théorisation par le contact avec le terrain.
- 2- À partir des pratiques observées, induire des éléments de théorisation et d'explicitation des pratiques afin d'en permettre une meilleure appropriation et diffusion.

- 3- Par le partage des observations, des analyses et des pistes interprétatives de la recherche, stimuler la réflexivité des permanents et des membres de l'organisme de manière à approfondir leur connaissance et leur compréhension de leurs pratiques et en identifier de nouvelles potentialités.

Raison et nature de la participation

Votre participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'environ une heure à une heure et demie (60 à 90 minutes). Cette entrevue aura lieu dans les locaux du Rivage du Val St-François ou à l'endroit qui vous convient et selon vos disponibilités (date et heure). Vous aurez à identifier et analyser les différentes pratiques qui prennent place au Rivage du Val St-François et auxquelles vous avez participé et à nommer des situations qui mettent en relief ces pratiques. Cette entrevue sera enregistrée sur support audio.

Avantages pouvant découler de la participation

Vous ne retirerez aucun avantage direct à participer à ce projet de recherche. Cependant, votre participation aidera à mieux comprendre les pratiques de transformation sociale actuelles qui prennent place au Rivage du Val St-François. À cela s'ajoute le fait que votre participation contribuera à une compréhension renouvelée des pratiques alternatives en santé mentale et suscitera des réflexions sur ces pratiques.

Inconvénients et risques pouvant découler de la participation

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps. Si jamais la durée de l'entrevue (60 à 90 minutes) vous semble trop longue pour vous, vous pouvez demander de prendre une pause ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra.

Il se peut, lors de l'entrevue, que le fait de parler de votre expérience vous amène à vivre un malaise ou de vous rappeler des souvenirs pénibles. C'est pourquoi nous respectons vos choix d'aborder ou non certains sujets. Si cependant cela se produit après l'entrevue, vous pouvez faire une demande d'accompagnement ou de soutien auprès d'un permanent du Rivage du Val St-François.

Enfin, si vous en éprouvez le besoin, vous pouvez également vous présenter à l'accueil psychosocial du Centre local de services communautaires (CLSC) de Richmond (110, rue Barlow, Richmond, J0B 2H0, 819-542-2777 poste 55400) au CLSC de Valcourt (1150, rue Champlain, Valcourt, J0E 2L0, 819-542-2777) ou au CLSC de Windsor (23, rue Ambroise-Dearden, Windsor, J1S 1G8, 819-542-2777). Vous pouvez aussi communiquer avec Urgence-Détresse (24 h par jour, 7 jours par semaine au 819-780-2222 ou 811, option 2).

Participation volontaire et possibilité de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raison, en informant un des responsables du projet de recherche.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits ?

Oui () Non ()

Initiales du participant : _____

Il vous sera toujours possible de revenir sur votre décision. Le cas échéant, le chercheur ou la chercheuse vous demandera explicitement si vous désirez la modifier.

Compensation financière

Vous ne recevrez pas de compensation financière pour votre participation à ce projet de recherche.

Confidentialité, partage, surveillance et publications

Durant votre participation à ce projet de recherche, la chercheuse responsable recueillera et consignera dans un dossier de recherche les renseignements vous concernant. Seuls les renseignements nécessaires à la bonne conduite du projet de recherche seront recueillis. Ils peuvent comprendre les informations suivantes : nom et propos recueillis pendant l'entrevue.

Tous les renseignements recueillis au cours du projet de recherche demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Afin de préserver votre identité et la confidentialité de ces renseignements, vous serez identifié(e) par un nom fictif.

La chercheuse responsable de l'étude utilisera les données à des fins de recherche dans le but de répondre aux objectifs scientifiques du projet de recherche décrits dans ce formulaire d'information et de consentement.

Les données du projet de recherche pourront être publiées dans des revues scientifiques ou partagées avec d'autres personnes lors de discussions scientifiques. Aucune publication ou communication scientifique ne renfermera d'information permettant de vous identifier. Dans le cas contraire, votre permission vous sera demandée au préalable.

Les données recueillies seront conservées par la chercheuse, sous clé, pour une période n'excédant pas 5 ans. Après cette période, les données seront détruites. Aucun renseignement permettant d'identifier les personnes qui ont participé à l'étude n'apparaîtra dans aucune documentation.

À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourrait être consulté par une personne mandatée par le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, ou par des organismes gouvernementaux mandatés par la loi. Toutes ces personnes et ces organismes adhèrent à une politique de confidentialité.

Coordonnées de personnes-ressources

Si vous avez des questions ou éprouvez des problèmes reliés au projet de recherche, ou si vous souhaitez vous en retirer, vous pouvez communiquer la chercheuse responsable ou avec une personne de l'équipe de recherche au numéro suivant :

Nancy Lévesque : 819-542-0424 (du lundi au vendredi de 9 h à 16 h)

Jacques Caillouette : 819 821-8000 (ou sans frais au 1 800 267-8337), poste 62251

Approbation par le comité d'éthique de la recherche

Le Comité d'éthique de la recherche - Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke a approuvé ce projet de recherche et en assurera le suivi.

Pour toute question concernant vos droits en tant que participant à ce projet de recherche ou si vous avez des commentaires à formuler, vous pouvez communiquer avec ce comité au numéro de téléphone 819-821-8000 poste 62644 (ou sans frais au 1 800 267-8337) ou à l'adresse courriel cer_lsh@USherbrooke.ca.

Signature de la personne participante

Je, _____ (nom en caractères d'imprimerie), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction.

Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : _____

Fait à _____, le _____ 201_

Engagement de la chercheuse responsable du projet de recherche

Je, Nancy Lévesque, chercheuse principale de l'étude, déclare que je suis responsable du déroulement du présent projet de recherche. Je m'engage à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à vous informer de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de votre consentement.

Signature de la chercheuse principale de l'étude : _____

Fait à _____, le _____ 201_

Annexe H : Formulaire d'information et de consentement (anglais)



INFORMATION AND CONSENT FORM

You are invited to participate in a research study. This document describes the study procedures. Feel free to ask questions about any words or paragraphs you do not understand. To take part in the study, you must sign the consent section at the end of this document; a signed and dated copy will be returned to you. Please take all the time you need to make your decision.

Research Study Title

Social Transformation and Alternative Intervention in Mental Health: *Le Rivage* Model.

(Transformation sociale et intervention alternative en santé mentale : le modèle du *Rivage*.)

Researcher Responsible for the Research Study

Nancy Lévesque – Student, project presented as part of the Master in Social Work at the Université de Sherbrooke. Nancy.Levesque3@USherbrooke.ca 819-542-0424 (Monday to Friday, from 9 h to 16 h)

Jacques Caillouette – Master's degree director, Professor at the School of Social Work at the Université de Sherbrooke. Jacques.Caillouette@USherbrooke.ca 819 821-8000 (or at no cost at 1 800 267-8337), extension 62251

Funding for the Research Study

The researcher received a grant from the *Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)* in May 2017 and an institutional scholarship from the *Faculty of arts, humanities and social sciences* at the Université de Sherbrooke, in March 2017.

Purpose of the Research Study

1. To document empirical practices of alternative mental health intervention to better understand the spirit of these practices and to improve theorization through field contact.
2. Based on observed practices, induce elements of theorization and explanation of practices in order to allow a better appropriation and diffusion.

3. Through the sharing of observations, analyzes and interpretative lines of research, stimulate the reflexivity of the interveners and the members of the organization so as to deepen their knowledge and understanding of their practices and to identify new potentials.

Description of the Research Procedures

Your participation in this project will be required for an interview of approximately one hour to an hour and a half (60 to 90 minutes). This interview will take place on the premises of *Le Rivage du Val Saint-François* or at a time and a place of your convenience. You will be asked to identify and analyze the various practices that take place at the *Le Rivage du Val Saint-François* as well as the ones in which you have participated, and to name situations that highlight these practices. This interview will be audio recorded.

Potential Benefits

You will not receive any direct benefit from participating in this research project. However, your participation will help to better understand the current social transformation practices that are taking place at *Le Rivage du Val Saint-François* and it will contribute to a renewed understanding of alternative mental health practices and provoke reflections on these practices.

Potential Risks

There are no potential risks associated to participating in this study. If the length of the interview (60 to 90 minutes) turns out to be too long for you, you will be able to take a break and /or continue the interview at another convenient time. During the interview, if talking about your experience causes you to feel uncomfortable or to brings back painful memories, we will respect your choice not to address certain topics. However, if you should ever feel uncomfortable during or after the interview, you will be referred to an intervener of *Le Rivage du Val Saint-François*.

Finally, if you feel the need, you can also go to the psychosocial services of the Richmond Local Community Service Center (CLSC) (110 Barlow Street). Richmond, J0B 2H0, 819-542-2777 extension 55400) at the CLSC de Valcourt (1150 Champlain Street, Valcourt, J0E 2L0, 819-542-2777) or the CLSC Windsor (23 Ambroise-Dearden Street, Windsor, J1S 1G8, 819-542-2777). You can also contact *Urgence-Détresse* (24 hours a day, 7 days a week at 819-780-2222 or 811, option 2)

Voluntary Participation and the Right to Withdraw

Your participation in this research project is voluntary. You are therefore free to refuse to participate. You can also withdraw from this project at any time, without giving any reason, by informing one of the persons in charge of the research project.

If you withdraw from the study, do you ask that the audio or written documents pertaining to you be destroyed?

Yes ☐

No ☐

Participant's initials _____

You will always be able to reconsider your decision. If so, the researcher will explicitly ask you if you want to change it.

Compensation

You will not receive financial compensation for participating in this research study.

Confidentiality

During your participation in this research project, the researcher in charge will collect and record your information in a research file. Only information pertinent to the research project will be collected. They may include the following information: name and words collected during the interview.

All information collected during the research project will be kept strictly confidential within the limits of the law. In order to preserve your identity and the confidentiality of this information, you will be identified under a fictitious name.

The researcher responsible for the study will use the data for research purposes in order to meet the scientific objectives of the research project described in this information and consent form.

Research project data may be published in scientific journals or shared with others in scientific discussions. No publication or scientific communication will contain information that identifies you. Otherwise, your permission will be requested in advance.

The data collected will be kept by the researcher in a locked cabinet for a period not exceeding 5 years. After this period, the data will be destroyed. No information identifying the individuals who participated in the study will be included in any documentation.

For monitoring and control purposes, your research file may be consulted by a person mandated by the Research Ethics Board of the Université de Sherbrooke (CÉR Lettres et sciences humaines) or by government agencies mandated by law. All these individuals and organizations adhere to policies on confidentiality.

Contact Information

If you have any questions or problems related to the research project, or if you wish to withdraw from it, you can contact the researcher in charge or someone from the research team at the following number:

Nancy Lévesque : 819-542-0424 (Monday to Friday, from 9 h to 16 h)

Jacques Caillouette : 819 821-8000 (or at no cost at 1 800 267-8337), extension 62251

Approval of the Research Ethics Board

The Research Ethics Board of the Université de Sherbrooke (CÉR Lettres et sciences humaines) approved this research and is responsible for the monitoring of the study.

For any question concerning your rights as a research participant taking part in this study, or if you have comments, or wish to file a complaint, you may communicate with the Research Ethics Board at the following phone number 819-821-8000 (or toll free at 1-800-267-8337) extension 62644, or by email at cer_lsh@USherbrooke.ca.

Participant's signature

I, _____ (print name), have read and / or understood this form and I have received a copy. I understand the nature and purpose of my participation in the project. I had the opportunity to ask questions that were answered, to my satisfaction. I hereby freely accept to participate in the project.

Participant's signature: _____

Signed in _____, on _____ 201_

Commitment of the researcher in charge of the research project

I, Nancy Lévesque, principal investigator of the study, declare that I am responsible for the conduct of this research project. I am committed to respect the obligations set out in this document and to inform you of any element that could change the nature of your consent.

Principal investigator's signature: _____

Signed in _____, on _____ 201_

